

Art. 3. Het reglement in bijlage wordt ook bekendgemaakt door de distributienetbeheerder Sibelga op zijn website.

Brussel, 13 juli 2006.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering
belast met Leefmilieu, Energie, Waterbeleid,
Renovatiepremies en Groenvoorzieningen,
E. HUYTEBROECK

Art. 3. Le règlement ci-annexé est également publié par le gestionnaire du réseau de distribution Sibelga sur son site internet.

Bruxelles, le 13 juillet 2006.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président
du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale
chargé de l'Environnement, de l'Energie, de la Politique de l'Eau,
des Primes à la Rénovation et des Espaces verts,
E. HUYTEBROECK

Règlement technique pour la gestion du réseau de distribution d'électricité en Région de Bruxelles-Capitale et l'accès à celui-ci pris en exécution de l'article 11 de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale

TABLE DES MATIERES

TITRE I^{er}. — DISPOSITIONS GENERALES

CHAPITRE 1^{er}. — Principes généraux

Section 1.1. — Champ d'application et définitions

Section 1.2. — Tâches et obligations du gestionnaire du réseau de distribution

CHAPITRE 2. — Echange d'informations et confidentialité

Section 2.1. — Echange d'informations

Section 2.2. — Confidentialité

Section 2.3. — Publicité des informations

CHAPITRE 3. — Accessibilité des installations

Section 3.1. — Prescriptions générales relatives à la sécurité des personnes et des biens

Section 3.2. — Accessibilité des installations du gestionnaire du réseau de distribution

Section 3.3. — Accessibilité des installations de l'utilisateur du réseau de distribution et modalités particulières relatives aux installations faisant fonctionnellement partie du réseau de distribution ou ayant une influence non négligeable sur celui-ci

CHAPITRE 4. — Situation d'urgence et force majeure

Section 4.1. — Définition d'une situation d'urgence

Section 4.2. — Force majeure

Section 4.3. — Intervention du gestionnaire du réseau de distribution

Section 4.4. — Suspension des obligations

CHAPITRE 5. — Enfouissement des lignes électriques

CHAPITRE 6. — Exigences techniques minimales pour l'établissement des infrastructures du réseau

CHAPITRE 7. — Lignes directes

CHAPITRE 8. — Réseaux privés

TITRE II. — Code de planification

CHAPITRE 1^{er}. — Données en vue d'établir un plan d'investissements

CHAPITRE 2. — Données de planification

Section 2.1. — Généralités

Section 2.2. — Données à notifier

TITRE III. — Code de raccordement

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Section 1.1. — Généralités

Section 1.2. — Mode de raccordement en fonction de la capacité de raccordement

Section 1.3. — Raccordements de secours

Section 1.4. — Prescriptions techniques applicables à tout raccordement et aux installations de l'utilisateur du réseau de distribution

CHAPITRE 2. — Prescriptions spécifiques aux raccordements en haute tension

Section 2.1. — Environnement des installations

Section 2.2. — Conformité des installations

CHAPITRE 3. — Prescriptions spécifiques aux raccordements en basse tension

Section 3.1. — Environnement des installations

Section 3.2. — Conformité des installations

Section 3.3. — Capacité de raccordement

CHAPITRE 4. — Prescriptions techniques complémentaires pour le raccordement d'unités de production d'électricité verte et d'unités de production décentralisées

CHAPITRE 5. — Procédure de raccordement

Section 5.1. — Généralités

Section 5.2. — Raccordement à la haute tension

Sous-section 5.2.1 — Généralités

Sous-section 5.2.2 — Etude d'orientation et avant-projet de raccordement

Sous-section 5.2.3 — Etude de détail et projet de raccordement

Sous-section 5.2.4 — Contrat de raccordement

Sous-section 5.2.5 — Exécution du raccordement

Section 5.3. — Raccordement à la basse tension

CHAPITRE 6. — Utilisation, entretien et conformité du raccordement

Section 6.1 — Généralités

Section 6.2 — Utilisation des installations qui font fonctionnellement partie du réseau de distribution

Section 6.3 — Utilisation et entretien de raccordements en haute tension

Section 6.4 — Utilisation et entretien de raccordements en basse tension

Section 6.5 — Conformité du raccordement et des installations de l'utilisateur du réseau de distribution

Section 6.6 — Enlèvement d'un raccordement

CHAPITRE 7. — Dispositions particulières pour le raccordement en réseaux privés**CHAPITRE 8. — Disposition transitoire****TITRE IV. — Code d'accès****CHAPITRE 1. — Principes généraux****CHAPITRE 2. — Modalités des demandes d'accès**

Section 2.1. — Introduction d'une demande d'accès par un fournisseur, pour son propre compte

Section 2.2. — Introduction d'une demande d'accès par un utilisateur du réseau de distribution

Section 2.3. — Introduction d'une demande d'accès par un fournisseur, pour le compte d'un utilisateur du réseau de distribution

Section 2.4. — Garanties à donner par le détenteur d'accès

Section 2.5. — Changement de fournisseur et de responsable d'équilibre

CHAPITRE 3. — Interruptions et suspension de l'accès

Section 3.1. — Interruptions planifiées de l'accès

Section 3.2. — Interruptions d'accès non planifiées

Section 3.3. — Suspension de l'accès

CHAPITRE 4. — Prescriptions spécifiques pour l'accès au réseau de distribution en haute tension.

Section 4.1. — Programmes d'accès

Section 4.2 — Prélèvement d'énergie réactive

CHAPITRE 5. — Coordination de la mise en service des unités de production**CHAPITRE 6. — Services auxiliaires**

Section 6.1 — Compensation des pertes de réseaux

Section 6.2 — Réglage de la tension et de la puissance réactive

Section 6.3 — Services auxiliaires fournis par le gestionnaire du réseau de distribution

CHAPITRE 7. — Mesures en cas de situation d'urgence ou de congestion**CHAPITRE 8. — Dispositions particulières pour l'accès en réseau privé****CHAPITRE 9. — Disposition transitoire****TITRE V. — Code de comptage****CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales****CHAPITRE 2. — Dispositions relatives aux équipements de comptage**

Section 2.1. — Dispositions générales

Section 2.2. — Localisation de l'équipement de comptage

Section 2.3 - Périodes tarifaires

Section 2.4. — Scellés

Section 2.5. — Exigences de précision

Section 2.6. — Pannes et erreurs

Section 2.7. — Entretien et inspections

Section 2.8. — Gestion administrative des données techniques des équipements de comptage

Section 2.9. — Etalonnage 67

CHAPITRE 3. — Dispositions relatives aux données de comptage

Section 3.1. — Courbes de charge mesurées et calculées

Section 3.2. — Dispositions particulières concernant la courbe de charge mesurée

Section 3.3. — Dispositions particulières concernant la courbe de charge calculée

Section 3.4. — Traitement des données

Section 3.5. — Données de comptage indisponibles ou non fiables

Section 3.6. — Stockage, archivage et protection des données

Section 3.7. — Estimation, allocation et réconciliation

Section 3.8. — Données de comptage à mettre à disposition dans le cas de courbes de charge mesurées

Section 3.9. — Données de mesure à mettre à disposition dans le cas de courbes de charge calculées

Section 3.10. — Données de consommation historiques

Section 3.11. — Rectifications

CHAPITRE 4. — Dispositions particulières pour les installations de comptage en réseaux privées

TITRE VI. — code de collaborationANNEXE I^{er}. — Liste des données échangées

ANNEXE II. — Conditions de responsabilité entre GRD et URD

ANNEXE III. — Contrat d'accès au réseau de distribution d'électricité

ANNEXE IV. — Conditions de mise à disposition de puissance électrique aux clients résidentiels

TITRE I^{er}. — Dispositions généralesCHAPITRE I^{er}. — *Principes généraux*

Section 1.1. — Champ d'application et définitions

Article 1^{er}. Le présent règlement technique comprend les prescriptions et les règles relatives à la gestion et à l'accès au réseau de distribution, en basse tension et en haute tension. Il regroupe le règlement du réseau et le règlement de comptage visés à l'article 11 de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale.

Il comporte un Code de planification (Titre II), un Code de raccordement (Titre III), un Code d'accès (Titre IV), un Code de comptage (Titre V), un Code de collaboration (Titre VI) et quatre Annexes, comme précisé ci-après.

A dater de son entrée en vigueur, le présent règlement technique abroge et remplace le règlement relatif aux conditions techniques et commerciales de la mise à disposition de puissance électrique ainsi que le règlement pour le branchement, la mise à disposition et le prélèvement de l'électricité en basse tension qui complète celui-ci.

Art. 2. § 1^{er}. Les définitions contenues à l'article 2 de l'ordonnance du 19 juillet 2001 précitée sont applicables au présent règlement technique.

§ 2. En outre, pour l'application du présent règlement technique, il y a lieu d'entendre par :

- | | |
|--|---|
| 1° accès : | l'utilisation du réseau de distribution, en ce compris les raccordements, permettant au fournisseur détenteur d'accès de fournir, et à l'utilisateur du réseau de distribution de prélever ou d'injecter de l'électricité; |
| 2° allocation : | le processus d'attribution des quantités d'énergie, sur base quart-horaire, aux différents fournisseurs et responsables d'équilibre participant au marché; |
| 3° arrêté royal du 11 juillet 2002 : | l'arrêté royal relatif à la structure tarifaire générale et aux principes de base et procédures en matière de tarifs de raccordement aux réseaux de distribution et d'utilisation de ceux-ci, de services auxiliaires fournis par les gestionnaires de ces réseaux et en matière de comptabilité des gestionnaires des réseaux de distribution d'électricité; |
| 4° basse tension : | niveau de tension inférieur ou égal à 1 kilovolt (1 kV); |
| 5° charge : | une installation d'un utilisateur du réseau de distribution qui consomme de la puissance électrique, active ou réactive, raccordée au réseau de distribution; |
| 6° capacité de raccordement : | la puissance maximale, exprimée en voltampères (VA) ou en ses multiples, définie dans le projet de raccordement et, le cas échéant, dans le contrat de raccordement, dont l'utilisateur du réseau de distribution peut physiquement disposer en vertu des caractéristiques techniques des éléments constitutifs de son raccordement dont, notamment, le calibre de sa protection; |
| 7° client aval : | client final raccordé au réseau de distribution par le biais d'un réseau privé; |
| 8° code de sauvegarde : | code opérationnel en vue d'assurer la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du système électrique dans des conditions de situation d'urgence, tel que défini dans le règlement technique de transport; |
| 9° code de reconstitution : | code opérationnel pour la reconstitution du système électrique après un effondrement complet ou partiel, tel que défini dans le règlement technique de transport; |
| 10° codex pour le bien-être au travail : | les arrêtés d'exécution de la loi du 04 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail; |

11° coefficient correctif :	facteur multiplicatif appliqué aux mesures de consommations issues d'une installation de comptage du fait que cette installation n'est pas située exactement au point de raccordement et ne prend par conséquent pas en compte les pertes entre le point de raccordement et le point de comptage;
12° cogénération :	installation de production combinée d'électricité et de chaleur;
13° comptage :	l'enregistrement, par un équipement de comptage et par période de temps, de la quantité d'énergie active ou réactive injectée ou prélevée sur le réseau;
14° contrat d'accès :	le contrat entre le gestionnaire du réseau de distribution et une personne nommée « détenteur d'accès », conclu conformément au Titre IV du présent règlement technique et qui contient notamment les conditions particulières relatives à l'accès au réseau de distribution;
15° contrat de coordination de l'appel des unités de production :	le contrat conclu entre le gestionnaire du réseau de transport et un responsable d'équilibre pour un ou plusieurs points d'injection et qui contient en particulier les conditions relatives à la coordination de l'appel des unités de production;
16° contrat de raccordement :	le contrat conclu, conformément au Titre III du présent Règlement Technique, entre le gestionnaire du réseau de distribution et le propriétaire d'un immeuble et qui précise les droits, obligations et responsabilités réciproques ainsi que les caractéristiques techniques et les conventions particulières relatifs au raccordement dédié à l'immeuble concerné.
17° contrat de responsable d'accès :	le contrat conclu entre le gestionnaire du réseau de transport et un responsable d'équilibre qui contient en particulier les conditions relatives à l'équilibre;
18° courbe de charge :	série mesurée ou calculée de données concernant le prélèvement ou l'injection d'énergie en un point d'accès par période élémentaire;
19° CREG :	Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz;
20° détenteur d'accès :	la personne ayant signé un contrat d'accès avec le gestionnaire du réseau de distribution;
21° donnée de comptage :	donnée obtenue par comptage et permettant la facturation des quantités d'électricité prélevées sur le réseau;
22° EAN-GLN :	European Article Number/Global location number (champ numérique unique de 13 positions pour l'identification univoque d'un participant au marché);
23° EAN-GSRN :	European Article Number/Global Service Related Number (champ numérique unique de 18 positions pour l'identification univoque d'un point d'accès);
24° énergie active :	l'intégrale de la puissance active pendant une période de temps déterminée;
25° énergie réactive :	l'intégrale de la puissance réactive pendant une période déterminée;
26° équipement de comptage :	un ensemble d'appareils destiné à mesurer la puissance/consommation/injection électrique en un point de mesure déterminé, comprenant notamment les compteurs, les appareils de mesure, les transformateurs de mesure et les équipements de télécommunication;
27° erreur significative :	une erreur dans une donnée de mesure supérieure à la précision totale de l'ensemble des équipements de mesure déterminant cette donnée de mesure et qui est susceptible d'influencer négativement le processus industriel ou la facturation lié(e) à cette donnée de mesure;
28° Synergrid :	la Fédération des Gestionnaires de Réseaux d'Electricité et de Gaz en Belgique qui a repris, au 1 ^{er} mai 2005, les activités « réseaux » de la Fédération Professionnelle du secteur Electrique (FPE) et de la Fédération de l'Industrie du Gaz (FIGAZ);
29° fréquence :	le nombre de cycles par seconde de la composante fondamentale de la tension, exprimée en Hertz (Hz);
30° gestionnaire du réseau de distribution (GRD) :	l'intercommunale désignée conformément aux dispositions de l'article 6 de l'ordonnance;
31° gestionnaire du réseau de transport régional :	la société ou l'intercommunale désignée conformément aux dispositions de l'article 3 de l'ordonnance;
32° gestionnaire du réseau de transport :	La société Elia System Operator, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, boulevard de l'Empereur, 20;
33° gestionnaire d'un réseau privé :	personne physique ou morale, propriétaire d'un réseau privé ou ayant été chargée, par le propriétaire d'un réseau privé, de gérer un tel réseau, et qui est un client final pour la quantité d'électricité qu'elle achète pour son usage propre;
34° haute tension :	niveau de tension supérieur à 1 kilovolt;

35° injection :	la fourniture de puissance au réseau de distribution;
36° installation de comptage à décompte :	système de comptage comprenant un ensemble de compteurs qui, dans un réseau privé, permet, par combinaison des valeurs mesurées, de déterminer les consommations actives propres du gestionnaire du réseau privé;
37° installation de l'utilisateur du réseau de distribution :	toute installation raccordée en aval du point de raccordement de l'utilisateur du réseau de distribution;
38° installation qui fait fonctionnellement partie du réseau de distribution :	une installation sur laquelle un utilisateur du réseau de distribution possède le droit de propriété ou de jouissance, mais dont la fonction est celle d'une installation du réseau de distribution, cette installation étant identifiée dans le contrat de raccordement;
39° jeu de barres :	l'ensemble triphasé de trois rails métalliques ou de trois conducteurs qui composent chacun les points de tensions identiques et communs à chaque phase d'un système triphasé et qui permettent la connexion des installations (instruments, lignes, câbles) entre elles;
40° jour D :	un jour calendrier;
41° jour D-1 :	le jour calendrier précédant le jour D;
42° jour ouvrable :	chaque jour de la semaine, à l'exception du samedi, du dimanche et des jours fériés légaux;
43° ligne directe :	câble ou ligne aérienne assurant une liaison point à point entre un producteur et un client final;
44° loi du 29 avril 1999 :	la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité;
45° mise en service d'un point d'accès :	la mise sous tension des installations de l'utilisateur du réseau de distribution;
46° mise hors service d'un point d'accès :	la coupure de l'alimentation en électricité des installations de l'utilisateur du réseau de distribution;
47° ordonnance :	l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale;
48° période de gel :	période qui précède la date de réalisation d'une modification de données visée à l'article 134 durant laquelle l'annulation de la modification demandée n'est plus possible, sauf à titre exceptionnel et moyennant paiement du tarif applicable.
49° pertes actives :	la dissipation de puissance active au sein du réseau de distribution lui-même et qui est causée par son utilisation;
50° plan de délestage :	plan faisant l'objet d'un arrêté ministériel fédéral et précisant les coupures, les réductions de fournitures et les priorités que le gestionnaire du réseau de transport doit imposer lorsque le réseau est en péril;
51° point d'accès :	un point d'injection et/ou de prélèvement;
52° point d'accès actif :	un point d'accès pour lequel un fournisseur est enregistré dans le registre d'accès;
53° point d'accès inactif :	un point d'accès pour lequel aucun fournisseur n'est enregistré dans le registre d'accès;
54° point d'injection :	la localisation physique et le niveau de tension d'un point où la puissance peut être injectée au réseau;
55° point d'interconnexion :	point physique convenu mutuellement entre gestionnaires de réseaux où est réalisée la connexion entre leurs réseaux respectifs;
56° point de mesure :	la localisation physique et le niveau de tension du point où un équipement de comptage est en contact avec un point du système électrique;
57° point de prélèvement :	la localisation physique et le niveau de tension du point où une charge est raccordée en vue d'y prélever de la puissance électrique;
58° point de raccordement :	la localisation physique et le niveau de tension du point où le raccordement est connecté au réseau de distribution et où il est possible de connecter et de déconnecter;
59° prélèvement :	l'extraction de puissance à partir du réseau de distribution;
60° profil annuel d'utilisation :	série de données dont chacune est relative à une période élémentaire et mesurant ou estimant pour celle-ci la quantité d'énergie prélevée;
61° programme d'accès :	la prévision raisonnable des injections et prélèvements de puissance active quart horaire pour un point d'accès et pour un jour donnés;

- 62° puissance active : la partie de la puissance électrique pouvant être transformée en d'autres formes de puissance telles que mécanique ou thermique. Pour un système triphasé, sa valeur est égale à $\sqrt{3} \cdot U \cdot I \cdot \cos \phi$ où U et I sont les valeurs efficaces des composantes fondamentales de la tension composée (entre phases) et du courant et où phi représente le déphasage (décalage temporel) entre les composantes fondamentales de cette tension et de ce courant. Dans le cas où la tension simple (entre phase et neutre) est utilisée, la formule devient $3 \cdot U \cdot I \cdot \cos \phi$. Pour un système monophasé, sa valeur est égale à $U \cdot I \cdot \cos \phi$ où U et I sont les valeurs efficaces des composantes fondamentales de la tension et du courant et où phi représente le déphasage (décalage temporel) entre les composantes fondamentales de cette tension et de ce courant; la puissance active est exprimée en Watt ou en ses multiples.
- 63° puissance apparente : pour un système triphasé, la quantité égale à $\sqrt{3} \cdot U \cdot I$, où U et I sont les valeurs efficaces des composantes fondamentales de la tension composée et du courant. Dans le cas où la tension simple est utilisée, la formule devient $3 \cdot U \cdot I$. Pour un système monophasé, cette valeur est égale à $U \cdot I$ où U et I sont les valeurs efficaces des composantes fondamentales de la tension et du courant. La puissance apparente est exprimée en VA ou en ses multiples.
- 64° puissance de raccordement : la puissance maximale définie dans le contrat de raccordement et exprimée en voltampères (VA) ou en ses multiples, que le gestionnaire du réseau de distribution met à la disposition de l'utilisateur du réseau de distribution, à sa demande;
- 65° puissance quart horaire : la puissance moyenne prélevée ou injectée sur une période d'un quart d'heure, exprimée en Watt (W) en cas de puissance active, en var (VAr) en cas de puissance réactive, et en voltampère (VA) en cas de puissance apparente, ou en leurs multiples;
- 66° puissance réactive : pour un système triphasé, la quantité égale à $\sqrt{3} \cdot U \cdot I \cdot \sin \phi$, où U et I sont les valeurs efficaces des composantes fondamentales de la tension composée et du courant et où phi représente le déphasage (décalage temporel) entre les composantes fondamentales de cette tension et de ce courant. Dans le cas où la tension simple est utilisée, la formule devient $3 \cdot U \cdot I \cdot \sin \phi$. Pour un système monophasé, cette valeur est égale à $U \cdot I \cdot \sin \phi$ où U et I sont les valeurs efficaces des composantes fondamentales de la tension et du courant et où phi représente le déphasage (décalage temporel) entre les composantes fondamentales de cette tension et de ce courant. La puissance réactive est exprimée en VAr ou en ses multiples.
- 67° puissance souscrite : la puissance quart horaire active maximale d'injection ou de prélèvement, déterminée en un point d'accès et portant sur une période donnée;
- 68° qualité de l'électricité : l'ensemble des caractéristiques de l'électricité pouvant exercer une influence sur le réseau de distribution, les raccordements et les installations d'un utilisateur du réseau de distribution et comprenant, en particulier, la continuité de la tension et les caractéristiques électriques de cette tension à savoir, notamment, sa fréquence, son amplitude, sa forme d'onde et sa symétrie;
- 69° raccordement : l'ensemble des équipements constitutifs du branchement et des équipements de comptage, reliant au réseau de distribution les installations de l'utilisateur du réseau de distribution;
- 70° réconciliation : décompte entre les fournisseurs et les responsables d'équilibre participant au marché sur base de la différence entre les quantités d'énergie allouées et réellement mesurées;
- 71° registre d'accès : le registre tenu par le gestionnaire du réseau de distribution, où sont indiqués notamment, par point d'accès actif, le responsable d'équilibre et le fournisseur;
- 72° registre des responsables d'accès : registre tenu par le gestionnaire du réseau de transport conformément au règlement technique de transport;
- 73° règlement technique de transport : l'arrêté royal du 19 décembre 2002 établissant un Règlement Technique pour la gestion du réseau de transport d'électricité et l'accès à celui-ci;
- 74° règlement technique de transport régional : le regroupement des règlements du réseau et de comptage pour la gestion du réseau de transport régional d'électricité en Région de Bruxelles-Capitale et l'accès à celui-ci, prévus à l'article 11 de l'ordonnance;
- 75° réseau de transport : l'ensemble des installations servant au transport de l'électricité à une tension supérieure à 70 kilovolts, établies sur le territoire belge et telles que définies par l'article 2, 7°, de la loi du 29 avril 1999;
- 76° réseau de transport régional : le réseau d'une tension nominale de 36 kV établi sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, à l'exception des installations requalifiées par le gouvernement en réseau de distribution en vertu de l'ordonnance;
- 77° réseau interconnecté : tout ensemble de réseaux connectés l'un à l'autre;

78° réseau privé :	ensemble des installations établies sur un fonds privé par une personne agréée en cette qualité par le gestionnaire du réseau de distribution, servant à la distribution d'électricité à un ou plusieurs clients avals, aux conditions fixées par le présent règlement technique;
79° responsable d'équilibre :	la personne physique ou morale responsable de l'équilibre, à l'échelle du quart d'heure, d'un ensemble d'injections ou de prélèvements à l'intérieur de la zone de réglage belge, et qui est enregistrée à cette fin dans le registre des responsables d'accès;
80° RGIE :	Règlement général des Installations Electriques approuvé par l'arrêté royal du 10 mars 1981 rendant obligatoire ledit Règlement pour les installations domestiques et certaines lignes de transport et de distribution d'énergie électrique;
81° RGPT :	Règlement général pour la Protection du Travail approuvé par les arrêtés du Régent des 11 février 1946 et 27 septembre 1947;
82° Service :	le Service Régulation de l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement;
83° services auxiliaires :	pour les réseaux de distribution, l'ensemble des services suivants : a) le réglage de la tension et de la puissance réactive; b) la compensation des pertes sur le réseau;
84° système électrique :	l'ensemble des équipements formé des réseaux interconnectés, des installations de raccordement et des installations des utilisateurs raccordées à ces réseaux;
85° tarif applicable :	tarif publié par le gestionnaire du réseau de distribution et accepté (ou arrêté provisoirement) par la CREG conformément à la structure tarifaire définie à l'arrêté royal du 11 juillet 2002.
86° UN/EDIFACT	United Nations/Electronic Data Interchange For Administration, Commerce and Trading;
87° unité de production :	une unité physique comprenant au moins un générateur qui produit de l'électricité;
88° unité de production décentralisée :	unité de production dont l'appel n'est pas coordonné de manière centralisée;
89° utilisateur du réseau de distribution :	un client final ou un producteur ayant la jouissance d'un raccordement au réseau de distribution et des installations raccordées en aval du point de prélèvement ou d'injection.

Art. 3. Sauf disposition contraire, les délais exprimés en jours, indiqués dans le présent Règlement Technique, se comptent de minuit à minuit. Ils commencent à courir le jour ouvrable qui suit le jour de la réception de la notification officielle. En l'absence de notification officielle, les délais commencent à courir le jour ouvrable qui suit le jour de la prise de connaissance de l'événement en cause.

Section 1.2. — Tâches et obligations du gestionnaire du réseau de distribution

Art. 4. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution exécute les tâches et obligations qui lui incombent en vertu de l'ordonnance et des arrêtés pris en exécution de celle-ci afin d'assurer la distribution d'électricité au profit des utilisateurs du réseau de distribution, tout en surveillant, en maintenant et, le cas échéant, en rétablissant la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau de distribution.

§ 2. Dans l'exécution de ses tâches, le gestionnaire du réseau de distribution met en œuvre tous les moyens adéquats que les utilisateurs du réseau de distribution sont en droit d'attendre de lui et qui peuvent, en tenant compte de la situation particulière, être raisonnablement obtenus.

Ces moyens sont notamment détaillés dans le plan d'investissements que le gestionnaire du réseau de distribution établit et soumet à l'approbation du Gouvernement, conformément à l'article 12 de l'ordonnance.

§ 3. Sans préjudice de l'article 254, le gestionnaire du réseau de distribution veille à ce que la tension fournie en chaque point de raccordement satisfasse aux dispositions de la norme NBN EN 50160 « Caractéristiques de la tension fournie par les réseaux publics de Distribution ».

§ 4. Le gestionnaire du réseau de distribution respecte les exigences techniques minimales en matière de raccordement au réseau de distribution et d'interconnexion ainsi qu'en ce qui concerne l'établissement des infrastructures du réseau.

Le gestionnaire du réseau de distribution respecte également les règles opérationnelles relatives à la gestion technique des prélèvements, ainsi que celles relatives aux actions qu'il doit entreprendre en vue de remédier aux problèmes pouvant compromettre la sécurité et la continuité d'approvisionnement.

§ 5. En cas de coupure non planifiée du réseau de distribution ou du raccordement, les services du gestionnaire du réseau de distribution doivent être sur les lieux de la coupure avec les moyens appropriés dans les deux heures qui suivent l'appel de l'utilisateur du réseau de distribution. Les travaux de réparation sont poursuivis avec diligence jusqu'à l'élimination du défaut.

Sauf cas de force majeure, impossibilité technique ou circonstances exceptionnelles (tempêtes, violents orages, chutes de neige importantes,...), s'il constate que la réparation nécessitera plus de quatre heures, le gestionnaire du réseau de distribution prendra ses dispositions pour rétablir l'alimentation du réseau par tout moyen de production provisoire qu'il jugera utile, de préférence à partir du poste de transformation haute tension/basse tension. Il en sera de même pour toute coupure planifiée du réseau de distribution dont la durée cumulée prévue dépasserait quatre heures dans une semaine; dans ce dernier cas, le gestionnaire du réseau de distribution conviendra avec les fournisseurs des modalités de récupération de la valeur de l'énergie qu'il a fournie.

§ 6. Par dérogation au § 5, en cas de coupure occasionnée à des raccordements de type éclairage de mobilier urbain, de panneaux publicitaires, de cabines téléphoniques ou apparentés, les délais maximaux d'intervention, une fois la coupure signalée au gestionnaire du réseau de distribution, sont portés à sept jours calendrier.

Il en va de même en cas d'interruption d'alimentation de l'éclairage public, sauf imposition contraire des autorités et/ou des gestionnaires de voiries.

Art. 5. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution envoie chaque année, avant le 1^{er} mai, un rapport au Service dans lequel il décrit la qualité de ses prestations durant l'année calendrier écoulée.

§ 2. Ce rapport décrit :

1° la fréquence et la durée moyenne des interruptions d'accès à son réseau de distribution, ainsi que la durée annuelle totale de l'interruption, durant l'année calendrier indiquée. Ces informations sont fournies séparément pour la basse et la haute tensions. Leur présentation peut être établie sur base de la méthode décrite dans la prescription technique FPE C10/14 intitulée « Indices de qualité. Disponibilité de l'accès au réseau de distribution » ou de toutes autres prescriptions au moins équivalentes;

2° le respect des critères de qualité relatifs à la forme d'onde de la tension tels que décrits aux chapitres 2 et 3 de la norme NBN EN 50160;

3° la qualité des services fournis et, le cas échéant, les manquements aux obligations découlant du présent règlement technique et les raisons de ceux-ci.

§ 3. Le gestionnaire du réseau de distribution se conformera, au modèle de rapport élaboré, le cas échéant, par le Service.

CHAPITRE 2. — *Echange d'informations et confidentialité*

Section 2.1. — *Echange d'informations*

Art. 6. § 1^{er}. Sauf disposition contraire, toute notification ou communication faite en exécution du présent règlement technique doit avoir lieu par écrit, selon les formes et conditions prévues à l'article 2281 du Code civil, avec identification claire de l'expéditeur et du destinataire.

Sauf disposition contraire, le gestionnaire du réseau de distribution peut préciser, après en avoir préalablement informé le Service, le format des documents par lesquels ces informations doivent être échangées.

§ 2. En cas d'urgence, des informations peuvent être échangées oralement. Dans tous les cas, ces informations orales doivent être confirmées le plus rapidement possible dans les formes requises par le § 1^{er}.

Art. 7. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 6, les informations commerciales et techniques échangées entre les différentes parties concernées sont délivrées par voie électronique, permettant la validation d'un envoi par l'émission d'un accusé de réception, selon un protocole de communication conforme au standard de communication UN/EDIFACT, et précisé dans un Message Implementation Guide (MIG).

Le gestionnaire du réseau de distribution applique le MIG établi en concertation entre l'ensemble des gestionnaires de réseaux de distribution belges, à moins qu'il n'ait décidé d'y déroger expressément en tout ou en partie. Toute dérogation est notifiée et motivée préalablement au Service.

§ 2. Le protocole visé au § 1^{er} n'est pas d'application obligatoire pour les échanges d'informations entre :

1° le gestionnaire du réseau de distribution et un utilisateur du réseau de distribution, si ce dernier préfère un autre protocole et l'a convenu avec le gestionnaire du réseau de distribution;

2° le gestionnaire du réseau de transport régional et le gestionnaire du réseau de distribution, si un autre protocole a été explicitement convenu d'un commun accord, avec information au Service.

§ 3. Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires, le gestionnaire du réseau de distribution peut adopter, après en avoir préalablement informé le Service, des mesures techniques et des règles d'organisation relativement aux informations à échanger afin d'en garantir la confidentialité telle que définie à la section 2.2 du présent Chapitre.

Art. 8. Sans préjudice de dispositions plus précises contenues dans le présent Règlement Technique, le gestionnaire du réseau de distribution, les utilisateurs du réseau de distribution, les fournisseurs et les responsables d'équilibre s'efforcent de communiquer dans les meilleurs délais les informations nécessaires exigées en vertu du présent Règlement.

Art. 9. Lorsqu'une partie est chargée, conformément au présent règlement technique ou aux contrats conclus en vertu de celui-ci, de fournir à une autre partie des informations émanant d'elle-même, elle prend les dispositions nécessaires pour assurer au destinataire que le contenu de ces informations a été dûment vérifié.

Art. 10. Une liste des données échangées entre le gestionnaire du réseau de distribution et les utilisateurs du réseau de distribution qui disposent d'un raccordement à la haute tension figure en Annexe I. Cette liste n'est pas exhaustive. Le gestionnaire du réseau de distribution peut requérir la production de toute information complémentaire qu'il estimerait utile pour la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau de distribution.

Section 2.2. — *Confidentialité*

Art. 11. Celui qui communique des informations identifie, parmi ces informations, celles qui sont confidentielles ou commercialement sensibles. La communication à des tiers de telles informations n'est pas permise, sauf si au moins l'une des conditions suivantes est remplie :

1° la communication est requise dans le cadre d'une procédure judiciaire ou imposée par les autorités en vertu des lois ou des ordonnances;

2° les dispositions légales ou réglementaires concernant l'organisation du marché de l'électricité imposent la divulgation ou la communication de ces informations;

3° il existe une autorisation écrite préalable de celui dont émanent ces informations;

4° la gestion du réseau de distribution ou la concertation avec d'autres gestionnaires de réseau requiert la communication de ces informations par le gestionnaire du réseau de distribution;

5° l'information est habituellement accessible ou disponible dans le public.

Lorsque la communication à des tiers s'effectue sur la base des conditions reprises sous les points 2°, 3° et 4° ci-dessus, le destinataire de l'information doit s'engager, sans préjudice des dispositions légales ou réglementaires applicables, à donner à cette information le même degré de confidentialité que celui donné lors de la communication initiale.

Section 2.3. — Publicité des informations

Art. 12. Le gestionnaire du réseau de distribution met les informations suivantes à la disposition du public et en tout cas sur un serveur accessible via Internet :

- 1° les modèles des contrats à conclure en vertu du présent règlement technique;
- 2° les procédures qui sont d'application et auxquelles le présent règlement technique fait référence;
- 3° les formulaires établis le cas échéant en vue de permettre l'échange des informations conformément au présent règlement technique;
- 4° les tarifs visés par l'arrêté royal du 11 juillet 2002 et approuvés ou arrêtés par la CREG;
- 5° l'ensemble des services proposés par le gestionnaire du réseau de distribution aux utilisateurs du réseau de distribution.

*CHAPITRE 3. — Accessibilité des installations**Section 3.1. — Prescriptions générales relatives à la sécurité des personnes et des biens*

Art. 13. Les dispositions légales et réglementaires applicables en matière de sécurité des biens et des personnes, et en particulier le RGPT, le RGIE, le Codex pour le bien être au travail ainsi que la norme NBN EN 50110-1 « Exploitation des installations électriques » et la norme NBN EN 50110-2 « Exploitation des installations électriques (annexes nationales) » sont d'application pour toute personne susceptible d'intervenir sur le réseau de distribution.

Section 3.2. — Accessibilité des installations du gestionnaire du réseau de distribution

Art. 14. § 1^{er}. L'accès à toute installation ou à tout bien meuble ou immeuble sur lequel le gestionnaire du réseau de distribution possède un droit de propriété ou de jouissance s'effectue, à tout moment, conformément aux procédures d'accès et aux prescriptions de sécurité élaborées par le gestionnaire du réseau de distribution et moyennant son accord explicite préalable.

§ 2. Dans le cadre de l'exercice de ses missions, le gestionnaire du réseau de distribution a le droit d'accéder à toutes les installations sur lesquelles il possède un droit de propriété ou de jouissance et qui se trouvent sur le site de l'utilisateur du réseau de distribution.

L'utilisateur du réseau de distribution veille à cette fin à ce que le gestionnaire du réseau de distribution y ait, à titre gratuit, un accès permanent ou lui fournit cet accès immédiatement, sur simple demande orale.

§ 3. Si l'accès à un bien meuble ou immeuble sur lequel le gestionnaire du réseau de distribution possède un droit de propriété ou de jouissance est subordonné à des procédures d'accès ou à des prescriptions de sécurité spécifiques en vigueur chez l'utilisateur du réseau de distribution, ce dernier en informe par écrit le gestionnaire du réseau de distribution.

A défaut d'information écrite, le gestionnaire du réseau de distribution suit ses propres prescriptions de sécurité.

Section 3.3. — Accessibilité des installations de l'utilisateur du réseau de distribution et modalités particulières relatives aux installations faisant fonctionnellement partie du réseau de distribution ou ayant une influence non négligeable sur celui-ci

Art. 15. § 1^{er}. Parmi les installations de l'utilisateur du réseau de distribution, le gestionnaire du réseau de distribution peut déterminer, sur la base de critères objectifs et non discriminatoires, celles qui font fonctionnellement partie du réseau de distribution ou ont une influence non négligeable sur le fonctionnement du réseau de distribution, sur le(s) raccordement(s) ou les installations d'un autre utilisateur du réseau de distribution.

Lorsqu'en exécution du Titre III, un contrat de raccordement doit être conclu, la liste des installations concernées ainsi que les responsabilités respectives du gestionnaire du réseau de distribution et de l'utilisateur du réseau de distribution en matière d'exploitation, de gestion et d'entretien y sont précisées.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution a le droit d'accéder aux installations mentionnées au § 1^{er} afin d'y effectuer des inspections, des tests, des essais ou toute intervention qu'il juge nécessaire.

L'utilisateur du réseau de distribution veille à cet effet à fournir un accès permanent au gestionnaire du réseau de distribution ou lui donne immédiatement accès sur simple requête verbale.

§ 3. Préalablement à toute inspection, tout test, essai ou intervention visés au § 2, l'utilisateur du réseau de distribution est tenu d'informer par écrit le gestionnaire du réseau de distribution des prescriptions de sécurité applicables. A défaut, le gestionnaire du réseau de distribution suit ses propres prescriptions de sécurité.

*CHAPITRE 4. — Situation d'urgence et force majeure**Section 4.1. — Définition d'une situation d'urgence*

Art. 16. Dans le présent règlement technique, est considérée comme une situation d'urgence :

1° la situation qui fait suite à un cas de force majeure au sens de la section 4.2. et dans laquelle doivent être prises des mesures exceptionnelles et temporaires pour faire face aux conséquences de la force majeure afin de pouvoir garantir ou rétablir le fonctionnement sûr, efficace et fiable du réseau de distribution;

2° une situation qui fait suite à un événement qui, bien qu'il ne puisse pas être qualifié de cas de force majeure au sens de la section 4.2. ou de l'état actuel de la jurisprudence, exige,

selon l'appréciation du gestionnaire du réseau de distribution, d'un autre gestionnaire de réseau, d'un utilisateur du réseau de distribution, d'un fournisseur ou toute autre personne concernée, une intervention urgente et adaptée du gestionnaire du réseau de distribution afin de pouvoir garantir ou rétablir le fonctionnement sûr et fiable du réseau de distribution, ou d'empêcher d'autres dommages. Le gestionnaire du réseau de distribution justifie a posteriori cette intervention auprès des utilisateurs du réseau de distribution concernés par cette intervention.

Section 4.2. — Force majeure

Art. 17. Les situations suivantes, pour autant qu'elles soient irrésistibles et imprévisibles, sont considérées comme des cas de force majeure aux fins du présent règlement technique :

1° les catastrophes naturelles, y compris les tremblements de terre, les inondations, les tempêtes, les cyclones ou d'autres circonstances climatologiques exceptionnelles;

2° une explosion nucléaire ou chimique et ses conséquences;

3° l'indisponibilité subite des installations pour des raisons autres que la vétusté, le manque d'entretien ou la qualification des opérateurs;

4° un effondrement du système informatique, provoqué ou non par un virus, alors que le gestionnaire du réseau de distribution a pris toutes les mesures préventives que l'on pouvait raisonnablement - tant sous l'angle technique que financier - attendre de lui;

5° l'impossibilité technique, temporaire ou permanente, pour le réseau de distribution de fournir de l'électricité en raison d'un manque brutal d'injection d'énergie venant du réseau de transport ou de transport régional et non compensable par d'autres moyens;

6° l'incendie, l'explosion, le sabotage, l'acte de nature terroriste, l'acte de vandalisme, les dégâts provoqués par des actes criminels et les menaces de même nature;

7° la guerre déclarée ou non, la menace de guerre, l'invasion, le conflit armé, l'embargo, la révolution, la révolte;

8° le fait du prince, dont notamment les situations dans lesquelles l'autorité compétente invoque l'urgence et impose des mesures exceptionnelles et temporaires au gestionnaire du réseau de distribution ou aux utilisateurs du réseau de distribution afin de pouvoir maintenir ou rétablir le fonctionnement sûr et fiable de l'ensemble des réseaux.

Section 4.3. — Intervention du gestionnaire du réseau de distribution

Art. 18. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution est autorisé à entreprendre toutes les actions qu'il juge nécessaires pour la continuité de l'approvisionnement, la sécurité et la fiabilité du réseau de distribution lorsqu'il invoque une situation d'urgence ou qu'une telle situation est invoquée par un autre gestionnaire de réseau, un utilisateur du réseau de distribution, un fournisseur ou toute autre personne concernée.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution prend toutes les mesures préventives nécessaires aux fins de limiter les conséquences dommageables d'événements exceptionnels annoncés ou raisonnablement prévisibles.

§ 3. Dans le cas où une situation d'urgence porte simultanément sur le réseau de transport et/ou de transport régional et les réseaux de distribution, les mesures doivent être prises conformément au Règlement technique de transport et/ou de transport régional.

§ 4. Les mesures que le gestionnaire du réseau de distribution prend ou impose dans le cadre du présent article lient toutes les personnes concernées.

Section 4.4. — Suspension des obligations

Art. 19. § 1^{er}. Lorsqu'une situation d'urgence est invoquée, les obligations dont l'exécution est rendue impossible sont suspendues pour la durée de l'événement qui donne lieu à cette situation d'urgence.

§ 2. Les obligations à caractère financier contractées avant la situation d'urgence doivent être exécutées.

Art. 20. § 1^{er}. La partie qui invoque la situation d'urgence est tenue de mettre raisonnablement tout en oeuvre pour :

1° minimiser les effets de la non-exécution de ses obligations;

2° remplir à nouveau ses obligations suspendues dans les plus brefs délais.

§ 2. La partie qui suspend ses obligations communique, dès que possible à toutes les parties concernées les raisons pour lesquelles elle a suspendu ses obligations en partie ou en totalité et la durée prévisible de la situation d'urgence.

Par dérogation à l'article 6, cette communication peut, lorsqu'elle s'adresse à de multiples destinataires, être réalisée par un ou plusieurs des procédés suivants : affichage, messages radiophoniques ou télévisés, publication sur un site internet, brochures d'information, feuillets toutes boîtes.

CHAPITRE 5. — Enfouissement des lignes électriques

Art. 21. Lorsque l'amélioration, le renouvellement ou l'extension du réseau de distribution conduit à devoir établir de nouvelles liaisons, à renouveler ou à modifier fortement des liaisons existantes, le gestionnaire du réseau de distribution examine par priorité la possibilité d'enfouir celles-ci, en tenant compte de ce que commande, dans chaque cas d'espèce, une gestion rationnelle de la voirie publique et la faisabilité technique, à un coût raisonnable, d'une telle contrainte.

CHAPITRE 6. — Exigences techniques minimales pour l'établissement des infrastructures du réseau

Art. 22. § 1^{er}. Les infrastructures du réseau de distribution sont conformes aux lois, règlements et normes en vigueur et particulièrement au RGIE.

§ 2. Elles sont conçues pour acheminer, en toute sécurité, l'énergie électrique vers les différents points de prélèvement et pour assurer la répartition de l'énergie apportée aux points d'injection. Le gestionnaire du réseau de distribution adapte le réseau de distribution aux flux normalement prévisibles. Il veille à ce qu'en toutes circonstances, les distances de sécurité entre ses installations et les personnes ou les biens de tiers soient respectées.

§ 3. Les protections des équipements du réseau de distribution sont conçues et réglées de façon à éliminer efficacement les défauts ou les surcharges. Des protections sélectives de second niveau sont prévues pour pallier le non-fonctionnement des protections normales.

CHAPITRE 7. — Lignes directes

Art. 23. Toutes les lignes directes sont soumises aux prescriptions applicables du présent règlement technique et tout particulièrement au RGIE.

Art. 24. Toute demande d'autorisation d'établissement d'une ligne directe est adressée au Service, avec un dossier justificatif, en deux exemplaires et par lettre recommandée ou remise contre accusé de réception. Ce dossier comprend la preuve du refus d'accès visée à l'article 30, § 2 de l'ordonnance.

Art. 25. Le Service vérifie si tous les documents nécessaires pour l'examen de la demande sont en sa possession. S'il estime que la demande doit être complétée, il en avise le demandeur par lettre recommandée dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande. La lettre précise les informations manquantes et fixe le délai dont le demandeur dispose pour compléter sa demande.

Art. 26. Dans un délai d'un mois à dater de la réception du dossier complet de la demande, le Service transmet celui-ci au Ministre ainsi qu'une proposition d'octroi ou de refus d'autorisation.

CHAPITRE 8. — Réseaux privés

Art. 27 § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution est seul compétent pour agréer un réseau privé au sens du présent règlement technique. Il le fait soit d'office, soit à la demande du propriétaire du réseau concerné.

Pour être agréé, le réseau doit nécessiter une installation de comptage à décompte et être conforme aux normes techniques imposées par les lois, les ordonnances et les règlements, ainsi que par le gestionnaire du réseau de distribution.

La décision du gestionnaire du réseau de distribution portant agrément d'un réseau privé ou refusant au site de consommation la qualification de réseau privé est motivée.

§ 2. Lorsqu'il est connecté à un réseau privé, le client aval est réputé disposer d'un raccordement direct au réseau de distribution et avoir accès à ce dernier.

Le gestionnaire du réseau privé est tenu de garantir le client aval contre toute perturbation provenant du réseau privé, qui aurait pour conséquence de limiter ou d'interrompre l'accès de ce client au réseau de distribution, ainsi que, d'une manière générale, de lui garantir le libre exercice des droits qui lui sont reconnus par les lois, ordonnances et règlements.

Le gestionnaire du réseau de distribution ne peut en aucun cas être tenu responsable ni d'une panne ni d'un manquement à la norme NBN EN 50160 trouvant son origine dans le réseau privé et, par conséquent, du dommage qui en résulterait.

§ 3. Le gestionnaire du réseau de distribution et le gestionnaire du réseau privé conviennent, dans le contrat de raccordement, et outre de ce qui est prévu à l'article 88, des modalités relatives notamment :

1° à la rétribution du gestionnaire du réseau privé par le gestionnaire du réseau de distribution, pour l'accès au réseau de distribution que ce dernier assure aux clients avals, de même que pour les travaux d'installation, d'entretien et de renouvellement du réseau privé et du raccordement des clients avals, selon des critères admis par la CREG;

2° aux engagements du gestionnaire du réseau privé en matière d'exploitation, d'entretien et de développement de son réseau.

TITRE II. — Code de planification

CHAPITRE 1^{er}. — Données en vue d'établir un plan d'investissements

Art. 28. § 1. L'établissement du plan pluriannuel d'investissements du réseau de distribution visé à l'article 12 de l'ordonnance doit permettre d'assurer la continuité et la fiabilité de l'approvisionnement en électricité sur le réseau de distribution.

Ce plan couvre les phases suivantes :

1° une estimation détaillée des besoins en capacité de distribution;

2° l'analyse des moyens nécessaires pour rencontrer ces besoins;

3° la comparaison des moyens nécessaires avec les moyens existants;

4° la définition des critères de renouvellement des installations existantes

5° l'énumération des travaux d'investissements nécessaires en vue de remédier aux problèmes de capacité ou de vétusté décelés;

6° l'établissement d'un planning de réalisation

§ 2. Le plan est élaboré par le gestionnaire du réseau de distribution, en concertation avec le Service, comme suit :

1° chaque année, le gestionnaire du réseau de distribution remet au Service, pour le 1^{er} mai, les informations visées au paragraphe premier (ou justifie que le plan approuvé par le Gouvernement l'année précédente ne nécessite aucune adaptation);

2° le gestionnaire du réseau de distribution convient avec le Service d'une date pour la présentation de son plan durant le mois de mai;

3° le Service procède ensuite à l'examen du plan et peut demander au gestionnaire du réseau de distribution de lui fournir les informations et justifications qu'il estime nécessaires;

4° une réunion de concertation, au cours de laquelle le Service fait part au gestionnaire du réseau de distribution de ses observations, a lieu dans le courant du mois de juin;

5° le gestionnaire du réseau de distribution transmet au Service, pour le 30 juin au plus tard, deux exemplaires du projet de plan, éventuellement remanié suite à la concertation visée à l'alinéa précédent;

6° le Service remet au Gouvernement un des exemplaires accompagné de son avis;

7° après approbation par le Gouvernement, le plan est mis en application dès le 1^{er} janvier de l'année suivante; en l'absence de réaction du Gouvernement à la date du 1^{er} janvier de l'année suivante, le plan introduit est réputé avoir été approuvé.

CHAPITRE 2. — Données de planification

Section 2.1. — Généralités

Art. 29. L'utilisateur du réseau de distribution ou, en application de l'article 32, le fournisseur de ce dernier transmet au gestionnaire du réseau de distribution les données de planification visées au présent Chapitre, selon sa meilleure estimation.

Section 2.2. — Données à notifier

Art. 30. L'utilisateur du réseau de distribution disposant d'une capacité de raccordement supérieure ou égale à 2 MVA communique au gestionnaire du réseau de distribution, chaque année avant le 31 décembre, pour les trois années suivantes, sa meilleure estimation des données de planification suivantes :

1° les prévisions en matière de puissance maximale à prélever (kW, kVAr) sur une base annuelle, avec indication des ruptures de tendance attendues;

2° le profil de la courbe de charge annuelle de la puissance active à prélever.

Une tendance de ces données pour les deux années suivantes, soit à cinq ans, est également transmise à titre indicatif au gestionnaire du réseau de distribution

Art. 31. L'utilisateur du réseau de distribution, dont les installations comprennent ou comprendront des unités de production d'une puissance développable nette totale par point d'injection d'au moins 500 kVA, communique au gestionnaire du réseau de distribution, chaque année avant le 31 décembre, pour les trois années suivantes, les données de planification suivantes :

1° la puissance nette développable maximale, le profil prévisionnel de la courbe de charge, les données techniques, les limites opérationnelles et le mode de réglage des différentes unités de production mises en service ainsi que de celles à mettre en service;

2° les unités de production qui seront retirées du service et la date prévue de mise hors service.

Une estimation de ces données pour les deux années suivantes, soit à cinq ans, est également transmise à titre indicatif au gestionnaire du réseau de distribution.

Art. 32. Pour les utilisateurs du réseau de distribution non visés aux articles 30 et 31, il incombe au fournisseur de communiquer au gestionnaire du réseau de distribution, chaque année avant le 31 décembre, globalement pour l'ensemble des utilisateurs du réseau de distribution avec lesquels il a signé des contrats de fourniture, les données de planification suivantes, relatives aux deux années à venir :

1° les prévisions en matière de puissance maximale à prélever ou à injecter (kW, kVAr) sur une base annuelle, avec indication des ruptures de tendance attendues;

2° le profil de la courbe de charge annuelle de la puissance active à prélever.

Art. 33. L'obligation de communication des données de planification visées aux articles 30 et 31 s'applique également aux points de prélèvement pour lesquels une demande de raccordement est introduite. Dans ce cas, les données de planification sont jointes à la demande de raccordement. Elles portent sur l'année en cours, pour la période consécutive à la mise en service du point d'accès.

Art. 34 § 1^{er}. L'utilisateur du réseau de distribution disposant d'un raccordement à partir du réseau haute tension communique par écrit, chaque année avant le 30 juin, au gestionnaire du réseau de distribution l'évolution attendue de sa puissance de raccordement pour l'année suivante.

Cette communication constitue, le cas échéant, un avenant au contrat de raccordement.

§ 2. En cas d'absence de notification dans le délai visé au paragraphe précédent, la puissance de raccordement existante de l'utilisateur du réseau de distribution est reconduite pour l'année suivante.

§ 3. Au-delà du 30 juin, la puissance de raccordement annoncée par l'utilisateur du réseau de distribution pour l'année suivante ne peut plus être modifiée, sauf dans les hypothèses suivantes :

1° si, lors d'un changement d'utilisateur du réseau de distribution pour le raccordement considéré, le nouvel utilisateur veut procéder à une modification à la hausse ou à la baisse de la puissance de raccordement;

2° si l'utilisateur du réseau de distribution veut supprimer le raccordement considéré;

3° si l'utilisateur du réseau de distribution procède au renforcement de son raccordement, et à condition que ce renforcement s'accompagne d'une modification à la hausse de la puissance de raccordement.

§ 4. Si la puissance de raccordement communiquée en vertu du § 1^{er} excède la capacité de raccordement, la communication est assimilée à une demande de renforcement de la capacité de raccordement et les dispositions prévues par le Code de raccordement sont dès lors applicables.

§ 5. Le gestionnaire d'un réseau privé se conforme aux dispositions du présent article en communiquant les puissances à mettre à disposition pour son usage propre.

Art. 35. Si le gestionnaire du réseau de distribution estime que les données de planification qui lui ont été communiquées sont incomplètes, inexactes ou déraisonnables, il demande à l'utilisateur du réseau de distribution de vérifier les données concernées et de lui transmettre des informations validées dans le délai qu'il détermine.

Art. 36. Pour autant qu'il ait pris les dispositions prévues à l'article 35, le gestionnaire du réseau de distribution ne peut être tenu responsable des conséquences qu'aurait, sur les plans d'investissements, la communication de données inexactes ou incomplètes.

De même, le gestionnaire du réseau de distribution ne peut être tenu responsable des conséquences qu'aurait, sur les plans d'investissements, la communication de données de planification intervenue tardivement.

Art. 37. L'utilisateur du réseau de distribution ou le fournisseur selon le cas informe dès que possible le gestionnaire du réseau de distribution de toute modification ou prévision de modification des données qui ont été transmises.

Art. 38. Le gestionnaire du réseau de distribution peut demander selon le cas à un utilisateur du réseau de distribution ou à un fournisseur de lui fournir, dans un délai convenu de commun accord, des données complémentaires utiles à la planification et qui ne sont pas reprises à l'annexe I^{er}.

Art. 39. Les gestionnaires de réseaux conviennent entre eux, dans la convention de collaboration visée au Titre VI, de la forme, du contenu et de la périodicité des données qu'ils doivent s'échanger pour l'établissement de leurs plans d'investissements, ainsi que des délais à respecter.

TITRE III. — Code de raccordement

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Section 1.1. — Généralités

Art. 40. § 1^{er}. Le présent Code s'applique :

1° aux installations de raccordement;

2° aux installations de l'utilisateur du réseau de distribution dont celles qui font fonctionnellement partie du réseau de distribution ou qui ont une influence non négligeable sur le fonctionnement du réseau de distribution, sur le(s) raccordement(s) ou les installations d'autres utilisateurs du réseau de distribution;

3° aux installations raccordées par une ligne directe et aux installations qui font partie d'une ligne directe.

§ 2. Les installations constitutives de l'équipement de comptage font partie du raccordement et sont propriété du gestionnaire du réseau de distribution. Elles font l'objet du Titre V pour ce qui concerne leurs spécifications techniques, leur utilisation, leur entretien et le traitement des données de comptage.

§ 3. Les raccordements et, sans préjudice des dispositions de la section 6.5., les installations des utilisateurs du réseau de distribution existant lors de l'entrée en vigueur du présent Règlement Technique doivent satisfaire aux dispositions du présent Titre.

§ 4. En Annexe II, et sans préjudice des dispositions des autres Titres du présent Règlement technique, figurent les conditions dans lesquelles la responsabilité du gestionnaire du réseau de distribution vis-à-vis des utilisateurs du réseau de distribution peut être engagée et réciproquement. Ces conditions s'appliquent quel que soit le type de raccordement.

Art. 41. § 1^{er}. Sauf convention contraire, le gestionnaire du réseau de distribution est propriétaire du raccordement nonobstant l'intervention de l'utilisateur du réseau de distribution ou du propriétaire de l'immeuble dans les frais ou dans les travaux de réalisation de celui-ci.

§ 2. Sauf convention contraire, le gestionnaire du réseau de distribution n'est, sous réserve des appareils faisant partie de l'équipement de comptage, pas propriétaire des installations situées en aval du point de prélèvement de l'utilisateur du réseau de distribution.

Art. 42. § 1^{er} Sauf disposition légale ou réglementaire particulière, le gestionnaire du réseau de distribution est le seul autorisé à poser, adapter, déplacer, remplacer, enlever, entretenir et exploiter les équipements dont il est propriétaire.

§ 2. Les installations sur lesquelles l'utilisateur du réseau de distribution possède un droit de propriété ou de jouissance sont gérées et entretenues par l'utilisateur du réseau de distribution ou par un tiers mandaté par l'utilisateur du réseau de distribution.

Aux fins d'entretenir les installations dont il a la jouissance, l'utilisateur du réseau de distribution peut demander au gestionnaire du réseau de distribution de procéder à la mise hors service temporaire de son point d'accès. Celui-ci reste « actif » dans le registre d'accès visé à l'article 131.

§ 3. Par dérogation au § 2 alinéa 1^{er} et en conformité avec l'article 15, les interventions et les manœuvres aux installations qui font fonctionnellement partie du réseau de distribution peuvent être effectuées uniquement par le gestionnaire du réseau de distribution ou par une personne mandatée par lui.

Art. 43. L'emplacement du ou des points d'accès relatifs à un raccordement est déterminé sur base des recommandations établies par Synergrid, sauf lorsqu'une situation particulière justifie qu'il y soit dérogé.

Art. 44. La mise à disposition d'infrastructures par un propriétaire d'immeuble/de site, au bénéfice du gestionnaire du réseau de distribution en vue d'accueillir des équipements de raccordement exclusivement dédiés à l'alimentation de l'immeuble/du site, se fait toujours à titre gratuit.

Art. 45. Sous réserve de dispositions légales ou réglementaires contraires relatives aux missions de service public du gestionnaire du réseau de distribution, les frais liés à toute intervention ou manœuvre exécutée à la demande de l'utilisateur du réseau de distribution ou trouvant son origine dans les installations de l'utilisateur du réseau de distribution sont pris en charge par cet utilisateur.

Art. 46. § 1^{er}. En cas de cession de la propriété d'un bien pour lequel un raccordement est en service, lorsqu'un contrat relatif à ce raccordement existe, le cédant fournit au cessionnaire une copie dudit contrat et les dispositions de celui-ci continuent à s'appliquer tant que le gestionnaire du réseau de distribution et le cessionnaire n'en ont pas convenu autrement, en tout ou partie.

§ 2. En cas de cession de la jouissance d'un bien pour lequel un raccordement est en service, lorsqu'un contrat relatif à ce raccordement existe, les dispositions de celui-ci sont opposables au cessionnaire qui est présumé, de manière irréfragable, en avoir pris connaissance. A cette fin, le cédant fournit au cessionnaire une copie du contrat de raccordement.

Art. 47. Toute demande formulée en application des dispositions du présent Titre, par une personne qui n'est pas propriétaire des installations raccordées ou pour lesquelles un raccordement est demandé, doit être accompagnée d'une habilitation spéciale et expresse pour effectuer ladite demande émanant soit du propriétaire soit d'une personne disposant elle-même d'un mandat spécial et exprès du propriétaire pour accomplir des demandes en la matière.

Section 1.2. — Mode de raccordement en fonction de la capacité de raccordement

Art. 48. § 1^{er}. Sans préjudice du § 8 et du chapitre 7 du présent titre, les raccordements des clients finals sont effectués au départ du réseau de distribution.

§ 2. Lorsque la capacité de raccordement est inférieure ou égale à 56 kVA, le raccordement sera effectué au départ du réseau basse tension sauf si, pour éviter des problèmes techniques liés notamment à d'éventuelles chutes de tension, le gestionnaire du réseau de distribution décide que le raccordement s'effectue soit au moyen d'une liaison basse tension directement raccordée à un poste de transformation haute tension/basse tension, soit au départ du réseau haute tension.

§ 3. Pour une capacité de raccordement comprise entre 56 et 250 kVA, le gestionnaire du réseau de distribution peut proposer un raccordement au départ du réseau basse tension, un raccordement au moyen d'une liaison basse tension directement raccordée à un poste de transformation haute tension/basse tension ou un raccordement au départ du réseau haute tension.

§ 4. Pour une capacité de raccordement supérieure à 250 kVA, le raccordement s'effectuera au départ du réseau haute tension. En dessous de 5 MVA, il sera procédé en premier lieu à l'examen de la possibilité de raccordement au départ du réseau haute tension du gestionnaire du réseau de distribution.

§ 5. Dans des bâtiments où plusieurs utilisateurs du réseau de distribution doivent être raccordés, le gestionnaire du réseau de distribution peut prévoir un branchement unique au réseau haute tension au départ duquel peuvent être installés :

1° un ou plusieurs points de raccordement haute tension;

2° un ou plusieurs postes de transformation haute tension/basse tension ainsi que les raccordements destinés à alimenter les utilisateurs du réseau de distribution en basse tension.

§ 6. Lorsque le raccordement s'effectue au départ du réseau haute tension et lorsque les caractéristiques locales du réseau de distribution le nécessitent, le gestionnaire du réseau de distribution peut convenir, avec le demandeur, la mise à disposition d'un local pour l'équipement d'un poste de transformation haute tension/basse tension, alimenté au départ du même point de raccordement. Les modalités de cette mise à disposition sont fixées par le gestionnaire du réseau de distribution sur la base de critères objectifs et non discriminatoires.

§ 7. Pour une capacité de raccordement supérieure à 5 MVA, le raccordement au moyen d'une liaison directe des installations de l'utilisateur du réseau de distribution avec le jeu de barres secondaire d'un poste de transformation qui alimente le réseau de distribution en haute tension peut être envisagé. Lorsque cette solution est retenue, le gestionnaire du réseau de distribution se réserve ultérieurement le droit, si les prélèvements $\frac{1}{4}$ ch de ce nouvel utilisateur du réseau de distribution n'excèdent jamais 4 MVA en régime, de réaffecter à la collectivité, contre rémunération équitable, la liaison précitée.

§ 8. Pour une capacité de raccordement supérieure à 5 MVA, lorsque le gestionnaire du réseau de distribution constate, lors d'un premier examen, qu'il est préférable d'effectuer le raccordement au réseau de transport ou au réseau de transport régional, il se concerte avec le gestionnaire du réseau concerné et, le cas échéant, lui transmet sans délai l'entièreté du dossier, en informe le demandeur et lui restitue les droits éventuellement perçus. Dans cette hypothèse, le raccordement est effectué conformément au règlement technique applicable au réseau de transport ou au réseau de transport régional.

§ 9. Dans tous les cas, le demandeur n'introduit qu'une seule demande auprès du gestionnaire de réseau de distribution, à charge pour ce dernier de prendre les contacts nécessaires avec les autres gestionnaires de réseau pour garantir la qualité du raccordement et les adaptations nécessaires.

Art. 49. Dans l'examen de la demande de raccordement et dans l'établissement de la proposition de raccordement, le gestionnaire du réseau de distribution agit toujours en veillant à l'intérêt technique et économique du demandeur, sans préjudice de l'intérêt des autres utilisateurs du réseau de distribution et sans que cela ne donne le droit au demandeur d'exiger un mode de raccordement plus favorable que celui prévu par l'article 48.

Section 1.3. — Raccordements de secours

Art. 50. § 1^{er}. Un raccordement de secours s'entend d'un raccordement installé dans l'une des hypothèses suivantes :

1° suite à une demande d'un quelconque utilisateur du réseau de distribution désireux de disposer d'une fourniture de secours à partir d'un autre point d'interconnexion;

2° suite à une demande d'un utilisateur du réseau de distribution raccordé directement au jeu de barres secondaire d'un poste de transformation alimentant le réseau de distribution en haute tension, et désireux de disposer d'une fourniture de secours à partir du réseau haute tension;

3° suite à une demande d'un utilisateur du réseau de distribution raccordé au réseau haute tension et désireux de disposer d'une fourniture de secours à partir d'un réseau haute tension distinct alimenté par le même point d'interconnexion;

4° suite à une demande d'un utilisateur du réseau de distribution raccordé au réseau haute tension et désireux de disposer d'une fourniture de secours en basse tension, alimentée à partir d'un réseau moyenne tension distinct, au départ du même point d'interconnexion;

5° suite à une demande d'un utilisateur du réseau de distribution raccordé au réseau basse tension et désireux de disposer d'une fourniture de secours en basse tension, alimentée à partir d'un poste de transformation haute tension/basse tension distinct.

§ 2. L'existence d'un raccordement de secours entraîne l'application, à charge de l'utilisateur du réseau de distribution, d'une redevance pour la fourniture de secours, selon le tarif applicable.

Section 1.4. — Prescriptions techniques applicables à tout raccordement et aux installations de l'utilisateur du réseau de distribution

Art. 51. § 1^{er}. Tout raccordement, ainsi que toute installation de l'utilisateur du réseau de distribution doivent répondre aux dispositions légales et réglementaires, notamment celles définies dans le RGPT et le « Codex pour le bien-être au travail » ainsi qu'aux normes NBN applicables aux installations électriques.

§ 2. Avant la mise en service d'un raccordement, l'utilisateur du réseau de distribution fournit au gestionnaire du réseau de distribution la preuve que ses installations répondent aux obligations légales ou réglementaires applicables. Cette preuve doit être apportée par un rapport d'un organisme de contrôle agréé au sens du RGIE.

Art. 52. Le niveau admissible de perturbations occasionnées sur le réseau de distribution par les installations du raccordement et les installations propres de l'utilisateur du réseau de distribution est déterminé par les normes nationales et internationales en vigueur, et notamment par les rapports techniques CEI 61000-3-6 et CEI 61000-3-7.

Art. 53. § 1^{er}. Les raccordements doivent répondre aux prescriptions techniques de Synergrid C2/112 intitulée « Prescriptions techniques de raccordement au réseau de distribution haute tension » et C1/107 intitulée « Prescriptions techniques générales relatives au raccordement d'un utilisateur au réseau de distribution basse tension ». Toutefois, en cas de contradiction entre l'une des dites prescriptions et une disposition législative ou réglementaire, en ce compris celles du présent règlement technique, les dispositions législatives ou réglementaires priment.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution peut prévoir, le cas échéant, des prescriptions spécifiques au raccordement en fonction des caractéristiques locales particulières du réseau de distribution.

Art. 54. Des installations électriques, alimentées par des raccordements distincts, ne peuvent être reliées entre elles, sauf autorisation écrite préalable du gestionnaire du réseau de distribution ou convention explicite dans le contrat de raccordement avec précision des modalités.

Art. 55. L'utilisateur du réseau de distribution veille à ce que les installations dont il a la jouissance n'occasionnent pas de risque, de dommage ou de nuisance aux installations du gestionnaire du réseau de distribution ou de tiers, au-delà des seuils prévus par les normes communément admises.

Le gestionnaire du réseau de distribution peut en outre exiger que l'utilisateur du réseau de distribution prenne à ses frais des mesures visant à éviter que le fonctionnement des installations dont il a la jouissance n'influence défavorablement d'autres utilisateurs du réseau de distribution ou le fonctionnement du réseau.

CHAPITRE 2. — Prescriptions spécifiques aux raccordements en haute tension

Section 2.1. — Environnement des installations

Art. 56 § 1^{er}. Pour le placement du dispositif de mesure et de tout autre appareillage faisant partie du raccordement, l'utilisateur du réseau de distribution met à la disposition du gestionnaire du réseau de distribution un espace qui répond aux besoins de ce dernier.

§ 2. Sauf accord exprès du gestionnaire du réseau de distribution, la longueur du réseau de distribution en site privatif est limitée à 2 x 15 mètres. L'espace visé au § 1^{er} devra, dans ces conditions, intégrer cette contrainte.

Section 2.2. — Conformité des installations

Art. 57. La conception du raccordement et des installations de l'utilisateur du réseau de distribution doit être conforme aux dispositions du RGIE en matière de contrôles de conformité et de contrôles périodiques des installations. Sont spécialement visées l'implantation, l'accessibilité des installations et la maniabilité et l'identification de l'appareillage de commande. Le raccordement des équipements et leur fonctionnement doivent être compatibles avec le mode d'exploitation du réseau de distribution sur lequel ils sont raccordés, tant en ce qui concerne leurs caractéristiques techniques que les aspects de sécurité liés à l'exploitation.

Art. 58. Les frais de contrôle de conformité et des contrôles périodiques des installations prévus par le RGIE sont à charge de l'utilisateur du réseau de distribution concerné.

Art. 59. § 1^{er}. Les spécifications fonctionnelles des protections de l'utilisateur du réseau de distribution qui déconnectent ses installations du raccordement en cas de défaut dans les installations de l'utilisateur, sont déterminées de commun accord avec le gestionnaire du réseau de distribution. La sélectivité de la protection du réseau de distribution ne doit en aucun cas être compromise par le choix des valeurs des paramètres de protection.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution peut, en raison d'une modification de la situation du réseau, imposer les adaptations nécessaires aux protections dans les installations de l'utilisateur du réseau de distribution, afin de continuer à garantir la sélectivité des protections dans le réseau. Les frais liés à l'exécution éventuelle d'adaptations aux installations de l'utilisateur du réseau de distribution sont à charge du gestionnaire du réseau de distribution.

Art. 60. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution peut mettre en oeuvre les moyens techniques requis pour la compensation d'énergie réactive ou, plus généralement, pour la compensation de tout phénomène perturbateur, lorsque la charge d'un utilisateur du réseau de distribution raccordé au réseau de distribution :

1° donne lieu à un prélèvement additionnel d'énergie réactive, par rapport aux valeurs définies à l'article 159;

2° perturbe la sécurité, la fiabilité ou l'efficacité du réseau de distribution à un degré tel que la norme NBN EN 50160 visée à l'article 4, § 3 ne peut plus être respectée par le gestionnaire du réseau de distribution.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution motive sa décision et communique celle-ci à l'utilisateur du réseau de distribution concerné.

§ 3. L'installation et l'utilisation des moyens techniques visés au § 1^{er} sont à charge de l'utilisateur du réseau de distribution concerné si celui-ci en est à l'origine.

CHAPITRE 3. — Prescriptions spécifiques aux raccordements en basse tension

Section 3.1. — Environnement des installations

Art. 61. § 1^{er}. Dans les bâtiments où la capacité de raccordement dépasse 56 kVA, l'utilisateur du réseau de distribution met à la disposition du gestionnaire du réseau de distribution, pour le regroupement des appareils de mesure et autres appareils qui font partie du raccordement, un local (ou une partie de local) qui satisfait à cet objectif.

Lorsque les caractéristiques locales du réseau de distribution le nécessitent, le gestionnaire du réseau de distribution peut, en outre, demander la mise à disposition d'un local pour l'équipement d'un poste de transformation haute tension/basse tension. Les modalités de cette mise à disposition sont fixées par le gestionnaire de réseau de distribution sur la base de critères objectifs et non discriminatoires.

§ 2. Dans les bâtiments où la capacité de raccordement n'excède pas 56 kVA, l'utilisateur du réseau de distribution met à la disposition du gestionnaire du réseau de distribution une partie de mur pour le boîtier de raccordement.

§ 3. Dans les bâtiments où plusieurs utilisateurs du réseau de distribution sont raccordés, le propriétaire met à la disposition du gestionnaire du réseau de distribution pour le regroupement des appareils de mesure et autres installations de raccordement, un ou plusieurs locaux, ou un ou plusieurs emplacements qui satisfont à cet objectif.

§ 4. Si, pour l'alimentation d'un lotissement, un ou plusieurs nouveaux postes de transformation haute tension/basse tension sont nécessaires, la personne qui lotit met à la disposition du gestionnaire du réseau de distribution un ou plusieurs terrains qui satisfont à cet objectif.

§ 5. Sauf accord exprès du gestionnaire du réseau de distribution, la longueur du réseau de distribution en site privatif est limitée à 10 mètres. Les locaux ou parties de mur visés aux §§ 1 à 3 devront, dans ces conditions, intégrer cette contrainte.

Section 3.2. — Conformité des installations

Art. 62. Les installations de raccordement répondent aux prescriptions techniques de Synergrid C1/110 intitulée « Equivalence entre l'intensité (du courant) et la puissance des disjoncteurs basse tension ».

Art. 63. La prescription technique de Synergrid C1/107 « Prescriptions techniques générales relatives au raccordement d'un utilisateur au réseau de distribution basse tension » est d'application, sauf pour ce qui concerne les dispositions relatives au raccordement en fonction de la puissance, qui sont couvertes par l'article 48 ci-avant.

Section 3.3. — Capacité de raccordement

Art. 64. Dans la mesure où les prescriptions visées à l'article 61 § 5 sont respectées, la capacité minimale de raccordement qu'un utilisateur peut obtenir est de 40 A en 230 V monophasé, sauf limitation découlant de l'ordonnance du 11 juillet 1991 relative au droit à la fourniture minimale d'électricité.

CHAPITRE 4. — Prescriptions techniques complémentaires pour le raccordement d'unités de production d'électricité verte et d'unités de production décentralisées

Art. 65. § 1^{er}. Les raccordements des unités de production, en ce compris celles qui utilisent des sources d'énergie renouvelables, des unités de cogénération, des unités qui produisent de l'électricité à partir des déchets et des récupérations sur processus industriels, ainsi que des unités de production décentralisées, répondent, pour les aspects techniques, aux prescriptions techniques de Synergrid C 10/11 intitulées « Prescriptions techniques de branchement d'installations de production décentralisées fonctionnant en parallèle sur le réseau de distribution ».

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution peut prévoir, le cas échéant et moyennant motivation, des prescriptions spécifiques au raccordement en fonction des caractéristiques locales particulières du réseau de distribution.

CHAPITRE 5. — Procédure de raccordement

Section 5.1. — Généralités

Art. 66. Doivent faire l'objet d'une demande de raccordement, conformément aux articles 67 et suivants, la réalisation d'un nouveau raccordement ainsi que l'adaptation d'un raccordement existant.

Le gestionnaire du réseau de distribution peut également imposer l'introduction d'une telle demande en cas d'adaptations apportées à des installations de l'utilisateur du réseau de distribution qui ont une influence non négligeable sur le réseau de distribution ou en cas de modification du mode d'exploitation des installations raccordées.

Art. 67. Toute demande de raccordement, assortie s'il y a lieu d'une demande d'étude d'orientation ou de détail doit être introduite par écrit auprès du gestionnaire du réseau de distribution, suivant la procédure publiée à cet effet conformément à l'article 12 et les dispositions qui suivent.

Section 5.2. — Raccordement à la haute tension

Sous-section 5.2.1. — Généralités

Art. 68. § 1^{er}. Une demande relative à un raccordement à la haute tension nécessite la réalisation d'une étude de détail.

§ 2. Par dérogation au paragraphe premier, une demande de modification mineure apportée à un raccordement à la haute tension ne requiert pas la réalisation d'une étude de détail.

A l'occasion d'un projet de modification, qu'il juge mineure, de ses installations, des installations de raccordement ou de leurs modes d'exploitation, l'utilisateur du réseau de distribution notifie au gestionnaire du réseau de distribution les modifications projetées et les raisons pour lesquelles il les estime mineures.

Après examen de la notification visée à l'alinéa précédent, le gestionnaire du réseau de distribution peut :

- 1° approuver les modifications projetées sans autre formalité;
- 2° proposer la conclusion d'un avenant au contrat de raccordement;

3° décider que, en l'absence de caractère mineur de la modification, celle-ci s'effectue dans le respect de la procédure prévue à la section 5.2.3 du présent chapitre.

La conclusion d'un avenant tel que visé à l'alinéa précédent, 2°, ne dispense pas le demandeur du raccordement d'obtenir une notification de la conformité du raccordement conformément à l'article 51, § 2.

Art. 69. Une demande relative à un raccordement à la haute tension peut être précédée, à la discrétion du demandeur, d'une demande d'étude d'orientation.

Art. 70. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution publie, s'il y a lieu, les tarifs applicables destinés à couvrir les coûts de réalisation d'une étude d'orientation ou d'une étude de détail.

§ 2. Les tarifs visés au paragraphe premier sont à charge du demandeur à moins que le demandeur ait la qualité de fournisseur ou ait été mandaté, dans le respect de l'article 47, par un fournisseur auquel cas les frais sont facturés au propriétaire des installations raccordées ou pour lesquelles un raccordement est demandé.

§ 3. Par dérogation aux paragraphes précédents, aucun frais n'est dû pour la réalisation de l'étude de détail lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- 1° la demande de raccordement a déjà été introduite et prise en charge une première fois;
- 2° cette demande n'a pas donné lieu à la réalisation du raccordement;
- 3° il n'y a pas eu, depuis lors, de modification au réseau ayant une incidence sur les conditions de raccordement.

Art. 71. Les dispositions de l'article 9 de l'ordonnance sont d'application pour l'organisation des contacts avec les producteurs raccordés au réseau de distribution ou souhaitant s'y raccorder. Il en est de même pour la préparation de contrats.

Sous-section 5.2.2. — Etude d'orientation et avant-projet de raccordement

Art. 72. L'étude d'orientation a pour but d'établir un avant-projet de raccordement à la haute tension.

Art. 73. La demande d'étude d'orientation contient :

- 1° l'identité du demandeur et sa situation juridique au regard de l'immeuble concerné;
- 2° les coordonnées de contact du demandeur;
- 3° les plans du lieu de prélèvement/d'injection, les données techniques générales et la localisation souhaitée du point d'accès;
- 4° les informations nécessaires pour la détermination du profil de prélèvement dont notamment la capacité de raccordement demandée et le mode de prélèvement prévu.

5° l'engagement de la personne physique ou morale désignée en vertu de l'article 70, § 2, de payer le tarif lié, le cas échéant, à l'étude d'orientation dans l'hypothèse où celle-ci n'est pas suivie d'une étude de détail.

Art. 74. Dans un délai de cinq jours ouvrables à dater de sa réception, le gestionnaire du réseau de distribution vérifie le caractère complet ou non de la demande et en informe le demandeur.

Si la demande est incomplète, il indique les éléments ou pièces manquants.

Art. 75. Dans l'examen de la demande d'étude d'orientation, le gestionnaire du réseau de distribution accorde, dans la mesure du possible compte tenu de la continuité d'approvisionnement nécessaire, une priorité aux demandes relatives à des installations de cogénération et à des installations de production qui utilisent des sources d'énergie renouvelables, ainsi qu'à des installations produisant de l'électricité à partir des déchets et des récupérations sur processus industriel.

Art. 76. Durant l'exécution de l'étude d'orientation, le gestionnaire du réseau de distribution et le demandeur collaborent de bonne foi. Le gestionnaire du réseau de distribution peut, à tout moment, demander au demandeur des informations complémentaires nécessaires à la préparation de l'avant-projet de raccordement.

Art. 77. § 1^{er}. Dans un délai raisonnable et en tout les cas dans un délai de quinze jours ouvrables suivant la réception d'une demande complète d'étude d'orientation, le gestionnaire du réseau de distribution notifie ses conclusions au demandeur consistant :

- 1° soit dans un avant-projet de raccordement;
- 2° soit dans un refus motivé de raccordement, dont copie est transmise au Service.

§ 2. Le délai maximal visé au § 1^{er} est porté à trente jours ouvrables si, en raison de l'application de l'article 75, un report du traitement de la demande s'avère nécessaire.

§ 3. Si l'étude d'orientation se conclut par un avant-projet de raccordement, celui-ci contient au moins :

- 1° un schéma du raccordement projeté;
- 2° les prescriptions techniques du raccordement;
- 3° une évaluation indicative des coûts;
- 4° une évaluation indicative des délais nécessaires pour la réalisation du raccordement, y compris les éventuels renforcements à apporter au réseau de distribution du fait du raccordement.

Art. 78. Les informations contenues dans l'avant-projet de raccordement ne lient en aucune manière ni le gestionnaire du réseau de distribution, ni le demandeur de l'étude d'orientation.

Sous-section 5.2.3. — Etude de détail et projet de raccordement

Art. 79. L'étude de détail a pour but d'établir un projet de raccordement à la haute tension.

Art. 80. La demande d'étude de détail contient :

- 1° l'identité du demandeur et sa situation juridique au regard de l'immeuble concerné;
- 2° les coordonnées de contact du demandeur;
- 3° les plans du lieu de prélèvement/d'injection;
- 4° les informations nécessaires pour la détermination du profil de prélèvement dont notamment la capacité de raccordement demandée et le mode de prélèvement prévu.

5° la puissance de raccordement;

6° les caractéristiques techniques détaillées du raccordement et des installations à raccorder, indiquées dans le formulaire de raccordement;

7° l'engagement de la personne physique ou morale désignée en vertu de l'article 70, § 2, de payer le tarif lié à l'étude de détail.

Art. 81. § 1^{er}. Dans un délai de dix jours ouvrables à dater de sa réception, le gestionnaire du réseau de distribution vérifie le caractère complet ou non de la demande et en informe le demandeur.

Si la demande est incomplète, il indique les éléments ou pièces manquants en vue de la préparation du projet de raccordement et les délais dont dispose le demandeur pour les fournir.

§ 2. Lorsque la demande de raccordement est complète, le gestionnaire du réseau de distribution attribue au demandeur une réservation de capacité.

Art. 82. § 1^{er}. Lors de l'élaboration de l'étude de détail, le gestionnaire du réseau de distribution accorde, dans la mesure du possible compte tenu de la continuité d'approvisionnement nécessaire, une priorité aux demandes de raccordement relatives à des installations de cogénération, à des installations de production qui utilisent des sources d'énergie renouvelables ainsi qu'à celles qui produisent de l'électricité à partir des déchets et des récupérations sur processus industriels.

§ 2. La priorité visée au § 1^{er} vaut également pour les réservations de capacité.

Art. 83. § 1^{er}. Dans les plus brefs délais et en tout cas dans un délai de trente jours ouvrables suivant la réception d'une demande complète, le gestionnaire du réseau de distribution adresse au demandeur soit un refus motivé de donner suite à sa demande, dont copie est alors transmise au Service, soit un projet de raccordement comprenant notamment :

1° les solutions techniques et les paramètres de réglage qui doivent être convenus entre le gestionnaire du réseau de distribution et le demandeur de raccordement, conformément aux prescriptions du présent Règlement Technique et compte tenu des caractéristiques techniques du réseau de distribution;

2° la description des travaux préalables à effectuer par le demandeur ou la personne qui l'a mandaté en vue de permettre la réalisation des travaux de raccordement par le gestionnaire du réseau de distribution;

3° les modalités et les délais de réalisation du raccordement avec indication des hypothèses prises en considération, notamment les délais nécessaires à l'obtention des permis ou autorisations auprès des autorités compétentes ou aux éventuelles adaptations à apporter au réseau de distribution; les délais de réalisation dont question ci-avant revêtent un caractère indicatif.

4° l'invitation à payer le prix des travaux de raccordement, établi conformément aux tarifs applicables.

§ 2. Le délai maximal visé au § 1^{er} est porté à soixante jours ouvrables si, en raison de l'application de l'article 82, un report du traitement de la demande s'avère nécessaire

§ 3. Les délais visés dans cet article peuvent être prolongés du commun accord des parties concernées.

Art. 84. Les solutions techniques et les paramètres de réglage peuvent être adaptés, pour des raisons liées à la sécurité, à la fiabilité et à l'efficacité du réseau, sur demande motivée du gestionnaire du réseau de distribution.

Le coût de ces adaptations est pris en charge par le gestionnaire du réseau de distribution, sauf si elles résultent d'une modification des installations de l'utilisateur du réseau de distribution.

Art. 85. En cas d'accord concernant le projet de raccordement visé à l'article 83, le gestionnaire du réseau de distribution établit un contrat de raccordement dans un délai de vingt jours ouvrables à compter de l'accord.

Art. 86. Si le demandeur ne réserve pas de suite à la réponse du gestionnaire du réseau de distribution dans un délai de quarante jours ouvrables à dater de la notification de celle-ci, la procédure de demande de raccordement est considérée comme caduque, sauf décision contraire du gestionnaire du réseau de distribution, rendue sur requête motivée du demandeur.

Sous-section 5.2.4. — Contrat de raccordement

Art. 87. § 1^{er}. La conclusion d'un contrat de raccordement avec le gestionnaire du réseau de distribution est requise dans les cas suivants :

1° préalablement à la réalisation d'un nouveau raccordement;

2° préalablement à la réalisation d'une adaptation d'un raccordement existant, d'une installation d'un utilisateur du réseau de distribution ayant une influence non négligeable sur le réseau de distribution ou de leur mode d'exploitation respectif.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, 2° une modification mineure apportée à un raccordement, au sens de l'article 68, § 2, ne doit pas faire l'objet d'un nouveau contrat de raccordement mais seulement, si le gestionnaire du réseau de distribution l'estime nécessaire, d'un avenant au contrat de raccordement existant.

Art. 88. Le contrat de raccordement contient au moins les éléments suivants :

1° l'identité des parties;

2° la désignation des personnes de contact et notamment d'un interlocuteur qui puisse être contacté par le gestionnaire du réseau de distribution dans le cadre des manœuvres d'exploitation;

3° les dispositions relatives à la durée et à la cessation du contrat;

4° la description du raccordement avec indication de l'emplacement et du niveau de tension du point de raccordement, du point d'accès et du point de mesure;

5° l'identification unique du point d'accès au moyen du code EAN;

6° le cas échéant, les dispositions particulières relatives à l'accès des personnes aux installations;

7° la description des installations de l'utilisateur du réseau de distribution (y compris les installations qui fonctionnellement partie du réseau), en particulier les unités de production raccordées;

8° les conditions et dispositions techniques spécifiques, notamment la capacité de raccordement, les caractéristiques techniques pertinentes du raccordement et des installations de l'utilisateur du réseau de distribution, le système de mesure, l'exploitation, l'entretien ainsi que les exigences en matière de protections et de la sécurité;

9° la puissance de raccordement, qui ne peut excéder la capacité de raccordement prévue conformément au 8°;

10° le cas échéant, les dispositions relatives à la relève des compteurs;

11° les conditions de responsabilité figurant en Annexe II;

12° le cas échéant, les limites de propriété des installations.

Sous-section 5.2.5. — Exécution du raccordement

Art. 89. § 1^{er}. Les délais pour la réalisation du raccordement tiennent compte des éventuels renforcements qui doivent être effectués aux réseaux de distribution, de transport régional ou de transport.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution donne la priorité, par rapport aux autres travaux non urgents, aux raccordements des installations de cogénération de qualité, des installations de production qui utilisent des sources d'énergie renouvelables et des installations qui produisent de l'électricité à partir des déchets et des récupérations sur processus industriels.

Au sens du présent article, on entend par travaux non urgents ceux dont le retardement ne provoque ni un danger pour les personnes ni un dommage réel direct aux équipements existants.

Art. 90. Le gestionnaire du réseau de distribution doit introduire les demandes de permis nécessaires auprès des autorités compétentes, dans un délai compatible avec le calendrier de réalisation du raccordement.

Le gestionnaire du réseau de distribution ne peut être tenu responsable des suites d'un éventuel retard voire d'un refus des autorités compétentes de délivrer les autorisations ou permis demandés.

Art. 91. § 1^{er}. La planification des travaux de raccordement est conditionnée au paiement préalable, par le demandeur, selon le tarif applicable, de l'ensemble des coûts encourus par le gestionnaire du réseau de distribution pour l'exécution du raccordement, en ce compris les éventuels frais d'études d'orientation et de détail relatives aux travaux en question. Dans l'hypothèse où le demandeur a la qualité de fournisseur ou a été mandaté, dans le respect de l'article 47, par un fournisseur, les frais sont facturés au propriétaire des installations raccordées ou pour lesquelles un raccordement est demandé.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, lorsque la réglementation applicable au demandeur ne lui permet pas, en raison de sa qualité, de s'acquitter anticipativement du paiement des travaux, la planification des travaux de raccordement est conditionnée à la réception préalable de la commande des travaux engageant le demandeur à payer, dès réalisation des travaux, le montant indiqué dans le projet de raccordement.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1^{er}, le gestionnaire du réseau de distribution se réserve toutefois le droit d'exiger le paiement d'avances dans la mesure autorisée par la réglementation.

§ 3. Le paiement des frais de raccordement emporte une présomption irréfragable que le propriétaire des installations raccordées ou pour lesquelles un raccordement est demandé a pris connaissance du présent Règlement Technique y compris les conditions générales de responsabilité figurant en Annexe II et a adhéré à ces dernières.

Section 5.3. — Raccordement à la basse tension

Art. 92. Une demande relative à un raccordement à la basse tension ne nécessite aucune étude préalable.

Art. 93. Dans un délai de cinq jours ouvrables à dater de sa réception, le gestionnaire du réseau de distribution vérifie le caractère complet ou non de la demande et en informe le demandeur.

Si la demande est incomplète, il indique les éléments ou pièces manquants et les délais dont dispose le demandeur pour les fournir.

Art. 94. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution communique, dans un délai de dix jours ouvrables à dater de la réception d'une demande de raccordement complète, les conditions techniques et financières du raccordement ainsi que les délais probables de réalisation du raccordement pour autant que :

1° la capacité de raccordement n'excède pas 25 kVA;

2° les conditions visées à l'article 61, § 5, soient respectées;

3° le réseau de distribution soit implanté à proximité immédiate du point de raccordement et se trouve du même côté de la voie carrossable que celui-ci.

§ 2. Si les conditions visées au paragraphe précédent sont réunies et que tous les permis et autorisations requis ont été accordés, le délai d'exécution d'un raccordement ne peut excéder vingt jours ouvrables, à dater de la réception du paiement, conformément aux dispositions de l'article 95, § 1^{er}.

§ 3. Lorsque les conditions visées au § 1^{er} ne sont pas réunies, le gestionnaire du réseau de distribution répond à la demande de raccordement dans les délais les plus brefs, ces derniers ne pouvant en aucun cas excéder ceux définis dans la procédure de raccordement en haute tension.

§ 4. Si la capacité de raccordement demandée est supérieure à 56 kVA ou si le gestionnaire du réseau de distribution estime qu'un raccordement en basse tension n'est envisageable que moyennant extension ou renforcement du réseau de distribution, la procédure de l'étude d'orientation est la même que celle prévue dans la procédure de raccordement en haute tension.

Art. 95. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution n'entame les travaux de raccordement qu'après avoir reçu paiement intégral du montant indiqué dans l'offre.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, lorsque la réglementation applicable au demandeur ne permet pas à celui-ci, en raison de sa qualité, de s'acquitter anticipativement du paiement intégral des travaux, les travaux sont entamés dès réception de la commande, engageant le demandeur à payer, dès réalisation des travaux, le montant indiqué dans l'offre visée à l'article 94.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1^{er}, le gestionnaire du réseau de distribution se réserve toutefois le droit d'exiger le paiement d'avances dans la mesure autorisée par la réglementation.

Art. 96. § 1^{er}. Les frais d'exécution du raccordement sont facturés au demandeur, selon les tarifs applicables, à moins que le demandeur ait la qualité de fournisseur ou ait été mandaté, dans le respect de l'article 47, par un fournisseur auquel cas les frais sont facturés au propriétaire des installations raccordées ou pour lesquelles un raccordement est demandé.

§ 2. Le paiement des frais de raccordement emporte une présomption irréfragable que le propriétaire des installations raccordées ou pour lesquelles un raccordement est demandé a pris connaissance du présent Règlement Technique y compris les conditions générales de responsabilité figurant en Annexe II et a adhéré à ces dernières.

Art. 97. § 1^{er}. Les travaux de raccordement sont réalisés sous la responsabilité du gestionnaire du réseau de distribution, en concertation avec le propriétaire de l'immeuble concerné ou son mandataire.

§ 2. Toutefois, tout ou partie des travaux préparatoires ou de finition en terrain privé, à l'exclusion de la réalisation du branchement, peuvent être réalisés par le propriétaire de l'immeuble concerné ou son mandataire. Ces travaux sont, selon qu'il s'agit d'un raccordement en haute ou en basse tensions, spécifiés dans le projet de raccordement ou dans l'offre de raccordement. Le cas échéant, le propriétaire de l'immeuble concerné ou son mandataire se conforme aux mesures de sécurité du gestionnaire du réseau de distribution.

§ 3. Seul le gestionnaire du réseau de distribution est autorisé à mettre sous tension le raccordement.

Art. 98. Le tracé du raccordement ainsi que l'emplacement et les caractéristiques de ses éléments constitutifs sont approuvés par le gestionnaire du réseau de distribution de manière à ce que la sécurité générale et le fonctionnement normal des éléments constitutifs du raccordement soient assurés, et que les relevés de consommation, la surveillance, la vérification et l'entretien puissent s'effectuer facilement.

Art. 99. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution peut imposer au propriétaire de l'immeuble concerné de prendre en charge le percement nécessaire à l'installation du câble de raccordement, et ce conformément aux indications du gestionnaire du réseau de distribution.

§ 2. Le câble doit être protégé mécaniquement sur toute sa longueur au moyen d'un tuyau de protection en PVC, PE, fibres de ciment ou autres moyens au moins équivalents.

§ 3. Le passage dans le mur est obturé par le propriétaire de l'immeuble, ou par son mandataire, de manière à le rendre étanche à l'eau et au gaz.

CHAPITRE 6. — *Utilisation, entretien et conformité du raccordement*

Section 6.1. — Généralités

Art. 100. L'utilisateur du réseau de distribution et, lorsqu'il s'agit d'une personne distincte, le propriétaire du bien immeuble concerné, prennent les précautions nécessaires pour prévenir tout dommage au raccordement et, de manière générale, au réseau de distribution et aux installations des autres utilisateurs du réseau de distribution.

Art. 101. L'utilisateur du réseau de distribution et, lorsqu'il s'agit d'une personne distincte, le propriétaire du bien immeuble concerné, sont tenus de notifier immédiatement au gestionnaire du réseau de distribution tout dommage, anomalie ou non-conformité aux prescriptions légales ou réglementaires qu'ils constatent.

Art. 102. En cas de modification, par l'utilisateur du réseau de distribution, des caractéristiques de prélèvement ou d'injection ou en cas de modification par rapport aux conditions qui prévalaient lors de la réalisation du raccordement, le gestionnaire du réseau de distribution peut, sans préjudice des mesures nécessaires à la régularisation définitive de la situation, modifier le raccordement aux frais de l'utilisateur du réseau de distribution ou, lorsqu'il s'agit d'une personne distincte, du propriétaire du bien immeuble concerné afin de préserver la sécurité générale du réseau, de faciliter le contrôle et l'entretien du raccordement, de permettre le fonctionnement correct des équipements constitutifs du raccordement et d'assurer la relève aisée des compteurs.

Art. 103. L'utilisateur du réseau de distribution peut actionner le disjoncteur du raccordement, sauf lorsque des scellés ou toute autre contre-indication du gestionnaire du réseau de distribution l'en empêchent.

Section 6.2. — Utilisation des installations qui font fonctionnellement partie du réseau de distribution

Art. 104. L'installation de l'utilisateur du réseau de distribution, qui fait fonctionnellement partie du réseau de distribution pour le transfert d'énergie vers d'autres utilisateurs du réseau de distribution, est mise gratuitement à la disposition du gestionnaire du réseau de distribution, aux modalités décrites à l'article 15.

Section 6.3. — Utilisation et entretien de raccordements en haute tension

Art. 105. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution est responsable de l'entretien, de la qualité et de la sécurité de fonctionnement des câbles haute tension posés en site privatif afin de raccorder un point de prélèvement ou d'injection haute tension. Les frais d'entretien et de réparation de ces câbles sont à sa charge.

§ 2. Seul le gestionnaire du réseau de distribution est habilité à juger si l'état de vétusté des câbles haute tension visés au § 1^{er} nécessite leur renouvellement.

§ 3. Dans l'hypothèse où le renouvellement concerne une portion du réseau de distribution dont la longueur en site privatif excède celle prévue à l'article 56, § 2, les surcoûts liés au renouvellement sont à charge de l'utilisateur du réseau de distribution ou, lorsqu'il s'agit d'une personne distincte, du propriétaire du bien immeuble concerné, conformément aux tarifs applicables.

Section 6.4. — Utilisation et entretien de raccordements en basse tension

Art. 106. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution est responsable de l'entretien, de la qualité et de la sécurité de fonctionnement des équipements de raccordement situés entre son réseau et le premier organe de coupure en charge, y compris ce dernier. Les frais d'entretien, de réparation de ces équipements sont à sa charge. Il en va de même des interventions sur le premier organe de coupure, en cas de défaut interne.

§ 2. Le renouvellement des équipements susmentionnés, pour raison de modification des installations de l'utilisateur, est à charge de ce dernier.

§ 3. Seul le gestionnaire du réseau de distribution est habilité à juger si l'état de vétusté d'un raccordement nécessite son renouvellement.

Le renouvellement d'installations de raccordement pour des raisons de vétusté est pris en charge conformément aux tarifs applicables.

§ 4. Dans l'hypothèse où le renouvellement concerne une portion du réseau de distribution dont la longueur en site privatif excède celle prévue à l'article 61, § 5, les surcoûts liés au renouvellement sont à charge de l'utilisateur du réseau de distribution ou, lorsqu'il s'agit d'une personne distincte, du propriétaire du bien immeuble concerné, conformément aux tarifs applicables.

Art. 107. Le raccordement ne peut être encastré qu'avec l'autorisation du gestionnaire du réseau de distribution et doit, dans ce cas, être efficacement protégé. Son contrôle doit être possible à tout moment.

Art. 108. L'utilisateur du réseau de distribution ou, lorsqu'il s'agit d'une personne distincte, le propriétaire du bien immeuble concerné veille à maintenir l'étanchéité des murs concernés.

Section 6.5. — Conformité du raccordement et des installations de l'utilisateur du réseau de distribution

Art. 109. Le gestionnaire du réseau de distribution peut examiner et évaluer la conformité du raccordement et des installations de l'utilisateur du réseau de distribution avec les prescriptions du présent règlement technique et du contrat de raccordement.

Art. 110. § 1^{er}. Pour examiner la conformité du raccordement et des installations d'un utilisateur du réseau de distribution avec les dispositions du présent règlement technique et du contrat de raccordement, le gestionnaire du réseau de distribution peut, de sa propre initiative ou à la demande d'un tiers, effectuer des tests sur les installations, ou charger toute personne d'effectuer ces tests pour son compte. Le cas échéant, les §§ 2 et 3 de l'article 15 sont applicables.

§ 2. Après concertation, le gestionnaire du réseau de distribution et l'utilisateur du réseau de distribution concerné conviennent de la procédure, du calendrier et des moyens à mettre en oeuvre en vue d'effectuer les tests visés au § 1^{er}.

§ 3. Dans le mois qui suit les tests effectués conformément aux §§ 1^{er} et 2, le gestionnaire du réseau de distribution transmet un rapport à l'utilisateur du réseau de distribution ainsi qu'aux éventuels tiers concernés après en avoir retiré, le cas échéant, les données confidentielles.

§ 4. Si l'examen ou les tests montrent qu'une installation ne répond pas aux exigences du présent règlement technique ou du contrat de raccordement, le gestionnaire du réseau de distribution demande à l'utilisateur du réseau de distribution de procéder, dans un délai raisonnable, aux modifications requises.

§ 5. Le propriétaire de l'installation ou l'utilisateur concerné du réseau de distribution prend à sa charge les frais de l'examen ou des tests qui ont fait apparaître la non-conformité du raccordement, de même que les frais des nouveaux tests qui sont effectués après que les modifications ont été apportées à l'installation. Si aucune non-conformité n'a été décelée, les frais des tests sont à charge de la partie initiatrice de l'examen ou des tests.

Art. 111. § 1^{er}. Toute installation de l'utilisateur du réseau de distribution existant au moment de l'entrée en vigueur du présent Règlement et qui ne répond pas aux prescriptions de ce dernier, peut continuer à être utilisée comme telle aussi longtemps que sa non-conformité ne provoque ou n'est susceptible de provoquer aucun dommage ou aucune nuisance aux installations du gestionnaire du réseau de distribution ou aux installations d'un autre utilisateur du réseau de distribution et/ou à la qualité de la tension fournie à celui-ci.

Le gestionnaire du réseau de distribution ne peut pas être tenu responsable pour les dégâts éventuels subis par un utilisateur du réseau de distribution du fait du mauvais fonctionnement des installations non-conformes au présent Règlement dont il a la jouissance.

§ 2. Toute installation de l'utilisateur du réseau de distribution qui ne répond pas aux prescriptions du présent Règlement et dont la non-conformité provoque des dommages ou des nuisances aux installations du gestionnaire du réseau de distribution ou aux installations d'un ou plusieurs autres utilisateurs du réseau de distribution doit être mise en conformité dans un délai fixé par le gestionnaire du réseau de distribution en fonction de la nature et de l'étendue des dommages ou des nuisances.

Durant ce délai, le gestionnaire du réseau de distribution ne peut être tenu responsable des dégâts éventuels causés à un ou plusieurs utilisateurs du réseau de distribution par le mauvais fonctionnement des installations de l'utilisateur du réseau de distribution nonconformes au présent Règlement.

Art. 112. § 1^{er}. Les adaptations visées à l'article précédent sont à charge de l'utilisateur du réseau de distribution ou du propriétaire de l'immeuble concerné, dans le respect de leurs responsabilités respectives, s'il est établi que les installations de l'utilisateur du réseau de distribution ou du propriétaire de l'immeuble concerné sont à l'origine des dommages ou des nuisances.

§ 2. Au cas où l'utilisateur du réseau de distribution ou le propriétaire de l'immeuble concerné n'a pas effectué les adaptations visées au paragraphe 1^{er} du présent article ou à l'article 110, § 4, dans le délai fixé, le gestionnaire du réseau de distribution le met en demeure par courrier recommandé.

Sauf convention contraire entre les parties, le gestionnaire du réseau de distribution peut mettre le raccordement hors service si les adaptations n'ont pas été exécutées dans les dix jours ouvrables de la mise en demeure (la date de la poste faisant foi).

Art. 113. Sans préjudice de l'article 111, le gestionnaire du réseau de distribution peut exiger que l'utilisateur du réseau de distribution prenne des mesures et supporte celles-ci afin d'empêcher que, par suite du fonctionnement des installations de l'utilisateur du réseau de distribution, le niveau admissible des perturbations défini à l'article 52 soit dépassé.

Art. 114. § 1^{er}. Un utilisateur du réseau de distribution, qui souhaite effectuer lui-même ou faire effectuer des essais sur le raccordement ou sur des installations qui ont une influence non négligeable sur le réseau de distribution, sur le ou les raccordement(s) ou sur les installations d'un autre utilisateur du réseau de distribution, doit obtenir à cet effet l'autorisation écrite préalable du gestionnaire du réseau de distribution. Toute demande doit être motivée et mentionner la ou les installation(s) sur lesquelles porteront les essais, la nature et les données techniques des essais, la procédure (notamment le responsable des essais) et le calendrier.

§ 2. Sur la base des données contenues dans cette demande, le gestionnaire du réseau de distribution évalue l'opportunité de cette demande et se consulte, le cas échéant, avec le demandeur pour programmer les essais demandés. Il avertit les parties qui, selon lui, sont concernées par les essais demandés.

Section 6.6. — Enlèvement d'un raccordement

Art. 115. § 1^{er}. Tout raccordement peut être enlevé sur demande écrite par lettre recommandée du propriétaire de l'immeuble raccordé et après vérification, par le gestionnaire du réseau de distribution, que plus aucun utilisateur du réseau de distribution n'en fait encore usage.

Les délais dans lesquels l'enlèvement du raccordement est effectué sont fixés de commun accord.

§ 2. Les frais d'enlèvement d'un raccordement, ainsi que les frais de remise des locaux, des voies d'accès et des terrains dans leur état d'origine, sont à charge du propriétaire de l'immeuble raccordé.

Art. 116. Le gestionnaire du réseau de distribution peut, moyennant notification préalable au propriétaire du bien immeuble concerné, enlever ou déconnecter tout raccordement pour lequel il n'y a plus de point d'accès actif depuis plus d'un an, sauf si le propriétaire concerné veut garder ce raccordement en réserve pour la réalisation de projets à l'étude. Dans ce dernier cas, il participe aux frais d'entretien de ce raccordement, selon des modalités à convenir avec le gestionnaire du réseau de distribution.

CHAPITRE 7. — *Dispositions particulières pour le raccordement en réseaux privés*

Art. 117. § 1^{er} Les dispositions du présent Titre s'appliquent invariablement aux raccordements de réseaux privés au réseau de distribution.

§ 2. Les dispositions du présent Titre s'appliquent aux raccordements d'installations en réseaux privés, sans préjudice des dispositions ci-après.

Art. 118. Le point de raccordement d'un client aval est localisé au niveau du premier organe de coupure en amont des installations dédiées à ce client aval.

Art. 119. Sans préjudice de l'article 47, toute demande formulée en application du présent Titre, par une personne qui souhaite disposer d'un raccordement au sein d'un réseau privé ou par un client aval qui dispose déjà d'un raccordement mais souhaite procéder à une adaptation de celui-ci, est adressée au gestionnaire du réseau privé, lequel se réserve le droit de la refuser.

La demande est adressée au gestionnaire du réseau privé dans les mêmes formes qu'elle est adressée au gestionnaire du réseau de distribution.

Art. 120. Toute demande de placement d'un nouveau compteur pour un client aval est adressée au gestionnaire du réseau de distribution par le gestionnaire du réseau privé.

Tous les frais exposés par le gestionnaire du réseau de distribution, dans le cadre du raccordement d'installations en réseau privé, sont facturés suivant les tarifs applicables.

Art. 121. Les spécifications fonctionnelles des protections du client aval sont déterminées de commun accord conformément à l'article 59, en tenant compte toutefois de la sélectivité nécessaire par rapport à la protection générale du réseau privé.

Art. 122. Dans l'hypothèse visée à l'article 60, si le gestionnaire du réseau de distribution estime qu'il est nécessaire de compenser l'énergie réactive ou, plus généralement, de compenser tout phénomène perturbateur provenant d'installations situées en réseau privé, il règle le problème avec le seul gestionnaire du réseau privé. Ce dernier peut, le cas échéant, se retourner ensuite contre le client aval à l'origine de la perturbation.

Art. 123. Dans l'hypothèse visée à l'article 61, le gestionnaire du réseau de distribution se concerta avec le gestionnaire du réseau privé pour ce qui concerne la mise à disposition d'un local ou d'une partie d'un local au gestionnaire du réseau de distribution. Le gestionnaire du réseau privé communique aux clients avals la solution qui aura été convenue.

Art. 124. La mise sous tension du raccordement ainsi que les travaux et les interventions sur le premier organe de coupure sont de la responsabilité du gestionnaire du réseau de distribution. Le gestionnaire du réseau privé est responsable des travaux et des interventions sur la partie du raccordement sur laquelle il dispose du droit de propriété ou sur laquelle il exerce son pouvoir de gestion.

Art. 125. Le gestionnaire du réseau privé applique les mesures visées à l'article 102 sur la partie du raccordement sur laquelle il dispose du droit de propriété ou sur laquelle il exerce son pouvoir de gestion.

Art. 126. § 1^{er}. Pour l'application des articles 109 et suivants, les droits et devoirs du gestionnaire du réseau privé vis-à-vis d'un client aval sont similaires à ceux du gestionnaire du réseau de distribution à l'égard de tout utilisateur du réseau de distribution.

La preuve à apporter en vertu de l'article 51 est également fournie au gestionnaire du réseau privé.

§ 2. L'autorisation écrite que le client aval doit, en vertu de l'article 114, § 1^{er}, obtenir du gestionnaire du réseau de distribution, doit être également accordée par le gestionnaire du réseau privé.

Art. 127. Par dérogation à l'article 44, le gestionnaire du réseau privé perçoit, pour la mise à disposition de son réseau privé, une rétribution dont les modalités sont fixées dans la convention visée à l'article 27, § 3.

CHAPITRE 8. — *Disposition transitoire*

Art. 128. Les conventions relatives à un raccordement, conclues avant l'entrée en vigueur du présent Règlement Technique, restent d'application dans la mesure où elles ne sont pas contraires à ce dernier, et tant qu'un contrat de raccordement ne s'y est pas substitué.

TITRE IV. — CODE D'ACCES

CHAPITRE 1^{er}. — *Principes généraux*

Art. 129. L'accès au réseau de distribution est subordonné à l'introduction préalable d'une demande d'accès auprès du gestionnaire du réseau de distribution, conformément au présent Code.

Art. 130. § 1^{er}. Une demande d'accès peut être introduite par :

1° toute personne ayant obtenu une autorisation de fourniture conformément à l'article 21 de l'ordonnance;

2° un utilisateur du réseau de distribution, si ce dernier remplit les conditions suivantes :

— être éligible;

— disposer d'une capacité de raccordement supérieure à 5 MVA au point d'accès considéré et bénéficier du tarif des utilisateurs raccordés au moyen d'une liaison directe au jeu de barres secondaire d'un poste de transformation qui alimente le réseau de distribution en haute tension

ou

disposer d'une installation de production injectant au moins 500 kVA dans le réseau;

- avoir conclu un contrat de raccordement avec le gestionnaire du réseau de distribution pour le raccordement concerné.

§ 2. Un fournisseur peut introduire une demande d'accès dans les hypothèses suivantes :

1° soit pour son propre compte, afin de lui permettre d'exercer son activité de fourniture;

2° soit pour le compte d'un utilisateur du réseau de distribution éligible, pour un point d'accès particulier que ce fournisseur envisage d'alimenter.

§ 3. L'introduction d'une demande d'accès par un fournisseur, pour le compte d'un utilisateur du réseau, ne peut intervenir avant que ce fournisseur n'ait obtenu accès pour son propre compte au réseau de distribution et, dès lors, conclu un contrat d'accès avec le gestionnaire du réseau de distribution.

§ 4. L'introduction d'une demande d'accès pour un point d'accès particulier par un utilisateur du réseau de distribution, ne peut intervenir avant la conclusion d'un contrat de fourniture d'une durée minimale de trois mois entre cet utilisateur du réseau de distribution, un fournisseur titulaire d'une licence de fourniture valable et un responsable d'équilibre, pour ce point d'accès.

§ 5. L'introduction d'une demande d'accès pour un point d'accès particulier, par un fournisseur pour le compte d'un utilisateur du réseau de distribution, ne peut intervenir avant la conclusion d'un contrat de fourniture d'une durée minimale de trois mois entre cet utilisateur du réseau de distribution, ce fournisseur et un responsable d'équilibre, pour ce point d'accès.

Le détenteur d'accès s'engage à transmettre au gestionnaire du réseau de distribution, sur simple demande, la preuve de la conclusion des contrats de fourniture conclus avec les utilisateurs du réseau de distribution.

§ 6. Si, pour l'application des §§ 4 et 5, le fournisseur a son propre responsable d'équilibre, l'utilisateur du réseau de distribution ne signe le contrat qu'avec le fournisseur qu'il a choisi, lequel en informe le gestionnaire du réseau de distribution lors de l'introduction de la demande d'accès.

Art. 131. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution tient un registre d'accès qui reprend, pour chaque point d'accès caractérisé par un seul code EAN, toutes les données nécessaires à la gestion de l'accès et notamment le statut actif ou inactif du point d'accès et, pour les points d'accès actifs, l'identité du fournisseur, de l'utilisateur du réseau de distribution et du responsable d'équilibre.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution communique à chaque utilisateur du réseau de distribution le numéro EAN-GSRN identifiant son point de prélèvement.

§ 3. Le gestionnaire du réseau de distribution adresse mensuellement à chaque détenteur d'accès, pour l'ensemble des points d'accès relevant de sa responsabilité, un fichier extrait du registre d'accès de manière à assurer la cohérence dans le temps entre les données contenues dans le registre d'accès et celles figurant dans la base de données du détenteur d'accès.

§ 4. Le gestionnaire du réseau de distribution met semestriellement à disposition des détenteurs d'accès, sous format électronique, une liste comprenant les données les plus récentes permettant aux détenteurs d'accès de rechercher les codes EAN-GSRN correspondant aux points d'accès relevant de leur portefeuille.

§ 5. En cas de discordance entre les mentions figurant dans le registre d'accès et celles figurant dans les fichiers d'un fournisseur, et tant qu'aucune demande de modification n'a été introduite conformément à l'article 134 les inscriptions figurant dans le registre d'accès font foi.

Art. 132. § 1^{er}. Lorsqu'une charge est alimentée en tout ou partie par de la production locale, deux responsables d'équilibre, l'un chargé du prélèvement et l'autre chargé de l'injection, peuvent être désignés. Conformément à l'article 131, un minimum de deux points d'accès définis chacun par un code EAN-GSRN sera prévu à cet effet.

§ 2. Si l'utilisateur du réseau de distribution désigne deux responsables d'équilibre, il précise dans les contrats d'accès que :

1° soit des comptages distincts sont installés en vue de compter séparément l'énergie produite de l'énergie prélevée et chaque responsable d'équilibre n'est responsable que des comptages qui le concernent;

2° soit un seul comptage est prévu qui effectue la somme algébrique de ces deux énergies et indique par période si, globalement, l'énergie résultante est injectée dans le réseau ou est prélevée; dans ce cas, les responsables d'équilibre ne sont chacun responsables que si le flux d'énergie s'effectue dans le sens pour lequel ils ont été désignés.

§ 3. Dans la mesure où l'utilisateur du réseau et le ou les responsables d'équilibre ne respectent pas les dispositions du présent article, le gestionnaire du réseau de distribution met en oeuvre les mesures dont il dispose à l'égard de la sécurité, de la fiabilité et de l'efficacité du réseau de distribution, sans préjudice des recours du gestionnaire du réseau de distribution à l'égard de l'utilisateur du réseau et du ou des responsables d'équilibre concernés.

§ 4. L'absence de désignation d'un responsable d'équilibre chargé de l'injection ou l'absence de contrat y afférent dans un délai raisonnable, suivant l'entrée en vigueur du présent règlement technique entraîne, en cas de risque pour la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau, et après mise en demeure fixant un délai raisonnable pour y remédier, la suspension d'accès au réseau de l'unité de production locale concernée.

Art. 133. Lorsqu'un utilisateur du réseau de distribution dispose d'un raccordement de secours, deux points d'accès (normal et secours), définis chacun par un EAN, lui sont assignés.

Art. 134. § 1^{er}. Toute demande de modification des données visées à l'article 131, §1^{er}, pour un point d'accès considéré est introduite par le détenteur d'accès inscrit ou, le cas échéant, demandant à être inscrit dans le registre d'accès pour ledit point d'accès.

§ 2. Les prestations administratives et techniques accomplies par le gestionnaire du réseau de distribution pour répondre à la requête qui lui est adressée sont facturées au demandeur, conformément aux tarifs applicables.

§ 3. Chaque demande de modification est introduite dans le respect du protocole de communication et du scénario correspondant à l'objet de la demande, décrits dans le MIG applicable en Région de Bruxelles-Capitale, conformément à l'article 7 du présent Règlement Technique.

Il en est de même de toute demande d'annulation d'une demande de modification visée à l'alinéa précédent.

§ 4. Lorsqu'une demande de modification est introduite suivant un scénario qui suppose une décision concertée du détenteur d'accès et de l'utilisateur du réseau de distribution concernés, le gestionnaire du réseau de distribution traite ladite demande sans que le détenteur d'accès ait à apporter la preuve du consentement de l'utilisateur du réseau de distribution.

Cette preuve doit cependant pouvoir être apportée si le gestionnaire du réseau de distribution en fait la demande. Si cette preuve ne peut pas être apportée, la demande de modification peut être rejetée.

CHAPITRE 2. — *Modalités des demandes d'accès**Section 2.1. — Introduction d'une demande d'accès par un fournisseur, pour son propre compte*

Art. 135. Toute demande d'accès introduite par un fournisseur en son nom et pour son propre compte contient au minimum les informations suivantes :

- 1° l'identité du demandeur (nom, adresse, numéro de T.V.A., code EAN-GLN,...);
- 2° l'identité du responsable d'équilibre avec lequel il a conclu un contrat (nom, adresse, numéro de T.V.A., code EAN-GLN,...);
- 3° la date à laquelle il souhaite que le contrat d'accès au réseau de distribution entre en vigueur;
- 4° la preuve qu'il est titulaire d'une autorisation de fourniture valable;
- 5° s'il y a lieu, la liste des points d'accès pour lesquels des contrats de fourniture ont déjà été conclus.

Art. 136. Dans les cinq jours ouvrables qui suivent l'introduction de la demande d'accès, le gestionnaire du réseau de distribution vérifie le caractère complet ou non de la demande et en informe le demandeur.

Si la demande est incomplète, le gestionnaire du réseau de distribution indique au demandeur d'accès les informations ou documents qui font défaut et le délai dont il dispose pour compléter sa demande.

Art. 137. Dans les cinq jours ouvrables de la réception de la demande complète, le gestionnaire du réseau de distribution transmet au demandeur une proposition de contrat d'accès conforme au modèle figurant en Annexe III au présent Règlement Technique. Le demandeur dispose d'un délai de vingt jours ouvrables pour renvoyer ce document complété et signé au gestionnaire du réseau de distribution. A défaut, la procédure de demande d'accès est considérée comme caduque, sauf décision contraire du gestionnaire du réseau de distribution, rendue sur requête motivée du demandeur.

Le fournisseur n'a la qualité de détenteur d'accès et n'est repris dans le registre d'accès qu'à la levée des conditions suspensives visées au contrat d'accès.

Section 2.2. — Introduction d'une demande d'accès par un utilisateur du réseau de distribution

Art. 138. Toute demande d'accès introduite par un utilisateur du réseau de distribution contient au minimum les informations suivantes :

- 1° l'identité du demandeur (nom, adresse, numéro de T.V.A., numéro de registre de personne morale,...);
- 2° la date à partir de laquelle l'accès au réseau de distribution est demandé;
- 3° l'identité du fournisseur (titulaire d'une autorisation de fourniture valable) et du responsable d'équilibre désignés par l'utilisateur du réseau de distribution pour le point d'accès considéré;
- 4° la preuve de la conclusion du contrat visé à l'article 130, § 4.

Art. 139. Dans les cinq jours ouvrables qui suivent l'introduction de la demande d'accès, le gestionnaire du réseau de distribution vérifie le caractère complet ou non de la demande et en informe le demandeur. Si la demande est incomplète, il indique au demandeur d'accès les informations ou documents qui font défaut.

Art. 140. Dans les cinq jours ouvrables de la réception de la demande complète, le gestionnaire du réseau de distribution transmet au demandeur, une proposition de contrat d'accès identique à celle visée à l'article 137, accompagnée cependant d'une annexe précisant les dispositions du contrat qui, en raison de la qualité du demandeur, ne trouvent pas à s'appliquer.

Le demandeur dispose d'un délai de vingt jours ouvrables pour compléter et renvoyer ces documents signés au gestionnaire du réseau de distribution. A défaut, la procédure de demande d'accès est considérée comme caduque, sauf décision contraire du gestionnaire du réseau de distribution, rendue sur requête motivée du demandeur.

L'utilisateur du réseau de distribution n'a la qualité de détenteur d'accès et n'est repris en tant que tel dans le registre d'accès qu'à la levée des conditions suspensives visées au contrat d'accès.

Section 2.3. — Introduction d'une demande d'accès par un fournisseur pour le compte d'un utilisateur du réseau de distribution

Art. 141. Toute demande d'accès introduite par un fournisseur détenteur d'accès... pour le compte d'un utilisateur du réseau de distribution contient au minimum les informations suivantes :

- 1° l'identité du demandeur titulaire d'une autorisation de fourniture valable (nom, adresse, numéro de T.V.A., numéro de registre de personne morale, code EAN-GLN);
- 2° le code EAN-GSRN identifiant le point d'accès considéré;
- 3° l'identité de l'utilisateur du réseau de distribution (nom, adresse, le cas échéant, numéro de T.V.A., numéro de registre des personnes morales...) au point d'accès considéré;
- 4° l'identité ainsi que le code EAN-GLN du responsable d'équilibre désigné pour le point d'accès considéré;
- 5° la date à partir de laquelle l'accès au réseau de distribution est demandé.

Art. 142. Dans les cinq jours ouvrables qui suivent l'introduction de la demande d'accès, le gestionnaire du réseau de distribution vérifie si la demande est complète et recevable. Si elle est incomplète, le gestionnaire du réseau de distribution signale au demandeur d'accès les informations ou documents qui font défaut et lui accorde un délai pour compléter sa demande.

Art. 143. Dans les cinq jours ouvrables de la réception de la demande complète, le gestionnaire du réseau de distribution adresse au demandeur un accusé de réception et inscrit le fournisseur et le responsable d'équilibre déterminés dans la demande, ainsi que la date exécutoire, dans le registre d'accès, pour le ou les points d'accès visés dans la demande.

A la date exécutoire, le fournisseur a la qualité de détenteur d'accès pour le point d'accès considéré.

Sans préjudice de l'article 51, § 2, le gestionnaire du réseau de distribution procède, à la même date, à la mise en service du point d'accès considéré si celui-ci était précédemment inactif.

Section 2.4. — Garanties à donner par le détenteur d'accès

Art. 144. Le détenteur d'accès garantit au gestionnaire du réseau de distribution qu'à dater de l'entrée en vigueur et pendant toute la durée du contrat d'accès, les prélèvements et injections effectués aux points d'accès relevant de son portefeuille seront couverts par des contrats de fourniture.

Art. 145. Le détenteur d'accès garantit également qu'il fera injecter, via le réseau de transport, autant d'énergie électrique qu'il en fournit aux utilisateurs du réseau de distribution avec lesquels il a conclu un contrat de fourniture.

Art. 146. Le détenteur d'accès s'engage à informer immédiatement le gestionnaire du réseau de distribution en cas de modification d'un des éléments repris au contrat d'accès ou de l'identité et des coordonnées de l'utilisateur du réseau de distribution présent sur un point d'accès relevant de son portefeuille.

Section 2.5. — Changement de fournisseur et de responsable d'équilibre

Art. 147. § 1^{er}. Tout changement de fournisseur doit être signalé au moins 30 jours calendrier à l'avance par le (nouveau) fournisseur au gestionnaire du réseau de distribution, avec indication de la date de prise de cours du changement. Le changement de fournisseur s'effectue dans les formes d'une demande d'accès, conformément aux dispositions de la section 2.3.

Si le changement de fournisseur visé à l'alinéa premier est consécutif à un changement d'utilisateur du réseau de distribution sur le point d'accès concerné, ce changement doit être signalé le plus rapidement possible par le (nouveau) fournisseur au gestionnaire du réseau de distribution, avec indication de la date du changement; celle-ci ne peut rétroagir de plus 10 jours calendrier, sauf si le point d'accès concerné est télérelevé auquel cas aucune rétroaction n'est permise.

§ 2. Dans les deux jours calendrier, le gestionnaire du réseau de distribution examine si, compte tenu des conditions et modalités visées à l'article 134, le changement est accepté ou refusé et en avertit le (nouveau) fournisseur.

Le cas échéant, le fournisseur précédent est averti du changement par le gestionnaire du réseau de distribution.

L'ancien et le nouveau fournisseurs communiquent le changement au responsable d'équilibre avec lequel ils sont respectivement liés.

Art. 148. § 1^{er}. Si un fournisseur constate qu'il n'a pas reçu d'avis du gestionnaire du réseau de distribution l'informant d'un changement de fournisseur, alors que le contrat qui le lie à un utilisateur du réseau de distribution arrive à son terme, il en avertit le gestionnaire du réseau de distribution au moins trente jours calendrier avant l'échéance.

A défaut, il restera signalé dans le registre d'accès comme détenteur d'accès pour le point de prélèvement considéré.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution demande le cas échéant, dans les cinq jours ouvrables, à l'utilisateur du réseau de distribution concerné, de désigner un nouveau fournisseur, et ceci au plus tard dix jours calendrier avant l'échéance du contrat visé au paragraphe 1^{er}.

§ 3. A défaut de désignation dans les délais d'un nouveau fournisseur, conformément aux procédures applicables, et sans préjudice du 2^{ème} alinéa du § 1^{er}, le point d'accès concerné est mis hors service.

Art. 149. § 1^{er}. Lorsqu'un changement de fournisseur erroné est communiqué à un fournisseur ou au gestionnaire du réseau de distribution, la partie contactée informe sans délai le fournisseur à l'origine de la demande du caractère erroné du changement de fournisseur demandé.

En pareil cas, les données suivantes sont échangées :

- * le code EAN-GSRN du point d'accès concerné;
- * le nom et les coordonnées de l'utilisateur du réseau de distribution concerné;
- * la date à laquelle l'utilisateur du réseau de distribution concerné a pris contact pour signaler le changement erroné;

§ 2. En cas de changement de fournisseur erroné, le fournisseur à l'origine de la demande de changement communique les informations suivantes à l'utilisateur du réseau de distribution concerné :

- * la poursuite de l'annulation du changement;
- * la date présumée à laquelle l'erreur sera rectifiée;
- * l'assurance qu'une solution non préjudiciable à l'utilisateur du réseau de distribution sera trouvée entre les fournisseurs concernés;
- * la manière dont il sera tenu au courant et par qui de la rectification de l'erreur;
- * s'il le demande, la façon dont les plaintes et les questions éventuelles seront traitées.

§ 3. La rectification d'une erreur se déroule comme suit :

- * le fournisseur à l'origine du changement de fournisseur erroné, annule le changement pour le point d'accès concerné auprès du gestionnaire du réseau de distribution;
- * après confirmation de l'annulation par le gestionnaire du réseau de distribution, le fournisseur légitime contacte l'utilisateur du réseau de distribution et lui confirme que l'erreur a été rectifiée.

Art. 150. § 1^{er}. Un changement de responsable d'équilibre ne peut prendre cours que le premier jour d'un mois calendrier à 0 h 00.

§ 2. Le détenteur d'accès qui souhaite désigner un autre responsable d'équilibre sur un ou plusieurs des points d'accès relevant de son portefeuille, doit transmettre au gestionnaire du réseau de distribution, au moins trente jours calendrier à l'avance, l'identité et les coordonnées du nouveau responsable d'équilibre ainsi que la preuve du contrat conclu avec celui-ci.

Le gestionnaire du réseau de distribution indique dans les cinq jours ouvrables de la transmission visée à l'alinéa premier, si celle-ci est complète et si les changements demandés peuvent être acceptés. Tout refus est motivé, avec indication des adaptations nécessaires.

§ 3. Une demande de changement de responsable d'équilibre ne peut pas être annulée.

§ 4. Pour les points d'accès avec profil de charge calculé relevés annuellement, le gestionnaire du réseau de distribution évalue les index au moment du changement de responsable d'équilibre suivant les principes figurant à l'article 231. Pour les points d'accès avec profil de charge calculé relevés mensuellement, le gestionnaire du réseau de distribution relève les index au moment du changement de responsable d'équilibre.

Art. 151. La séquence, la forme et le contenu des messages relatifs à tout processus de changement ainsi que les modalités d'annulation d'un changement demandé sont décrits dans le MIG applicable en Région de Bruxelles-Capitale visé à l'article 7.

CHAPITRE 3. — Interruptions et suspension de l'accès

Section 3.1. — Interruptions planifiées de l'accès

Art. 152. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution a le droit, après concertation avec l'utilisateur du réseau de distribution concerné, d'interrompre l'accès en haute tension lorsque la sécurité, la fiabilité ou l'efficacité du réseau de distribution ou du raccordement nécessitent des travaux au réseau de distribution ou au raccordement.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution a le droit d'interrompre l'accès en basse tension lorsque la sécurité, la fiabilité ou l'efficacité du réseau de distribution ou du raccordement nécessitent des travaux au réseau de distribution ou au raccordement.

Art. 153. § 1^{er}. Sauf s'il justifie une situation d'urgence, le gestionnaire du réseau de distribution informe l'utilisateur du réseau de distribution en haute tension, ainsi que son responsable d'équilibre, au moins dix jours ouvrables à l'avance, du début et de la durée probable d'une interruption. Ce délai est ramené à cinq jours ouvrables s'il s'agit de la régularisation d'une réparation provisoire. Le responsable d'équilibre informe le fournisseur le cas échéant.

§ 2. Sauf s'il justifie une situation d'urgence, le gestionnaire du réseau de distribution informe l'utilisateur du réseau de distribution en basse tension au moins deux jours ouvrables à l'avance du début et de la durée probable d'une interruption, sauf pour les coupures de moins d'un quart d'heure.

Section 3.2. — Interruptions d'accès non planifiées

Art. 154. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution met à disposition des utilisateurs du réseau de distribution un numéro de téléphone qui peut être composé en permanence soit pour mentionner des interruptions d'accès soit pour obtenir des informations sur de telles interruptions.

§ 2. En cas d'interruption non planifiée de l'accès en haute tension, le gestionnaire du réseau de distribution informe le plus rapidement possible l'utilisateur du réseau de distribution et son fournisseur, de la nature et de la durée présumée de cette interruption.

Pour ce qui concerne les utilisateurs du réseau de distribution raccordés en basse tension, le gestionnaire du réseau de distribution donne, à leur demande ou à la demande de leur fournisseur, une explication sur l'origine des interruptions non planifiées dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande.

§ 3. Le gestionnaire du réseau de distribution publie sur son site Internet la liste, la durée et les causes établies ou présumées des interruptions non planifiées de l'accès en haute tension. En basse tension, il se limite aux interruptions collectives de plus d'un quart d'heure.

Ces informations, dûment tenues à jour, sont maintenues sur le site pendant au moins un an.

Section 3.3. — Suspension de l'accès

Art. 155. § 1^{er}. Outre les cas de suspension prévus au contrat d'accès, le gestionnaire du réseau de distribution a le droit de suspendre en tout ou en partie l'accès à son réseau de distribution durant le temps strictement nécessaire à la régularisation des situations suivantes :

1° en cas de situation d'urgence;

2° s'il justifie qu'il existe un risque grave tel que le bon fonctionnement du réseau de distribution ou la sécurité des personnes ou des biens soit menacé, notamment du fait de l'inexécution des travaux visés aux articles 112 et 113, dans le délai imparti;

3° lorsque la puissance réellement prélevée ou injectée par un utilisateur du réseau de distribution excède la capacité de son raccordement telle que spécifiée dans le contrat de raccordement. Dans le cas où la puissance apparente n'est pas mesurée, il est tenu compte d'un facteur de puissance (cos phi) de 0,9.

4° sans préjudice des ordonnances applicables, si un utilisateur du réseau de distribution ou son fournisseur, après mise en demeure fixant un délai raisonnable de régularisation, ne respecte pas ses obligations financières vis-à-vis du gestionnaire du réseau de distribution ou si, à un moment donné, il n'y a plus de fournisseur ou de responsable d'équilibre désigné;

5° dans le cas où un utilisateur du réseau de distribution non résidentiel reste, après mise en demeure, en défaut de verser au gestionnaire du réseau de distribution les montants qu'il lui doit en raison de prestations effectuées par ce gestionnaire avant le 1^{er} juillet 2004;

6° lorsque le gestionnaire du réseau de distribution constate qu'il a été porté atteinte à l'intégrité de l'équipement de comptage ou d'un autre équipement de raccordement et suspecte que la qualité des données de comptage a pu en être affectée de sorte qu'une expertise suivie le cas échéant d'un remplacement des équipements endommagés doivent être réalisés;

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution justifie, dans les plus brefs délais, sa décision à l'utilisateur du réseau de distribution concerné et informe simultanément le fournisseur de ce dernier.

§ 3. Toute suspension d'accès visée au paragraphe premier se traduit par la mise hors service temporaire du point d'accès concerné. Celui-ci reste « actif » dans le registre d'accès.

CHAPITRE 4. — *Prescriptions spécifiques pour l'accès au réseau de distribution en haute tension**Section 4.1. — Programmes d'accès*

Art. 156. § 1^{er}. Si le gestionnaire du réseau de distribution l'estime nécessaire (en fonction du niveau de puissance prélevée ou injectée ou sur la base d'autres critères objectifs et non discriminatoires), il peut, en certains points d'accès, exiger journalièrement un programme d'accès du détenteur d'accès, avant d'octroyer l'accès au réseau de distribution. Dans ce cas, les dispositions du chapitre XI du titre IV du « Règlement technique de transport » sont applicables.

Le programme journalier d'accès relatif au jour « D » est déposé au plus tard le jour « D-1 » à une heure déterminée selon une procédure et des conditions de recevabilité, transparentes et non discriminatoires, spécifiées dans le contrat d'accès. Il peut aussi exiger annuellement des prévisions de la part du détenteur d'accès.

§ 2. Le détenteur d'accès avertit sans délai le gestionnaire du réseau de distribution dès qu'il prévoit que le profil de prélèvement ou d'injection réel s'écartera notablement du programme ou des prévisions précitées.

Section 4.2. — Prélèvement d'énergie réactive

Art. 157. Le gestionnaire du réseau de distribution accorde au détenteur d'accès, par intervalle de temps, un droit de prélèvement d'une quantité d'énergie réactive par point de prélèvement sur lequel porte le contrat.

Art. 158. Les quantités relatives au fonctionnement en régime inductif et capacitif sont mesurées séparément et ne sont pas compensées mutuellement.

Art. 159. § 1^{er}. Le détenteur d'accès bénéficie, par intervalle de temps, d'un droit de prélèvement d'une quantité forfaitaire d'énergie réactive, en régime inductif et capacitif.

§ 2. Sous réserve des dispositions du § 3, cette quantité forfaitaire d'énergie réactive par intervalle de temps correspond à 32,9 % de la quantité d'énergie active prélevée au point de prélèvement pendant cet intervalle de temps pour un prélèvement sur une tension supérieure à 30kV ou par l'intermédiaire d'un raccordement direct sur un poste de transformation qui alimente le réseau à haute tension, et à 48,4 % de la quantité d'énergie active prélevée au point de prélèvement pendant cet intervalle de temps dans tous les autres cas.

§ 3. Ce droit de prélèvement d'énergie réactive par intervalle de temps ne peut être inférieur à 3,29 % et 4,84 % respectivement de la quantité d'énergie active qui est conforme à la durée de l'intervalle de temps multipliée par la puissance souscrite prélevée au point de prélèvement par le détenteur d'accès.

§ 4. La différence positive entre la quantité effectivement prélevée en régime inductif et la quantité forfaitaire attribuée conformément à la présente Section, est mise à charge du détenteur d'accès, suivant le tarif correspondant applicable.

§ 5. La différence positive entre la quantité effectivement prélevée en régime capacitif et la quantité forfaitaire attribuée conformément à la présente Section, est mise à charge du détenteur d'accès, suivant le tarif correspondant applicable.

§ 6. Pour l'application de la présente Section, l'intervalle de temps considéré est le mois.

CHAPITRE 5. — *Coordination de la mise en service des unités de production*

Art. 160. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution et le gestionnaire du réseau de transport se mettent d'accord sur la liste des unités de production raccordées au réseau de distribution dont les mises en service sont coordonnées par le gestionnaire du réseau de transport. Pour chacune de ces unités, un contrat de coordination de mise en service des unités de production est conclu entre le gestionnaire du réseau de transport et le responsable d'équilibre concerné.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution informe le Service des unités de production pour lesquelles le § 1^{er} est d'application.

Art. 161. La coordination de la mise en service des unités de production concernées par l'article 160 répond aux prescriptions du règlement technique de transport y relatives.

Art. 162. Le gestionnaire du réseau de distribution et le gestionnaire du réseau de transport se prêtent mutuellement assistance lors de l'exécution de la coordination de la mise en service des unités de production.

CHAPITRE 6. — *Services auxiliaires**Section 6.1. — Compensation des pertes en réseau*

Art. 163. Le gestionnaire du réseau de distribution compense les pertes d'énergie dans son réseau de distribution, par une production ou des achats appropriés d'énergie. Au plus tard le 1^{er} juin 2008, ces achats font l'objet d'une procédure de mise en concurrence (appel d'offres ou adjudication).

Section 6.2. — Réglage de la tension et de la puissance réactive

Art. 164. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 255, le gestionnaire du réseau de distribution collabore avec le gestionnaire du réseau de transport dans le cadre du réglage de la tension et de la puissance réactive; il sert, si nécessaire, de relais vis-à-vis des unités de production raccordées à son réseau.

§ 2. La disponibilité et la fourniture de la puissance réactive font l'objet, le cas échéant, d'un achat par une procédure de mise en concurrence (appel d'offres ou adjudication).

Section 6.3. — Services auxiliaires fournis par le gestionnaire du réseau de distribution

Art. 165. § 1^{er}. Les services auxiliaires fournis par le gestionnaire du réseau de distribution au gestionnaire du réseau de transport ou de transport régional répondent aux prescriptions reprises à ce sujet dans le règlement technique de transport.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution prête assistance au gestionnaire du réseau de transport pour le contrôle de la disponibilité et la fourniture des services auxiliaires visés au § 1^{er}.

CHAPITRE 7. — *Mesures en cas de situation d'urgence ou de congestion*

Art. 166. § 1^{er}. En cas de situation d'urgence affectant l'ensemble du réseau, le gestionnaire du réseau de distribution exécute les instructions du gestionnaire du réseau de transport/de transport régional, y compris, le cas échéant, la mise en oeuvre du plan de délestage.

§ 2. En cas de situation d'urgence affectant son propre réseau, le gestionnaire du réseau de distribution prend toutes les mesures nécessaires, en ce compris des délestages, pour :

- 1° limiter la propagation de l'incident si la source de celui-ci est située au sein de son réseau;
- 2° remettre en service le plus rapidement possible les lignes affectées.

Art. 167. Pour éviter à son propre réseau des problèmes de congestion interne, le gestionnaire du réseau de distribution peut établir des contrats de charges interruptibles en pointes ou hors pointes. Il tiendra compte des problèmes de congestion constatés lors de l'établissement du prochain plan d'investissements.

CHAPITRE 8. — *Dispositions particulières pour l'accès en réseau privé*

Art. 168. Les dispositions du présent Titre s'appliquent aux clients avals et aux gestionnaires de réseaux privés, sans préjudice des dispositions ci-après.

Art. 169. Le point d'accès des clients avals est localisé au niveau du point de raccordement du réseau privé au réseau de distribution.

Toute mise en service ou hors service d'un point d'accès d'un client aval est signalée au gestionnaire de réseau privé.

Art. 170. En tant qu'utilisateur du réseau de distribution pour ses consommations propres, le gestionnaire du réseau privé se conforme aux dispositions des chapitres 1^{er} à 7 du présent Titre.

Art. 171. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 152 à 154, en cas d'interruption, planifiée ou non, de l'accès de l'ensemble du réseau privé au réseau de distribution, le gestionnaire du réseau de distribution informe uniquement le gestionnaire du réseau privé et se concerte avec lui seul, à charge pour ce dernier de répercuter l'information auprès de tous les clients avals.

L'information de chaque responsable d'équilibre demeure de la responsabilité du gestionnaire du réseau de distribution.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution ne peut être tenu responsable des interruptions, planifiées ou non, subies par un client aval et trouvant leur origine dans le réseau privé.

Art. 172. Par dérogation à l'article 159, la manière dont l'énergie réactive est prise en compte dans un réseau privé fait l'objet de dispositions spécifiques dans le contrat de raccordement du gestionnaire du réseau privé.

CHAPITRE 9. — *Disposition transitoire*

Art. 173. Sous réserve des dispositions du Chapitre 3 relatives à l'interruption et à la suspension de l'accès, les dispositions du présent Titre ne s'appliquent pas aux clients résidentiels, tant que ces clients n'ont pas été rendus éligibles.

Jusqu'à la date de leur éligibilité, et sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, l'accès des clients résidentiels au réseau de distribution est subordonné à la signature d'un document de mise à disposition et de prélèvement de puissance électrique et leur est conféré conformément aux conditions de mise à disposition de puissance électrique figurant à l'Annexe IV du présent Règlement Technique.

TITRE V. — CODE DE COMPTAGE

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Art. 174. Le présent Titre décrit les droits et obligations du gestionnaire du réseau de distribution et des autres parties concernées pour ce qui concerne, d'une part, la mise à disposition, l'installation, l'utilisation et l'entretien des équipements de comptage et, d'autre part, le relevé, le traitement et la mise à disposition des données de comptage issues de l'équipement de comptage.

Art. 175. § 1^{er}. Tout point d'accès appartenant à un raccordement au réseau de distribution donne lieu à un comptage pour déterminer l'énergie active ou réactive, injectée ou prélevée au réseau de distribution en ce point d'accès et, éventuellement, les puissances maximales correspondantes. Une installation de mesure est utilisée à cet effet.

Un bâtiment, qui fait l'objet d'un nouveau raccordement et qui sert d'habitation à des personnes physiques, doit être équipé d'une installation individuelle de mesure par logement, sauf exceptions prévues par la législation applicable.

§ 2. Par dérogation au paragraphe premier, moyennant concertation entre l'utilisateur du réseau de distribution et le gestionnaire du réseau de distribution, la consommation d'une installation raccordée au réseau de distribution peut être déterminée de manière forfaitaire sans placement d'un équipement de comptage, pour autant que les conditions suivantes soient réunies :

1. a. l'installation a une capacité de raccordement limitée à 1, 4 kVA ou
- b. sert à l'éclairage public
2. le diagramme de prélèvement est connu
3. aucun équipement supplémentaire ne peut être raccordé à l'installation.

La consommation forfaitaire est déterminée par le gestionnaire du réseau de distribution en fonction de la puissance prélevée et de la durée d'utilisation prévue de l'installation sur base de critères objectifs et non-discriminatoires.

Pour la constatation de la puissance prélevée le gestionnaire du réseau de distribution peut faire appel à un laboratoire accrédité. Les coûts de la constatation sont supportés par l'utilisateur du réseau de distribution.

La consommation des installations concernées est calculée suivant le diagramme de prélèvement connu.

§ 3. Si le point de mesure n'est pas raccordé à proximité immédiate du point d'accès, le gestionnaire du réseau de distribution calcule la consommation réellement prélevée au point d'accès en considérant la mesure de la consommation brute d'une part et, d'autre part, en appliquant un facteur de correction.

§ 4. Les utilisateurs du réseau de distribution disposant d'un raccordement de secours doivent prévoir, pour le comptage de l'énergie transitant par le point d'accès secours, une installation de mesure distincte de celle destinée au comptage de l'énergie transitant par le point d'accès normal.

Art. 176. Les équipements et les données de comptage ont pour but de permettre la facturation des prestations fournies par le gestionnaire du réseau de distribution et par les fournisseurs, sur base des quantités d'énergie injectées ou prélevées, en chaque point d'accès, sur le réseau de distribution, et servent également à assurer une bonne gestion du réseau de distribution.

Art. 177. La facturation visée à l'article précédent peut reposer sur des données relatives à des périodes élémentaires éventuellement regroupées. En fonction du type de raccordement, ces données sont directement extraites des équipements de comptage ou résultent de l'application de profils types à ces données de comptage.

Art. 178. La période élémentaire visée à l'article 177 est le quart d'heure.

Art. 179. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution est responsable de la qualité et de la fiabilité des mesures. A cette fin, il est le seul fondé à installer, exploiter, entretenir, adapter ou remplacer les équipements de comptage.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution est également chargé de rassembler, de valider, de mettre à disposition et d'archiver les données de comptage.

Dans l'accomplissement de cette tâche, il utilise des critères objectifs et non discriminatoires.

Les parties concernées adoptent en outre les dispositions nécessaires afin que les règles de confidentialité en vigueur soient respectées.

§ 3. Le gestionnaire du réseau de distribution est, conformément à l'article 40, § 2, propriétaire de l'équipement de comptage.

Art. 180. Le gestionnaire du réseau de distribution est « responsable du traitement » au sens de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée pour ce qui concerne le traitement des données à caractère personnel. Au sens du présent Titre, on entend par « données à caractère personnel » les données relatives tant à des personnes physiques qu'à des personnes morales.

Art. 181. § 1^{er}. Les données de comptage relatives à l'énergie active ainsi que les données d'allocation et de réconciliation, exprimées en kWh, sont communiquées par le gestionnaire du réseau de distribution aux fournisseurs, aux responsables d'équilibre concernés ainsi qu'au gestionnaire du réseau de transport suivant les modalités visées à l'article 7 du présent Règlement Technique. Les données de comptage relatives à l'énergie réactive, exprimées en kVAR, sont mises à disposition des parties concernées.

§ 2. L'utilisateur du réseau de distribution dispose de tous les droits d'un propriétaire à l'égard de ses données de comptage. A cette fin, le gestionnaire du réseau de distribution permet à l'utilisateur du réseau qui en fait la demande, suivant une procédure établie par le gestionnaire du réseau de distribution, de disposer de toutes les données de comptage relatives à son point d'accès.

Art. 182. Le gestionnaire du réseau de distribution peut, à la demande de l'utilisateur du réseau de distribution ou du fournisseur, mettre des données de comptage ou d'autres informations en provenance de l'équipement de comptage en question (par exemple au moyen d'impulsions) à la disposition du demandeur, à d'autres fins que celles visées à l'article 176.

Le demandeur s'adresse alors au gestionnaire du réseau de distribution qui, sur base de critères objectifs et non-discriminatoires, évalue la demande et exécute les travaux qui en résultent. Les coûts y afférents sont à charge du demandeur.

S'il est nécessaire, en vue des données de comptage complémentaires visées à l'alinéa premier, de mettre des sorties d'impulsions du compteur à la disposition de l'utilisateur du réseau de distribution, le gestionnaire du réseau de distribution devra, dans les trente jours ouvrables et aux frais du demandeur, réaliser les adaptations nécessaires à l'équipement de comptage. Ce délai peut être prolongé moyennant motivation par le gestionnaire de réseau de distribution. Les coûts des adaptations à l'équipement de comptage nécessaires à cet effet doivent être publiés par le gestionnaire de réseau de distribution.

Art. 183. Le gestionnaire du réseau de distribution n'est pas tenu d'installer des équipements de comptage à d'autres fins que celles visées à l'article 176. En particulier, les mesures qui doivent être effectuées en aval d'un point d'accès, dans le cadre de la procédure d'attribution des certificats verts, sont régies par des prescriptions particulières relatives au comptage de certificats verts, fixées par arrêté ministériel.

CHAPITRE 2. — Dispositions relatives aux équipements de comptage

Section 2.1. — Dispositions générales

Art. 184. Sans préjudice des dispositions du présent Règlement Technique, les dispositifs utilisés dans l'équipement de comptage doivent répondre aux prescriptions légales applicables, y compris les circulaires émanant du Service de la Métrologie du Service Public Fédéral Economie, PME, Classes moyennes et Energie, et aux exigences des normes en vigueur applicables aux équipements de comptage ou à leurs composants. Ils doivent pouvoir être scellés.

Art. 185. § 1^{er}. Un équipement de comptage est composé de tous les équipements nécessaires à la poursuite des objectifs visés à l'article 176 et peut donc notamment être composé de combinaisons intégrées ou non de :

- 1° transformateurs de courant;
- 2° transformateurs de tension;
- 3° compteurs;
- 4° enregistreurs de données;
- 5° équipements de changement de période tarifaire;
- 6° armoire — bornes — câblage;
- 7° équipements de télétransmission;

§ 2. Lorsque les prescriptions du présent Règlement Technique ainsi que la législation applicable prévoient l'intégration, dans l'équipement de comptage, de dispositifs nécessitant une alimentation électrique sous 230V, l'utilisateur du réseau de distribution ou, lorsqu'il s'agit d'une personne distincte, le propriétaire du bien immobilier concerné, met une telle alimentation, respectant les spécifications techniques définies par le gestionnaire du réseau de distribution, à disposition de celui-ci, à l'endroit où l'équipement de comptage sera installé.

Art. 186. L'utilisateur du réseau de distribution et le gestionnaire du réseau de distribution ont le droit de placer, dans leurs installations et à leurs frais, tous les appareils qu'ils jugent utiles pour vérifier la précision de l'équipement de comptage. Une telle installation de contrôle doit répondre aux prescriptions du présent Règlement Technique. Dans l'hypothèse où ces vérifications feraient apparaître des divergences de mesure, les dispositions prévues à la section 2.6. du présent Titre seront d'application.

Art. 187. § 1^{er}. Si l'utilisateur du réseau de distribution souhaite intégrer des dispositifs supplémentaires dans l'équipement de comptage relatif à son point d'accès, il s'adressera au gestionnaire du réseau de distribution qui évaluera, sur la base de critères objectifs et non discriminatoires, si l'installation de ces dispositifs peut être réalisée sans compromettre la sécurité, la fiabilité ou l'efficacité du réseau de distribution et la qualité des comptages de base. En cas d'évaluation positive, le gestionnaire du réseau de distribution réalisera le placement dans des conditions et délais non discriminatoires. Ces équipements doivent répondre aux prescriptions du présent Règlement Technique. En cas d'évaluation négative, le gestionnaire du réseau de distribution motive sa décision et la communique à l'utilisateur du réseau de distribution.

§ 2. Tous les frais afférents à ces équipements supplémentaires et à leur installation sont à charge de l'utilisateur du réseau de distribution qui les a demandés.

Art. 188. Le gestionnaire du réseau de distribution peut, à ses frais, insérer dans l'équipement de comptage, tout dispositif utile à la réalisation de ses tâches, notamment en vue de mesurer les indicateurs de qualité de la tension et/ou du courant et le déphasage entre l'onde de tension et l'onde de courant.

Section 2.2. — Localisation de l'équipement de comptage

Art. 189. L'équipement de comptage est placé à proximité immédiate du point d'accès.

Art. 190. Par dérogation à l'article 189 et pour un raccordement haute tension d'une capacité inférieure à 250 kVA, le gestionnaire du réseau de distribution peut, pour des raisons économiques, décider de placer l'installation de mesure du côté basse tension du transformateur de puissance.

Art. 191. Par dérogation à l'article 189, le gestionnaire du réseau de distribution peut décider de placer l'installation de mesure ailleurs qu'à proximité immédiate du point d'accès, moyennant motivation auprès de l'utilisateur du réseau de distribution.

Art. 192. L'utilisateur du réseau de distribution, s'il échet, le propriétaire du bien immeuble concerné, et le gestionnaire du réseau de distribution se concertent pour que l'équipement de comptage soit à l'abri des chocs, des vibrations, des températures extrêmes, de l'humidité et, de manière générale, de tout ce qui peut causer des dommages ou des perturbations.

Section 2.3. — Périodes tarifaires

Art. 193. Le gestionnaire du réseau de distribution publie sur son site internet l'information nécessaire relative aux différentes périodes tarifaires appliquées.

Section 2.4. — Scellés

Art. 194. § 1^{er}. L'équipement de comptage est scellé par le gestionnaire du réseau de distribution.

§ 2. Les scellés ne peuvent être brisés ou enlevés que par le gestionnaire du réseau de distribution ou avec l'accord écrit préalable du gestionnaire du réseau de distribution.

§ 3. Lorsque le gestionnaire du réseau de distribution constate qu'un équipement de comptage est descellé, il procède à un contrôle de l'équipement sur place avant de le resceller et de remettre le point d'accès hors service.

Tous les frais exposés par le gestionnaire du réseau de distribution ensuite d'un enlèvement ou d'un bris de scellés non autorisés sont mis à charge de soit, s'il est connu, l'occupant des locaux auxquels cet équipement de comptage est dédié, soit le propriétaire de l'immeuble concerné.

Ces frais comprennent d'une part les frais administratifs et les tarifs des prestations effectuées par le gestionnaire du réseau de distribution pour la remise en pristin état, d'autre part, l'indemnité, exprimée en € par unité de consommation, due à celui-ci pour l'électricité prélevée en fraude. Celle-ci est estimée sur base de critères objectifs.

Le montant des frais administratifs et de l'indemnité visés ci-avant est fixé par le gestionnaire du réseau de distribution et publié sur son site internet.

Section 2.5. — Exigences de précision

Art. 195. Les exigences minimales de précision de l'équipement de comptage satisfont à la législation en vigueur.

Sur simple requête, le gestionnaire du réseau de distribution fournit à l'utilisateur du réseau de distribution les informations requises sur ces normes et arrêtés.

Section 2.6. — Pannes et erreurs

Art. 196. En cas de panne de l'équipement de comptage, lorsque le raccordement est équipé d'installations de contrôle visées à l'article 186, les mesures de contrôle remplacent les mesures principales.

Art. 197. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions particulières qui seraient prévues dans le contrat de raccordement, le gestionnaire du réseau de distribution met tout en oeuvre pour remédier aux pannes de l'équipement de comptage le plus rapidement possible et, au plus tard, dans un délai de :

1° trois jours ouvrables pour un équipement de comptage relatif à un point d'accès avec une capacité de raccordement supérieure ou égale à 100 kVA;

2° sept jours ouvrables pour les autres équipements de comptage.

Ces délais prennent cours au moment où le gestionnaire du réseau de distribution a été informé de la panne. En concertation avec l'utilisateur du réseau de distribution, ils peuvent être prolongés.

§ 2. Dans la mesure du possible, les mêmes délais sont appliqués en cas de panne intervenant lors d'un transfert de données.

§ 3. Lorsqu'il ne peut être remédié à la panne dans les délais visés au § 1^{er}, le gestionnaire du réseau de distribution prend toutes les dispositions nécessaires afin de limiter la perte des données de comptage. Il informe en outre le fournisseur et l'utilisateur du réseau de distribution lorsque la panne a trait à un point d'accès visé au § 1^{er}, 1°.

§ 4. Les pannes affectant un équipement de comptage utilisé pour l'attribution de certificats verts sont notifiées le plus rapidement possible au Service par le gestionnaire du réseau de distribution.

Art. 198. Une erreur dans une donnée de comptage est considérée comme significative si elle est supérieure à ce qui est autorisé en vertu des exigences d'exactitude posées par la législation visée à l'article 195.

Art. 199. Tout utilisateur du réseau de distribution ou fournisseur qui soupçonne une erreur significative dans les données de comptage, en informe immédiatement par écrit le gestionnaire du réseau de distribution. Si l'utilisateur ou le fournisseur concerné demande un contrôle de l'équipement de comptage, le gestionnaire du réseau de distribution prévoit un programme de contrôle dans les plus brefs délais. L'utilisateur du réseau de distribution est invité à faire contrôler simultanément ses propres appareils de mesure à ses frais.

Art. 200. Si le contrôle visé à l'article précédent démontre que la précision de l'équipement de comptage est la cause d'une erreur significative, le gestionnaire du réseau de distribution veille à ce qu'un étalonnage soit réalisé, qu'il soit remédié à l'erreur ou que le compteur soit remplacé le plus rapidement possible et, au plus tard, dans les dix jours ouvrables. Ce délai peut, moyennant motivation, être prolongé par le gestionnaire du réseau de distribution.

Art. 201. Le gestionnaire du réseau de distribution supporte les coûts entraînés par les actions visées aux articles 199 et 200 si une erreur significative a pu être constatée. Dans le cas contraire, ils sont supportés par le demandeur, selon le tarif applicable préalablement porté à la connaissance de celui-ci.

Section 2.7. — Entretien et inspections

Art. 202. Le gestionnaire du réseau de distribution procède à l'entretien des équipements de comptage en s'efforçant de leur assurer, tout au long de leur cycle d'utilisation, une conformité à la législation en vigueur ainsi qu'aux exigences reprises dans le présent Règlement Technique.

Art. 203. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution doit pouvoir accéder aux équipements de comptage et aux éventuelles installations de contrôle, en vue d'effectuer un contrôle de conformité aux dispositions du présent Règlement Technique ainsi qu'à la législation et aux normes en vigueur.

§ 2. Lorsque le gestionnaire du réseau de distribution constate qu'il a été porté atteinte à l'intégrité d'un équipement de comptage, il procède à un contrôle de l'équipement sur place ou, quand cela se justifie, enlève l'équipement de comptage en vue d'un contrôle approfondi en laboratoire.

Tous les frais exposés par le gestionnaire du réseau de distribution ensuite d'une fraude avérée sont mis à charge de l'utilisateur du réseau de distribution concerné. Ces frais comprennent d'une part les frais administratifs et les tarifs des prestations effectuées par le gestionnaire du réseau de distribution pour la remise en état voire le remplacement du compteur, d'autre part, l'indemnité, exprimée en € par unité de consommation, due à celui-ci pour l'électricité prélevée en fraude ainsi que les tarifs d'utilisation du réseau de distribution associés à l'électricité prélevée. Les frais administratifs et l'indemnité dont question ci-avant sont ceux visés à l'article 194, § 3.

Section 2.8. — Gestion administrative des données techniques des équipements de comptage

Art. 204. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution est chargé de mettre à jour et d'archiver les données exigées pour une bonne gestion des équipements de comptage et pour les contrôles légaux en vigueur, telles que celles relatives au fabricant, au type, au numéro de série, à l'année de construction et aux dates de contrôle et d'étalonnage.

§ 2. Les modifications apportées à des équipements de comptage chez un utilisateur du réseau de distribution, pour autant qu'elles aient une incidence sur les données de comptage, sont communiquées dans les dix jours ouvrables par le gestionnaire de réseau de distribution au fournisseur de l'utilisateur du réseau de distribution concerné.

Section 2.9. — Etalonnage

Art. 205. Le gestionnaire du réseau de distribution garantit que les composants de l'équipement de comptage ont été étalonnés avant la première mise en service selon les normes nationales et internationales en vigueur.

Le programme et le calendrier d'étalonnage sont établis par le gestionnaire du réseau de distribution selon les normes nationales et internationales en vigueur.

L'étalonnage des composants de l'équipement de comptage est réalisé par un organisme ou un service agréé en la matière.

CHAPITRE 3. — Dispositions relatives aux données de comptage

Section 3.1. — Courbes de charge mesurées et calculées

Art. 206. La détermination du profil d'utilisation d'un utilisateur du réseau de distribution repose sur une série de données, dont chacune a trait à une période élémentaire telle que définie à l'article 178. Une telle série de données est appelée ci-après « courbe de charge ».

On distingue deux sortes de courbes de charge :

1° la courbe de charge mesurée : l'équipement de comptage enregistre pour chaque période élémentaire la quantité d'énergie électrique injectée ou prélevée, à partir de laquelle la courbe de charge est élaborée;

2° la courbe de charge calculée : une courbe de charge est calculée sur la base de relevés périodiques des index de l'équipement de comptage et de l'application d'un profil d'utilisation synthétique adapté aux caractéristiques de consommation du ou des utilisateur(s) concerné(s).

Art. 207. § 1^{er}. Pour les équipements de comptage qui concernent les points d'accès d'un raccordement existant, pour lesquels la moyenne des puissances quart horaire maximales prélevées ou injectées sur une base mensuelle déterminée sur une période de douze mois consécutifs s'élève au moins à 100 kW, les courbes de charge prises en compte sont des courbes de charge mesurées.

§ 2. Pour les équipements de comptage relatifs à des puissances inférieures, le gestionnaire du réseau de distribution pourra, à la demande et pour le compte de l'utilisateur du réseau de distribution ou du fournisseur, également procéder à l'enregistrement de la courbe de charge mesurée.

§ 3. Pour les nouveaux raccordements pour lesquels la capacité de raccordement est de 100 kVA minimum ou en cas de renforcement d'un raccordement portant la capacité de raccordement au-delà du seuil de 100 kVA, le gestionnaire du réseau de distribution place un équipement de comptage avec enregistrement de la courbe de charge mesurée.

Art. 208. Pour tous les points d'accès dont l'équipement de comptage enregistre la courbe de charge mesurée, à l'exception toutefois des points d'accès auxquels un tel dispositif a été imposé par le gestionnaire du réseau de distribution dans le cadre de campagnes de mesure « profil d'utilisation synthétique », la facturation des frais concernant l'accès au réseau de distribution et son utilisation s'établira sur la base de cette courbe de charge mesurée.

Art. 209. § 1^{er}. La consommation ou, le cas échéant, la production, sur des points d'accès en haute tension sans enregistrement de la courbe de charge mesurée et sur des points d'accès où la puissance maximale prélevée ou injectée est enregistrée, est relevée mensuellement par le gestionnaire du réseau de distribution

§ 2. La consommation ou, le cas échéant, la production, sur des points d'accès en basse tension sans enregistrement de la courbe de charge mesurée, est déterminée par le gestionnaire du réseau de distribution lors de chaque changement de fournisseur ou de client.

Au moins une fois dans une période de 12 mois, le gestionnaire de réseau de distribution procédera également à un relevé physique du compteur, pour autant que le gestionnaire du réseau de distribution ait ou reçoive accès à l'équipement de comptage.

§ 3. A la demande de l'utilisateur du réseau de distribution, le gestionnaire du réseau de distribution procédera à un relevé de compteur physique supplémentaire. Les coûts de ce relevé supplémentaire sont à charge de l'utilisateur du réseau de distribution, sauf dispositions légales contraires.

§ 4. La consommation ou la production déterminée suivant les § 1^{er} et § 2, sera validée par le gestionnaire de réseau de distribution conformément à la procédure décrite à la Section 3.5.

Art. 210. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution fournit le droit à l'utilisateur du réseau de distribution de consulter à tout moment les données de mesure disponibles localement dans l'équipement de comptage et qui concernent son point d'accès.

Dans les cas exceptionnels où l'équipement de comptage est situé à un endroit qui n'est pas directement accessible pour l'utilisateur du réseau de distribution, l'utilisateur du réseau de distribution s'adresse au gestionnaire du réseau de distribution, qui lui fournira accès dans un délai raisonnable, conformément aux dispositions reprises au Chapitre 3 du Titre 1^{er}.

§ 2. Les données de mesure reprises au § 1^{er} contiennent au moins les données de comptage.

§ 3. A la demande de l'utilisateur du réseau de distribution, le gestionnaire du réseau de distribution donnera les renseignements nécessaires pour l'interprétation des données de comptage.

Section 3.2. — Dispositions particulières concernant la courbe de charge mesurée

Art. 211. La courbe de charge mesurée est enregistrée sur la base de périodes de mesure correspondant à la période élémentaire telle que définie à l'article 178.

Art. 212. Conformément aux dispositions du contrat de raccordement ou aux besoins du gestionnaire du réseau de distribution, un équipement de comptage enregistre les données suivantes par période élémentaire :

- 1° l'indication de la période de mesure;
- 2° l'énergie active injectée et/ou prélevée;
- 3° le cas échéant, l'énergie réactive injectée et/ou prélevée.

Si le gestionnaire du réseau de distribution l'estime nécessaire, une différence est en outre faite entre les quatre quadrants.

Art. 213. Le gestionnaire du réseau de distribution collecte les données de comptage par voie électronique et, le cas échéant, par télérelevé.

Art. 214. Afin de permettre, le cas échéant, le télérelevé des données de comptage, le gestionnaire du réseau de distribution veille à la réalisation de la liaison de télécommunication la plus appropriée, sur la base de critères techniques et économiques.

Art. 215. Une période de mesure élémentaire telle que définie à l'article 178 est référée au moment 00 : 00 : 00 selon l'heure locale.

Art. 216. L'écart de temps en valeur absolue mesuré entre le début (ou la fin) d'une période élémentaire telle que considérée par l'équipement de comptage et le début (ou la fin) de cette même période élémentaire comptée à partir de la référence de temps absolu utilisée ne peut excéder dix secondes.

A l'occasion d'un changement de fournisseur, le gestionnaire du réseau de distribution communique au nouveau fournisseur les données concernant la configuration de l'installation de comptage et les numéros d'identification du ou des compteur(s), au début de la période de gel, suivant les procédures et formats décrits dans le MIG. Le gestionnaire du réseau de distribution est chargé de la gestion de ces données et communique sans délai toute modification au fournisseur concerné.

Section 3.3. — Dispositions particulières concernant la courbe de charge calculée

Art. 217. Les points d'accès sans enregistrement de courbe de charge sont classés en catégories, en fonction de leur profil type de consommation. Sans préjudice des compétences de la CREG, Synergrid établit à cet effet des critères objectifs et non discriminatoires de classification.

Ces catégories sont définies en nombre suffisant pour permettre une évaluation correcte des flux d'électricité.

A chaque catégorie correspond un profil d'utilisation synthétique. Les profils d'utilisation synthétiques attribuent une fraction de la charge annuelle, pour chaque période élémentaire telle que définie à l'article 178, sur la base de données statistiques.

Art. 218. La manière dont les profils d'utilisation synthétiques doivent être mis en œuvre pour obtenir les courbes de charge calculées est décrite dans le manuel d'utilisation établi par Synergrid.

Les catégories et les profils d'utilisation synthétiques peuvent annuellement être modifiés sur base d'une étude statistique de profils de consommation réellement mesurés ou sur base des résidus constatés lors de l'allocation.

Art. 219. Le gestionnaire du réseau de distribution attribue un profil d'utilisation synthétique à chaque point d'accès qui ne dispose pas d'un enregistrement de la courbe de charge mesurée.

Art. 220. A l'occasion d'un changement de fournisseur, le gestionnaire du réseau de distribution communique au nouveau fournisseur les données en matière de catégorie de profil, consommation standard mensuelle ou annuelle, configuration de l'installation de comptage et numéros d'identification du ou des compteurs, au début de la période de gel, suivant les procédures et formats décrits dans le MIG.

Le gestionnaire du réseau de distribution est chargé de la gestion de ces données et communique sans délai toute modification au fournisseur concerné.

Section 3.4. — Traitement des données

Art. 221. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution conserve les données visées à l'article 212 sous forme électronique.

§ 2. Pour les points d'accès sans enregistrement par télérelevé, le gestionnaire du réseau de distribution conserve ces données qui lui permettent de recalculer le profil de consommation.

§ 3. Aux données visées aux §§ 1^{er} et 2, le gestionnaire du réseau de distribution associe les données suivantes :

1° L'identification du point d'accès;

2° L'emplacement de l'équipement de comptage;

3° L'identification du fournisseur et du responsable d'équilibre.

§ 4. Le traitement des données doit s'effectuer sans que la précision de ces données en soit influencée.

Art. 222. Si la date du relevé de compteur ne coïncide pas avec la date à laquelle l'index de compteur doit être connu, le gestionnaire du réseau de distribution convertira cet index sur base des principes d'estimation décrits à l'article 231.

Section 3.5. — Données de comptage indisponibles ou non fiables

Art. 223. § 1^{er}. Si l'installation de mesure ne se trouve pas à proximité immédiate du point d'accès, les données de mesure seront corrigées sur la base d'une procédure d'estimation qui tient compte des pertes physiques réelles entre le point de mesure et le point d'accès.

Cette procédure est normalement définie dans le contrat de raccordement.

§ 2. Si le mode de correction n'est pas défini dans le contrat de raccordement, le gestionnaire du réseau de distribution appliquera, sur la base de critères objectifs et non discriminatoires, le mode le plus approprié qu'il communiquera à l'utilisateur.

Art. 224. § 1^{er}. Si le gestionnaire du réseau de distribution ne peut disposer des données de comptage réelles ou lorsque les résultats disponibles ne sont pas fiables ou sont erronés, ces données de comptage sont remplacées dans le processus de validation par des valeurs équitables sur la base de critères objectifs et non discriminatoires.

Lorsqu'elles concernent un équipement de comptage intervenant dans le calcul de l'attribution de certificats verts, le gestionnaire du réseau de distribution communique et justifie ces valeurs à l'utilisateur du réseau de distribution et au Service.

§ 2. Sans préjudice de l'article 196, les données non fiables ou erronées sont corrigées sur la base d'une ou de plusieurs procédures d'estimation, telles que :

— d'autres résultats de mesure dont dispose l'utilisateur du réseau de distribution;

— une comparaison avec les données d'une période considérée comme équivalente.

Art. 225. Après application des articles 223 et 224, le gestionnaire du réseau de distribution peut soumettre les données de comptage à toute forme de contrôle supplémentaire objectif et non discriminatoire. Les données de comptage sont ensuite considérées comme validées.

Art. 226. Le gestionnaire du réseau de distribution doit pouvoir motiver, sur demande du Service, toute modification apportée aux données suivant les articles 223 et 224.

Art. 227. Un utilisateur du réseau de distribution ou son fournisseur peut demander au gestionnaire du réseau de distribution un relevé de compteur physique supplémentaire, s'il estime que les données de comptage mises à disposition sont erronées. Les coûts de ce relevé de compteur supplémentaire sont à charge du gestionnaire du réseau de distribution si le relevé supplémentaire démontre que les données de comptage transmises auparavant étaient erronées.

Section 3.6. — Stockage, archivage et protection des données

Art. 228. Le gestionnaire du réseau de distribution conserve aussi bien l'ensemble des données de comptage non traitées que les données de comptage éventuellement corrigées dans une mémoire non volatile.

Art. 229. Le gestionnaire du réseau de distribution archive les données visées à l'article précédent pendant une période d'au moins cinq ans.

Art. 230. Pour la centralisation des données de comptage, le gestionnaire du réseau de distribution utilise son personnel propre ou a recours à des tiers dans le respect des dispositions visées à l'article 9 de l'ordonnance.

Section 3.7. — Estimation, allocation et réconciliation

Art. 231. § 1^{er}. La consommation d'un utilisateur du réseau de distribution sans enregistrement de la courbe de charge pour la période entre deux relevés de compteur, peut être estimée soit sur base de la consommation totale au cours de la période précédente soit, lorsque l'utilisateur du réseau de distribution n'a pas d'historique de consommation, sur base de la consommation moyenne typique d'un client final du même type.

§ 2. Sur base de la consommation totale estimée et du profil d'utilisation synthétique attribué, le gestionnaire du réseau de distribution détermine la courbe de charge calculée.

Art. 232. § 1^{er}. Sur base de la quantité d'énergie injectée dans le réseau de distribution, la quantité d'énergie échangée avec d'autres réseaux, les courbes de charge calculées, les courbes de charge mesurées et une estimation des pertes de distribution, le résidu est calculé par période élémentaire. Ce résidu est attribué au pro rata des consommations aux fournisseurs et à leurs responsables d'équilibre.

§ 2. Sur base des résultats de l'allocation, le gestionnaire du réseau de distribution répartit l'énergie fournie aux clients finaux entre les fournisseurs et leurs responsables d'équilibre par période élémentaire.

Art. 233. La répartition de l'énergie entre les fournisseurs et leurs responsables d'équilibre obtenue par l'allocation décrite à l'article précédent doit être corrigée mensuellement sur base des consommations réellement mesurées aux points d'accès.

Art. 234. La réconciliation finale pour un mois M se fait en mois M + 15. C'est à ce momentlà que le résidu de ce mois M est déterminé. Ce résidu est en principe à charge du gestionnaire du réseau de distribution.

Art. 234bis. Les consommations mesurées ou calculées dans cette section ne concernent que l'énergie active.

Section 3.8. — Données de comptage à mettre à disposition dans le cas de courbes de charge mesurées

Art. 235. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution met, selon des procédures établies dans le cadre de l'article 12, les données de mesure suivantes à la disposition du fournisseur concerné et, le cas échéant, du détenteur d'accès sur une base quart horaire pour les points d'accès sur lesquels il fournit ou injecte de l'énergie et qui sont pourvus d'une lecture automatique :

1° quotidiennement pour le jour D-1 : données de mesure non validées pour chaque point d'accès;

2° mensuellement : les données de mesure validées; pour au moins 95 % des points d'accès, les données doivent être communiquées au plus tard le quatrième jour ouvrable du mois suivant et, pour tous les points d'accès, au plus tard le dixième jour ouvrable de ce mois.

Les données de mesure fournies incluent les éventuels coefficients correctifs.

§ 2. Les données visées au § 1^{er} sont également transmises à l'utilisateur du réseau de distribution sur demande écrite de sa part et à ses frais, à moins que ce dernier ait la qualité de détenteur d'accès.

§ 3. Des données de comptage validées qui ont été estimées sur base des procédures mentionnées à l'article 224, § 2 sont identifiées par un marquage spécifique.

§ 4. Pour les installations de production, les données de mesure validées visées aux paragraphes précédents sont communiquées au producteur concerné à sa simple demande.

Art. 236. Le gestionnaire du réseau de distribution met à la disposition du responsable d'équilibre, les mêmes informations sous forme globalisée, c'est-à-dire pour l'ensemble des points d'accès pour lesquels celui-ci assume la responsabilité de l'équilibre.

Art. 237. Le gestionnaire du réseau de distribution peut mettre à la disposition du fournisseur concerné, du détenteur d'accès ou du responsable d'équilibre, à sa demande, les données, validées ou non, mentionnées ci-dessus à une fréquence plus élevée que celle visée à l'article 235. Le demandeur s'adresse à cette fin au gestionnaire du réseau de distribution qui évalue la demande sur la base de critères objectifs et non discriminatoires. Le cas échéant, il réalise les tâches qui résultent de la demande et met les frais y afférents à charge du demandeur.

Section 3.9. — Données de mesure à mettre à disposition dans le cas de courbes de charge calculées

Art. 238. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution met à disposition du fournisseur les données de comptage validées pour les points d'accès où il fournit ou injecte de l'énergie et qui sont lues mensuellement. Pour au moins 95 % de ces points d'accès, les données doivent être communiquées au plus tard le quatrième jour ouvrable du mois suivant et, pour tous les points d'accès, au plus tard le dixième jour ouvrable de ce mois.

Le gestionnaire du réseau de distribution doit toujours mentionner la date du relevé de compteur des points d'accès.

Des données de comptage validées qui ont été estimées sur base des procédures mentionnées à l'article 224, § 2 sont identifiées par un marquage spécifique.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution met à disposition du fournisseur les données de comptage validées pour les points d'accès où celui-ci fournit ou injecte de l'énergie et qui sont lues annuellement. Pour au moins 95 % de ces points d'accès, les données doivent être communiquées au plus tard le quatrième jour ouvrable qui suit le jour du relevé et, pour tous les points d'accès, au plus tard le dixième jour ouvrable qui suit le jour du relevé.

Le gestionnaire du réseau de distribution doit toujours mentionner la date du relevé du compteur.

Si lors de la validation des données de comptage, un relevé de compteur physique s'avère nécessaire, les délais mentionnés sont d'application à partir de la date de ce relevé supplémentaire.

Des données de comptage validées qui ont été estimées sur base des procédures mentionnées à l'Article 224, § 2 sont identifiées par un marquage spécifique.

§ 3. Pour les installations de production, les données de mesure validées visées aux paragraphes précédents sont communiquées au producteur concerné à sa simple demande.

Art. 239. Le gestionnaire du réseau de distribution met à disposition du fournisseur, au plus tard le quinzième jour du mois suivant, les données d'allocation sur base quart-horaire du mois, pour les points d'accès sans enregistrement de la courbe de charge mesurée où il fournit ou injecte de l'énergie.

Art. 240. Le gestionnaire du réseau de distribution met à disposition du responsable d'équilibre, au plus tard le quinzième jour ouvrable du mois suivant, les données d'allocation sur base quart-horaire du mois, sous forme agrégée par fournisseur et communique en même temps les données agrégées par responsable d'équilibre au gestionnaire du réseau de transport.

Art. 241. Au plus tard le vingtième jour du mois suivant, le gestionnaire du réseau de distribution met à disposition du fournisseur les données de réconciliation pour les points d'accès sans enregistrement de la courbe de charge mesurée où celui-ci fournit ou injecte de l'énergie et qui ont été relevées dans le courant de ce mois.

Art. 242. Un aperçu global des résultats de la réconciliation finale d'un mois décrite à l'article 234 reprenant au moins l'énergie totale injectée dans le réseau de distribution, l'énergie totale consommée au départ du réseau de distribution et le résidu de ce mois sera transmis au Service avant la fin du quinzième mois qui suit le mois concerné.

Section 3.10. — Données de consommation historiques

Art. 243. § 1^{er}. Lorsqu'un utilisateur du réseau de distribution change de fournisseur, les données de consommation historiques disponibles sur base mensuelle ou annuelle sont mises gratuitement à disposition du nouveau fournisseur.

La demande de changement de fournisseur constitue en même temps une demande de mise à disposition des données de consommation historiques.

§ 2. Les données de consommation mensuelles des trois dernières années pour des utilisateurs du réseau de distribution avec enregistrement par télérelevé ou relevé de compteur mensuel ainsi que les données de consommation annuelles des trois dernières années pour les utilisateurs du réseau de distribution avec relevé de compteur annuel, pour autant que l'utilisateur du réseau de distribution concerné était actif sur le même point d'accès pendant la période de référence et pour autant que les données soient disponibles, sont transmises sous forme de message EDIEL par le gestionnaire du réseau de distribution au nouveau fournisseur au plus tard dix jours ouvrables après la date du changement effectif de fournisseur.

Le contenu et la composition de ce message EDIEL sont décrits dans le MIG visé à l'article 7.

Section 3.11. — Rectifications

Art. 244. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution prévoit, en concertation avec les fournisseurs, des procédures et des conditions communes pour la rectification de données de comptage.

§ 2. Le caractère complet et exact des données de consommation non validées n'est pas garanti. Les éventuels dommages résultant de l'utilisation de données non validées sont à charge du détenteur d'accès.

Art. 245. Une éventuelle rectification des données de comptage et de la facturation qui en résulte portera au maximum, et sauf en cas de mauvaise foi, sur la période de deux ans précédant le dernier relevé de compteur.

CHAPITRE 4. — Dispositions particulières pour les installations de comptage en réseaux privés

Art. 246. Les dispositions du présent Titre s'appliquent aux clients avals et aux gestionnaires de réseaux privés, sans préjudice des dispositions ci-après.

Art. 247. Par dérogation à l'article 189, l'équipement de comptage d'un client aval est placé à proximité immédiate du point de raccordement.

Art. 248. § 1^{er}. La différence entre les prélèvements/injections constatés au point de raccordement du réseau privé au réseau de distribution et les prélèvements/injections mesurés pour l'ensemble des clients avals de ce réseau privé est réputée être le fait des prélèvements/injections propres du gestionnaire du réseau privé.

§ 2. Afin de mesurer les prélèvements/injections du gestionnaire du réseau privé, le gestionnaire du réseau de distribution a recours à une installation de comptage à décompte.

§ 3. La description détaillée de l'installation de comptage à décompte est incluse dans le contrat de raccordement du gestionnaire du réseau privé.

§ 4. Ce contrat de raccordement précise également les prescriptions à suivre en matière de développement du réseau privé afin que la mesure issue de l'installation de comptage à décompte reflète correctement les consommations propres du gestionnaire du réseau privé.

TITRE VI. — Code de collaboration

Art. 249. Le gestionnaire du réseau de distribution et les gestionnaires des réseaux auxquels son réseau est interconnecté se prêtent mutuellement la collaboration nécessaire lors de l'exécution des tâches auxquelles les parties sont tenues légalement ou contractuellement.

Art. 250. Le gestionnaire du réseau de distribution négocie de bonne foi, respectivement avec chacun des gestionnaires des réseaux auxquels son réseau est interconnecté, une convention visant :

1° à assurer de manière efficace l'interconnexion des réseaux;

2° à assurer la collecte et la transmission des données relatives à la gestion d'un réseau et nécessaires au gestionnaire d'un autre réseau, en vue d'assurer le bon fonctionnement du marché.

Art. 251. La convention de collaboration visée à l'article 250 traite de tous les aspects qui peuvent avoir directement ou indirectement des conséquences pour les gestionnaires des réseaux concernés, et en particulier :

1° les droits, obligations et responsabilités respectifs et les procédures relatives aux aspects de l'exploitation et d'entretien qui peuvent avoir une influence directe ou indirecte sur la sécurité, la fiabilité ou l'efficacité des réseaux, des raccordements ou des installations des utilisateurs des réseaux concernés;

2° les services auxiliaires qu'ils se fournissent respectivement;

3° l'équilibre entre la demande et l'offre d'électricité dans la zone de réglage belge;

4° la gestion technique des flux d'électricité sur leurs réseaux respectifs;

5° la coordination de l'appel des unités de production raccordées à leurs réseaux respectifs;

6° les modalités d'accès à leurs réseaux respectifs

7° le mode d'application du code de sauvegarde et de reconstitution;

8° les modalités d'échange des données nécessaires relatives aux points 1° à 7° du présent paragraphe ainsi que celles visées à l'article 252, § 2;

9° les responsabilités respectives en matière de qualité, de périodicité de mise à disposition et de fiabilité des données visées au 8°, ainsi qu'en matière de respect des délais de notification;

10° la confidentialité des données communiquées ou échangées.

Art. 252. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution et les gestionnaires des réseaux auxquels son réseau est interconnecté déterminent de commun accord l'emplacement et les caractéristiques techniques du ou des points d'interconnexion à installer ou à modifier, en vue de l'élaboration de leurs plans d'investissement et ceci conformément aux principes à définir dans la convention de collaboration visée à l'article 250.

§ 2. Sans préjudice des dispositions du présent règlement technique, le gestionnaire du réseau de distribution et les gestionnaires des réseaux auxquels son réseau est interconnecté se communiquent mutuellement les données de planification nécessaires pour assurer l'application du paragraphe premier.

§ 3. En annexe à la convention visée à l'article 250 figure la liste des points d'interconnexion avec leurs caractéristiques techniques, et notamment :

1° la localisation du point d'interconnexion;

2° la tension nominale;

3° la puissance mise à disposition à ce point.

§ 4. Toute modification de la puissance mise à disposition en un point d'interconnexion ne peut être mise en oeuvre sans concertation préalable entre les gestionnaires des réseaux concernés.

Art. 253. En cas de désaccord persistant sur la localisation ou les caractéristiques techniques d'un point d'interconnexion au terme de la négociation visée à l'article 252, § 1^{er}, chaque gestionnaire de réseau introduit sa proposition relative au point d'interconnexion concerné dans le plan d'investissements qu'il établit conformément à la législation en vigueur.

Art. 254. § 1^{er}. La convention visée à l'article 250 détermine les modalités de la collaboration menée entre gestionnaires de réseaux pour contribuer à garantir, dans la mesure des moyens raisonnablement disponibles, aux utilisateurs de leurs réseaux une qualité de tension répondant aux caractéristiques de la norme NBN EN 50160.

§ 2. Le niveau admissible de perturbations au point d'interconnexion est déterminé par les normes généralement appliquées au niveau européen, ainsi que par les recommandations techniques CEI 61000-3-6 et 61000-3-7.

Art. 255. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution et les gestionnaires des réseaux auxquels son réseau est interconnecté précisent, dans la convention visée à l'article 250, les modalités de concertation, d'information et d'exécution, relatives aux transferts de charge, planifiés et non planifiés, temporaires et permanents, entre points d'interconnexion.

§ 2. Lorsque la sécurité ou la fiabilité des réseaux auxquels son réseau est interconnecté le nécessite, le gestionnaire du réseau de distribution met à la disposition des gestionnaires de ces réseaux, des informations complémentaires concernant le diagramme de charge attendu par point d'interconnexion.

Art. 256. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de transport régional met à disposition, par intervalle de temps déterminé, un droit de prélèvement d'une quantité forfaitaire d'énergie réactive, en régime inductif et en régime capacitif.

§ 2. Sous réserve des dispositions du § 3, cette quantité forfaitaire d'énergie réactive par intervalle de temps et par point d'interconnexion, est égale à 32,9% de la quantité d'énergie active prélevée en ce point d'interconnexion, durant cet intervalle de temps.

§ 3. Ce droit de prélèvement d'énergie réactive par intervalle de temps ne peut être inférieur, par point d'interconnexion, à 3,29 % de la quantité d'énergie active qui est conforme à la durée de l'intervalle de temps multipliée par la puissance mise à disposition en ce point d'interconnexion, telle que déterminée à l'article 252 § 3, 3^o.

§ 4. La différence positive entre la quantité en régime inductif et la quantité forfaitaire, attribuée conformément au présent article, est prise en charge selon la réglementation tarifaire en vigueur ainsi que les directives et décisions de la CREG.

§ 5. La différence positive entre la quantité en régime capacitif et la quantité forfaitaire, attribuée conformément au présent article, est prise en charge selon la réglementation tarifaire en vigueur ainsi que les directives et décisions de la CREG.

Art. 257. § 1^{er}. Mensuellement et au plus tard le dixième jour ouvrable du mois suivant, le gestionnaire du réseau de distribution communique les données quart-horaires globalisées par responsable d'équilibre et validées par lui-même, au gestionnaire d'un réseau auquel son réseau est interconnecté.

§ 2. Les données visées au § 1 établissent, pour le mois écoulé et sur une base quathoraire, la répartition entre les différents responsables d'équilibre de l'énergie totale échangée entre les réseaux concernés.

§ 3. Le gestionnaire du réseau de distribution veille à ce que la totalité de l'énergie quathoraire échangée entre les réseaux concernés soit attribuée aux différents responsables d'équilibre.

Art. 258. Si le gestionnaire de deux réseaux interconnectés s'avère être la même personne morale, il règle lui-même les interfaces entre ces deux réseaux.

Art. 259. Toute modification d'un ou plusieurs articles du présent Titre doit faire l'objet d'un accord entre l'ensemble des gestionnaires de réseaux concernés.

Annexe I^e

LISTE DES DONNEES ECHANGEES

La première colonne du Tableau 1 est intitulée « Type de raccordement » et distingue deux types de raccordement : les raccordements d'unités de production (« Pr ») et les raccordements de charges (« Ch »).

Pour un raccordement combiné (unité de production et charge, « Pr + Ch »), le gestionnaire du réseau de distribution peut demander la totalité ou une partie des données des deux types de raccordement.

La deuxième colonne du Tableau 1 est intitulée « Objectif » et se réfère au chapitre ou aux paragraphes du présent règlement auxquels ces données ont trait.

L'abréviation « P » concerne le Titre II Code de planification. Les abréviations « E » et « D »

correspondent respectivement à une « Demande d'une étude d'orientation » et à une « Demande de raccordement » du Titre III Code de raccordement. D'autres données concernant les installations existantes sont cataloguées sous l'intitulé « Autres » (elles sont à fournir sur demande spécifique non reprise ci-dessous) et « Tous » (elles sont à fournir dans les trois cas cités ci-dessous).

Les données de planification dont il est question à l'article 38 du Code de planification sont celles qui sont fournies dans le Tableau 1 sous le signe « P » ou « Tous » dans la colonne « Objectif ».

Les données ou informations techniques générales dont il est question à l'article 73 du Code de raccordement sont celles qui sont fournies dans le Tableau 1 sous le signe « E » ou « Tous » dans la colonne « Objectif ».

Les données ou informations techniques détaillées dont il est question à l'article 80 du Code de raccordement sont celles qui sont fournies dans le Tableau 1 sous le signe « D » ou « Tous » dans la colonne « Objectif ».

La troisième colonne du Tableau 1 est intitulée « Description » et décrit les données et informations techniques demandées.

La quatrième colonne du Tableau 1 est intitulée « Unité » et indique l'unité de mesure dans laquelle les quantités mesurables sont exprimées.

La cinquième colonne du Tableau 1 est intitulée « Période ». La lettre T indique le nombre d'années pour lesquelles la donnée ou l'information doit être fournie au gestionnaire du réseau de distribution, conformément à la période de planification visée au Code de planification.

Type de Raccordement	Objectif	Description	Unité	Période
Pr + Ch	Tous	Identification du Raccordement		
Pr + Ch	Tous	Nom et adresse de l'Utilisateur du réseau		
Pr + Ch	D	Couplage avec le réseau : description du raccordement, y compris la source auxiliaire		
Pr + Ch	E, D	Date de mise en service	mm/aaaa	
Pr + Ch	Autres	Dernière date du contrôle de conformité	jj/mm/aaaa	
Pr + Ch	D	Localisation et accès aux appareils de coupure et de l'installation de comptage		
Pr + Ch	Autres	Protection générale (surintensité) : marque, type, valeurs de réglage, schéma de câblage		
Pr + Ch	Autres	Schéma électrique		
Ch	Tous	Pointes de puissance active et mois de leur apparition	kW, mm	T
Ch	Tous	Puissance réactive (ou cos phi) en cas de pointe active	kVAr	T
Ch	P	Eventuelles ruptures de tendance	kW, Mm/aaaa	T
Ch	P	Modèle de prélèvement hebdomadaire	kW	
Ch	E, D	Type et puissance de la charge perturbatrice	kW	
Ch	E, D	Puissance des moteurs installés	kVA	
Ch	Tous	Date de mise en service d'une batterie de condensateurs	jj/mm/aaaa	
Ch	Tous	Batterie de condensateur : Puissance installée	kVAr	
Pr	Tous	Unité de production : identification		
Pr	Tous	Puissance maximale développable	kW	T
Pr	P	Estimation de la production annuelle ou de la durée d'utilisation	kWh ou h	T
Pr	Tous	Cos phi à la puissance maximale		T
Pr	E, D	Type de Générateur (Asynchrone / synchrone / onduleur)		
Pr	D	Plaque signalétique du générateur		
Pr	Tous	Source d'énergie (Energie renouvelable ou non / Cogénération / Autres)		
Pr	Tous	La puissance de court-circuit triphasée (subtransitoire) au point d'accès	MVA	
Pr	Tous	Fonctionnement possible en îlotage ?	O/N	
Pr	Tous	Conduite en parallèle possible ?	O/N	
Pr	P	Taux de disponibilité prévu	%	
Pr	E, D	Type et puissance d'une unité de production perturbatrice	kW	
Pr	D	Transformateur : U_{cc}	%	
Pr	D	Transformateur : Plaque signalétique		
Pr	Autres	Protection de découplage : marque, type, valeurs de réglage, schéma de câblage, commande à distance (O/N)		

Annexe II

CONDITIONS DE RESPONSABILITE ENTRE GRD ET URD

I. Responsabilité du gestionnaire du réseau de distribution

1. Sans préjudice des alinéas 2. et 3., le Gestionnaire du réseau de distribution n'est responsable vis-à-vis de l'utilisateur du réseau de distribution - tant sur base contractuelle que non contractuelle - que des dommages corporels et des dommages matériels directs subis par l'utilisateur du réseau de distribution en raison d'une faute intentionnelle ou d'une faute lourde commise, dans l'exercice de ses missions légales, par le Gestionnaire du réseau de distribution ou pouvant lui être imputée.

2. Pour les dommages matériels, la responsabilité du Gestionnaire du réseau de distribution ne peut être engagée qu'après la déduction d'une franchise de 250 € par utilisateur du réseau de distribution et par sinistre. La franchise est liée à l'évolution de l'indice des prix à la consommation. L'indice de base est celui du mois d'octobre 2005.

L'indice qui sera appliqué en pareil cas est celui du mois précédant le jour de la survenance du sinistre.

3. Le Gestionnaire du réseau de distribution ne peut en aucun cas être tenu responsable du dommage subi par un utilisateur du réseau de distribution et résultant de :

1° une suspension de l'accès au réseau dans les hypothèses visées au Règlement technique;

2° une fluctuation de la tension ou de la fréquence n'excédant pas respectivement l'écart de la tension moyenne par rapport à la valeur de la tension nominale du réseau et l'écart de la fréquence du courant par rapport à sa valeur normale admis par la norme NBN EN 50160.

3° une discontinuité de l'alimentation trouvant son origine dans une micro-coupure. En effet, compte tenu de l'état de la technique, des micro-coupures ne peuvent être évitées dans un réseau couplé. Il appartient à l'utilisateur du réseau de distribution de rendre ses installations insensibles à de telles micro-coupures ou de prendre des mesures pour limiter les dommages éventuels.

II. Responsabilité de l'utilisateur du réseau de distribution

L'utilisateur du réseau de distribution est tenu d'indemniser tous les dommages causés par son fait ou par ses installations à toute installation mise en place par le Gestionnaire du réseau de distribution pour le raccordement ou la distribution dans, sur, sous ou au-dessus de la parcelle desservie.

De même, l'utilisateur du réseau de distribution est tenu d'indemniser tous les dommages causés par son fait ou par ses installations à toute installation mise en place par un autre utilisateur du réseau de distribution et raccordée au réseau de distribution.

III. Délai de forclusion

Sous peine de forclusion, l'existence de tout dommage subi par le Gestionnaire du réseau de distribution ou par un utilisateur du réseau de distribution doit être signalée à l'autre Partie par courrier recommandé le plus rapidement possible et, au plus tard, 40 jours calendrier à dater de la survenance du sinistre.

IV. Abandon de recours

Hormis les hypothèses expressément visées ci-dessus, dans lesquelles la responsabilité du Gestionnaire du réseau de distribution ou celle de l'utilisateur du réseau de distribution peut être engagée, et dans les limites qui y sont stipulées, le Gestionnaire du réseau de distribution et l'utilisateur du réseau de distribution renoncent l'un envers l'autre à tout recours en responsabilité.

Chaque Partie informe son assureur de cette renonciation et fait insérer une clause d'abandon de recours, pour les hypothèses non expressément visées ci-dessus, dans la police d'assurance qu'il conclut.

Annexe III

CONTRAT D'ACCES AU RESEAU DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITE

Référence :

Entre :

Siège social :

Registre des personnes morales
de :

N°

N° de T.V.A. :

Représentée par :

(Nom, fonction

Ci-après nommée «détenteur d'accès »,

Et :

Sibelga

Siège social :

Quai des usines 16, à 1000 Bruxelles

Registre des personnes morales :

N° 0.222.869.673

N° de T.V.A. :

BE 222.869.673

Représentée par :

(Nom, fonction)

Ci-après nommée « gestionnaire du réseau de distribution »,

Et ci-après les deux étant nommées sans distinction séparément « Partie » et collectivement aussi « Parties »,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet, portée et champ d'application du Contrat

1.1. Le présent contrat est celui visé à l'article 137 du Règlement technique pour la Gestion du réseau de distribution d'électricité en Région de Bruxelles-Capitale et l'accès à celui-ci (ci-après « Règlement technique »). Il précise les conditions qui régissent les relations du gestionnaire du réseau de distribution et du détenteur d'accès quant à l'accès au réseau de distribution, c'est-à-dire : l'injection et/ou le prélèvement d'énergie électrique sur le réseau de distribution, l'utilisation des raccordements gérés par le gestionnaire du réseau de distribution, l'utilisation des services auxiliaires, au sens de l'arrêté royal du 11 juillet 2002.

1.2. Les définitions contenues à l'article 2 de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale (ci-après « l'Ordonnance électricité ») sont applicables au présent contrat. Il en va de même de celles reprises à l'article 2, § 2, du Règlement technique.

1.3. Les parties reconnaissent que le présent contrat est intégralement soumis aux dispositions du Règlement Technique. En cas de contradiction entre les dispositions contenues dans le présent contrat et les prescriptions du Règlement Technique, les prescriptions du Règlement Technique priment.

1.4. L'accès au réseau de transport n'est pas conféré par le présent contrat. Les modalités d'accès au réseau de transport sont réglées par les gestionnaires de réseaux de transport et de distribution dans la convention de collaboration visée à l'article 250 du règlement technique.

1.5. Toutes les annexes énumérées ci-après font partie intégrante du présent contrat :

Annexe 1^{re} : Déclaration de collaboration entre le responsable d'équilibre et le détenteur d'accès

Annexe 2 : Critères de solvabilité et garanties financières

Annexe 3A : Formulaire standard de garantie bancaire

Annexe 3B : Formulaire standard de parent guarantee'

Annexe 4 : Liste et coordonnées des personnes de contact

Article 2 : Conditions suspensives

Le présent contrat n'entre en vigueur qu'à la réalisation de chacune des conditions suspensives suivantes :

* La preuve que le détenteur d'accès a conclu, pour la durée du présent contrat, un contrat d'équilibre avec un responsable d'équilibre; cette preuve est rapportée au moyen du formulaire de déclaration figurant en Annexe 1;

* La fourniture, par le détenteur d'accès, d'une attestation de solvabilité ou d'une garantie financière prévue à l'Annexe 2;

* La déclaration, par le détenteur d'accès, que tous les contrats d'achat et de vente d'énergie électrique nécessaires aux utilisations prévues ou qui devraient être prévues au regard du présent contrat, seront conclus.

Article 3 : Droits et Obligations du gestionnaire du réseau de distribution

Sans préjudice de ce qui est énoncé dans les autres dispositions du présent contrat ainsi que dans le Règlement technique, les droits et obligations du gestionnaire du réseau de distribution sont les suivants :

3.1. Le gestionnaire du réseau de distribution s'engage à mettre en oeuvre tout moyen utile afin d'assurer l'accès du détenteur d'accès au réseau de distribution, sous réserve de son droit, au regard des exigences de sécurité, de fiabilité ou d'efficacité du réseau de distribution ou du raccordement, de faire les travaux d'entretien, de réparation et de développement nécessaires, conformément aux dispositions du Règlement Technique.

3.2. Le gestionnaire du réseau de distribution utilise tous les moyens disponibles afin d'assurer le fonctionnement sécurisé du réseau et son exploitation, dont, entre autres, la mise hors service de parties du réseau pour réparation et entretien ayant comme conséquence l'interruption éventuelle et provisoire de l'accès au réseau du gestionnaire du réseau de distribution.

Article 4 : Droits et Obligations du détenteur d'accès

Sans préjudice de ce qui est énoncé dans les autres dispositions du présent contrat ainsi que dans le Règlement technique, les droits et obligations du détenteur d'accès sont les suivants :

4.1. Le détenteur d'accès a accès au réseau de distribution pour les points d'accès pour lesquels il est enregistré comme détenteur d'accès dans le registre d'accès du gestionnaire du réseau de distribution, à concurrence de la capacité de raccordement au réseau pour chaque point d'accès.

4.2. Le détenteur d'accès s'engage à payer, pour les points d'accès pour lesquels il est enregistré comme détenteur d'accès dans le registre d'accès, les montants dont il est redevable en application de l'article 8 et calculés notamment sur la base des tarifs visés à cet article.

4.3. En vue de permettre l'échange des données prévu par le Règlement Technique et le présent contrat, le détenteur d'accès s'engage à réaliser les investissements nécessaires afin d'accorder son système de communication à celui du gestionnaire du réseau de distribution. Le gestionnaire du réseau de distribution se concerte avec le détenteur d'accès quant au fonctionnement et aux adaptations du système de communication.

4.4. Le détenteur d'accès s'engage à notifier immédiatement au gestionnaire du réseau de distribution tout changement de responsable d'équilibre agissant pour lui pour un ou plusieurs points d'accès considérés. Le gestionnaire du réseau de distribution n'accusera réception de ce changement et ne l'actera dans le registre d'accès que lorsqu'une nouvelle déclaration, établie sur le modèle de l'Annexe 1 ainsi que les coordonnées des nouvelles de personnes de contact lui auront été communiquées.

4.5. Le détenteur d'accès est réputé avoir fourni lui-même aux utilisateurs du réseau de distribution avec lesquels il a partie liée, les informations nécessaires à la bonne exécution du contrat de fourniture. Il les informe en particulier des modalités d'accès au réseau de distribution, telles que définies dans le Règlement Technique.

4.6. Le détenteur d'accès garantit à l'égard du gestionnaire du réseau de distribution que lui-même et le ou les responsables d'équilibre avec lesquels il collabore, disposent ou disposeront de l'ensemble des autorisations requises aux termes des lois et ordonnances.

Le détenteur d'accès s'engage à fournir au gestionnaire du réseau de distribution, à sa demande, la preuve que ces déclarations, garanties et autorisations sont toujours exactes et/ou en vigueur. Le détenteur d'accès s'engage également à avertir immédiatement le gestionnaire du réseau de distribution au cas où une ou plusieurs autorisations visées ciavant viendraient à expirer.

Article 5 : Début et fin du contrat

5.1. Le présent contrat d'accès est conclu pour une période de douze mois renouvelable et entre en vigueur le [.....] sous réserve de la réalisation de toutes les conditions suspensives visées à l'article 2.

A dater de son entrée en vigueur, il remplace tous les contrats ou accords antérieurs conclus entre les parties, relatifs à l'accès au réseau de distribution.

5.2. Le contrat est renouvelé par tacite reconduction, pour le même terme et aux mêmes conditions, aussi longtemps qu'une partie n'a pas notifié qu'elle entendait y mettre fin, par un courrier recommandé adressé à l'autre partie au plus tard deux mois avant l'échéance de la période de douze mois en cours.

Article 6 : Suspension des obligations et résiliation du contrat

6.1. Suspension de ses obligations par le détenteur d'accès

En cas de faute lourde ou de négligence grave du gestionnaire du réseau de distribution en rapport avec l'exécution de ses obligations visées à l'article 3, le détenteur d'accès signale cette faute lourde ou négligence grave par courrier recommandé adressé au gestionnaire du réseau de distribution. Le détenteur d'accès est tenu d'exposer en détail en quoi consiste la faute ou la négligence reprochée.

Le gestionnaire du réseau de distribution dispose alors d'un délai de 10 jours ouvrables à dater de l'envoi de la lettre recommandée (le cachet de la poste faisant foi de la date de l'envoi) pour remédier ou prendre les dispositions utiles pour remédier aux conséquences de sa faute lourde ou de sa négligence grave. Le gestionnaire du réseau de distribution informe le détenteur d'accès des mesures prises à cette fin.

Passé ce délai, le détenteur d'accès est en droit de suspendre l'exécution de ses obligations issues du présent contrat. Il motive sa décision et la notifie par un second courrier recommandé adressé simultanément au gestionnaire du réseau de distribution et au Service.

6.2. Suspension de ses obligations par le gestionnaire du réseau de distribution

6.2.1. Lorsqu'il constate qu'une action ou une omission du détenteur d'accès est susceptible de gravement compromettre le bon fonctionnement du réseau de distribution ou la sécurité des personnes et des installations, le gestionnaire du réseau de distribution en avertit immédiatement le détenteur d'accès par courrier recommandé.

Le détenteur d'accès dispose alors d'un délai de 10 jours ouvrables à dater de l'envoi de la lettre recommandée (le cachet de la poste faisant foi de la date de l'envoi) pour remédier ou prendre les dispositions utiles pour remédier à la situation.

Passé ce délai, le gestionnaire du réseau de distribution est autorisé à suspendre l'exécution de ses obligations issues du présent contrat, en ce compris et sans être limité à cet aspect, la suspension totale de l'accès au réseau de distribution. La suspension est motivée et a un effet immédiat.

6.2.2. En cas de retards récurrents (deux mois successifs ou plus) du détenteur d'accès pour le paiement, du montant principal, des intérêts ou de tous autres coûts prévus dans le présent contrat, le gestionnaire du réseau adresse au détenteur d'accès une mise en demeure par courrier recommandé, constatant le manquement de ce dernier.

Le détenteur d'accès dispose alors d'un délai de 10 jours ouvrables suivant la date du courrier recommandé (le cachet de la poste faisant foi) pour payer toutes les sommes dues, dans le respect de la procédure prévue par le présent contrat.

Passé ce délai, le gestionnaire du réseau de distribution est autorisé à suspendre totalement ou partiellement l'accès au réseau de distribution du détenteur d'accès, dans le respect des prescriptions du Règlement technique. La suspension a un effet immédiat.

6.2.3. Pour l'application des articles 6.2.1. et 6.2.2., le détenteur d'accès est présumé avoir commis une faute ou une négligence impliquant la possibilité, pour le gestionnaire du réseau de distribution, de suspendre l'exécution de ses obligations, dans les hypothèses suivantes :

- s'il ne satisfait plus aux exigences ou ne dispose plus des garanties suffisantes visées à l'Annexe 2;
- si les dettes du détenteur d'accès à l'égard du gestionnaire du réseau de distribution dépassent le montant de la garantie bancaire disponible, alors que ce détenteur d'accès refuse d'adapter le montant de cette garantie bancaire ou refuse d'appliquer un système de « facturation anticipée » visé à l'Annexe 2;
- s'il n'a pas notifié un changement de responsable d'équilibre ou une modification des coordonnées des personnes de contact visées à l'Annexe 4;
- s'il n'a pas signalé le fait que lui ou un responsable d'équilibre agissant pour lui ne disposait plus des autorisations requises par les lois et ordonnances;
- s'il n'a pas fait les déclarations visées dans le présent contrat ou n'a pas notifié qu'une de ces déclarations n'était plus exacte;
- si l'inadéquation entre l'injection nominée du détenteur d'accès et les prélèvements réels de l'utilisateur du réseau de distribution engendre des déséquilibres;

6.2.4. Les coûts liés à la suspension de l'accès au réseau de distribution en raison du nonpaiement des sommes dues et à l'obtention d'un nouvel accès au réseau de distribution ainsi que tous les autres coûts sont à charge du détenteur d'accès.

6.3. Résiliation du contrat d'accès

Au cas où la partie en défaut suivant les termes des articles 6.1. ou 6.2. n'a pas remédié à sa faute ou à sa négligence ou n'a pas pris les mesures utiles afin de remédier à sa faute ou à sa négligence dans un délai de 30 jours ouvrables qui suivent l'envoi du courrier recommandé constatant la faute ou la négligence, l'autre partie est autorisée à résilier le présent contrat avec effet immédiat sans qu'aucune intervention judiciaire ne soit requise à cet effet.

La résiliation ne peut toutefois intervenir avant qu'une tentative de concertation entre les parties n'ait eu lieu avec le Service.

La partie qui prend la décision de résilier le contrat signifiera sa décision à la partie en défaut par lettre recommandée.

Article 7 : Modification des données

Données relatives au détenteur d'accès et au responsable d'équilibre

7.1. En cas de modification des données enregistrées dans la demande d'accès ou dans le présent contrat ou en cas de toute autre modification des données dont le détenteur d'accès dispose et qui peuvent avoir une influence sur l'exécution du présent contrat, le détenteur d'accès en informe immédiatement le gestionnaire du réseau de distribution, selon les modalités fixées par le Règlement technique.

Dans le mois qui suit la communication de cette information, le gestionnaire du réseau de distribution décide si cette modification implique une modification ou une suppression totale ou partielle de l'accès au réseau pour un ou plusieurs point(s) d'accès ou une modification du présent contrat, en informe le détenteur d'accès et motive sa décision.

7.2. En application de l'article 7.1., si le gestionnaire du réseau de distribution modifie l'accès au réseau et souhaite en conséquence modifier le contrat d'accès, il adresse au détenteur d'accès une proposition d'avenant au présent contrat. Le détenteur d'accès dispose d'un mois pour signer cette proposition, le cas échéant amendée de commun accord suite à une discussion avec le gestionnaire du réseau de distribution, et satisfaire aux frais de dossier relatifs à la modification de son accès au réseau.

Si le détenteur d'accès ne renvoie pas l'avenant signé dans ce délai, le gestionnaire du réseau de distribution peut mettre fin au présent contrat, moyennant l'envoi d'un courrier recommandé au détenteur d'accès.

Données relatives aux points d'accès et aux utilisateurs du réseau de distribution

7.3. En cas de modification des données des clients du détenteur d'accès, ce dernier est tenu d'en informer le gestionnaire du réseau de distribution selon les modalités fixées par le Règlement technique et le MIG visé par celui-ci.

7.4. En cas de modifications des données relatives à un point d'accès, le gestionnaire du réseau de distribution est tenu d'en informer le détenteur d'accès actif pour ce point d'accès selon les modalités fixées par le Règlement technique et le MIG visé par celui-ci.

Article 8 : Montants dus par le détenteur d'accès en rapport avec l'accès au réseau de distribution

8.1. Dans le cadre du présent contrat, le détenteur d'accès est redevable, à l'égard du gestionnaire du réseau de distribution, des tarifs relatifs aux prestations suivantes :

* les tarifs pour les services de base, à l'exception des tarifs à application unique pour l'installation ou la modification des raccordements;

* les tarifs pour les prestations administratives et techniques accomplies par le gestionnaire du réseau de distribution pour répondre à une demande de modification des données inscrites dans le registre d'accès pour un point d'accès considéré;

* le tarif pour les services auxiliaires;

* les postes tarifaires liés aux impôts, prélèvements, surcharges, contributions et rétributions, tels qu'approuvés par la CREG dans le cadre de l'arrêté royal du 11 juillet 2002; la puissance souscrite visée à l'article 5 de cet arrêté est définie par le gestionnaire du réseau de distribution dans la proposition tarifaire qu'il transmet à la CREG, pour approbation.

8.2. Les tarifs sont d'application dès que la CREG les a approuvés ou, en cas de refus d'approbation, dès que la CREG a arrêté des tarifs provisoires. Ils sont communiqués par écrit au détenteur d'accès avec la mention de la période durant laquelle ces tarifs sont applicables.

Les tarifs applicables sont disponibles sur le site Internet du gestionnaire du réseau de distribution.

8.3. Les tarifs n'incluent pas la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.). Celle-ci est à la charge du détenteur d'accès.

8.4. Le détenteur d'accès s'engage à verser sur le compte du gestionnaire du réseau de distribution, que celui-ci indique à cet effet, les montants que le gestionnaire du réseau est chargé de collecter, en vertu d'une disposition légale ou réglementaire.

Article 9 : Facturation et paiement

9.1. Les montants visés à l'article 8 seront portés en compte mensuellement de manière transparente au détenteur d'accès.

9.2. Les factures sont établies chaque mois et envoyées par le gestionnaire du réseau de distribution au détenteur d'accès à partir du troisième jour calendrier du mois qui suit le mois au cours duquel l'accès a été accordé. Les factures sont adressées au détenteur d'accès à l'adresse de facturation mentionnée à l'Annexe 4.

9.3. Les factures sont payables sur le compte du gestionnaire du réseau de distribution dans les 18 jours calendrier suivant la date de l'établissement de la facture. La date ultime de paiement est mentionnée dans la facture.

9.4. Tout retard de paiement entraîne l'exigibilité d'intérêts de retard calculés sur la base du taux EURIBOR sur un an augmenté de 200 points de base, à la date ultime de paiement de la facture.

Ces intérêts de retard sont dus prorata temporis au nombre de jours écoulés depuis la date ultime de paiement de la facture jusqu'au moment où le paiement total aura été encaissé.

L'imputation des intérêts de retard intervient du simple fait du non-paiement et ne nécessite ni avertissement, ni mise en demeure préalable.

9.5. Si le détenteur d'accès estime qu'en raison d'une erreur, une ou plusieurs corrections doivent être apportées à une facture, il signale cette erreur au gestionnaire du réseau de distribution avant la date ultime de paiement de cette facture. Les parties tentent alors d'aboutir à un compromis. Dans l'attente de ce compromis, le détenteur d'accès payera 90 % de la moyenne des factures des deux mois précédents.

Au cas où une erreur dans la facturation est découverte après le paiement de la facture, les parties se concerteront en vue d'aboutir à un compromis. Une rectification est possible jusque 24 mois après la date ultime de paiement de la facture à corriger, même si les relations contractuelles entre les parties ont pris fin.

Article 10 : Responsabilités

10.1. La responsabilité du gestionnaire du réseau de distribution ne pourra être engagée qu'en raison du dommage matériel direct causé au détenteur d'accès par la faute lourde ou intentionnelle imputable au gestionnaire du réseau de distribution en rapport avec l'exécution des obligations visées au présent contrat.

Le gestionnaire du réseau de distribution ne saurait en aucun cas être tenu responsable d'un dommage causé au détenteur d'accès résultant de :

* l'usage fautif, inapproprié ou non autorisé par le détenteur d'accès de données, en ce compris les données de comptage;

* la transmission fautive ou erronée de données de changement de fournisseur (switch) par le détenteur d'accès au gestionnaire de réseau de distribution et l'usage que ce dernier en aurait fait de bonne foi;

* un déséquilibre sur le réseau de transport d'électricité résultant, entre autres, d'une inadéquation entre les prélèvements/injections nominés et les prélèvements/injections réels du détenteur d'accès et/ou du responsable d'équilibre;

* une suspension de l'accès, dans les hypothèses visées au Règlement technique.

Le gestionnaire de réseau de distribution ne pourra être tenu responsable envers le détenteur d'accès ou le responsable d'équilibre d'un quelconque dommage subi par l'utilisateur du réseau de distribution. La responsabilité du gestionnaire du réseau de distribution envers l'utilisateur du réseau de distribution est définie dans les conditions figurant à l'Annexe II du Règlement Technique.

10.2. La responsabilité du détenteur d'accès ne pourra être engagée qu'en raison du dommage matériel direct causé au gestionnaire du réseau de distribution par la faute lourde ou intentionnelle imputable au détenteur d'accès, en rapport avec l'exécution de ses obligations visées au présent contrat.

En outre, le détenteur d'accès ne pourra être tenu responsable envers le gestionnaire du réseau de distribution du dommage qui résulterait d'une situation d'urgence au sens du Règlement Technique.

10.3. A l'exception des hypothèses visées aux dispositions précédentes, les parties renoncent à tout recours réciproque qu'elles pourraient exercer l'une envers l'autre en raison de dommages potentiels qu'elles auraient subis.

10.4. Le gestionnaire du réseau de distribution et le détenteur d'accès ne seront en aucun cas tenu d'indemniser le dommage matériel indirect, le dommage immatériel, un manque à gagner ou une perte de revenus qui serait la conséquence d'un quelconque manquement dans leur chef.

10.5. Les parties ont l'obligation de conclure chacune un contrat d'assurance afin de couvrir les risques liés à l'exécution du présent contrat.

Les parties informeront leurs assureurs respectifs des limitations de responsabilité définies dans le présent article. Les parties s'engagent à ce que leur police d'assurance mentionne que l'assureur renonce à tout recours contre l'autre partie, sauf dans les hypothèses visées aux dispositions précédentes.

10.6. Si l'une des parties envisage de mettre en cause la responsabilité de l'autre partie et d'obtenir de ce fait une indemnisation, elle en avertira immédiatement l'autre partie par courrier recommandé dans lequel elle décrira le fait générateur de responsabilité et produira une estimation détaillée du dommage allégué. Sous peine de forclusion, ce courrier recommandé doit être adressé dans les 20 jours ouvrables qui suivent la constatation du fait générateur de responsabilité ou de ses conséquences. En tout état de cause, ce délai ne peut excéder six mois calendrier à compter de la survenance du fait générateur.

Article 11 : Règlement des litiges

Sans préjudice de l'article 731 alinéa 2 du Code judiciaire, en cas de litige en ce qui concerne l'application du présent contrat, toute partie est tenue de saisir le Service en vue d'une concertation et d'en avertir l'autre partie, par courrier recommandé, au plus tard dans les trente jours ouvrables de la survenance du litige.

A défaut d'accord entre les parties à l'issue de la concertation, les tribunaux de Bruxelles sont compétents.

Fait en deux exemplaires à < LIEU > le < DATE SIGNATURE CONTRAT >, chaque partie déclarant avoir reçu le sien.

Pour le gestionnaire du réseau de distribution,

Pour le détenteur d'accès,

Annexe 1 : Déclaration de collaboration détenteur d'accès — responsable d'équilibre

Les soussignés certifient que la société :

Siège social :

Registre des personnes morales N°

de :

N° de T.V.A. :

Représentée par :

agit dans le cadre du contrat en référence en tant que « Responsable d'Equilibre » pour le compte de la société :

Siège social :

Registre des personnes morales N°

de :

N° de T.V.A. :

Représentée par :

agissant sur le marché en tant que « détenteur d'accès »

Date :

Pour le responsable d'équilibre :

Pour le détenteur d'accès :

Nom, titre :

Nom, titre :

Signature :

Signature :

Annexe 2 : Critères de solvabilité et garanties financières

Lors de la signature du contrat et préalablement à l'octroi de l'accès au réseau, le détenteur d'accès satisfera à une des garanties suivantes en vue de garantir ses obligations financières à l'égard du gestionnaire du réseau de distribution :

A/ Le détenteur d'accès dispose d'un crédit rating officiel accordé par un bureau de rating reconnu et officiel correspondant au moins à A3 selon la définition au Standard & Poors, Moody's ou Fitch telle que définie par Moody's. Ce rating minimum doit être maintenu pendant toute la durée du contrat conclu avec le gestionnaire de réseau de distribution.

OU B/ Le détenteur d'accès démontre qu'il satisfait à au moins une des exigences suivantes :

1/ Satisfaire aux ratios financiers suivants (voir définitions – infra -), calculés sur base des comptes annuels du détenteur d'accès relatifs à l'année comptable qui précède l'année en cours :

* EBITDA par rapport aux changes financières ≥ 5

* Dettes financières nettes par rapport à balance totale = maximum 40 %

* EBITDA par rapport aux Dettes financières = minimum 30 %

Les exigences minimales relatives à ces ratios financiers doivent être rencontrées sur base des comptes annuels tels que publiés dans le cadre des obligations légales d'application en Belgique. Le calcul de ces ratios financiers se fera par le gestionnaire du réseau de distribution. Le détenteur d'accès transmettra à ce dernier les données nécessaires à ce calcul au plus tard 1 mois après la date de la publication légale des comptes annuels.

A défaut de comptes annuels publiés pour l'année comptable précédente, le gestionnaire de réseau de distribution ne peut pas prendre en considération l'usage de ratios financiers en ce qui concerne les exigences de solvabilité pour l'année calendrier suivante.

2/ La transmission au gestionnaire de réseau de distribution d'une « parent guarantee » inconditionnelle, à la première demande, émanant d'un actionnaire de référence du détenteur d'accès ou d'une filiale de cet actionnaire de référence auprès duquel l'actionnaire de référence ou la filiale dispose d'un « crédit rating » minimum exigé tel que défini au point A/ ou satisfait aux ratios financiers tels que définis ci-dessus au point B 1/. Cette garantie est rédigée sur base du formulaire standard repris en Annexe 3B et soumise à l'approbation du gestionnaire du réseau de distribution.

OU C/ Le détenteur d'accès fournit une garantie bancaire inconditionnelle et à la première demande émise par une institution financière disposant d'un « credit rating » officiel minimum de A3 selon la définition de Moody's. Ce rating minimum doit être maintenu de manière permanente durant toute la durée du contrat. Le montant de la garantie bancaire doit correspondre aux 3/12ièmes du montant estimé des coûts d'utilisation du réseau sur base annuelle pour l'ensemble des points d'accès pour lesquels le détenteur d'accès intervient (cette estimation sert uniquement à la détermination du montant de la garantie et n'octroie au détenteur d'accès aucun droits en rapport avec les coûts annuels finals).

L'estimation de ces montants est faite par le gestionnaire du réseau de distribution au début de chaque année calendrier sur base des tarifs applicables au 1^{er} janvier de l'année en question et des profils de prélèvement(s) des points d'accès.

Le montant de la garantie peut donc être redéfini par le gestionnaire de réseau de distribution, de manière objective et non-discriminatoire, sur base de l'évolution du portefeuille client du détenteur d'accès et des montants facturés l'année antérieure. Dans l'hypothèse d'un réajustement de la garantie demandé par le gestionnaire du réseau de distribution, le détenteur d'accès est tenu d'adapter le montant de la garantie dans les 15 jours ouvrables. Si cette adaptation n'est pas réalisée endéans le terme prévu, le gestionnaire de réseau de distribution se réserve le droit de refuser de nouvelles inscriptions de points d'accès jusqu'au moment où l'adaptation requise sera réalisée. En outre, le gestionnaire de réseau de distribution pourra automatiquement procéder à une facturation préalable et cela jusqu'au moment où l'adaptation de la garantie bancaire sera réalisée.

La garantie bancaire sera prévue pour une durée qui correspondra à la durée de la présente convention augmentée de 2 mois afin de couvrir totalement les échéances des paiements. Le formulaire standard de garantie bancaire est repris en Annexe 3A.

En cas de dépassement du délai de paiement prévu à l'article 9.3. du présent contrat, le gestionnaire de réseau se réserve le droit de faire, unilatéralement et à sa propre initiative, appel à la garantie pour tout ou pour partie de celle-ci.

OU D/ Système de paiement préalable avec calcul du montant à posteriori.

Le détenteur d'accès se verra facturer un montant estimé par le gestionnaire de réseau de distribution, 2 mois avant le mois au cours duquel le service sera presté.

En cette hypothèse, la facture sera établie mensuellement le 10 de chaque mois. Les factures sont payables endéans les 18 jours calendrier à compter de la date de la facture et en tenant compte des dispositions de l'article 9 du présent contrat d'accès. Les factures sont envoyées au détenteur d'accès à l'adresse de facturation mentionnée à l'Annexe 4.

Un calcul sera effectué à la fin du mois de livraison du service, conformément aux modalités prévues à cet effet par le gestionnaire du réseau de distribution et sera porté en compte sur la facture suivante. Les montants payés de manière anticipée n'ouvrent pas le droit au paiement d'un intérêt par le gestionnaire de réseau au détenteur d'accès. A la signature du contrat les deux premiers mois seront donc facturés.

Si le détenteur d'accès ne satisfait plus à la garantie choisie, il est tenu de démontrer endéans les quinze jours qu'il satisfait à une autre exigence de solvabilité mentionnée cidessus.

Si le détenteur d'accès ne peut apporter cette preuve, le système de paiement anticipé tel que mentionné ci-dessus au point D est appliqué d'office.

Définition des ratios financiers retenus

EBITDA : Résultats de l'activité de l'entreprise hors charge d'intérêts, impôts, amortissements, provisions et réductions de valeur.

Charges financières : Intérêts et coûts liés des charges financières et des produits dérivés qui y sont liés à court, moyen et long terme.

Dettes financières nettes : Dettes financières à court, moyen et long terme sous déduction de la trésorerie disponible et des liquidités.

Dettes financières : Financements à court, moyen et long terme auprès d'organismes de crédit ou équivalents.

Annexe 3A : Formulaire standard de garantie bancaire

La soussignée, SA <banque>, ayant son siège social établi à [.....], ici valablement représentée par [.....];

Considérant :

1. Que (le détenteur d'accès) a des obligations de paiement telles qu'elles se trouvent décrites dans le contrat passé entre le détenteur d'accès) et [.....] portant la référence [.....], nommé ci-après « le Contrat »;
2. Que (le détenteur d'accès) s'est engagé dans le Contrat à payer tout ce que [.....] doit lui réclamer en vertu de l'article 8 du Contrat, à savoir l'indemnisation pour l'accès au réseau du gestionnaire du réseau de distribution, y compris la T.V.A. et d'autres taxes et impositions éventuelles;
3. Que les engagements qui résultent du Contrat susmentionné sont suspendus jusqu'à ce qu'une garantie bancaire approuvée par le gestionnaire de réseau de distribution soit délivrée au profit du détenteur d'accès;
4. Que la garantie bancaire sert de sûreté pour ce qui se trouve énoncé au point 2,

Déclare :

par le présent acte, garantir à l'égard du gestionnaire du réseau de distribution le paiement des montants, à concurrence du montant mentionné ci-dessous, en exécution des Obligations du détenteur d'accès en vertu de ce qui se trouve énoncé au point 2, à savoir

EURO

s'engager irrévocablement et inconditionnellement à payer immédiatement au gestionnaire du réseau de distribution tous les montants à concurrence du montant garanti défini ci-avant, et ceci à la première demande écrite du gestionnaire du réseau de distribution, où ce dernier indique que le détenteur d'accès n'a pas respecté ses obligations contractuelles en matière de paiement selon les articles 8 et 9 du Contrat, sans qu'aucune autre formalité ne doive être respectée et sans que le gestionnaire du réseau de distribution ne doive justifier sa requête et sans que la banque ne puisse opposer un refus du détenteur d'accès. Par le fait que la banque est liée en tant que débiteur principal et qu'elle n'a pas uniquement fourni une caution, elle s'engage dès lors à procéder au paiement indépendamment de la raison pour laquelle le détenteur d'accès n'aurait pas respecté ses obligations vis-à-vis du gestionnaire du réseau de distribution, comme pour cause de faillite, de demande de concordat ou de toute autre insolvabilité.

Cette garantie est valable pendant la durée du Contrat, augmentée de 2 mois. Elle vient à échéance le [.....] et sera restituée ensuite aussi rapidement que raisonnablement possible au signataire.

Pour la banque

Nom :

Titre :

Date :

Annexe 3B : Formulaire standard de Parent guarantee'

Le présent document est une garantie (ci-après la «Garantie»), datée du [], octroyée par [] (ci-après le Garant) au gestionnaire du réseau de distribution [](ci-après le Bénéficiaire).

1. Garantie

Sur base de la conclusion d'un Contrat d'accès en date du [.....] portant les références [.....] entre [.....] (« l'Entreprise ») et le Bénéficiaire, le Garant s'engage à garantir de manière irrévocable et inconditionnelle au Bénéficiaire qu'il effectuera un paiement immédiat de toutes obligations et dettes de l'Entreprise dues au Bénéficiaire et résultant du Contrat d'accès (ci-après « les Obligations »). Au cas où l'Entreprise ne respecterait pas ses « Obligations », le Garant paiera immédiatement le montant dû au Bénéficiaire, en respectant toute période de répit applicable et sur requête écrite du Bénéficiaire au Garant.

2. Nature de la garantie

La présente garantie est une garantie pour défaut de paiement quand celui-ci est dû, et pas de recouvrement.

3. Absence de renonciation, droits cumulatifs

Le non-exercice de l'un ou l'autre des droits par le Bénéficiaire ou le report d'un de ceux-ci, ne pourra être considéré comme une renonciation, de même que l'exercice ou l'exercice partiel de l'un ou l'autre droit par le Bénéficiaire n'exclura aucun autre exercice futur de l'un ou l'autre droit. Tous les droits donnés par le présent document au Bénéficiaire ou qui lui sont accordés par la loi ou en vertu d'un autre accord auront un caractère cumulatif et n'excluront aucun autre droit, et peuvent être exercés en temps utile par le Bénéficiaire.

4. Déclarations et garanties

* Le Garant est dûment organisé, existe valablement et a une bonne réputation aux termes des lois de la juridiction où il est établi, et il possède les pleins pouvoirs institutionnels pour réaliser, fournir et exercer la présente Garantie.

* La réalisation, la fourniture et l'exercice de la Garantie ont été et restent dûment accordés par tous les actes de société de rigueur et ne constituent une infraction à aucune disposition légale ni aux statuts du Garant ni à aucune limitation contractuelle liant le Garant ou ses actifs.

* La présente Garantie constitue l'obligation légale, valable et contraignante du Garant, susceptible d'exécution forcée à l'égard du Garant conformément à ses conditions, soumise, relativement au maintien, à la faillite, à l'insolvabilité, à la réorganisation et à d'autres lois généralement applicables à ou exerçant une influence sur les droits du créancier et aux principes d'équité générale.

5. Limitations

Les dettes du Garant couvertes par cette Garantie sont et seront spécifiquement limitées aux paiements qui devront être formellement réalisés en vertu du Contrat d'accès ou de la présente Garantie. Sauf dans les cas spécialement prévus par le Contrat d'accès ou la présente Garantie, le Garant ne sera en aucun cas tenu de dommages, préjudices moraux, dommages allégués sur base de l'équité, perte de revenus, amende pénale, dommage pour acte illégal ou tout autre demande de dommages et intérêts, frais et dépens.

6. Demandes reconventionnelles

Sans limiter les droits de défense et autres droits propres qui lui sont propres, le Garant se réserve le droit d'introduire une demande reconventionnelle que l'Entreprise aurait le droit d'exercer ou qui découlerait du Contrat d'accès sauf les demandes reconventionnelles qui se fonderaient sur une faillite, l'insolvabilité, la dissolution ou la liquidation de l'Entreprise.

7. Résiliation

Le Garant peut, en tout temps, résilier cette Garantie par un envoi signé par le Garant adressé au Bénéficiaire. Cette résiliation sera effective après un délai de 2 mois après que le Bénéficiaire en aura pris connaissance effective ou à une date ultérieure spécifiée dans le courrier de résiliation. Cette annulation n'influencera pas les dettes du Garant en rapport avec toutes les Obligations contractées ou les transactions initiées en vertu du Contrat d'accès avant la mise en oeuvre effective de cette résiliation. Ces dettes resteront garanties conformément aux conditions de la présente Garantie.

8. Notification

Toutes les notifications et autres communications relatives à cette Garantie s'effectueront par écrit, seront transmises par fax (sauf en cas de demande de paiement ou de notification de résiliation), seront livrées en mains propres ou envoyées par envoi recommandé (avec accusé de réception) et adressée comme suit :

Pour le Garant :

Pour le Bénéficiaire :

ou à une autre adresse qui sera spécifiée en temps utile par le Garant ou le Bénéficiaire.

9. Droit applicable

La présente Garantie est soumise au droit belge et est rédigée en conformité avec celui-ci.

10. Amendements

Aucune des conditions ou dispositions de cette garantie ne sera amendée, adaptée, supprimée ou complétée à moins que cela ne soit réalisé par un écrit signé émanant du Garant et accepté par le Bénéficiaire.

11. Accord intégral

La présente Garantie constitue l'accord intégral et remplace tous accords écrits et oraux précédents et toutes conventions écrites et orales précédentes entre le Garant et le Bénéficiaire en relation avec son objet.

DONT ACTE, le Garant a confié à ses travailleurs habilités la mission d'exécuter et de livrer la présente Garantie à partir de la date susmentionnée.

Pour et au nom de []

Par :

Par :

Nom :

Nom :

Titre :

Titre :

Annexe 4 : Données de contact

1. Adresse de facturation du détenteur d'accès

Adresse :

N° de T.V.A :

2. Personnes de contact et coordonnées

- Pour le gestionnaire de réseau de distribution :

Adresse : Quai des Usines, 16 à 1000 Bruxelles

Personne de contact :

Téléphone :

Fax :

Email :

Website : www.sibelga.be

- Pour le détenteur d'accès :

Adresse :

Personne de contact :

Téléphone :

Fax :

Email :

Email données de comptage :

Email avis :

EAN-GLN n° :

- Pour le responsable d'équilibre :

Adresse :

Personne de contact :

Téléphone :

Fax :

Email :

Email données de comptage :

EAN-GLN n° :

Annexe IV :

CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION DE PUISSANCE ELECTRIQUE AUX CLIENTS RESIDENTIELS

I. Champ d'application

Tant que ces clients n'ont pas été déclarés éligibles, la mise à disposition de puissance électrique aux clients résidentiels se fait conformément aux présentes conditions et, pour autant que celles-ci n'y aient pas provisoirement dérogé, au Règlement technique pour la gestion du réseau de distribution d'électricité en Région de Bruxelles-Capitale et l'accès à celui-ci (ci-après le « Règlement technique »). Les termes employés dans les présentes conditions renvoient aux définitions du Règlement technique.

II. Conditions de mise à disposition

II. 1. La fourniture d'électricité est subordonnée à la signature du document de mise à disposition et de prélèvement d'électricité fourni par le gestionnaire du réseau de distribution.

Lors de la signature de ce document, le futur client produira sa pièce d'identité et une photocopie recto-verso de celle-ci. Si le futur client est absent, il peut se faire représenter par une personne majeure munie d'une procuration.

II. 2. A moins qu'il ne bénéficie du tarif social spécifique ou n'ait souscrit un abonnement relatif à des locaux en attente de location, le client est tenu de constituer une garantie au profit du gestionnaire du réseau de distribution.

La garantie équivaut au montant de la facture forfaitaire intermédiaire ou de la demande de versement intermédiaire, avec un minimum déterminé forfaitairement en fonction de la puissance et de l'énergie consommée. Elle peut prendre la forme d'un versement ou d'une garantie bancaire, au choix du client.

Le remboursement de la garantie interviendra après 3 ans de paiement régulier sans mise en demeure ou, dans le cas d'une domiciliation bancaire, après réception de celle-ci. Elle sera libérée, sous déduction des montants restant dus, à la clôture du compte, à l'initiative du gestionnaire du réseau de distribution.

II. 3. Sauf accord écrit du gestionnaire du réseau de distribution, l'énergie électrique fournie ne peut faire l'objet ni d'une revente, ni d'une cession à titre gratuit.

III. Relevé des index

Le relevé des index des équipements de comptage est effectué par le gestionnaire du réseau de distribution ou, le cas échéant, par le client lui-même selon les modalités fixées par le gestionnaire du réseau de distribution.

Sauf circonstances particulières, le relevé des index est effectué à la même époque de chaque année, déterminée par le gestionnaire du réseau de distribution, afin de garantir une période de référence.

Des relevés supplémentaires peuvent cependant être effectués à tout moment par le gestionnaire du réseau de distribution. En outre, pendant une période d'un an à compter de la signature du document visé au point II., le client a la possibilité de demander que le relevé des index soit établi plusieurs fois par an à ses frais.

IV. Tarifs

Les tarifs appliqués par le gestionnaire du réseau de distribution pour la fourniture d'énergie électrique aux clients résidentiels sont établis dans le respect des prescriptions légales et des conditions de fourniture d'électricité en basse et en haute tensions pour les clients non éligibles figurant sur le site de la CREG. Ils sont publiés sur son site internet.

Ces tarifs ne comprennent pas la T.V.A. ni les autres taxes, cotisations et surcharges applicables.

V. Facturation

Les factures dites de régularisation sont annuelles et font l'objet de factures forfaitaires intermédiaires ou de versements intermédiaires qui sont mensuels.

Le montant des factures forfaitaires ou des versements intermédiaires est établi en concertation avec le client lors de la signature de la demande de mise à disposition.

Dans le cas d'une modification substantielle des caractéristiques d'utilisation d'énergie, le client a le droit de demander la révision du montant forfaitaire.

Le client résidentiel peut obtenir à son initiative que la facture forfaitaire ou le versement intermédiaire soit établi bimestriellement.

Lorsque les consommations de gaz et d'électricité sont portées en compte sur une même facture, le client qui n'effectue qu'un paiement partiel peut spécifier sur quelle dette d'énergie le montant doit être imputé.

La facture de régularisation mentionne notamment :

- la période couverte par la facture;
- le ou les termes fixes;
- le ou les prix proportionnels par unité d'énergie;
- le nombre d'unités consommées
- le montant des prestations et frais divers éventuels;
- la cotisation sur l'énergie ainsi que les autres surcharges et redevances applicables;
- le montant de la T.V.A.

Les montants des factures doivent être payés dans les 15 jours à partir de la date de leur envoi.

En cas de non-paiement dans ce délai, un rappel est envoyé au client, lui suggérant de prendre contact, le cas échéant, avec le gestionnaire du réseau de distribution.

Si le paiement n'a pas été effectué dans les 15 jours de l'envoi de ce rappel, le gestionnaire du réseau de distribution met le client en demeure par écrit. Cette mise en demeure informe le client qu'à défaut de s'être acquitté de sa dette dans les 10 jours, son nom sera communiqué au CPAS de sa commune, à moins qu'il ne s'y soit expressément opposé par lettre recommandée.

Tous les frais consécutifs au non-paiement dans les délais, ainsi que les intérêts de retard au taux légal, sont portés en compte au client, conformément aux barèmes adoptés par le gestionnaire du réseau de distribution.

Les versements intermédiaires sont soumis aux mêmes conditions d'exigibilité que les factures.

Lorsque la facture de régularisation dépasse d'au moins 50 % la somme des factures forfaitaires ou des versements intermédiaires, des délais de paiement pourront être accordés à la demande du client.

VI. Rectification de facture

Le client qui estime que des rectifications doivent être apportées aux factures ou aux versements intermédiaires, en informe le gestionnaire du réseau de distribution. Il reste toutefois tenu au paiement des montants qui pourront être déterminés comme étant incontestablement dus.

En cas d'erreur ou d'omission affectant les montants réclamés au client, une rectification de facture est opérée par le gestionnaire du réseau de distribution, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande du client.

En cas de solde à sa charge, le client peut demander des délais de paiement.

Dans le cas où le solde en faveur du client est supérieur au montant de la facture forfaitaire intermédiaire ou du versement intermédiaire, le gestionnaire du réseau de distribution effectuera le remboursement dans les 15 jours. Dans le cas contraire, le montant sera déduit de la facture forfaitaire intermédiaire suivante ou sera remboursé si le client en fait la demande.

VII. Clôture du compte

Lorsqu'un client désire renoncer à la mise à disposition de puissance électrique, il doit en informer le gestionnaire du réseau de distribution par écrit au moins 5 jours ouvrables à l'avance. A défaut d'avoir fait une demande de clôture de son compte ou d'avoir donné accès en temps opportun aux installations, le client reste tenu à toutes ses obligations envers le gestionnaire du réseau de distribution.

VIII. Règlement des litiges

En cas de litige entre le gestionnaire du réseau de distribution et le client ou le propriétaire de l'immeuble quant à l'application des présentes conditions de mise à disposition, les tribunaux de Bruxelles seront seuls compétents.

Technisch reglement voor het beheer van het elektriciteitsdistributienet in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de toegang ertoe opgemaakt bij toepassing van artikel 11 van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

INHOUD

TITEL I. — Algemene bepalingen

HOOFDSTUK I. — Algemene principes

Afdeling 1.1. — Toepassingsgebied en definities

Afdeling 1.2. — Taken en verplichtingen van de distributienetbeheerder

HOOFDSTUK 2. — Informatie-uitwisseling en vertrouwelijkheid

Afdeling 2.1. — Informatie-uitwisseling

Afdeling 2.2. — Vertrouwelijkheid

Afdeling 2.3. — Openbaarheid van de informatie

HOOFDSTUK 3. — Toegankelijkheid van de installaties

Afdeling 3.1. — Algemene voorschriften betreffende de veiligheid van personen en goederen

Afdeling 3.2. — Toegankelijkheid van de installaties van de distributienetbeheerder

Afdeling 3.3. — Toegankelijkheid van de installaties van de distributienetgebruiker en bijzondere voorwaarden betreffende de installaties die functioneel deel uitmaken van het distributienet of die een niet te verwaarlozen invloed op dit net hebben

HOOFDSTUK 4. — Noodsituatie en overmacht

Afdeling 4.1. — Definitie van een noodsituatie

Afdeling 4.2. — Overmacht

Afdeling 4.3. — Ingrijpen van de distributienetbeheerder

Afdeling 4.4. — Opschorting van de verplichtingen

HOOFDSTUK 5. — Ingraving van elektrische leidingen

HOOFDSTUK 6. — Minimale technische vereisten voor het opzetten van de netinfrastructuren

HOOFDSTUK 7. — Directe lijnen

HOOFDSTUK 8. — Privé-netten

TITEL II. — Planningscode

HOOFDSTUK 1. — Gegevens voor het opstellen van een investeringsplan

HOOFDSTUK 2. — Planningsgegevens

Afdeling 2.1. — Algemeen

Afdeling 2.2. — Kennisgeving van gegevens

TITEL III. — Aansluitingscode

HOOFDSTUK 1. — Algemeen

Afdeling 1.1. — Algemene bepalingen

Afdeling 1.2. — Wijze van aansluiten afhankelijk van de aansluitingscapaciteit

Afdeling 1.3. — Noodaanstuiting

Afdeling 1.4. — Voorschriften van toepassing op elke aansluiting en op installaties van de distributienetgebruiker

HOOFDSTUK 2. — Specifieke voorschriften voor aansluitingen op hoogspanning

Afdeling 2.1. — Omgeving van de installaties

Afdeling 2.2. — Conformiteit van de installaties

HOOFDSTUK 3. — Specifieke voorschriften voor aansluitingen op laagspanning

Afdeling 3.1. — Omgeving van de installaties

Afdeling 3.2. — Conformiteit van de installaties

Afdeling 3.3. — Aansluitingscapaciteit

HOOFDSTUK 4. — Aanvullende technische voorschriften voor de aansluiting van productie-eenheden voor groene stroom en gedecentraliseerde productie-eenheden

HOOFDSTUK 5. — Aansluitingsprocedure

Afdeling 5.1. — Algemeen

Afdeling 5.2. — Aansluiting op hoogspanning

Onderafdeling 5.2.1. — Algemeen

Onderafdeling 5.2.2. — Oriënterende studie en voorontwerp van aansluiting

Onderafdeling 5.2.3. — Detailstudie en ontwerp van aansluiting

Onderafdeling 5.2.4. — Aansluitingscontract

Onderafdeling 5.2.5. — Uitvoering van de aansluiting

Afdeling 5.3 - Aansluiting op laagspanning

HOOFDSTUK 6. — Gebruik, onderhoud en conformiteit van de aansluiting

Afdeling 6.1. — Algemene bepalingen

Afdeling 6.2. — Gebruik van de installaties die functioneel deel uitmaken van het distributienet

Afdeling 6.3. — Gebruik en onderhoud van hoogspanningsaansluitingen

Afdeling 6.4. — Gebruik en onderhoud van laagspanningsaansluitingen

Afdeling 6.5. — Conformiteit van de aansluiting en van de installaties van de distributienetgebruiker

Afdeling 6.6. — Wegname van een aansluiting

HOOFDSTUK 7. — Bijzondere bepalingen voor de aansluiting in privé-netten

HOOFDSTUK 8. — Overgangsbepaling

TITEL IV. — Toegangscode

HOOFDSTUK 1. — Algemene principes

HOOFDSTUK 2. — Modaliteiten van toegangsaanvragen

Afdeling 2.1. — Indienen van een toegangsaanvraag door een leverancier, voor eigen rekening

Afdeling 2.2. — Indienen van een toegangsaanvraag door een distributienetgebruiker

Afdeling 2.3.- - Indienen van een toegangsaanvraag door een leverancier, voor rekening van een distributienetgebruiker

Afdeling 2.4. — Garanties te verstrekken door de toegangsgerechtigde

Afdeling 2.5. — Wijziging van leverancier en van evenwichtsverantwoordelijke

HOOFDSTUK 3. — Onderbrekingen en opschorting van de toegang

Afdeling 3.1. — Geplande onderbrekingen van de toegang

Afdeling 3.2. — Ongeplande onderbrekingen van de toegang

Afdeling 3.3. — Opschorting van de toegang

HOOFDSTUK 4. — Specifieke voorschriften voor de toegang tot het distributienet op hoogspanning

Afdeling 4.1. — Toegangsprogramma's

Afdeling 4.2. — Afname van reactieve energie

HOOFDSTUK 5. — COÖRDINATIE VAN DE INSCHAKELING VAN DE PRODUCTIE-EENHEDEN

HOOFDSTUK 6. — ONDERSTEUNENDE DIENSTEN

Afdeling 6.1. — Compensatie van de netverliezen

Afdeling 6.2. — Regeling van de spanning en van het reactief vermogen

Afdeling 6.3. — Ondersteunende diensten verstrekt door de distributienetbeheerder

HOOFDSTUK 7. — Maatregelen in noodsituaties of bij congestie

HOOFDSTUK 8. — Bijzondere bepalingen voor de toegang in privé-netten

HOOFDSTUK 9. — Overgangsbepaling

TITEL V. — Meetcode

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

HOOFDSTUK 2. — Bepalingen betreffende de meetinrichtingen

Afdeling 2.1. — Algemene bepalingen

Afdeling 2.2. — Plaats van de meetinrichting

Afdeling 2.3. — Tariefperiodes

Afdeling 2.4. — Verzegeling

Afdeling 2.5. — Nauwkeurigheidsvereisten

Afdeling 2.6. — Defecten en fouten

Afdeling 2.7. — Onderhoud en inspecties

Afdeling 2.8. — Administratief beheer van de technische gegevens van de meetinrichting

Afdeling 2.9. — IJking

HOOFDSTUK 3. — Bepalingen betreffende de meetgegevens

Afdeling 3.1. — Gemeten en berekende verbruiksprofielen

Afdeling 3.2. — Bijzondere bepalingen betreffende het gemeten verbruiksprofiel

Afdeling 3.3. — Bijzondere bepalingen betreffende het berekende verbruiksprofiel

Afdeling 3.4. — Gegevensverwerking

Afdeling 3.5. — Meetgegevens niet beschikbaar of onbetrouwbaar

Afdeling 3.6. — Opslag, archivering en beveiliging van de gegevens

Afdeling 3.7. — Schatting, Allocatie en reconciliatie

Afdeling 3.8. — Ter beschikking te stellen gegevens bij gemeten verbruiksprofielen

Afdeling 3.9. — Ter beschikking te stellen gegevens bij berekende verbruiksprofielen

Afdeling 3.10. — Historische verbruiksgegevens

Afdeling 3.11. — Rechtzettingen

HOOFDSTUK 4. — Bijzondere bepalingen voor de meetinrichtingen in privénetten

TITEL VI. — Samenwerkingscode

BIJLAGE I. — Lijst van uitgewisselde gegevens

BIJLAGE II. — Aansprakelijkheidsvoorwaarden tussen DNB en DNG's

BIJLAGE III. — Contract voor toegang tot het elektriciteitsdistributienet

BIJLAGE IV. — Voorwaarden voor het ter beschikking stellen van elektrisch vermogen aan huishoudelijke afnemers

TITEL I. — Algemene bepalingen

HOOFDSTUK I. — *Algemene principes*

Afdeling 1. — Toepassingsgebied en definities

Artikel 1. Dit technisch reglement bevat de voorschriften en regels betreffende het beheer van en de toegang tot het distributienet op laagspanning en op hoogspanning. Dit reglement groepeerd het reglement van het net en het reglement van de meting als bedoeld in artikel 11 van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Dit reglement bevat een Planningscode (Titel II), een Aansluitingscode (Titel III), een Toegangscode (Titel IV), een Meetcode (Titel V), een Samenwerkingscode (Titel VI) en vier Bijlagen, zoals nader bepaald in hetgeen volgt.

Vanaf zijn inwerkingtreding, herroept en vervangt dit technisch reglement het reglement betreffende de technische en commerciële voorwaarden voor het ter beschikking stellen van elektrisch vermogen, alsook het daarbij complementaire reglement voor de aftakking, het ter beschikking stellen en het afnemen van elektriciteit in laagspanning.

Art. 2. § 1. De definities zoals opgegeven in artikel 2 van de voormelde ordonnantie van 19 juli 2001 zijn op onderhavig Technisch Reglement van toepassing.

§ 2. Verder worden de gebruikte begrippen ter uitvoering van dit technisch reglement als volgt gedefinieerd :

- | | |
|--|--|
| 1° toegang : | het gebruik van het distributienet, met inbegrip van de aansluitingen, waardoor de toegangsgerechtigde leverancier elektriciteit kan leveren en de distributienetgebruiker elektriciteit kan afnemen of injecteren; |
| 2° allocatie : | het proces van toewijzing op kwartierbasis van de energiehoeveelheden aan de verschillende leveranciers en evenwichtsverantwoordelijken die aan de markt deelnemen; |
| 3° koninklijk lesluit van 11 juli 2002 : | koninklijk besluit betreffende de algemene tariefstructuur en de basisprincipes en procedures met betrekking tot de tarieven voor de aansluiting op de distributienetten en het gebruik ervan, de ondersteunende diensten geleverd door de beheerders van deze netten en met betrekking tot de boekhouding van de beheerders van de distributienetten voor elektriciteit. |
| 4° laagspanning : | spanningsniveau kleiner dan of gelijk aan 1 kilovolt (1 kV); |
| 5° belasting : | een installatie van een distributienetgebruiker die actief of reactief elektrisch vermogen verbruikt, aangestoten op het distributienet; |
| 6° aansluitingscapaciteit : | het maximale vermogen, uitgedrukt in voltampère (VA) of in veelvoud van deze grootheid, bepaald in het aansluitingsontwerp en, in voorkomend geval, in het aansluitingscontract, waarover de distributienetgebruiker fysisch kan beschikken afhankelijk van de technische eigenschappen van de bestanddelen van zijn aansluiting, waaronder meer bepaald het kaliber van zijn beveiliging; |
| 7° stroomafwaartse afnemer : | eindafnemer die op het distributienet is aangesloten door middel van een privé-net; |
| 8° reddingscode : | operationele code voor het behoud van de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het elektrisch systeem in noodomstandigheden, zoals nader bepaald in het Technisch reglement transmissie; |
| 9° heropbouwcode : | operationele code tot heropbouw van het elektrisch systeem na een gehele of gedeeltelijke instorting, zoals nader bepaald in het Technisch reglement transmissie; |
| 10° Codex over het welzijn op het werk : | de uitvoeringsbesluiten van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk; |

- 11° aanpassingscoëfficiënt : vermenigvuldigingsfactor die op verbruiksmetingen van een meetinstallatie wordt toegepast op grond dat deze installatie zich niet precies op het aansluitingspunt bevindt en bijgevolg geen rekening houdt met de verliezen tussen het aansluitingspunt en het meetpunt;
- 12° warmtekrachtkoppeling (WKK) : installatie voor de gecombineerde productie van elektriciteit en warmte;
- 13° meting : de registratie door middel van een meetinrichting van de hoeveelheid actieve of reactieve energie die gedurende een tijdsperiode in het net wordt geïnjecteerd of ervan wordt afgenomen;
- 14° toegangscontract : het contract tussen de distributienetbeheerder en een persoon, « toegangsrechtig » genoemd, dat is gesloten overeenkomstig Titel IV van dit technisch reglement, en meer bepaald de bijzondere voorwaarden bevat betreffende de toegang tot het distributienet;
- 15° contract voor de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden : het contract gesloten tussen de transmissienetbeheerder en een evenwichtsverantwoordelijke voor een of meer injectiepunten, dat meer bepaald de voorwaarden betreffende de coördinatie van de inschakeling van productie-eenheden bevat;
- 16° aansluitingscontract : het contract dat overeenkomstig Titel III van onderhavig Technisch Reglement gesloten is tussen de distributienetbeheerder en de eigenaar van een gebouw en dat de wederzijdse rechten, verplichtingen en verantwoordelijkheden aangeeft, alsook de bijzondere technische kenmerken en overeenkomsten betreffende de aan het betrokken gebouw toegewezen aansluiting;
- 17° contract van toegangsverantwoordelijke : het contract gesloten tussen de transmissienetbeheerder en een evenwichtsverantwoordelijke dat meer bepaald de voorwaarden betreffende het netevenwicht bevat;
- 18° verbruiksprofiel : gemeten of berekende reeks van gegevens betreffende de afname of injectie van energie op een toegangspunt per elementaire periode;
- 19° CREG : Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas;
- 20° toegangsgerechtigde : de persoon die een toegangscontract met de distributienetbeheerder heeft gesloten;
- 21° meetgegeven : via meting verkregen gegeven dat de facturering mogelijk maakt van de van het net afgenomen hoeveelheden elektriciteit;
- 22° EAN-GLN : European Article Number/Global location Number (uniek numeriek veld met 13 posities voor de ondubbelzinnige identificatie van een marktpartij);
- 23° EAN-GSRN : European Article Number/Global Service Related Number (uniek numeriek veld met 18 posities voor de ondubbelzinnige identificatie van een toegangspunt);
- 24° actieve energie : de integraal van het actief vermogen gedurende een bepaalde tijdsperiode;
- 25° reactieve energie : de integraal van het reactief vermogen gedurende een bepaalde tijdsperiode;
- 26° meetinrichting : een verzameling van apparaten bestemd voor het meten van elektrisch(e) vermogen/afname/injectie op een bepaald meetpunt; zij omvat meer bepaald de meters, de meettoestellen, de meettransformatoren en de telecommunicatietoestellen;
- 27° significante fout : een fout in een meetgegeven groter dan de totale nauwkeurigheid van het geheel van meetuitrustingen dat dit meetgegeven bepaalt, en die het industrieel proces of de facturatie verbonden met dit meetgegeven nadelig kan beïnvloeden;
- 28° Synergrid : de Federatie van de Elektriciteits- en Gasnetbeheerders in België, die op 1 mei 2005 de « netactiviteiten » heeft overgenomen van de Beroepsfederatie van de Elektriciteitssector (BFE) en van het Verbond der Gasnijverheid (FIGAS);
- 29° frequentie : cijfermatige aanduiding van het aantal herhalingen per seconde van de fundamentele component van de spanning, uitgedrukt in Hertz (Hz);
- 30° distributienetbeheerder : de intercommunale die aangewezen is overeenkomstig de bepalingen van artikel 6 van de ordonnantie;
- 31° beheerder van het gewestelijk transmissienet : de onderneming of de intercommunale die aangewezen is overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 van de ordonnantie;
- 32° transmissienetbeheerder : de vennootschap Etia System Operator n.v., met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Keizerslaan 20;
- 33° beheerder van een privé-net : de natuurlijke of rechtspersoon die eigenaar is van een privé-net of die door de eigenaar van een privé-net is belast met het beheer van dit net, en die eindafnemer is voor de hoeveelheid elektriciteit die hij voor eigen gebruik koopt;
- 34° hoogspanning : spanningsniveau hoger dan 1 kilovolt (kV);

35° injectie :	de levering van vermogen aan het distributienet;
36° meetinstallatie met aftrekmelingen :	meetsysteem bestaande uit een geheel van meters dat het in een privé-net mogelijk maakt om het eigen actieve verbruik van de privé-netbeheerder te berekenen door meetwaarden met elkaar te combineren;
37° installatie van de distributienetgebruiker :	elke uitrusting die stroomafwaarts van het aansluitingspunt van de distributienetgebruiker aangesloten is;
38° installatie die functioneel deel uitmaakt van het distributienet :	elke uitrusting waarop een distributienetgebruiker het eigendoms- of gebruiksrecht heeft, maar die dezelfde functionaliteit heeft als een installatie van het distributienet; deze uitrusting wordt geïdentificeerd in het aansluitingscontract;
39° railstet :	het geheel van drie metalen rails of drie geleiders die voor elk van de drie fasen van een driefasig systeem afzonderlijk een gemeenschappelijk en identiek spanningspunt vormen en waarop de verschillende installaties (instrumenten, lijnen, kabels) zijn aangesloten teneinde onderling verbonden te worden;
40° dag D :	een kalenderdag;
41° dag D-1 :	de kalenderdag vóór dag D;
42° werkdag :	elke dag van de week, met uitzondering van zaterdag, zondag en de wettelijke feestdagen;
43° directe lijn :	een kabel of luchtleiding die zorgt voor een punt-tot-puntverbinding tussen een producent en een eindafnemer;
44° wet van 29 april 1999 :	de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt;
45° in dienst stellen van een toegangspunt :	het onder spanning zetten van de installaties van de distributienetgebruiker;
46° buiten dienst stellen van een toegangspunt :	het afsnijden van de elektriciteitstoevoer naar de installaties van de distributienetgebruiker;
47° ordonnantie :	de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
48° bevroren periode :	periode vóór de realisatiedatum van een in artikel 134 bedoelde wijziging van gegevens waarin annulering van de gevraagde wijziging niet meer mogelijk is, behalve in uitzonderlijke gevallen, tegen betaling van het geldende tarief;
49° actieve verliezen :	de dissipatie van actief vermogen in het distributienet zelf, veroorzaakt door het gebruik van dit distributienet;
50° afschakelplan :	het plan dat in een federaal ministerieel besluit is geregeld en een nadere omschrijving bevat van de onderbrekingen, de verminderingen van leveringen en prioriteiten die de transmissienetbeheerder moet opleggen als het net in gevaar is;
51° toegangspunt :	een injectie- en/of afnamepunt;
52° actief toegangspunt :	een toegangspunt waarvoor een leverancier opgenomen is in het toegangsregister;
53° inactief toegangspunt :	een toegangspunt waarvoor geen enkele leverancier opgenomen is in het toegangsregister;
54° injectiepunt :	de fysische plaats en het spanningsniveau van het punt waar vermogen in het net kan worden geïnjecteerd;
55° koppelpunt :	het tussen netbeheerders onderling overeengekomen fysische punt waar de koppeling tussen hun respectieve netten is gerealiseerd;
56° meetpunt :	de fysische plaats en het spanningsniveau van het punt waar de meetinrichting met een punt van het elektrisch systeem verbonden is;
57° afnamepunt :	de fysische plaats en het spanningsniveau van het punt waar een belasting is aangesloten om elektrisch vermogen van het distributienet af te nemen;
58° aansluitingspunt :	de materiële plaats en het spanningsniveau van het punt waar de aansluiting is verbonden met het distributienet en van waaruit kan worden gekoppeld en losgekoppeld;
59° afname :	het afnemen van vermogen vanuit het distributienet;
60° jaarverbruiksprofiel :	reeks gegevens waarvan elk verband houdt met een elementaire periode en die hiervoor de hoeveelheid afgenomen energie meet of raamt;
61' toegangsprogramma :	de naar redelijkheid geraamde injecties en afnamen van actief kwartiervermogen voor een bepaald toegangspunt en voor een bepaalde dag;

- 62° actief vermogen : het gedeelte van het elektrisch vermogen dat kan worden omgezet in andere vormen van vermogen, zoals mechanisch of thermisch vermogen. Voor een driefasesysteem is het actief vermogen in waarde gelijk aan $\sqrt{3} \cdot U \cdot I \cdot \cos \varphi$ waarbij U en I de effectieve waarden zijn van de fundamentele componenten van de gekoppelde spanning (phase-to-phase voltage) en de stroom, en waarbij φ (phi) het faseverschil (tijdverschil) voorstelt tussen de fundamentele componenten van deze spanning en van deze stroom. Als gewone fasespanning (phase to neutral voltage) wordt gebruikt, wordt de formule $3 \cdot U \cdot I \cdot \cos \varphi$. Voor een eenfasesysteem is het actief vermogen in waarde gelijk aan $U \cdot I \cdot \cos \varphi$ waarbij U en I de effectieve waarden zijn van de fundamentele componenten van de spanning en de stroom, en waarbij φ (phi) het faseverschil (tijdverschil) voorstelt tussen de fundamentele componenten van deze spanning en van deze stroom; het actief vermogen wordt uitgedrukt in Watt of in een veelvoud van deze grootheid;
- 63° schijnbaar vermogen : voor een driefasesysteem de hoeveelheid gelijk aan $\sqrt{3} \cdot U \cdot I$, waarbij U en I de effectieve waarden zijn van de fundamentele componenten van de gekoppelde spanning en de stroom. Als gewone fasespanning wordt gebruikt, wordt de formule $3 \cdot U \cdot I$. Voor een eenfasesysteem is deze waarde gelijk aan $U \cdot I$, waarbij U en I de effectieve waarden zijn van de fundamentele componenten van de spanning en de stroom. Het schijnbaar vermogen wordt uitgedrukt in VA of in veelvouden van deze grootheid;
- 64° aansluitingsvermogen : het maximale vermogen vermeld in het aansluitingscontract en uitgedrukt in voltampère (VA) of in veelvouden van deze grootheid, dat de distributienetbeheerder desgevraagd beschikbaar stelt aan de distributienetgebruiker;
- 65° kwartiervermogen : het gemiddeld afgenomen of geïnjecteerd vermogen over een periode van één kwartier, uitgedrukt in Watt (W) in geval van actief vermogen, in var (VA) in geval van reactief vermogen, en in voltampère (VA) in geval van schijnbaar vermogen, of in de veelvouden van deze grootheden;
- 66° reactief vermogen : voor een driefasig systeem de hoeveelheid gelijk aan $\sqrt{3} \cdot U \cdot I \cdot \sin \varphi$ waarbij U en I de effectieve waarden zijn van de fundamentele componenten van de gekoppelde spanning en de stroom, en waarbij φ (phi) het faseverschil (tijdverschil) voorstelt tussen de fundamentele componenten van deze spanning en van deze stroom. Als gewone fasespanning (phase to neutral voltage) wordt gebruikt, wordt de formule $3 \cdot U \cdot I \cdot \sin \varphi$. Voor een eenfasesysteem is het reactief vermogen in waarde gelijk aan $U \cdot I \cdot \sin \varphi$ waarbij U en I de effectieve waarden zijn van de fundamentele componenten van de spanning en de stroom, en waarbij φ (phi) het faseverschil (tijdverschil) voorstelt tussen de fundamentele componenten van deze spanning en van deze stroom; het reactief vermogen wordt uitgedrukt in VAR of in een veelvoud van deze grootheid;
- 67° onderschreven vermogen : het maximum actief kwartiervermogen van injectie of afname op een toegangspunt gedurende een bepaalde periode;
- 68° kwaliteit van de elektriciteit : het geheel van karakteristieken van de elektriciteit die een invloed kunnen hebben op het distributienet, de aansluitingen en de installaties van een distributienetgebruiker, en bevattende in het bijzonder de continuïteit van de spanning en de elektrische karakteristieken van deze spanning, met name de frequentie, amplitude, golfvorm en symmetrie van de spanning;
- 69° aansluiting : het geheel van uitrustingen die de aftakking en de meetinrichting vormen, en die de installaties van de distributienetgebruiker met het distributienet verbinden;
- 70° reconciliatie : onderlinge verrekening tussen de leveranciers en de evenwichtsverantwoordelijken die aan de markt deelnemen op basis van het verschil tussen de gealloceerde en de werkelijk gemeten energiehoeveelheden;
- 71° toegangsregister : het register dat door de distributienetbeheerder wordt bijgehouden en waar met name de evenwichtsverantwoordelijke en leverancier per actief toegangspunt worden vermeld;
- 72° register van toegangsverantwoordelijken : het register dat door de transmissienetbeheerder wordt bijgehouden in overeenstemming met het Technisch reglement transmissie;
- 73° Technisch reglement transmissie : het koninklijk besluit van 19 december 2002 houdende een technisch reglement voor het beheer van het transmissienet van elektriciteit en de toegang ertoe;
- 74° technisch reglement gewestelijke transmissie : de samenbundeling van de reglementen van het net en van de meting voor het beheer van het gewestelijk transmissienet voor elektriciteit in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de toegang ertoe, als bepaald in artikel 11 van de ordonnantie;
- 75° transmissienet : het geheel van installaties voor de transmissie van elektriciteit met een spanning hoger dan 70 kilovolt, opgesteld op Belgisch grondgebied en nader bepaald in artikel 2, 7° van de wet van 29 april 1999;

76° gewestelijk transmissienet :	het net met een nominale spanning van 36 kV dat op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is opgesteld, met uitzondering van de installaties die krachtens de ordonnantie door de Regering als distributienet zijn heringedeeld;
77° geïnterconnecteerd net :	elk samenstel van met elkaar verbonden netten;
78° privé-net :	het geheel van installaties dat op een privé-fonds is opgesteld door een persoon die als zodanig is erkend door de distributienetbeheerder, en dat wordt gebruikt voor de distributie van elektriciteit aan een of meer stroomafwaartse afnemers, onder de voorwaarden die in dit technisch reglement zijn vastgelegd;
79° evenwichtsverantwoordelijke :	de natuurlijke of rechtspersoon die verantwoordelijk is voor het evenwicht op kwartierbasis van een geheel van injecties of afnamen binnen de Belgische regelzone, en die daartoe in het register van toegangsverantwoordelijken is geregistreerd;
80° AREI :	het Algemeen Reglement op de Elektrische Installaties dat is goedgekeurd door het koninklijk besluit van 10 maart 1981 waarbij het Algemeen Reglement op de Elektrische Installaties voor de huishoudelijke installaties en sommige lijnen van transport en verdeling van elektrische energie bindend wordt verklaard;
81° ARAB :	het Algemeen Reglement op de Arbeidsbescherming dat is goedgekeurd door de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947;
82° Dienst :	de Dienst Regulering van het Brussels Instituut voor Milieubeheer;
83° ondersteunende diensten :	voor de distributienetten, het geheel van de volgende diensten : a) de regeling van de spanning en van het reactief vermogen; b) de compensatie van verliezen op het net;
84° elektrisch systeem :	het geheel van uitrustingen bestaande uit de gekoppelde netten, de aanstuiTINGSinstallaties en de installaties van de op deze netten aangesloten gebruikers;
85° geldende tarief :	tarief zoals bekendgemaakt door de distributienetbeheerder en aanvaard (of voorlopig vastgelegd) door de CREG overeenkomstig de in het koninklijk besluit van 11 juli 2002 bepaalde tariefstructuur;
86' UN / EDIFACT :	United Nations/Electronic Data Interchange For Administration, Commerce and Trading;
87° productie-eenheid :	een fysische eenheid die ten minste een generator omvat die elektriciteit opwekt;
88° gedecentraliseerde productie-eenheid :	productie-eenheden waarvan de inschakeling niet centraal gecoördineerd wordt;
89° distributienetgebruiker :	een eindafnemer of een producent die het genot heeft van een aansluiting op het distributienet en van de stroomafwaarts van het afname -of injectiepunt gelegen installaties;

Art. 3. Behoudens andersluidende bepaling lopen de in dagen uitgedrukte termijnen in dit technisch reglement van middernacht tot middernacht. Deze termijnen vangen aan op de werkdag volgend op de dag van de ontvangst van de officiële kennisgeving. Bij gebrek aan officiële kennisgeving gaan de termijnen in op de werkdag volgend op de dag van kennisname van de betrokken gebeurtenis.

Afdeling 1.2. — Taken en verplichtingen van de distributienetbeheerder

Art. 4. § 1. De distributienetbeheerder voert de taken en verplichtingen uit die hem worden opgedragen krachtens de ordonnantie en de ter uitvoering daarvan genomen besluiten teneinde te zorgen voor de distributie van elektriciteit ten voordele van de distributienetgebruikers. Daarbij dient de distributienetbeheerder toe te zien op de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het distributienet, deze in stand te houden en in voorkomend geval te herstellen.

§ 2. De distributienetbeheerder dient in de uitvoering van zijn taken alle gepaste middelen aan te wenden die de distributienetgebruikers van hem mogen verwachten, en die gelet op de bijzondere situatie redelijkerwijs verkregen kunnen worden.

Deze middelen zijn nader bepaald in het investeringsplan dat hij opstelt en ter goedkeuring aan de Regering voorlegt, overeenkomstig het gestelde in artikel 12 van de ordonnantie.

§ 3. Onverminderd het bepaalde in artikel 254, dient de distributienetbeheerder te zorgen dat de geleverde spanning op elk aansluitingspunt voldoet aan de bepalingen van de norm NBN EN 50160 « Spanningskarakteristieken in openbare elektriciteitsnetten ».

§ 4. De distributienetbeheerder eerbiedigt de minimale technische vereisten inzake aansluiting op het distributienet en koppeling alsook wat betreft het tot stand brengen van de netinfrastructuur.

De distributienetbeheerder eerbiedigt eveneens de operationele regels betreffende het technisch beheer van afnames, alsook van die met betrekking tot de acties die hij moet ondernemen om de problemen op te lossen die de veiligheid en de bevoorradingscontinuïteit in het gedrang zouden kunnen brengen.

§ 5. Bij een ongeplande onderbreking van het distributienet of van de aansluiting moeten de diensten van de distributienetbeheerder binnen twee uur na de oproep van de distributienetgebruiker met de gepaste middelen ter plaatse zijn. De herstellingswerken worden met spoed voortgezet totdat het probleem verholpen is.

Behoudens in geval van overmacht, technisch onvermogen of buitengewone omstandigheden (storm, hevig onweer, sterke sneeuwval...), dient de distributienetbeheerder, als hij vaststelt dat de reparatie langer dan vier uur zal duren, al het nodige te doen om de netvoeding te herstellen met alle voorlopige productievoorzieningen die hij dienstig acht, bij voorkeur vanaf het transformatorstation voor hoogspanning/laagspanning. Dat geldt ook voor elke geplande onderbreking van het distributienet waarvan de verwachte cumulatieve duur vier uur in één week te boven gaat; in dit laatste geval moet de distributienetbeheerder in onderlinge overeenstemming met de leveranciers bepalen onder welke voorwaarden de door hem geleverde energiewaarde kan worden teruggewonnen.

§ 6. In afwijking van het gestelde in § 5 wordt de maximale interventietermijn na kennisgeving van de onderbreking aan de distributienetbeheerder op zeven kalenderdagen gebracht in geval van onderbreking teweeggebracht aan aansluitingen van het type verlichting van straatmeubitair, reclameborden, telefooncellen of daarmee gelijkgestelde voorzieningen.

Dat geldt ook voor onderbreking van de voeding naar de openbare verlichting, tenzij anders voorgeschreven door de bevoegde instanties en/of de beheerders van openbare straten en wegen.

Art. 5. § 1. De distributienetbeheerder stuurt de Dienst elk jaar vóór 1 mei een verslag, waarin hij de kwaliteit van zijn dienstverlening in het voorgaande kalenderjaar beschrijft.

§ 2. Dit verslag bevat een beschrijving van :

1° de frequentie en de gemiddelde duur van de onderbrekingen van de toegang tot zijn distributienet, evenals de totale jaarlijkse onderbrekingsduur, gedurende het genoemde kalenderjaar. Deze informatie wordt afzonderlijk verstrekt voor laagspanning en hoogspanning. De gegevens mogen worden gepresenteerd op basis van de methode die nader is omschreven in het technisch voorschrift van het BFE-document C10114 met als Titel « Kwaliteitsindicatoren. Beschikbaarheid van de toegang tot het distributienet » of van alle andere voorschriften die ten minste gelijkwaardig zijn;

2° de naleving van de kwaliteitscriteria met betrekking tot de golfvorm van de spanning, zoals beschreven in hoofdstuk 2 en 3 van de norm NBN EN 50160;

3° de kwaliteit van de dienstverlening en in voorkomend geval de niet-nakoming van de verplichtingen voortvloeiende uit het onderhavige technisch reglement, met vermelding van de bijbehorende redenen.

§ 3. De distributienetbeheerder dient zich te houden aan het rapporteringsmodel dat in voorkomend geval door de Dienst is opgesteld.

HOOFDSTUK 2. — Informatie-uitwisseling en vertrouwelijkheid

Afdeling 2.1. — Informatie-uitwisseling

Art. 6. § 1. Behoudens andersluidend beding dient elke kennisgeving of mededeling ter uitvoering van dit technisch reglement schriftelijk te geschieden, met inachtneming van de vormvoorschriften en voorwaarden als bedoeld in artikel 2281 van het Burgerlijk wetboek, waarbij de afzender en ontvanger duidelijk worden geïdentificeerd.

Tenzij anders is bepaald, mag de distributienetbeheerder na voorafgaande kennisgeving aan de Dienst bepalen in welke documentformat deze informatie moet worden uitgewisseld.

§ 2. In noodgevallen mag deze informatie mondeling wordt uitgewisseld. De mondeling uitgewisselde informatie moet in elk geval zo spoedig mogelijk worden bevestigd in de vorm bepaald in § 1.

Art. 7. § 1. In afwijking van het gestelde in artikel 6 wordt de tussen de verschillende betrokken partijen uitgewisselde commerciële en technische informatie langs elektronische weg afgeleverd, met de mogelijkheid om de verzending door een ontvangstbevestiging te valideren. Voor deze informatie-uitwisseling wordt een communicatie-protocol toegepast dat voldoet aan de UN/EDIFACT-communicatienorm en dat in een Message Implementation Guide (MIG) nader toegelicht wordt.

De distributienetbeheerder zal de MIG toepassen die in onderlinge overeenstemming werd overeengekomen door alle Belgische distributienetbeheerders, tenzij besloten werd er uitdrukkelijk geheel of gedeeltelijk van af te wijken. Elke afwijking wordt vooraf gemotiveerd en meegedeeld aan de Dienst.

§ 2. Het in § 1 vermelde protocol is niet verplicht tot toepassing voor informatie die wordt uitgewisseld tussen :

1° de distributienetbeheerder en een distributienetgebruiker, indien deze laatste de voorkeur geeft aan een ander protocol, en dit met de distributienetbeheerder is overeengekomen;

2° de beheerder van het gewestelijk transmissienet en de distributienetbeheerder, indien in onderling overleg uitdrukkelijk een ander protocol is bedongen, met kennisgeving aan de Dienst.

§ 3. Onverminderd de geldende wettelijke en reglementaire bepalingen mag de distributienetbeheerder na voorafgaande kennisgeving aan de Dienst, technische maatregelen en organisatieregels aannemen met betrekking tot uit te wisselen informatie, teneinde de vertrouwelijkheid ervan te waarborgen, zoals deze bepaald is in afdeling 2.2 van dit Hoofdstuk.

Art. 8. Onverminderd nadere bepalingen ter zake in onderhavig Technisch Reglement doen de distributienetbeheerder, de distributienetgebruikers, de leveranciers en de evenwichtsverantwoordelijken al het nodige om de krachtens onderhavig Reglement vereiste informatie zo spoedig mogelijk mee te delen.

Art. 9. Indien een partij krachtens dit technisch reglement of de op grond daarvan afgesloten contracten opdracht wordt gegeven een wederpartij informatie te verstrekken die van haar zelf afkomstig is, dient de partij in kwestie al het nodige te doen om de ontvanger te waarborgen dat de inhoud van deze informatie terdege is gecontroleerd.

Art. 10. In Bijlage I is een lijst opgenomen van de gegevens uitgewisseld tussen de distributienetbeheerder en de distributienetgebruikers die over een hoogspanningsaansluiting beschikken. Die lijst is niet exhaustief. De distributienetbeheerder mag de terbeschikkingstelling eisen van alle aanvullende informatie die hij nuttig acht voor de veiligheid, de betrouwbaarheid en de doeltreffendheid van het distributienet.

Afdeling 2.2. — Vertrouwelijkheid

Art. 11. Diegene die informatie meedeelt, bepaalt naar eigen inzicht wat commercieel gevoelige of vertrouwelijke informatie is. Het is niet toegestaan deze informatie aan derden mee te delen, behalve wanneer aan minstens één van de volgende voorwaarden is voldaan :

1° de mededeling van deze informatie is vereist in het kader van een gerechtelijke procedure of op last van de overheid krachtens wetten of ordonnances;

2° de bekendmaking of mededeling van deze informatie is verplicht gesteld door de wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt;

3° diegene van wie deze informatie uitgaat heeft op voorhand schriftelijk toestemming daartoe gegeven;

4° de distributienetbeheerder is verplicht deze informatie mee te delen in verband met het beheer van het distributienet of het overleg met andere netbeheerders;

5° de informatie is gewoon toegankelijk of voor het publiek beschikbaar.

Indien de informatie aan derden wordt meegegeed op grond van de voorwaarden vermeld in de punten 2°, 3° en 4° hierboven, moet de ontvanger van de informatie zich ertoe verbinden, onverminderd de geldende wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen, deze informatie met dezelfde vertrouwelijkheidsgraad te behandelen als de aanvankelijk meegegeede informatie.

Afdeling 2.3. — Openbaarheid van de informatie

Art. 12. De distributienetbeheerder stelt de volgende informatie ter beschikking van het publiek en in elk geval op een server die via het internet kan worden benaderd :

1° de modellen van de contracten die krachtens dit technisch reglement afgesloten moeten worden;

2° de procedures die van toepassing zijn en waarnaar in dit technisch reglement wordt verwezen;

3° de formulieren, in voorkomend geval opgemaakt om de informatie-uitwisseling overeenkomstig dit technisch reglement mogelijk te maken;

4° de tarieven bedoeld in het koninklijk besluit van 11 juli 2002, die door de CREG zijn goedgekeurd of vastgelegd.

5° alle diensten die de distributienetbeheerder de distributienetgebruikers aanbiedt.

HOOFDSTUK 3. — Toegankelijkheid van de installaties

Afdeling 3.1. — Algemene voorschriften betreffende de veiligheid van personen en goederen

Art. 13. De toepasselijke wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen inzake de veiligheid van personen en goederen, en in het bijzonder het ARAB en het AREL, de Codex over het welzijn op het werk, alsook de norm NBN EN 50110-1 « Exploitatie van elektrische installaties » en de norm NBN EN 50110-2 « Exploitatie van elektrische installaties (nationale bijlagen) » zijn van toepassing op iedere persoon die op het net kan tussenkomen.

Afdeling 3.2. — Toegankelijkheid van de installaties van de distributienetbeheerder

Art. 14. § 1. De toegang tot elke installatie, tot elk roerend of onroerend goed waarvan de distributienetbeheerder een eigendoms- of gebruiksrecht heeft, geschiedt te allen tijde overeenkomstig de toegangsprocedure en de door de distributienetbeheerder opgestelde veiligheidsvoorschriften en met zijn uitdrukkelijke voorafgaande toestemming.

§ 2. In het kader van de uitoefening van zijn opdrachten, heeft de distributienetbeheerder recht op toegang tot alle installaties waarvan hij een eigendoms- of gebruiksrecht heeft en die zich in de inrichting van de distributienetgebruiker bevinden.

De distributienetgebruiker zorgt er met dat doel voor dat de distributienetbeheerder zich voortdurend en gratis toegang kan verschaffen tot deze inrichting, of verleent hem die toegang onmiddellijk, op eenvoudig mondeling verzoek.

§ 3. Indien de toegang tot een roerend of onroerend goed waarop de distributienetbeheerder een eigendoms- of gebruiksrecht bezit onderworpen is aan specifieke toegangsprocedures of aan bij de distributienetgebruiker geldende veiligheidsvoorschriften, dient deze laatste de distributienetbeheerder hiervan schriftelijk in kennis te stellen. Doet hij dat niet, dan volgt de distributienetbeheerder zijn eigen veiligheidsvoorschriften.

Afdeling 3.3. — Toegankelijkheid van de installaties van de distributienetgebruiker en bijzondere voorwaarden betreffende de installaties die functioneel deel uitmaken van het distributienet of die een niet te verwaarlozen invloed op dit net hebben

Art. 15. § 1. Onder de installaties van de distributienetgebruiker kan de distributienetbeheerder op basis van objectieve en niet-discriminerende criteria bepalen welke installaties functioneel deel uitmaken van het distributienet of een significante invloed hebben op de werking van het distributienet, de aansluiting(en) of de installaties van een andere distributienetgebruiker.

Wanneer er, als toepassing van Titel III, een aansluitingscontract moet worden afgesloten, worden de lijst van betrokken installaties, alsook de respectieve verantwoordelijkheden van de distributienetbeheerder en van de distributienetgebruiker inzake exploitatie, beheer en onderhoud erin verduidelijkt.

§ 2. De distributienetbeheerder heeft het recht om toegang te krijgen tot de in § 1 bedoelde installaties teneinde daar inspecties, tests, proeven of andere interventies die hij nodig acht, uit te voeren.

De distributienetgebruiker moet te dien einde zorgen dat de distributienetbeheerder voortdurend toegang heeft of verleent hem onmiddellijk toegang op gewone mondelinge vraag.

§ 3. Alvorens de in § 2 vermelde inspecties, tests, proeven of interventies uit te voeren, is de distributienetgebruiker verplicht de distributienetbeheerder schriftelijk in kennis te stellen van de toepasselijke veiligheidsvoorschriften. Doet hij dat niet, dan volgt de distributienetbeheerder zijn eigen veiligheidsvoorschriften.

HOOFDSTUK 4. — Noodsituatie en overmacht

Afdeling 4.1. — Definitie van een noodsituatie

Art. 16. In dit technisch reglement wordt noodsituatie beschouwd als zijnde :

1° de situatie die volgt op een geval van overmacht in de zin van afdeling 4.2 en waarin maatregelen dienen te worden genomen die uitzonderlijk en tijdelijk zijn om aan de gevolgen van de overmacht het hoofd te kunnen bieden teneinde de veilige, efficiënte en betrouwbare werking van het distributienet te kunnen waarborgen of herstellen;

2° een situatie die volgt op een gebeurtenis die, hoewel zij in de zin van afdeling 4.2 of van de huidige staat van de rechtspraak niet als geval van overmacht kan worden bestempeld, naar de inschatting van de distributienetbeheerder, van een andere netbeheerder, van een distributienetgebruiker, van een leverancier of elke andere betrokken persoon, een dringend en aangepast optreden van de distributienetbeheerder vereist teneinde de veilige en betrouwbare werking van het distributienet te kunnen waarborgen of herstellen, of verdere schade te voorkomen. De distributienetbeheerder rechtvaardigt deze interventie a posteriori bij de erbij betrokken distributienetgebruikers.

Afdeling 4.2. — Overmacht

Art. 17. In de mate dat zij onweerstaanbaar en onvoorzienbaar zijn, worden de volgende situaties ter uitvoering van dit technisch reglement als overmacht beschouwd :

1° natuurrampen, met inbegrip van aardbevingen, overstromingen, stormen, cyclonen of andere uitzonderlijke weersomstandigheden;

2° een nucleaire of chemische explosie en de gevolgen ervan;

3° de plotselinge onbeschikbaarheid van de installaties om andere redenen dan ouderdom, gebrek aan onderhoud of kwalificatie van de operatoren;

4° een uitval van het computersysteem, al dan niet door een virus veroorzaakt, ondanks het feit dat alle nodige preventiemaatregelen waren getroffen die redelijkerwijze mochten worden verwacht van de distributienetbeheerder zowel vanuit technische als financiële invalshoek;

5° de tijdelijke of voortdurende technische onmogelijkheid om via het distributienet elektriciteit te leveren tengevolge van een plotseling tekort in de geïnjecteerde energie afkomstig van het transmissienet of van het gewestelijke transmissienet, en die niet door andere middelen kan worden verholpen;

6° brand, explosie, sabotage, terroristische daden, daden van vandalisme, schade veroorzaakt door criminele daden, en bedreigingen van dezelfde aard;

7° al dan niet verklaarde staat van oorlog, oorlogsdreiging, invasie, gewapend conflict, blokkade, revolutie, opstand;

8° enigerlei overheidsmaatregel, waaronder inzonderheid situaties waarin de bevoegde overheid de hoogdringendheid inroept en de distributienetbeheerder of de distributienetgebruikers uitzonderlijke en tijdelijke maatregelen oplegt teneinde de veilige en betrouwbare werking van alle netten in stand te houden of te herstellen.

Afdeling 4.3. — Ingrijpen van de distributienetbeheerder

Art. 18. § 1. De distributienetbeheerder is bevoegd alle handelingen te stellen die hij nodig acht ter vrijwaring van de continuïteit van de bevoorrading, de veiligheid en de betrouwbaarheid van het distributienet indien hij zich op een noodsituatie beroept dan wel een soortgelijke situatie wordt ingeroepen door een andere netbeheerder, een distributienetgebruiker, een leverancier of enige andere betrokken persoon.

§ 2. De distributienetbeheerder stelt alle vereiste preventieve handelingen ter beperking van de schadelijke gevolgen van redelijkerwijs voorzienbare of aangekondigde uitzonderlijke gebeurtenissen.

§ 3. In het geval een noodsituatie gelijktijdig betrekking heeft op het transmissienet en/of het gewestelijk transmissienet en de distributienetten, dienen de maatregelen genomen te worden met inachtneming van het Technisch reglement transmissie en/of gewestelijke transmissie.

§ 4. De maatregelen die de distributienetbeheerder treft of oplegt in het kader van dit artikel binden alle betrokken personen.

Afdeling 4.4. — Opschorting van de verplichtingen

Art. 19. § 1. Indien een noodsituatie wordt ingeroepen, worden de verplichtingen waarvan de uitvoering onmogelijk wordt gemaakt, opgeschort voor de duurtijd van de gebeurtenis die tot deze noodsituatie aanleiding heeft gegeven.

§ 2. De verplichtingen van geldelijke aard die vóór de noodsituatie zijn aangegaan, dienen uitgevoerd te worden.

Art. 20. § 1. De partij die zich op de noodsituatie beroept, dient redelijkerwijs alles in het werk te stellen om :

1° de gevolgen van de niet-uitvoering van haar verplichtingen tot een minimum te beperken;

2° haar opgeschorte verplichtingen zo spoedig mogelijk opnieuw na te komen.

§ 2. De partij die haar verplichtingen opschort, brengt zo snel mogelijk en met alle beschikbare middelen alle betrokken partijen op de hoogte van de redenen waarom zij haar verplichtingen geheel of gedeeltelijk heeft opgeschort alsook van de verwachte duur van de noodsituatie.

In afwijking van artikel 6, mag deze bekendmaking, wanneer zij gericht is tot meerdere geadresseerden, ook gebeuren door middel van één of meerdere van de volgende procédés : affiches, radio- of televisieboodschappen, bekendmaking op een internetsite, informatiebrochures en huis-aan-huisfolders.

HOOFDSTUK 5. — Ingraving van de elektrische leidingen

Art. 21. Als in verband met de verbetering, de vernieuwing of de uitbreiding van het distributienet nieuwe verbindingen tot stand moeten worden gebracht, dan wel bestaande verbindingen moeten worden vernieuwd of ingrijpend gewijzigd, dan onderzoekt de distributienetbeheerder bij voorrang de mogelijkheid om deze verbindingen in te graven. Hierbij moet rekening worden gehouden met de vereisten voor een rationeel beheer van openbare straten en wegen alsook met de technische haalbaarheid, tegen redelijke kostprijs, van deze werken.

HOOFDSTUK 6. — Minimale technische vereisten voor het opzetten van de netinfrastructuren

Art. 22. § 1. De infrastructuren van het distributienet zijn in overeenstemming met de geldende normen, wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen, inzonderheid met het AREI.

§ 2. Deze infrastructuren zijn ontworpen om de elektrische energie veilig naar de diverse afnamepunten te leiden en om de aan de injectiepunten toegevoerde energie te verdelen. De distributienetbeheerder moet het distributienet afstemmen op de normaal te verwachten energiestromen. Hij dient te allen tijde de veiligheidsafstand in acht te nemen tussen zijn installaties en de personen of goederen van derden.

§ 3. De beveiligingen van de uitrustingen van het distributienet worden ontworpen en geregeld om storingen of overbelastingen doelmatig te verhelpen. Er worden selectieve beveiligingen van het tweede niveau aangebracht die in werking treden bij uitval van de normale beveiligingen.

HOOFDSTUK 7. — *Directe lijnen*

Art. 23. Alle directe lijnen zijn onderworpen aan de toepasselijke voorschriften van dit technisch reglement, inzonderheid aan het AREI.

Art. 24. Elke vergunningsaanvraag voor het opzetten van een directe lijn moet aan de Dienst worden gericht met een ter verantwoording dienend dossier, in tweevoud en bij ter post aangetekend schrijven of met afgifte tegen ontvangstbewijs. Dit dossier bevat het bewijs van de in artikel 30, S 2, van de ordonnantie bedoelde toegangsweigering.

Art. 25. De Dienst gaat na of alle vereiste documenten om de aanvraag in behandeling te nemen in zijn bezit zijn. Als de aanvraag naar zijn oordeel aangevuld moet worden, stelt de Dienst de aanvrager hiervan in kennis bij ter post aangetekend schrijven binnen vijftien dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de aanvraag. In deze brief staat welke informatie ontbreekt en binnen welke termijn de aanvrager zijn aanvraag volledig moet maken.

Art. 26. Binnen een termijn van één maand te rekenen vanaf de ontvangst van het volledige aanvraagdossier, bezorgt de Dienst dit aan de Minister samen met een voorstel tot aanvaarding of afwijzing.

HOOFDSTUK 8. — *Privé-netten*

Art. 2. § 1. De distributienetbeheerder is als enige bevoegd om een privé-net te erkennen als bedoeld in het onderhavige technisch reglement. Hij doet zulks op eigen gezag dan wel op aanvraag van de eigenaar van het betrokken net.

Om erkend te worden moet het net over een meetinstallatie met aftrekmetingen beschikken en in overeenstemming zijn met de technische normen die zijn voorgeschreven in de wetten, ordonnaties en reglementen, alsook door de distributienetbeheerder.

De beslissing van de distributienetbeheerder houdende erkenning van een privé-net, of weigering van toekenning van de status van privé-net aan de verbruikslocatie, moet met redenen worden omkleed.

§ 2. Als hij op een privé-net is aangesloten, wordt de stroomafwaartse afnemer geacht te beschikken over een directe aansluiting op het distributienet, en toegang tot dit distributienet te hebben.

De privé-netbeheerder dient de stroomafwaartse afnemer te vrijwaren voor elke door het privé-net veroorzaakte storing waardoor de toegang van deze afnemer tot het distributienet wordt beperkt of onderbroken. Voorts moet de privé-netbeheerder in het algemeen waarborgen dat de stroomafwaartse afnemer de hem bij wet, ordonnantie en reglement toegekend rechten vrijelijk kan uitoefenen.

De distributienetbeheerder kan in geen geval aansprakelijk worden gesteld voor een storing of niet-nakoming van de norm NBN EN 50160 welke haar oorsprong vindt in het privé-net. Bijgevolg wijst de distributienetbeheerder elke aansprakelijkheid voor de daaruit voortvloeiende schade af.

§ 3. De distributienetbeheerder en de privé-netbeheerder leggen in het aansluitingscontract, naast het bepaalde in artikel 88, de voorwaarden vast met betrekking tot, met name :

1° de vergoeding die de distributienetbeheerder aan de privé-netbeheerder moet betalen voor de toegang tot het distributienet welke de laatstgenoemde waarborgt aan stroomafwaartse afnemers, alsook voor de installatie-, onderhouds- en vernieuwingswerken voor het privé-net en voor de aansluiting van stroomafwaartse afnemers, volgens de door de CREG goedgekeurde criteria;

2° de verbintenissen van de privé-netbeheerder inzake exploitatie, onderhoud en ontwikkeling van zijn net.

TITEL II. — **Planningscode**HOOFDSTUK 1. — *Gegevens voor het opstellen van een investeringsplan*

Art. 28. § 1. De opmaak van het meerjarig investeringsplan voor het distributienet zoals bedoeld in artikel 12 van de ordonnantie moet het mogelijk maken de continuïteit en betrouwbaarheid van de bevoorrading in elektrische energie via het distributienet te waarborgen.

In dit plan zijn de volgende fasen opgenomen :

1° een gedetailleerde raming van de behoeften aan distributiec capaciteit;

2° de analyse van de vereiste middelen om aan deze behoeften te voldoen;

3° de vergelijking van de vereiste middelen met de bestaande middelen;

4° de definitie van de criteria inzake vernieuwing van bestaande installaties;

5° de opsomming van de vereiste werken en investeringen om het distributienet aan te passen teneinde de vastgestelde problemen te verhelpen;

6° het opstellen van een uitvoeringsplanning.

§ 2. Het plan wordt als volgt opgemaakt door de distributienetbeheerder, in overleg met de Dienst :

1° elk jaar, bezorgt de distributienetbeheerder de in paragraaf 1 bedoelde informatie tegen 1 mei aan de Dienst (of rechtvaardigt dat geen enkele aanpassing nodig is voor het plan dat het afgelopen jaar door de Regering is goedgekeurd);

2° de distributienetbeheerder bepaalt in overeenstemming met de Dienst een datum om zijn plan in de maand mei voor te leggen;

3° de Dienst onderzoekt vervolgens het plan en kan de distributienetbeheerder vragen hem de informatie en rechtvaardigingsgronden te verstrekken die hij nodig acht.

4° in de maand juni wordt een overlegvergadering gehouden waarop de Dienst zijn opmerkingen kenbaar maakt aan de distributienetbeheerder;

5° de distributienetbeheerder bezorgt de Dienst uiterlijk tegen 30 juni twee exemplaren van het ontwerpplan dat in voorkomend geval wordt herwerkt aansluitend op het in het vorige lid bedoelde overleg;

6° de Dienst bezorgt de Regering één van de exemplaren, vergezeld van zijn advies;

7° nadat het plan door de Regering is goedgekeurd, wordt het ten uitvoer gebracht vanaf 1 januari van het daaropvolgende jaar; bij gebrek, op 1 januari van het daaropvolgende jaar, aan een reactie vanwege de Regering, wordt het ingediende plan geacht goedgekeurd te zijn.

HOOFDSTUK 2. — *Planningsgegevens**Afdeling 2.1. — Algemeen*

Art. 29. De distributienetgebruiker of diens leverancier, bij toepassing van het gestelde in artikel 32, bezorgt de distributienetbeheerder zijn beste raming van de planningsgegevens zoals bedoeld in dit Hoofdstuk.

Afdeling 2.2. — Kennisgeving van gegevens

Art. 30. De distributienetgebruiker die beschikt over een aansluitingscapaciteit hoger dan of gelijk aan 2 MVA deelt de distributienetbeheerder elk jaar vóór 31 december zijn beste raming van de volgende planningsgegevens voor de eerstvolgende drie jaar mee :

1° de prognoses van het maximaal af te nemen vermogen (kW, kVAr) op jaarbasis, met opgave van de verwachte trendbreuken;

2° de beschrijving van de jaarlijkse verbruiksprofiel van het af te nemen actief vermogen.

Ter informatie moet ook een trend van deze gegevens voor de eerstvolgende twee jaar, zijnde voor vijf jaar, aan de distributienetbeheerder worden bezorgd.

Art. 31. De distributienetgebruiker van wie de installaties productie-eenheden omvatten of zullen omvatten met een totaal netto ontwikkelbaar vermogen per injectiepunt van minstens 500 WA, deelt de distributienetbeheerder elk jaar vóór 31 december de volgende planningsgegevens mee met betrekking tot de komende drie jaar :

1° het maximaal netto ontwikkelbaar vermogen, het verwachte patroon van het verbruiksprofiel, de technische gegevens, de operationele grenzen en de regelmodus van de diverse in dienst gestelde of nog in dienst te stellen productie-eenheden;

2° de productie-eenheden die buiten dienst zullen worden gesteld en de geplande datum van buitendienststelling.

Ter informatie moet ook een raming van deze gegevens voor de eerstvolgende twee jaar, zijnde op vijf jaar, aan de distributienetbeheerder worden bezorgd.

Art. 32. Voor de distributienetgebruikers die niet bedoeld zijn in artikelen 30 en 31 is het de taak van de leverancier om, globaal voor alle distributienetgebruikers met wie hij leveringscontracten heeft ondertekend, de distributienetbeheerder elk jaar vóór 31 december de volgende planningsgegevens te bezorgen met betrekking tot de komende twee jaar :

1° de prognoses van het maximaal af te nemen of te injecteren vermogen (kW, kVAr) op jaarbasis, met opgave van de verwachte trendbreuken;

2° het patroon van het jaarlijkse verbruiksprofiel van het af te nemen actief vermogen.

Art. 33. De verplichting tot mededeling van de in artikelen 30 en 31 vermelde planningsgegevens geldt tevens voor de afnamepunten waarvoor een aansluitingsaanvraag is ingediend. In dat geval, worden de planningsgegevens gevoegd bij de aansluitingsaanvraag. Zij hebben betrekking op het lopende jaar, voor de periode volgend op het in dienst stellen van het toegangspunt.

Art. 34. § 1. De distributienetgebruiker die beschikt over een aansluiting vanaf het hoogspanningsnet, stelt de distributienetbeheerder elk jaar vóór 30 juni schriftelijk in kennis van de verwachte ontwikkeling van zijn aansluitingsvermogen voor het volgende jaar.

Deze mededeling vormt in voorkomend geval een aanhangsel bij het aansluitingscontract.

§ 2. Bij ontstentenis van mededeling binnen de in vorige paragraaf bepaalde termijn wordt het bestaande aansluitingsvermogen van de distributienetgebruiker voor het komende jaar verlengd.

§ 3. Na 30 juni kan het aansluitingsvermogen dat door de distributienetgebruiker voor het volgende jaar aangekondigd werd, niet meer gewijzigd worden tenzij in onderstaande gevallen :

1. wanneer bij een verandering van distributienetgebruiker voor de aansluiting in kwestie, de nieuwe gebruiker wenst over te gaan tot een verhoging of verlaging van het aansluitingsvermogen;

2. wanneer de distributienetgebruiker de aansluiting in kwestie wenst op te heffen;

3. wanneer de distributienetgebruiker overgaat tot een uitbreiding van zijn aansluiting en op voorwaarde dat deze uitbreiding gepaard gaat met een verhoging van het aansluitingsvermogen.

§ 4. Indien het krachtens § 1 meegedeelde aansluitingsvermogen groter is dan de aansluitingscapaciteit, dan wordt de mededeling gelijkgesteld met een aanvraag tot uitbreiding van de aansluitingscapaciteit en worden de desbetreffende bepalingen in de Aansluitingscode bijgevolg van toepassing.

§ 5. De privé-netbeheerder dient zich te houden aan de voorschriften in het onderhavige artikel door mee te delen welke vermogens voor eigen gebruik te zijner beschikking gesteld moeten worden.

Art. 35. In geval de distributienetbeheerder van oordeel is dat de hem meegedeelde planningsgegevens onvolledig, onnauwkeurig of onredelijk zijn, vraagt hij aan de distributienetgebruiker om de gegevens in kwestie te controleren en om hem binnen de door hem gestelde termijn gevalideerde informatie te bezorgen.

Art. 36. Voor zover hij de nodige maatregelen heeft getroffen als bedoeld in artikel 35, kan de distributienetbeheerder niet aansprakelijk worden gesteld voor de gevolgen op de investeringsplannen van de mededeling van foutieve of onvolledige gegevens of van de laattijdige mededeling van gegevens.

Art. 37. De distributienetgebruiker of de leverancier, volgens het geval, brengt de distributienetbeheerder zo snel mogelijk op de hoogte van elke wijziging of verwachte wijziging van de doorgestuurde gegevens.

Art. 38. De distributienetbeheerder mag bij een distributienetgebruiker of een leverancier aanvullende gegevens opvragen, te bezorgen binnen een in onderling overleg overeengekomen termijn, die hij nuttig acht voor de planning en die niet in Bijlage I zijn opgenomen.

Art. 39. In de samenwerkingsovereenkomst bedoeld in Titel VI komen de netbeheerders onderling overeen wat de vorm, de inhoud en de periodiciteit is van de gegevens die zij met elkaar moeten uitwisselen om hun investeringsplannen op te stellen, en binnen welke termijnen dit moet gebeuren.

TITEL III. – Aansluitingscode**HOOFDSTUK 1. — Algemeen***Afdeling 1.1. — Algemene bepalingen*

Art. 40. § 1. De onderhavige Code is van toepassing op :

1° de aansluitingsinstallaties;

2° de installaties van de distributienetgebruiker waaronder die welke functioneel deel uitmaken van het distributienet of die een niet te verwaarlozen invloed hebben op het functioneren van het distributienet, op de aansluitingen) of op de installaties van andere distributienetgebruikers;

3° de installaties die via een directe lijn zijn aangesloten en op de installaties die deel uitmaken van een directe lijn;

§ 2. De installaties van de meetinrichting maken deel uit van de aansluiting en behoren tot de distributienetbeheerder. Deze installaties worden beheerd door Titel V wat betreft de technische specificaties, het gebruik, het onderhoud en de verwerking van de meetgegevens.

§ 3. De aansluitingen en, onverminderd de bepalingen van Afdeling 6.5., de installaties van de distributienetgebruikers, die bestaan bij het in voege treden van dit Technisch Reglement, dienen te voldoen aan de bepalingen van deze Titel.

§ 4. In Bijlage II, en onverminderd de bepalingen van de overige Titels van onderhavig Technisch reglement, staan de voorwaarden vermeld binnen dewelke de verantwoordelijkheid van de distributienetbeheerder kan speten tegenover de distributienetgebruikers en omgekeerd. Die voorwaarden zijn van toepassing ongeacht het type van aansluiting.

Art. 41. § 1. Behoudens andersluidende overeenkomst, is de distributienetbeheerder eigenaar van de aansluiting niettegenstaande de interventie van de distributienetgebruiker of van de eigenaar van het gebouw in de kosten of in de werken voor de realisatie ervan.

§ 2. Behoudens andersluidende overeenkomst en onder voorbehoud van de toestellen die deel uitmaken van de meetinrichting, behoren de installaties die stroomafwaarts van het afnamepunt van de distributienetgebruiker aangesloten zijn niet toe aan de distributienetbeheerder.

Art. 42. § 1. Behoudens bijzondere wettelijke of reglementaire bepaling, is de distributienetbeheerder als enige gemachtigd de inrichtingen waarop hij het eigendomsrecht heeft aan te leggen, aan te passen, te verplaatsen, te vervangen, te verwijderen te onderhouden en uit te baten.

§ 2. De installaties waarop de distributienetgebruiker een eigendoms- of gebruiksrecht heeft worden beheerd en onderhouden door de distributienetgebruiker, of door een derde in opdracht van de distributienetgebruiker.

Om de installaties te onderhouden waarvan hij het gebruiksrecht heeft, kan de distributienetgebruiker aan de distributienetbeheerder vragen om zijn toegangspunt tijdelijk buiten dienst te stellen. Dit blijft « actief » in het toegangsregister zoals bedoeld in artikel 131.

§ 3. In afwijking van § 2 lid 1 en in overeenstemming met het gestelde in artikel 15 mogen de tussenkomsten en schakelingen op installaties die functioneel deel uitmaken van het distributienet enkel worden uitgevoerd door de distributienetbeheerder of een door hem gemachtigde persoon.

Art. 43. De locatie van het of de toegangspunt(en) met betrekking tot een aansluiting wordt bepaald op basis van de aanbevelingen van Synergrid, behoudens bijzondere omstandigheden die een afwijking rechtvaardigen.

Art. 44. Het ter beschikking stellen van infrastructures door een eigenaar van een gebouw 1 locatie aan de distributienetbeheerder om er de aansluitingsuitrustingen in onder te brengen die uitsluitend bestemd zijn voor de voeding van het gebouw de locatie moet altijd gratis gebeuren.

Art. 45. Onder voorbehoud van andersluidende wettelijke of reglementaire bepalingen met betrekking tot de openbare-dienstverplichtingen van de distributienetbeheerder, komen de kosten verbonden met iedere tussenkomst of schakeling die geschiedt op vraag van de distributienetgebruiker of die hun oorzaak vinden in de installaties van de distributienetgebruiker, ten laste van deze distributienetgebruiker.

Art. 46. § 1. In geval van overdracht van het eigendomsrecht op een goed waarvoor een aansluiting in gebruik is, en als er een contract bestaat met betrekking tot die aansluiting, bezorgt de overdrager de overnemer een afschrift van dit contract waarvan de bepalingen onverkort geldig blijven tenzij de distributienetbeheerder en de overnemer voor het geheel of voor een gedeelte uitdrukkelijk anders bepalen.

§ 2. In geval van overdracht van het gebruiksrecht op een goed waarvoor een aansluiting in gebruik is, en als er een contract bestaat met betrekking tot die aansluiting, zijn de bepalingen ervan tegenstelbaar tegenover de overnemer die tegensprekelijk geacht wordt er kennis van te hebben genomen. Daartoe, bezorgt de overdrager aan de overnemer een afschrift van het aansluitingscontract.

Art. 47. Elke aanvraag die bij toepassing van het bepaalde in deze Code wordt geformuleerd door iemand die geen eigenaar is van de aangesloten installaties of van de installaties waarvoor een aansluiting wordt gevraagd, is slechts ontvankelijk voor zover de betrokkene een uitdrukkelijke bijzondere machtiging heeft gekregen om deze aanvraag te doen, hetzij van de eigenaar, hetzij van een persoon die zelf beschikt over een bijzonder en uitdrukkelijk mandaat van de eigenaar om aanvragen op dat vlak te doen.

Afdeling 1.2. — Wijze van aansluiten afhankelijk van de aansluitingscapaciteit

Art. 48. § 1. Onverminderd het gestelde in § 8 en in hoofdstuk 7 van deze Titel worden de aansluitingen van de eindafnemers vanaf het distributienet uitgevoerd.

§ 2. Als de aansluitingscapaciteit lager is dan, of gelijk aan 56 kVA, wordt de aansluiting vanaf het laagspanningsnet uitgevoerd. Dat is niet het geval wanneer de distributienetbeheerder beslist, teneinde technische problemen te vermijden, met name in verband met eventuele spanningsdalingen, de aansluiting uit te voeren door middel van een laagspanningsverbinding die rechtstreeks wordt verbonden met een transformatorpost voor hoogspanning/laagspanning, of via een hoogspanningsnet.

§ 3. Voor aansluitingscapaciteiten tussen 56 en 250 kVA mag de distributienetbeheerder een aansluiting vanuit het laagspanningsnet voorstellen dan wel een aansluiting door middel van een laagspanningsverbinding die rechtstreeks met een transformatorstation voor hoogspanning/laagspanning is verbonden of een aansluiting vanuit het hoogspanningsnet.

§ 4. Voor een aansluitingscapaciteit hoger dan 250 kVA wordt de aansluiting uitgevoerd vanuit het hoogspanningsnet. Voor aansluitingscapaciteiten beneden 5 MVA wordt eerst nagegaan of het mogelijk is een aansluiting tot stand te brengen vanuit het hoogspanningsnet van de distributienetbeheerder.

§ 5. In de gebouwen waar meerdere distributienetgebruikers aangesloten moeten worden, mag de distributienetbeheerder één enkele aansluiting op het hoogspanningsnet aanbrengen van waaruit volgende uitrustingen kunnen worden geïnstalleerd :

1° een of meer aansluitingspunten voor hoogspanning;

2° een of meer transformatorposten voor hoogspanning/laagspanning alsook de aansluitingen om de distributienetgebruikers van laagspanning te voorzien.

§ 6. Als de aansluiting vanuit het hoogspanningsnet wordt uitgevoerd, en voor zover de lokale kenmerken van het distributienet zulks noodzakelijk maken, mag de distributienetbeheerder met de aanvrager overeenkomen om een lokaal beschikbaar te stellen dat wordt uitgerust met een transformatorpost voor hoogspanning/laagspanning die vanuit hetzelfde aansluitingspunt wordt gevoed. De voorwaarden van deze beschikbaarstelling worden bepaald door de distributienetbeheerder op basis van objectieve en niet-discriminerende criteria.

§ 7. Voor aansluitingscapaciteiten hoger dan 5 MVA mag een aansluiting worden overwogen door de installaties van de distributienetgebruiker rechtstreeks te verbinden met het secundaire railstel van een transformatorpost die het distributienet op hoogspanning voedt. Als deze oplossing wordt gekozen, behoudt de distributienetbeheerder zich naderhand het recht voor, indien de afnamen op kwartierbasis van deze nieuwe distributienetgebruiker nooit groter zijn dan 4 MVA in regime, om de bovenvermelde verbinding opnieuw aan de gemeenschap toe te wijzen tegen een billijke vergoeding.

§ 8. Wanneer de distributienetbeheerder voor de in § 7 bedoelde aansluitingscapaciteiten bij een eerste onderzoek vaststelt dat het raadzaam is de aansluiting uit te voeren op het transmissienet of op het gewestelijk transmissienet, dan voert hij overleg met de beheerder van het net in kwestie, en bezorgt hem in voorkomend geval onverwijld het volledige dossier, stelt de aanvrager hiervan in kennis en betaalt hem de eventueel ontvangen rechten terug. In dat geval wordt de aansluiting uitgevoerd in overeenstemming met het technisch reglement dat geldt voor het transmissienet of het gewestelijk transmissienet.

§ 9. De aanvrager dient in elk geval slechts één enkele aanvraag in bij de distributienetbeheerder. De distributienetbeheerder dient dan contact op te nemen met de andere netbeheerders om de kwaliteit van de aansluiting en de vereiste aanpassingen te waarborgen.

Art. 49. Bij het onderzoek van de aansluitingsaanvraag en bij het opstellen van het aansluitingsvoorstel dient de distributienetbeheerder in kwestie altijd de technische en economische belangen van de aanvrager te behartigen, zonder afbreuk te doen aan de belangen van de andere distributienetgebruikers en zonder dat de aanvrager uit dien hoofde aanspraak mag maken op een aansluitingswijze die gunstiger is dan in artikel 48 omschreven.

Afdeling 1.3. — Noodaansluitingen

Art. 50. § 1. Een noodaansluiting is te verstaan als een aansluiting die in de volgende gevallen wordt geïnstalleerd :

1° op aanvraag van een willekeurige distributienetgebruiker die zich vanaf een ander koppelpunt noodvermogen wil laten leveren;

2° op aanvraag van een distributienetgebruiker die rechtstreeks is verbonden met het secundaire railstel van een transformatorpost die het distributienet op hoogspanning voedt, en die zich vanaf het hoogspanningsnet noodvermogen wil laten leveren;

3° op aanvraag van een distributienetgebruiker die met het hoogspanningsnet is verbonden en die zich noodvermogen wil laten leveren vanaf een afzonderlijk hoogspanningsnet dat via hetzelfde koppelpunt wordt gevoed;

4° op aanvraag van een distributienetgebruiker die met het hoogspanningsnet is verbonden en die zich noodvermogen op laagspanning wil laten leveren, gevoed vanaf een afzonderlijk middenspanningsnet via hetzelfde koppelpunt;

5° op aanvraag van een distributienetgebruiker die met het laagspanningsnet is verbonden en die zich noodvermogen op laagspanning wil laten leveren, gevoed vanaf een afzonderlijke transformatorpost voor hoogspanning/laagspanning.

§ 2. Als een noodaansluiting aanwezig is, dient de distributienetgebruiker voor de levering van noodvermogen een bijdrage te betalen tegen het geldende tarief.

Afdeling 1.4. — Voorschriften van toepassing op elke aansluiting en op installaties van de distributienetgebruiker

Art. 51. § 1. Elke aansluiting, alsook elke installatie van een distributienetgebruiker moet voldoen aan de toepasselijke reglementen en normen, meer bepaald die welke zijn aangegeven in het ARAB, in de « Codex over het welzijn op het werk » alsook aan de normen NBN van toepassing op elektrische installaties.

§ 2. Vóór het in dienst stellen van een aansluiting bezorgt de distributienetgebruiker aan de distributienetbeheerder het bewijs dat zijn installaties aan de wettelijke of bestuursrechtelijke verplichtingen voldoen. Dit bewijs moet worden geleverd door een verslag van een erkende keuringsinstelling zoals bedoeld in het AREI.

Art. 52. Het toegestane niveau van de storingen die op het distributienet worden teweeggebracht door de aansluitingsinstallaties en de eigen installaties van de distributienetgebruiker wordt bepaald door de geldende nationale en internationale normen, inzonderheid door de technische rapporten IEC 61000-3-6 en IEC 61000-3-7.

Art. 53. § 1. De aansluitingen moeten voldoen aan de technische voorschriften van de SYNERGRID-documenten C2/112 met de Titel « Technische voorschriften voor aansluiting op het HS-distributienet » en CI 1107 met de Titel « Algemene technische voorschriften voor de aansluiting van een gebruiker op het LS-distributienet ». In geval van tegenstrijdigheid tussen deze voorschriften en wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen, daaronder inbegrepen die van dit technisch reglement, dan zijn de wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen bindend.

§ 2. De distributienetbeheerder mag in voorkomend geval specifieke aansluitingsvoorschriften vastleggen afhankelijk van de bijzondere lokale eigenschappen van het distributienet.

Art. 54. Elektrische installaties die door afzonderlijke aansluitingen worden gevoed mogen niet met elkaar worden verbonden, tenzij met voorafgaande schriftelijke toestemming van de distributienetbeheerder of blijkens een uitdrukkelijke afspraak in het aansluitingscontract met opgave van de desbetreffende voorwaarden.

Art. 55. De distributienetgebruiker zorgt dat de installaties waarvan hij het genot heeft voor de installaties van de distributienetbeheerder of van derden geen gevaren, schade of hinder veroorzaken welke de grenswaarden in de algemeen erkende normen te boven gaan.

De distributienetbeheerder kan bovendien eisen dat de distributienetgebruiker op eigen kosten maatregelen zou treffen om te vermijden dat de werking van zijn installaties een nadelige invloed zou hebben op andere distributienetgebruikers of op de werking van het net.

HOOFDSTUK 2. — *Specifieke voorschriften voor aansluitingen op hoogspanning**Afdeling 2.1. — Omgeving van de installaties*

Art. 56. § 1. Voor het plaatsen van de meetinrichting en andere apparatuur welke deel uitmaakt van de aansluiting, stelt de distributienetgebruiker een ruimte beschikbaar aan de distributienetbeheerder, die voldoet aan de door de laatstgenoemde gestelde eisen.

§ 2. Behoudens met uitdrukkelijke toestemming van de distributienetbeheerder is de lengte van het distributienet op de privé-locatie beperkt tot 2x15 meter. De in § 1 bedoelde ruimte moet onder deze omstandigheden aan deze eis voldoen.

Afdeling 2.2. — Conformiteit van de installaties

Art. 57. Het concept van de aansluiting en de installaties van de distributienetgebruiker moet in overeenstemming zijn met de voorschriften van het AREI met betrekking tot de gelijkvormigheidscontroles en de periodieke controles van de installaties. Dit geldt in het bijzonder voor de ligging, de bereikbaarheid van de installaties en de bedienbaarheid en de identificatie van de bedieningsapparatuur. De aansluiting en de werking van de uitrustingen moeten in overeenstemming zijn met de exploitatiewijze van het distributienet waarop ze worden aangesloten, zowel wat de technische kenmerken betreft als met betrekking tot de veiligheidsaspecten verbonden aan de exploitatie.

Art. 58. De kosten voor de gelijkvormigheidscontrole en de periodieke controles van de installaties als bedoeld in het AREI blijven ten taste van de distributienetgebruiker in kwestie.

Art. 59. § 1. De functionele specificaties van de beveiligingen van de distributienetgebruiker die zijn installaties van de aansluiting loskoppelen in geval van storing in de installaties van de gebruiker worden in onderlinge overeenstemming met de distributienetbeheerder vastgesteld. De selectiviteit van de beveiliging van het distributienet mag in geen geval worden aangetast door de keuze van de waarden van de beveiligingsparameters.

§ 2. De distributienetbeheerder mag vanwege een wijziging van de netsituatie de vereiste aanpassingen aan de beveiligingen in de installaties van de distributienetgebruiker opleggen teneinde de selectiviteit van de beveiligingen in het net verder te waarborgen. De kosten om de installaties van de distributienetgebruiker in voorkomend geval aan te passen komen ten laste van de distributienetbeheerder.

Art. 60. § 1. De distributienetbeheerder mag alle vereiste technische middelen aanwenden om reactieve energie te compenseren of, algemener, om elk storend verschijnsel te compenseren wanneer de belasting van een distributienetgebruiker die op het distributienet is aangesloten :

1° aanleiding geeft tot een aanvullende afname van reactieve energie ten opzichte van de in artikel 159 bepaalde waarden;

2° de veiligheid, de betrouwbaarheid of de efficiëntie van het distributienet derwijze verstoort dat de distributienetbeheerder niet langer in staat is zich te houden aan het bepaalde in de norm NBN EN 50160 als bedoeld in artikel 4, § 3.

§ 2. De distributienetbeheerder dient zijn beslissing met redenen te omkleden en mee te delen aan de distributienetgebruiker in kwestie.

§ 3. De installatie en het gebruik van de in § 1 bedoelde technische middelen komen ten laste van de distributienetgebruiker in kwestie voor zover deze daarvan de oorzaak is.

HOOFDSTUK 3. — *Specifieke voorschriften voor aansluitingen op laagspanning**Afdeling 3.1. — Omgeving van de installaties*

Art. 61. § 1. In gebouwen waar de aansluitingscapaciteit 56 kVA overschrijdt, stelt de distributienetgebruiker voor het groeperen van de meetapparatuur en andere uitrustingen die deel uitmaken van de aansluiting, een daartoe geschikte ruimte (of deel van een ruimte) ter beschikking van de distributienetbeheerder.

Als de plaatselijke eigenschappen van het distributienet zulks noodzakelijk maken, mag de distributienetbeheerder bovendien vragen dat hem een ruimte beschikbaar wordt gesteld voor de uitrusting van een transformatorpost voor hoogspanning/laagspanning. De voorwaarden van deze beschikbaarstelling worden bepaald door de distributienetbeheerder op basis van objectieve en niet-discriminerende criteria.

§ 2. In gebouwen waar de aansluitingscapaciteit 56 WA niet overschrijdt, stelt de distributienetgebruiker een deel van een muur ter beschikking van de distributienetbeheerder voor de aansluitingskast.

§ 3. In gebouwen waar meerdere distributienetgebruikers zijn aangesloten, stelt de eigenaar voor het groeperen van de meetapparatuur en andere aansluitingsinstallaties een of meer daartoe geschikte ruimten of een of meer daartoe geschikte locaties ter beschikking van de distributienetbeheerder.

§ 4. Als voor het voeden van een verkaveling een of meer nieuwe transformatorposten voor hoogspanning/laagspanning noodzakelijk zijn, stelt de verkavetaar een of meer daartoe geschikte terreinen ter beschikking van de distributienetbeheerder.

§ 5. Behoudens uitdrukkelijke toestemming van de distributienetbeheerder is de lengte van het distributienet op de privé-locatie beperkt tot 10 meter. De in §§ 1 tot 3 bedoelde ruimten of delen van de muur moeten onder deze omstandigheden voldoen aan deze eis.

Afdeling 3.2. — Conformiteit van de installaties

Art. 62. De aansluitingsinstallaties moeten voldoen aan de technische voorschriften van het SYNERGRID-document C11110 met de Titel « Overeenstemming tussen de stroomsterkte en het vermogen van de automatische laagspanningsschakelaars ».

Art. 63. Het technisch voorschrift in het SYNERGRID-document CI 1107 betreffende de « Algemene technische voorschriften voor de aansluiting van een gebruiker op het LS-distributienet » is van toepassing, behalve wat de bepalingen betreft in verband met de aansluiting als functie van het vermogen, die vallen onder artikel 48.

Afdeling 3.3. — Aansluitingscapaciteit

Art. 64. In de mate dat aan de voorschriften in artikel 61, § 5, is voldaan, bedraagt de minimale aansluitingscapaciteit die een gebruiker kan verkrijgen 40 A op 230 V eenfasespanning, onverminderd enigerlei beperking vervat in de Ordonnantie van 11 juli 1991 betreffende het recht op de minimale levering van elektriciteit.

HOOFDSTUK 4. — Aanvullende technische voorschriften voor de aansluiting van productie-eenheden voor groene stroom en gedecentraliseerde productie-eenheden

Art. 65. § 1. De aansluitingen van de productie-eenheden, daaronder inbegrepen die welke hernieuwbare energiebronnen gebruiken, warmtekrachtkoppelinginstallaties, eenheden die elektriciteit opwekken op basis van afvalstoffen en uit industriële processen teruggewonnen restmaterialen, alsook gedecentraliseerde productie-eenheden voldoen wat de technische aspecten betreft aan de technische voorschriften van SYNERGRID in het document C 10111 met de Titel « Technische aansluitingsvoorschriften voor gedecentraliseerde productie-installaties die in parallel werken met het distributienet ».

§ 2. De distributienetbeheerder mag in voorkomend geval en met opgave van redenen specifieke aansluitingsvoorschriften vastleggen afhankelijk van de bijzondere lokale eigenschappen van het distributienet.

*HOOFDSTUK 5. — Aansluitingsprocedure**Afdeling 5.1. — Algemeen*

Art. 66. Moeten het voorwerp zijn van een aansluitingsaanvraag, overeenkomstig de artikelen 67 en volgende, de realisatie van een nieuwe aansluiting alsook de aanpassing van een bestaande aansluiting.

De distributienetbeheerder mag eveneens de indiening van een dergelijke aanvraag opleggen in geval van aanpassingen aan de installaties van de distributienetgebruiker die een niet te verwaarlozen invloed op het distributienet hebben of in geval van wijziging van de exploitatiewijze van de aangesloten installaties.

Art. 67. Elke aansluitingsaanvraag, desgevallend vergezeld van een oriënterende studie of een detailstudie, moet schriftelijk worden ingediend bij de distributienetbeheerder met inachtneming van de procedure die te dien einde wordt gepubliceerd overeenkomstig artikel 12 en met inachtneming van de volgende bepalingen.

*Afdeling 5.2. — Aansluiting op hoogspanning**Onderafdeling 5.2.1. — Algemeen*

Art. 68. § 1. Een aanvraag betreffende een aansluiting op hoogspanning vereist de realisatie van een detailstudie.

§ 2. In afwijking van het bepaalde in paragraaf één, is de realisatie van een detailstudie niet nodig voor een aanvraag van wijziging van minder groot belang met betrekking tot een aansluiting op hoogspanning.

Ter gelegenheid van een ontwerp van wijziging, welke hij van minder groot belang acht, van de aansluitingsinstallaties of de bijbehorende exploitatiewijzen, stelt de distributienetgebruiker de distributienetbeheerder in kennis van de geplande wijzigingen, met opgave van de redenen waarom hij deze van minder groot belang acht.

Na de in vorig lid bedoelde kennisgeving te hebben onderzocht, mag de distributienetbeheerder :

- 1° de geplande wijzigingen zonder meer goedkeuren;
- 2° voorstellen om een aanhangsel bij het aansluitingscontract af te sluiten;
- 3° beslissen dat de wijziging, vermits deze niet van gering belang is, wordt uitgevoerd met inachtneming van de in Afdeling 5.2.3. van dit hoofdstuk vermelde procedure.

Indien een aanhangsel wordt afgesloten als bedoeld in vorig lid, 2°, betekent dit niet dat de aansluitingsaanvrager is vrijgesteld van de verplichting om een kennisgeving van gelijkvormigheid van de aansluiting te verkrijgen, overeenkomstig artikel 51, § 2.

Art. 69. Een aanvraag betreffende een aansluiting op hoogspanning kan worden voorafgegaan, volgens de wens van de aanvrager, door een aanvraag van een oriënterende studie.

Art. 70. §1. De distributienetbeheerder publiceert in voorkomend geval de geldende tarieven die de kosten moeten dekken voor de realisatie van een oriënterende studie of van een detailstudie.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde tarieven komen ten laste van de aanvrager, tenzij de aanvrager de hoedanigheid van leverancier heeft, of door een leverancier is gemandateerd met eerbiediging van artikel 47, in welk geval de kosten aangerekend worden aan de eigenaar van de aangesloten installaties of van de installaties waarvoor een aansluiting is aangevraagd.

§ 3. In afwijking van het bepaalde in vorige paragrafen, zijn er geen kosten verschuldigd voor de realisatie van de detailstudie als aan de volgende voorwaarden is voldaan :

- 1° de aansluitingsaanvraag is al ingediend en een eerste keer in behandeling genomen;
- 2° de aanvraag heeft geen aanleiding gegeven tot de realisatie van de aansluiting;
- 3° er zijn sindsdien geen wijzigingen in het net aangebracht die van invloed zijn op de aansluitingsvoorwaarden.

Art. 71. Het bepaalde in artikel 9 van de ordonnantie is van toepassing voor het organiseren van contacten met de producenten die op het distributienet zijn aangesloten of zich daarop willen aansluiten. Dat geldt ook voor de voorbereiding van contracten.

Onderafdeling 5.2.2. — Oriënterende studie en voorontwerp van aansluiting

Art. 72. Het doel van de oriënterende studie is het opmaken van een voorontwerp van aansluiting op hoogspanning.

Art. 73. De aanvraag voor een oriënterende studie omvat :

- 1° de identiteit van de aanvrager en zijn juridische situatie ten aanzien van het gebouw waarop de aansluiting betrekking heeft;
- 2° de contactgegevens van de aanvrager;
- 3° de plattegrond van de plaats van afname/inflectie, de algemene technische gegevens en de gewenste locatie van het toegangspunt;
- 4° de informatie nodig voor het toekennen van het verbruiksprofiel waaronder meer bepaald de gevraagde aansluitingscapaciteit en de geplande afnamemodus;
- 5° de verbintenis van de natuurlijke of rechtspersoon die krachtens artikel 70, § 2, is aangewezen om, desgevallend, het geldende tarief te betalen als de oriënterende studie niet gevolgd wordt door een detailstudie.

Art. 74. Binnen de vijf werkdagen na ontvangst gaat de distributienetbeheerder de (on)volledigheid van de aanvraag na en licht hij de aanvrager daarover in.

Als de aanvraag onvolledig is, deelt hij mee welke aanvullende informatie hij moet verstrekken.

Art. 75. Tijdens de behandeling van de aanvraag voor een oriënterende studie verleent de distributienetbeheerder, in de mate van het mogelijke en rekening houdend met de noodzakelijke continuïteit van bevoorrading, voorrang aan aanvragen met betrekking tot warmtekrachtkoppelinginstallaties en productie-installaties die hernieuwbare energiebronnen gebruiken alsook aan de eenheden die elektriciteit opwekken op basis van afvalstoffen en uit industriële processen teruggewonnen restmaterialen.

Art. 76. Tijdens de uitvoering van de oriënterende studie dienen de distributienetbeheerder en de aanvrager te goeder trouw met elkaar samen te werken. De distributienetbeheerder mag de aanvrager te allen tijde aanvullende gegevens vragen die hij nodig heeft om het voorontwerp van aansluiting voor te bereiden.

Art. 77. § 1. Binnen een redelijke termijn, en in ieder geval binnen een termijn van vijftien werkdagen na ontvangst van een volledige aanvraag voor een oriënterende studie, maakt de distributienetbeheerder zijn conclusies aan de aanvrager over

1° hetzij door middel van een voorontwerp van aansluiting,

2° hetzij door middel van een gemotiveerde weigering van de aansluiting, waarvan een afschrift aan de Dienst wordt bezorgd.

§ 2. De in § 1 bedoelde maximale termijn wordt gebracht op dertig werkdagen indien er grond toe bestaat om de behandeling van de aanvraag uit te stellen bij toepassing van het bepaalde in artikel 75.

§ 3 Als de oriënterende studie wordt afgestoten met een voorontwerp van aansluiting, bevat dit ten minste :

* een schema voor de beoogde aansluiting;

* de technische voorschriften voor de aansluiting;

* een indicatieve raming van de kosten;

* een indicatieve raming van de termijn nodig voor de realisatie van de aansluiting, met inbegrip van de eventuele versterkingen die aan het distributienet moeten worden aangebracht ten gevolge van de aansluiting.

Art. 78. De gegevens vervat in het voorontwerp van aansluiting binden noch de distributienetbeheerder, noch de aanvrager van de oriënterende studie op enige wijze.

Onderafdeling 5.2.3. — Detailstudie en ontwerp van aansluiting

Art. 79. Het doel van een detailstudie is het opmaken van een ontwerp van aansluiting op hoogspanning.

Art. 80. De aanvraag voor een detailstudie bevat :

1° de identiteit van de aanvrager en zijn juridische situatie ten aanzien van het gebouw waarop de aansluiting betrekking heeft;

2° de contactgegevens van de aanvrager;

3° de plattegrond van de plaats van afnamelinjectie;

4° de informatie nodig voor het toekennen van het verbruiksprofiel waaronder meer bepaald de gevraagde aansluitingscapaciteit en de geplande afnamemodus.

5° het aansluitingsvermogen;

6° de gedetailleerde technische eigenschappen van de aansluiting en van de aan te stuiten installaties, als vermeld in het aansluitingsformulier;

7° de verbintenis van de natuurlijke of rechtspersoon die krachtens artikel 70 § 2 is aangewezen om het tarief te betalen met betrekking tot de detailstudie.

Art. 81. § 1. Binnen de tien werkdagen na ontvangst gaat de distributienetbeheerder de (on)volledigheid van de aanvraag na en licht hij de aanvrager daarover in.

Als de aanvraag onvolledig is, deelt hij de aansluitingsaanvrager mee welke aanvullende stukken of informatie hij moet verstrekken om het ontwerp van aansluiting voor te bereiden en binnen welke termijnen de aanvrager deze moet verstrekken.

§ 2. Als de aansluitingsaanvraag volledig is, kent de distributienetbeheerder een capaciteitsreservering aan de aanvrager toe.

Art. 82. § 1. Tijdens de behandeling van de detailstudie verleent de distributienetbeheerder, in de mate van het mogelijke en rekening houdend met de noodzakelijke continuïteit van de voorziening, voorrang aan aanvragen met betrekking tot warmtekrachtkoppelinginstallaties en productie-installaties die hernieuwbare energiebronnen gebruiken alsook aan de eenheden die elektriciteit opwekken op basis van afvalstoffen en uit industriële processen teruggewonnen restmaterialen.

§ 2. De in § 1 vermelde voorrang geldt tevens voor de capaciteitsreserveringen.

Art. 83. § 1. Zo spoedig mogelijk, en zeker binnen een termijn van dertig werkdagen na ontvangst van een volledige aanvraag, bezorgt de distributienetbeheerder de aanvrager een gemotiveerde weigering van de aansluiting waarvan een afschrift aan de Dienst wordt bezorgd, of een aansluitingsontwerp dat onder meer omvat :

1° de technische oplossingen en regelparameters die dienen overeengekomen te worden tussen de distributienetbeheerder en de aansluitingsaanvrager, in overeenstemming met de voorschriften van dit technisch reglement en rekening houdend met de technische kenmerken van het distributienet;

2° de beschrijving van de vooraf door de aanvrager of door de persoon die hem heeft gemandateerd uit te voeren werken om de realisatie van de aansluitingswerken door de distributienetbeheerder mogelijk te maken;

3° de uitvoeringsmodaliteiten en termijnen voor de realisatie van de aansluiting met aanduiding van de overwogen hypothesen, en onder andere de termijnen nodig voor het verkrijgen van de vergunningen of machtigingen bij de bevoegde overheid of voor de realisatie van de eventuele aanpassingen die aan het distributienet moeten aangebracht worden; bovenvermelde uitvoeringstermijnen zijn ter indicatie.

4° de uitnodiging tot betaling van de prijs van de aansluitingswerken, vastgelegd volgens de geldende tarieven.

§ 2. De in § 1 bedoelde maximale termijn wordt gebracht op zestig werkdagen indien er grond toe bestaat om de behandeling van de aanvraag uit te stellen bij toepassing van artikel 82.

§ 3. De in dit artikel vermelde termijnen kunnen in onderlinge overeenstemming met de betrokken partijen worden verlengd.

Art. 84. De technische oplossingen en de regelparameters mogen worden aangepast om redenen in verband met de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het net, ingevolge een met redenen omklede aanvraag van de distributienetbeheerder.

De kosten voor deze aanpassingen komen ten laste van de distributienetbeheerder, tenzij deze hun oorsprong vinden in een wijziging van de installaties van de distributienetgebruiker.

Art. 85. Als overeenstemming wordt bereikt over het in artikel 83 bedoelde aansluitingsontwerp, stelt de distributienetbeheerder een aansluitingscontract op binnen een termijn van twintig werkdagen te rekenen vanaf het akkoord.

Art. 86. Indien de aanvrager geen gevolg geeft aan het antwoord van de distributienetbeheerder binnen een termijn van veertig werkdagen na kennisgeving ervan, dan wordt de aansluitingsaanvraagprocedure als nietig beschouwd, behalve andersluidende beslissing van de distributienetbeheerder, genomen op gemotiveerd verzoek van de aanvrager.

Onderafdeling 5.2.4. — Aansluitingscontract

Art. 87. § 1. De afsluiting van een aansluitingscontract met de distributienetbeheerder is vereist in de volgende gevallen :

1° voorafgaand aan de uitvoering van een nieuwe aansluiting;

2° voorafgaand aan de uitvoering van een aanpassing van een bestaande aansluiting, van een installatie van een distributienetgebruiker die een niet te verwaarlozen invloed op het distributienet heeft of van hun respectieve exploitatiewijze.

§ 2. In afwijking van § 1, 2°, is er voor een wijziging van minder groot belang aan een aansluiting, in de zin van artikel 68, 52, geen nieuw aansluitingscontract nodig, maar enkel een avenant aan het bestaande aansluitingscontract, als de distributienetbeheerder dit nodig acht.

Art. 88. Het aansluitingscontract bevat ten minste de volgende items :

1° de identiteit van de partijen;

2° de aanduiding van de contactpersonen en meer bepaald, van een gesprekspartner met wie de distributienetbeheerder contact kan opnemen in het kader van de exploitatiemanoeuvres;

3° de bepalingen met betrekking tot de duur en beëindiging van het contract;

4° de beschrijving van de aansluiting met opgave van de locatie en het spanningsniveau van het aansluitingspunt, het toegangspunt en het meetpunt;

5° de unieke identificatie van het toegangspunt door middel van de EAN-code;

6° in voorkomend geval, de bijzondere bepalingen in verband met de toegang van personen tot de aansluitingsinstallaties;

7° de beschrijving van de installaties van de distributienetgebruiker (daaronder inbegrepen de installaties die functioneel deel uitmaken van het net), inzonderheid de aangesloten productie-eenheden;

8° de specifieke technische voorwaarden en bepalingen, onder meer de aansluitingscapaciteit, de relevante technische karakteristieken van de aansluiting en van de installaties van de distributienetgebruiker, het meetstelsel, de uitbating, het onderhoud, de eisen in verband met beveiligingen en veiligheid;

9° het aansluitingsvermogen dat niet groter mag zijn dan de sub litt. 8 bepaalde aansluitingscapaciteit;

10° in voorkomend geval, de bepalingen in verband met de meteropname;

11° de bepalingen met betrekking tot wederzijdse aansprakelijkheid, vermeld in bijlage II;

12° in voorkomend geval, de eigendomslijmieten van de installaties.

Onderafdeling 5.2.5. — Uitvoering van de aansluiting

Art. 89. § 1. De termijnen voor de realisatie van de aansluiting, als vermeld in het aansluitingscontract, houden rekening met de eventuele versterkingen die aan het distributienet, het gewestelijk transmissienet of het transmissienet moeten worden aangebracht.

§ 2. De distributienetbeheerder geeft ten opzichte van andere niet-dringende werken voorrang aan de aansluitingen van kwalitatieve warmtekrachtkoppelinginstallaties, productie-installaties die hernieuwbare energiebronnen gebruiken, eenheden die elektriciteit opwekken op basis van afvalstoffen en uit industriële processen teruggewonnen restmaterialen.

In dit artikel verstaat men onder niet-dringende werken die welke in gevat van vertraging geen gevaar voor personen opleveren en geen rechtstreekse reële schade aan de bestaande uitrustingen toebrengen.

Art. 90. De noodzakelijke vergunningsaanvragen moeten bij de bevoegde overheden worden ingediend binnen een termijn die met het tijdschema voor de realisatie van de aansluiting overeenstemt.

De distributienetbeheerder kan niet aansprakelijk gesteld worden voor de gevolgen van een eventueel uitstel of eventuele weigering door de bevoegde overheid om de noodzakelijke vergunningen af te leveren.

Art. 91. § 1. De aansluitingswerken worden pas gepland nadat de aanvrager alle toepasselijke kosten ter uitvoering van de onderhavige code heeft vooruitbetaald, daaronder inbegrepen de eventuele kosten voor de oriënterende studie en detailstudie betreffende de werken in kwestie. In de hypothese dat de aanvrager de hoedanigheid van leverancier heeft of door een leverancier werd gemandateerd met eerbiediging van artikel 47, worden de kosten aangerekend aan de eigenaar van de aangesloten installaties of van de installaties waarvoor een aansluiting is aangevraagd.

§ 2. Bij afwijking van § 1, en als de voor de aanvrager geldende reglementering het hem vanwege zijn hoedanigheid niet mogelijk maakt de betaling van de werken vooraf te vereffenen, is de planning van aansluitingswerken afhankelijk van de voorafgaande ontvangst van de bestelling van de werken, waarbij de aanvrager ertoe verbonden is om zodra de werken zijn uitgevoerd, het bedrag te betalen dat is aangegeven in het ontwerp van aansluiting.

In de hypothese in alinea 1, behoudt de distributienetbeheerder zich evenwel het recht voor om de betaling van voorschotten te eisen in de mate waarin dat door de reglementering is toegestaan.

§ 3. De betaling van de aansluitingskosten, brengt een onweerlegbaar vermoeden met zich, dat de eigenaar van de aangesloten installaties of van de installaties waarvoor een aansluiting is aangevraagd kennis heeft genomen van dit Technisch Reglement, met inbegrip van de algemene voorwaarden inzake aansprakelijkheid vermeld in Bijlage II, en dat hij die voorwaarden aanvaardt.

Afdeling 5.3. — Aansluiting op laagspanning

Art. 92. Een aanvraag betreffende een aansluiting op laagspanning vereist geen enkele voorafgaande studie.

Art. 93. Binnen de vijf werkdagen na ontvangst gaat de distributienetbeheerder de (on)volledigheid van de aanvraag na en licht hij de aanvrager daarover in.

Als de aanvraag onvolledig is, deelt hij mee welke aanvullende informatie hij moet verstrekken en binnen welke termijn.

Art. 94. § 1. De distributienetbeheerder deelt binnen de tien werkdagen na ontvangst van een volledige aansluitingsaanvraag, de technische en financiële aansluitingsvoorwaarden mede, alsmede de waarschijnlijke termijnen voor de realisatie van de aansluiting voor zover :

1° de aansluitingscapaciteit niet groter is dan 25 kVA;

2° de in artikel 61, § 5, vervatte voorwaarden worden nageleefd;

3° het distributienet in de onmiddellijke omgeving van het aansluitingspunt wordt gevestigd en aan dezelfde kant van de rijweg is gelegen.

§ 2. Indien aan de in het vorige paragraaf vermelde voorwaarden is voldaan, en alle vereiste vergunningen en machtigingen zijn verleend, dan mag de uitvoeringstermijn van een aansluiting twintig werkdagen niet te boven gaan, te rekenen vanaf de ontvangst van de betaling, met inachtneming van het gestelde in artikel 95, § 1.

§ 3. Als niet aan de in § 1 vermelde voorwaarden is voldaan, dient de distributienetbeheerder de aansluitingsaanvraag zo spoedig mogelijk te beantwoorden met dien verstande dat deze termijn nooit langer mag zijn dan de termijn die in de aansluitingsprocedure op hoogspanning is vastgelegd.

§ 4. Als de gevraagde aansluitingscapaciteit groter is dan 56 WA of indien de distributienetbeheerder oordeelt dat een laagspanningsaansluiting alleen mogelijk is door het distributienet uit te breiden of te verstevigen, dan wordt dezelfde procedure van oriënterende studie toegepast als bedoeld in de aansluitingsprocedure op hoogspanning.

Art. 95. § 1. De distributienetbeheerder vat de aansluitingswerken pas aan na de volledige betaling te hebben ontvangen van het in de offerte aangegeven bedrag.

§ 2. Bij afwijking van § 1, en als de voor de aanvrager geldende reglementering het hem vanwege zijn hoedanigheid niet mogelijk maakt de betaling van de werken vooraf te vereffenen, worden de werken aangevat zodra de bestelling wordt ontvangen, waarbij de aanvrager ertoe verbonden wordt om zodra de werken voltooid zijn, het bedrag te betalen dat is aangegeven in de in artikel 94 bedoelde offerte.

In de hypothese in alinea 1, behoudt de distributienetbeheerder zich evenwel het recht voor om de betaling van voorschotten te eisen in de mate waarin dat door de reglementering is toegestaan.

Art. 96. § 1. De kosten voor de uitvoering van de aansluiting komen ten laste van de aanvrager, volgens de geldende tarieven, tenzij de aanvrager de hoedanigheid van leverancier heeft, of door een leverancier is gemandateerd met eerbiediging van artikel 47, in welk geval de kosten aangerekend worden aan de eigenaar van de aangestoten installaties of van de installaties waarvoor een aansluiting is aangevraagd.

§ 2. De betaling van de aansluitingskosten brengt een onweerlegbaar vermoeden met zich, dat de eigenaar van de aangestoten installaties of van de installaties waarvoor een aansluiting is aangevraagd, kennis heeft genomen van dit Technisch Reglement, met inbegrip van de algemene voorwaarden inzake aansprakelijkheid vermeld in Bijlage II, en dat hij die voorwaarden aanvaardt.

Art. 97. § 1. De aansluitingswerken worden gerealiseerd onder de verantwoordelijkheid van de distributienetbeheerder, in overleg met de eigenaar van het betrokken gebouw of zijn mandataris.

§ 2. De eigenaar van het betrokken gebouw of zijn mandataris mag evenwel, geheel of gedeeltelijk, de voorbereidende en afwerkingswerken op privé-terrein uitvoeren, met uitzondering van de aanleg van de aftakking. Die werken worden, volgens dat het gaat om een aansluiting in hoog- of laagspanning, nader omschreven in het ontwerp van aansluiting of in de offerte voor de aansluiting. In voorkomend geval, schikt de eigenaar van het betrokken gebouw of zijn mandataris zich naar de veiligheidsmaatregelen van de distributienetbeheerder.

§ 3. De distributienetbeheerder is als enige gemachtigd om de aansluiting onder spanning te zetten.

Art. 98. Het tracé van de aansluiting alsmede de opstelling en de karakteristieken van de samenstellende delen worden derwijze goedgekeurd door de distributienetbeheerder dat de algemene veiligheid en de normale werking van de deelelementen van de aansluiting gewaarborgd zijn en dat de opname van de verbruiksmeters, het toezicht, het nazicht en het onderhoud gemakkelijk kunnen geschieden.

Art. 99. § 1. Desgevraagd door de distributienetbeheerder moet de eigenaar van het gebouw in kwestie de vereiste doorboring uitvoeren om de aansluitingskabel te leggen volgens de aanwijzingen van de distributienetbeheerder.

§ 2. Deze kabel dient over de gehele lengte mechanisch te worden beschermd door een mantelbuis vervaardigd uit polyvinylchloride (PVC), polyethyleen (PE) of vezelcement of enigerlei ander op zijn minst daarmee gelijkgesteld materiaal.

§ 3. De muurdoorgang moet door de eigenaar van het gebouw of door zijn mandataris worden afgestoten om de opening water- en gasdicht te maken.

*HOOFDSTUK 6. — Gebruik, onderhoud en conformiteit van de aansluiting**Afdeling 6.1. — Algemene bepalingen*

Art. 100. De distributienetgebruiker en, als het een verschillende persoon betreft, de eigenaar van het onroerend goed in kwestie, treffen de nodige voorzorgsmaatregelen om iedere beschadiging aan de aansluiting en, algemeen, aan het distributienet en aan de installaties van de andere distributienetgebruikers te voorkomen.

Art. 101. De distributienetgebruiker en, als het een verschillende persoon betreft, de eigenaar van het onroerend goed in kwestie, dienen de distributienetbeheerder terstond in kennis te stellen van elke vastgestelde beschadiging, afwijking of niet-overeenstemming met de wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen.

Art. 102. Indien de gebruiker de afname- of injectiekenmerken wijzigt, of indien wijzigingen worden aangebracht ten opzichte van de omstandigheden die van kracht waren op het ogenblik dat de aansluiting werd uitgevoerd, dan heeft de distributienetbeheerder het recht, zonder afbreuk te doen aan de vereiste maatregelen om deze situatie definitief recht te zetten, om de aansluiting te wijzigen op kosten van de distributienetgebruiker of, als het een verschillende persoon betreft, van de eigenaar van het onroerend goed in kwestie, teneinde de algemene veiligheid van het net te vrijwaren, het toezicht op en het gemakkelijk onderhoud van de aansluiting te vergemakkelijken, evenals de correcte werking van de toestellen van de aansluiting en de gemakkelijke opname van de meters mogelijk te maken.

Art. 103. De distributienetgebruiker mag de vermogensschakelaar van de aansluiting in werking stellen, tenzij indien zulks verhinderd wordt door de verzegeling dan wel door elke andere tegenaanwijzing van de distributienetbeheerder.

Afdeling 6.2. — Gebruik van de installaties die functioneel deel uitmaken van het distributienet

Art. 104. De installatie van de distributienetgebruiker die functioneel deel uitmaakt van het distributienet voor de overbrenging van energie naar andere distributienetgebruikers wordt gratis beschikbaar gesteld aan de distributienetbeheerder met inachtneming van de voorwaarden in artikel 15.

Afdeling 6.3. — Gebruik en onderhoud van hoogspanningsaansluitingen

Art. 105. § 1. De distributienetbeheerder is verantwoordelijk voor het onderhoud, de kwaliteit en de bedrijfszekerheid van de hoogspanningskabels die op een privé-locatie worden gelegd teneinde een afname- of injectiepunt voor hoogspanning aan te stuiten. De onderhouds- en herstellingskosten van deze kabels komen te zijnen laste.

§ 2. De distributienetbeheerder is als enige gemachtigd om te oordelen of het noodzakelijk is om de in § 1 bedoelde hoogspanningskabels te vervangen vanwege hun verouderingsgraad.

§ 3. In het geval de vernieuwing geldt voor een deel van het distributienet waarvan de lengte op privé-terrein het bepaalde in artikel 56, § 2 overschrijdt, dan is de aan die vernieuwing gebonden meerkost ten laste van de distributienetgebruiker of, als het een verschillende persoon betreft, van de eigenaar van het betrokken onroerend goed, volgens de geldende tarieven.

Afdeling 6.4. — Gebruik en onderhoud van laagspanningsaansluitingen

Art. 106. § 1. De distributienetbeheerder is verantwoordelijk voor het onderhoud, de kwaliteit en de bedrijfszekerheid van de aansluitingsuitrustingen tussen zijn net tot en met de eerste belaste onderbrekingsinrichting. De onderhouds- en herstellingskosten van deze uitrustingen komen te zijnen laste. Dat geldt ook voor de ingrepen op de eerste onderbrekingsinrichting in geval van interne storing.

§ 2. De vernieuwing van de bovenvermelde uitrustingen te wijten aan de wijziging van de installaties van de gebruiker, komt ten laste van de laatstgenoemde.

§ 3. De distributienetbeheerder is als enige gemachtigd om te oordelen of het noodzakelijk is om een aansluiting te vernieuwen vanwege haar verouderingsgraad. De vernieuwing van de aansluitingsinstallaties tengevolge van hun verouderingsgraad wordt ten laste genomen volgens de geldende tarieven.

§ 4. In het geval de vernieuwing geldt voor een deel van het distributienet waarvan de lengte op privé-terrein het bepaalde in artikel 61, § 5 overschrijdt, dan is de aan die vernieuwing gebonden meerkost ten laste van de distributienetgebruiker of, als het een verschillende persoon betreft, van de eigenaar van het betrokken onroerend goed, volgens de geldende tarieven.

Art. 107. De aansluiting mag alleen worden verzonken (ingewerkt) met toestemming van de distributienetbeheerder, en moet in dat geval op efficiënte wijze worden beschermd. Het moet mogelijk zijn om de aansluiting op elk ogenblik te controleren.

Art. 108. De distributienetgebruiker of, als het een verschillende persoon betreft, de eigenaar van het betrokken onroerend goed, zorgt ervoor dat de muren waterdicht blijven.

Afdeling 6.5. — Conformiteit van de aansluiting en van de installaties van de distributienetgebruiker

Art. 109. De distributienetbeheerder heeft het recht om de conformiteit van de aansluiting en van de installaties van de distributienetgebruiker na te gaan en te beoordelen met de voorschriften van dit technisch reglement en van het aansluitingscontract.

Art. 110. § 1. Met als doel na te gaan of de aansluiting en de installaties van een distributienetgebruiker in overeenstemming zijn met de voorschriften van dit technisch reglement en met het aansluitingscontract, mag de distributienetbeheerder uit eigen beweging of desgevraagd door een derde tests op de installaties uitvoeren of iemand anders opdracht geven deze tests voor zijn rekening uit te voeren. In voorkomend geval, zijn paragrafen 2 en 3 van artikel 15 van toepassing.

§ 2. Na overleg leggen de distributienetbeheerder en de desbetreffende distributienetgebruiker in onderlinge overeenstemming de procedure, het tijdschema en de toe te passen middelen vast om de in § 1 bedoelde tests uit te voeren.

§ 3. In de maand volgend op de overeenkomstig §§ 1 en 2 uitgevoerde tests bezorgt de distributienetbeheerder een verslag aan de distributienetgebruiker alsmede aan eventuele belanghebbende derden, nadat de vertrouwelijke gegevens in voorkomend geval uit dit verslag werden verwijderd.

§ 4. Indien uit het onderzoek of de tests blijkt dat een installatie niet voldoet aan de eisen van dit technisch reglement of van het aansluitingscontract, dan vraagt de distributienetbeheerder de distributienetgebruiker om binnen een redelijke termijn de vereiste wijzigingen aan te brengen.

§ 5. De eigenaar van de installatie of de distributienetgebruiker in kwestie neemt alle kosten op zich voor het onderzoek of de tests waaruit gebleken is dat de aansluiting niet conform is, alsook de kosten van nieuwe tests die worden uitgevoerd nadat de wijzigingen in de installatie zijn aangebracht. Indien blijkt dat er geen sprake is van niet-conformiteit, komen de tests voor rekening van de partij die het initiatief voor het onderzoek of de tests heeft genomen.

Art. 111. § 1. Een installatie van een distributienetgebruiker die bestond op de inwerkingtreding van dit Reglement en die niet in overeenstemming is met de voorschriften ervan, kan als dusdanig worden gebruikt, zolang het niet in overeenstemming zijn geen schade of hinder berokkent of zou kunnen berokkenen aan de installaties van de distributienetbeheerder of aan de installaties van en 1 of de kwaliteit van de spanning bij een andere distributienetgebruiker.

De distributienetbeheerder kan niet verantwoordelijk worden gesteld voor eventuele schade geleden door de distributienetgebruiker vanwege de slechte werking van de installaties die niet in overeenstemming zijn met dit Reglement en waarvan hij het gebruiksrecht heeft.

§ 2. Elke installatie van een distributienetgebruiker die niet in overeenstemming is met de voorschriften van dit Technisch Reglement en waarvan het niet in overeenstemming zijn, schade of hinder berokkent aan de installaties van de distributienetbeheerder of bij een of meerdere andere distributienetgebruikers, moet in overeenstemming gebracht worden binnen een door de distributienetbeheerder vastgelegde termijn in functie van de aard en de omvang van de schade of hinder.

De distributienetbeheerder kan gedurende die termijn niet verantwoordelijk gesteld worden voor eventuele schade veroorzaakt bij distributienetgebruikers door het niet in overeenstemming zijn van de installaties van een distributienetgebruiker met de voorschriften van dit Technisch Reglement.

Art. 112. § 1. De aanpassingen bedoeld in vorig artikel zijn ten laste van de distributienetgebruiker of van de eigenaar van het betrokken vastgoed, volgens hun respectieve verantwoordelijkheden, indien bewezen is dat de installaties van de distributienetgebruiker of van de eigenaar van het betrokken vastgoed aan de basis liggen van de schade of hinder.

§ 2. Indien de distributienetgebruiker of de eigenaar van het betrokken gebouw de aanpassingen vermeld in paragraaf 1 van dit artikel of in artikel 110, § 4 niet binnen de opgelegde termijn heeft uitgevoerd, stelt de distributienetbeheerder hem in gebreke per aangetekende brief.

Behoudens andersluidend akkoord tussen de betrokken partijen, heeft de distributienetbeheerder het recht de aansluiting buiten dienst te stellen indien de aanpassingen tien werkdagen na de ingebrekestelling (postdatum van de brief geldt als bewijs) nog niet zijn uitgevoerd.

Art. 113. Onverminderd het gestelde in artikel 111, mag de distributienetbeheerder eisen dat de distributienetgebruiker maatregelen treft en deze bekostigt om te voorkomen dat tengevolge van de werking van de installaties van de distributienetgebruiker het in artikel 52 bepaalde toelaatbare niveau van storingen wordt overschreden.

Art. 114. § 1. Een distributienetgebruiker die zelf proeven wil uitvoeren of laten uitvoeren op de aansluiting of op installaties die een niet te verwaarlozen invloed hebben op het distributienet, op de aansluiting(en) of op de installaties van een andere distributienetgebruiker, moet te dien einde voorafgaande schriftelijke toestemming krijgen van de distributienetbeheerder. Elke aanvraag dient met redenen te zijn omkleed en melding te maken van de installatie(s) waarop de proeven betrekking hebben, alsook van de aard en de technische gegevens van de proeven, de procedure (onder meer wie voor de proeven verantwoordelijk is) en het tijdschema.

§ 2. Op basis van de gegevens in deze aanvraag beslist de distributienetbeheerder over de opportuniteit van deze aanvraag en voert hij in voorkomend geval overleg met de aanvrager om de het tijdschema voor de gevraagde proeven te bepalen. Hij waarschuwt de partijen die volgens hem bij de gevraagde proeven betrokken zijn.

Afdeling 6.6. — Wegname van een aansluiting

Art. 115. § 1. Elke aansluiting kan worden weggenomen op schriftelijke aanvraag bij ter post aangetekend schrijven uitgaande van de eigenaar van het aangestoten gebouw en nadat de distributienetbeheerder gecontroleerd heeft dat geen enkele distributienetgebruiker nog gebruik van deze aansluiting maakt.

De termijnen waarin de aansluiting wordt weggenomen, worden in gemeenschappelijk overleg bepaald.

§ 2. De kosten voor het wegnemen van een aansluiting, alsook de kosten voor het weer in de oorspronkelijke staat brengen van lokalen, de toegangswegen en de terreinen, zijn ten laste van de eigenaar van het aangesloten gebouw.

Art. 116. De distributienetbeheerder heeft het recht om, na voorafgaande kennisgeving aan de eigenaar van het onroerend goed in kwestie, elke aansluiting waarvoor er sinds meer dan een jaar geen actief toegangspunt meer is, weg te nemen of af te koppelen, behalve als de betrokken eigenaar deze aansluiting als reserve wil gebruiken om ter studie liggende projecten uit te voeren. In dit laatste geval neemt hij een deel van de onderhoudskosten voor deze aansluiting op zich, volgens de voorwaarden die in onderlinge overeenstemming met de distributienetbeheerder worden vastgelegd.

HOOFDSTUK 7. — Bijzondere bepalingen voor de aansluiting in privé-netten

Art. 117. § 1. De bepalingen in deze Titel zijn zonder onderscheid van toepassing op de aansluitingen van privé-netten op het distributienet.

§ 2. De bepalingen in deze Titel zijn van toepassing op de aansluitingen van installaties in privé-netten, onverminderd de onderstaande voorschriften.

Art. 118. Het aansluitingspunt van een stroomafwaartse afnemer bevindt zich ter plaatse van de eerste onderbrekingsinrichting stroomopwaarts van de specifieke aan deze stroomafwaartse afnemer toegewezen installaties.

Art. 119. Onverminderd het gestelde in artikel 47 moet elke aanvraag die ter uitvoering van deze Titel wordt ingediend door iemand die over een aansluiting in een privé-net wil beschikken, of door een stroomafwaartse afnemer die al een aansluiting heeft, maar die deze wil laten aanpassen, op voorhand worden gericht aan de privé-netbeheerder, die zich het recht voorbehoudt om de aanvraag af te wijzen.

De aanvraag moet worden gericht aan de privé-netbeheerder met inachtneming van dezelfde vormvoorschriften als voor een aanvraag die tot de distributienetbeheerder wordt gericht.

Art. 120. Elke aanvraag voor de plaatsing van een nieuwe meter voor een stroomafwaartse afnemer wordt gericht aan de distributienetbeheerder door de privé-netbeheerder.

Alle door de distributienetbeheerder gemaakte kosten ter gelegenheid van de aansluiting van installaties in een privé-net worden in rekening gebracht tegen de geldende tarieven.

Art. 121. De functionele specificaties van de beveiligingen van de stroomafwaartse afnemer worden in onderlinge overeenstemming vastgelegd op de wijze in artikel 59 gesteld. Hierbij dient evenwel rekening te worden gehouden met de vereiste selectiviteit ten opzichte van de algemene beveiliging van het privé-net.

Art. 122. In het in artikel 60 bedoelde geval, wanneer de distributienetbeheerder oordeelt dat er grond toe bestaat om de reactieve energie te compenseren of, algemener, om elk storend verschijnsel afkomstig van de in het privé-net opgestelde installaties te compenseren, regelt hij dit probleem bij uitsluiting met de privé-netbeheerder. Deze laatste mag zich in voorkomend geval nadien keren tegen de stroomafwaartse klant die de storing heeft veroorzaakt.

Art. 123. In het in artikel 61 bedoelde geval pleegt de distributienetbeheerder overleg met de privé-netbeheerder teneinde een (deel van een) lokaal aan de distributienetbeheerder beschikbaar te stellen. De privé-netbeheerder stelt de stroomafwaartse afnemers in kennis van de overeengekomen oplossing.

Art. 124. De distributienetbeheerder is verantwoordelijk voor het onder spanning zetten van de aansluiting alsook voor de werken en ingrepen op de eerste onderbrekingsinrichting. De privé-netbeheerder is verantwoordelijk voor de werken en ingrepen op het deel van de aansluiting waarop hij het eigendomsrecht heeft of waarover hij zijn beheersbevoegdheid uitoefent.

Art. 125. De privé-netbeheerder past de maatregelen toe als bedoeld in artikel 102 met betrekking tot het deel van de aansluiting waarop hij het eigendomsrecht heeft of waarover hij zijn beheersbevoegdheid uitoefent.

Art. 126. § 1. Ter uitvoering van het gestelde in artikelen 109 en volgende heeft de privé-netbeheerder soortgelijke rechten en verplichtingen ten aanzien van een stroomafwaartse afnemer als de distributienetbeheerder heeft jegens elke distributienetgebruiker.

Het bewijs dat krachtens het bepaalde in artikel 51 moet worden geleverd, dient tevens aan de privé-netbeheerder te worden geleverd.

§ 2. De schriftelijke toestemming die de stroomafwaartse afnemer krachtens het bepaalde in artikel 114, § 1, moet verkrijgen van de distributienetbeheerder, moet tevens door de privé-netbeheerder worden toegekend.

Art. 127. In afwijking van het bepaalde in artikel 44 krijgt de privé-netbeheerder een bezoldiging met betrekking tot de terbeschikkingstelling van zijn privé-net waarvoor de modaliteiten vastgelegd worden in de in artikel 27, § 3, bedoelde overeenkomst.

HOOFDSTUK 8. — *Overgangsbepaling*

Art. 128. De overeenkomsten met betrekking tot een aansluiting, afgestoten vóór het in voege treden van dit Technisch Reglement, blijven van toepassing in de mate waarin zij er niet mee in tegenstrijd zijn en zolang er geen aansluitingscontract voor in de plaats is gekomen.

TITEL IV. – Toegangscode

HOOFDSTUK 1. — *Algemene principes*

Art. 129. Toegang tot het distributienet is alleen toegestaan voor zover op voorhand een toegangsaanvraag bij de distributienetbeheerder is ingediend overeenkomstig deze Code.

Art. 130. § 1. Een toegangsaanvraag kan worden ingediend door :

1° eenieder die een leveringsvergunning heeft verkregen in overeenstemming met het gestelde in artikel 21 van de ordonnantie;

2° een distributienetgebruiker, voor zover deze aan de volgende voorwaarden voldoet :

— in aanmerking komen;

— beschikken over een aansluitingscapaciteit hoger dan 5 MVA op het toegangspunt in kwestie, en recht hebben op het tarief van de gebruikers die zijn aangesloten via een rechtstreekse verbinding met het secundaire railstel van een transformatorstation dat het distributienet op hoogspanning voedt;

of

beschikken over een productie-installatie die ten minste 500 WA in het net injecteert;

— voor de aansluiting in kwestie een aansluitingscontract met de distributienetbeheerder hebben afgesloten.

§ 2. Een leverancier kan in de volgende gevallen een toegangsaanvraag indienen :

1° hetzij voor eigen rekening, teneinde zijn leveringsactiviteit uit te oefenen;

2° hetzij voor rekening van een in aanmerking komende distributienetgebruiker, voor een bijzonder toegangspunt dat deze leverancier van plan is te voeden.

§ 3. Een leverancier mag pas een toegangsaanvraag voor rekening van een netgebruiker indienen nadat deze leverancier voor eigen rekening toegang heeft gekregen tot het distributienet en dus een toegangscontract met de distributienetbeheerder heeft afgesloten.

§ 4. Een distributienetgebruiker mag slechts een toegangsaanvraag voor een bijzonder toegangspunt indienen nadat voor dit toegangspunt een leveringscontract met een minimale looptijd van drie maanden is afgesloten tussen deze distributienetgebruiker, een leverancier die houder is van een geldige leveringsvergunning en een evenwichtsverantwoordelijke.

§ 5. Een leverancier mag slechts een toegangsaanvraag voor een bijzonder toegangspunt voor rekening van een distributienetgebruiker indienen nadat voor dit toegangspunt een leveringscontract met een minimale looptijd van drie maanden is afgestoten tussen deze distributienetgebruiker, deze leverancier en een evenwichtsverantwoordelijke.

De toegangsgerechtigde verbindt er zich toe om aan de distributienetbeheerder, op eenvoudig verzoek, het bewijs te bezorgen van de afsluiting van de leveringscontracten met de distributienetgebruikers.

§ 6. Indien de leverancier ter uitvoering van het bepaalde in §§ 4 en 5 over een eigen evenwichtsverantwoordelijke beschikt, sluit de distributienetgebruiker het contract alleen af met de leverancier van zijn keuze, die zulks kenbaar maakt aan de distributienetbeheerder op het ogenblik dat de toegangsaanvraag wordt ingediend.

Art. 131. § 1. De distributienetbeheerder houdt een toegangsregister bij waarin voor elk toegangspunt dat door een unieke EAN-code wordt geïdentificeerd, alle gegevens zijn opgenomen die vereist zijn voor het beheer van de toegang, en meer bepaald, het statuut « actief » of « inactief » van het toegangspunt en voor de actieve toegangspunten, de identiteit van de leverancier, van de DNG en van de evenwichtsverantwoordelijke.

§ 2. De distributienetbeheerder deelt aan elke distributienetgebruiker het EANGSRN-nummer mee dat zijn afnamepunt identificeert.

§ 3. De distributienetbeheerder stuurt maandelijks naar iedere toegangsgerechtigde, voor alle toegangspunten die onder zijn verantwoordelijkheid vallen, een uit het toegangsregister getrokken bestand om zo de coherentie in de tijd te verzekeren tussen de gegevens in het toegangsregister en die in de database van de toegangsgerechtigde.

§ 4. De distributienetbeheerder stelt semestriet een lijst ter beschikking van de toegangsgerechtigde, in elektronische vorm, die de meest recente gegevens bevat waarmee de toegangsgerechtigden de codes EAN-GSRN kunnen opzoeken die overeenstemmen met de toegangspunten in hun portefeuille.

§ 5. In geval van tegenstrijdigheid tussen de vermeldingen uit het toegangsregister en die uit de bestanden van een leverancier, en zolang er geen enkele aanvraag tot wijziging is ingediend overeenkomstig artikel 134, zijn de vermeldingen in het toegangsregister rechtsgeldig.

Art. 132. § 1. Als een belasting geheel of gedeeltelijk wordt gevoed door een lokale productie-eenheid, dan mogen twee evenwichtsverantwoordelijken worden aangewezen : de eerste is verantwoordelijk voor de afname, en de tweede voor de injectie. Overeenkomstig artikel 131 worden daartoe ten minste twee toegangspunten bepaald. Elk toegangspunt wordt door een specifieke EAN-GSRNcode geïdentificeerd.

§ 2. Als de distributienetgebruiker twee evenwichtsverantwoordelijken aanwijst, dient hij in de toegangscontracten te vermelden dat :

1° ofwel onderscheiden meetinrichtingen worden geïnstalleerd om de geproduceerde energie en de afgenomen energie afzonderlijk te meten, met dien verstande dat elke evenwichtsverantwoordelijke alleen verantwoordelijk is voor de metingen die hem aanbelangen;

2° ofwel een enkele meetinrichting wordt toegepast die de algebraïsche som van beide energiewaarden maakt, en per periode aangeeft of de resulterende energie globaal in het net wordt geïnjecteerd dan wel eruit wordt afgenomen; in dit geval zijn de evenwichtsverantwoordelijken alleen verantwoordelijk voor de energiestroom die gaat in de richting waarvoor ze zijn aangewezen.

§ 3. Indien de netgebruiker en de evenwichtsverantwoordelijke(n) zich niet houden aan de voorschriften in het onderhavige artikel, dan dient de distributienetbeheerder alle hem ter beschikking staande maatregelen te treffen ten aanzien van de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het distributienet. Het is de distributienetbeheerder hierbij toegestaan verhaal te zoeken op de netgebruiker en op de evenwichtsverantwoordelijke(n) in kwestie.

§ 4. Indien geen evenwichtsverantwoordelijke belast met de injectie is aangesteld, of indien geen bijbehorend contract wordt afgesloten binnen een redelijke termijn na de inwerkingtreding van dit technisch reglement, dan wordt de toegang tot het net van de lokale productie-eenheid in kwestie opgeschort in het geval gevaar bestaat voor de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het net en na een ingebrekestelling tot vaststelling van een redelijke termijn om deze tekortkoming recht te zetten.

Art. 133. Indien een distributienetgebruiker over een nood aansluiting beschikt, worden twee toegangspunten (normaal toegangspunt en noodtoegangspunt) aan hem toegewezen. Deze toegangspunten worden door een specifieke EAN-code geïdentificeerd.

Art. 134. § 1. Elke aanvraag tot wijziging van de gegevens bedoeld in artikel 131 51 voor een gegeven toegangspunt wordt ingediend door de ingeschreven toegangsgerechtigde of, in voorkomend geval, door de toegangsgerechtigde die vraagt om voor dat toegangspunt te worden ingeschreven in het toegangsregister.

§ 2. De door de distributienetbeheerder uitgevoerde administratieve en technische verrichtingen als antwoord op de tot hem gerichte aanvraag, worden aan de aanvrager gefactureerd volgens de geldende tarieven.

§ 3. Elke aanvraag tot wijziging wordt ingediend met eerbiediging van het communicatieprotocol en van het scenario dat overeenstemt met het voorwerp van de aanvraag, zoals beschreven in de MIG die van toepassing is in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, overeenkomstig artikel 7 van dit Technisch reglement.

Hetzelfde geldt voor elke aanvraag tot annulering van een aanvraag tot wijziging zoals bedoeld in voorgaande alinea.

§ 4. Wanneer een aanvraag tot wijziging is ingediend volgens een scenario dat een gemeenschappelijke beslissing veronderstelt van de betrokken toegangsgerechtigde en de betrokken distributienetgebruiker, dan behandelt de distributienetbeheerder die aanvraag zonder dat de toegangsgerechtigde het bewijs moet voorleggen van de instemming van de distributienetgebruiker.

Dat bewijs moet evenwel kunnen worden voorgelegd als de distributienetbeheerder er om vraagt. Kan dat bewijs niet worden voorgelegd, dan mag de aanvraag tot wijziging worden verworpen.

HOOFDSTUK 2. — *Modaliteiten van toegangs aanvragen*

Afdeling 2.1. — Indienen van een toegangs aanvraag door een leverancier, voor eigen rekening

Art. 135. Elke toegangs aanvraag die door een leverancier in eigen naam en voor eigen rekening wordt ingediend, moet ten minste de volgende informatie bevatten :

- 1° de identiteit van de aanvrager (naam, adres, BTW-nummer, EAN-GLN-code,...);
- 2° de identiteit van de evenwichtsverantwoordelijke waarmee de leverancier een overeenkomst gesloten heeft (naam, adres, BTW-nummer, EAN-GLN-code,...)
- 3° de datum waarop hij wenst dat het toegangscontract tot het distributienet in werking treedt;
- 4° het bewijs dat hij houder is van een geldige leveringsvergunning;
- 5° in voorkomend geval, de lijst met toegangspunten waarvoor reeds leveringscontracten zijn afgesloten.

Art. 136. Binnen vijf werkdagen nadat de toegangs aanvraag is ingediend, controleert de distributienetbeheerder of de aanvraag al dan niet volledig is en meldt hij dit aan de aanvrager.

Als de aanvraag onvolledig is, deelt de distributienetbeheerder de toegangs aanvrager mee welke informatie of documenten ontbreken en de termijn om zijn aanvraag te vervolledigen.

Art. 137. Binnen vijf werkdagen na ontvangst van de volledige aanvraag bezorgt de distributienetbeheerder de aanvrager een voorstel van toegangscontract dat conform is aan het model in Bijlage III bij onderhavig Technisch Reglement. De aanvrager beschikt over een termijn van twintig werkdagen om dat document ingevuld en ondertekend terug te sturen naar de distributienetbeheerder. Bij gebreke, wordt de procedure van toegangs aanvraag als ongeldig beschouwd, behoudens tegenstrijdige beslissing van de distributienetbeheerder op gemotiveerd verzoek van de aanvrager.

De leverancier heeft pas de hoedanigheid van toegangsgerechtigde en is pas in het toegangsregister opgenomen bij de opheffing van de opschortende voorwaarden bedoeld in het toegangscontract.

Afdeling 2.2. — Indienen van een toegangs aanvraag door een netgebruiker

Art. 138. Elke toegangs aanvraag die door een distributienetgebruiker wordt ingediend, moet ten minste de volgende informatie bevatten :

- 1° de identiteit van de aanvrager (naam, adres, BTW-nummer, nummer rechtspersonenregister...);
- 2° de datum vanaf wanneer toegang tot het distributienet wordt gevraagd;
- 3° de identiteit van de leverancier (houder van een geldige leveringsvergunning) en de evenwichtsverantwoordelijke die hij voor het toegangspunt in kwestie heeft aangesteld;
- 4° het bewijs dat het in artikel 130, § 4, bedoelde contract is afgesloten.

Art. 139. Binnen vijf werkdagen nadat de toegangs aanvraag is ingediend, controleert de distributienetbeheerder of de aanvraag al dan niet volledig is en meldt hij dit aan de aanvrager. Als de aanvraag onvolledig is, deelt de distributienetbeheerder de toegangs aanvrager mee welke informatie of documenten ontbreken.

Art. 140. Binnen vijf werkdagen na ontvangst van de volledige aanvraag bezorgt de distributienetbeheerder de aanvrager een voorstel van toegangscontract dat identiek is aan dat bedoeld in artikel 137, maar vergezeld is van een bijlage, die de contractbepalingen aangeeft die vanwege de hoedanigheid van de aanvrager niet voor toepassing in aanmerking komen.

De aanvrager beschikt over een termijn van twintig werkdagen om die documenten in te vullen en ondertekend terug te sturen naar de distributienetbeheerder. Bij gebreke, wordt de procedure van toegangs aanvraag als ongeldig beschouwd, behoudens tegenstrijdige beslissing van de distributienetbeheerder op gemotiveerd verzoek van de aanvrager.

De distributienetgebruiker heeft pas de hoedanigheid van toegangsgerechtigde en is pas als zodanig in het toegangsregister opgenomen bij de opheffing van de opschortende voorwaarden bedoeld in het toegangscontract.

Afdeling 2.3. — Indienen van een toegangs aanvraag door een leverancier voor rekening van een distributienetgebruiker

Art. 141. Elke toegangs aanvraag die door een toegangsgerechtigde leverancier voor rekening van een distributienetgebruiker wordt ingediend, moet ten minste de volgende informatie bevatten :

- 1° de identiteit van de aanvrager die houder is van een geldige leveringsvergunning (naam, adres, BTW-nummer, nummer rechtspersonenregister, EAN-GLN nummer...); handelsregistercode...);
- 2° de EAN-GSRN-code die het of de toegangspunt(en) in kwestie identificeert;
- 3° de identiteit van de distributienetgebruiker (naam, adres, desgevallend BTWnummer, nummer rechtspersonenregister...) op het toegangspunt in kwestie;
- 4° de identiteit alsook de EAN-GLN-code van de evenwichtsverantwoordelijke die voor het toegangspunt in kwestie is aangewezen;
- 5° de datum vanaf wanneer toegang tot het distributienet wordt gevraagd.

Art. 142. Binnen vijf werkdagen nadat de toegangs aanvraag is ingediend, controleert de distributienetbeheerder of de aanvraag volledig en ontvankelijk is. Als de aanvraag onvolledig is, deelt de distributienetbeheerder de toegangs aanvrager mee welke informatie of documenten ontbreken, en geeft hij de betrokkene een termijn om de aanvraag te vervolledigen.

Art. 143. De distributienetbeheerder stuurt de aanvrager binnen vijf werkdagen na ontvangst van de volledige aanvraag een ontvangstbevestiging en registreert de in de aanvraag vermelde leverancier en evenwichtsverantwoordelijke samen met de uitvoeringsdatum in het toegangsregister, voor het of de in de aanvraag opgegeven toegangspunten).

Op de uitvoeringsdatum, heeft de leverancier de hoedanigheid van toegangsgerechtigde voor het beschouwde toegangspunt.

Onverminderd het bepaalde in artikel 51, § 2, gaat de distributienetbeheerder op dezelfde datum over tot het in dienst stellen van het beschouwde toegangspunt als dit voordien « inactief » was.

Afdeling 2.4. — Garanties te verstrekken door de toegangsgerechtigde

Art. 144. De toegangsgerechtigde waarborgt de distributienetbeheerder dat de afnamen en injecties op de toegangspunten in hun portefeuille gedekt zullen worden door leveringscontracten te dateren vanaf het in voege treden en voor de hete duur van het toegangscontract.

Art. 145. De toegangsgerechtigde waarborgt tevens dat hij via het transmissienet zoveel elektrische energie zal laten injecteren als hij levert aan de distributienetgebruikers waarmee hij een leveringscontract gesloten heeft.

Art. 146. De toegangsgerechtigde verbindt zich ertoe de distributienetbeheerder terstond in te lichten in geval van wijziging van één van de in het toegangscontract vermelde elementen of van de identiteit en de gegevens van de distributienetgebruiker die aanwezig is op een toegangspunt in zijn portefeuille.

Afdeling 2.5. — Wijziging van leverancier en van evenwichtsverantwoordelijke

Art. 147. § 1. Elke wijziging van leverancier dient minstens dertig kalenderdagen op voorhand gemeld te worden door de (nieuwe) leverancier aan de distributienetbeheerder met aanduiding van de datum van verandering. De wijziging van leverancier gebeurt in de vorm van een toegangs aanvraag, overeenkomstig de bepalingen van afdeling 2.3.

Indien de wijziging van leverancier op het toegangspunt zoals bedoeld in lid 1 een gevolg is van de wijziging van distributienetgebruiker op dit toegangspunt dient deze wijziging zo snel mogelijk door de (nieuwe) leverancier aan de distributienetbeheerder gemeld te worden met aanduiding van de datum van de wijziging die maximaal tien kalenderdagen in het verleden mag liggen, behalve als het bewuste toegangspunt met tele-opname wordt opgemeten, in welk geval geen terugwerkende kracht is toegestaan.

§ 2. Binnen twee kalenderdagen beoordeelt de distributienetbeheerder volgens de in artikel 134 bedoelde voorwaarden en modaliteiten of de wijziging wordt aanvaard dan wel verworpen en brengt hij de (nieuwe) leverancier daarvan op de hoogte.

In voorkomend geval wordt de vorige leverancier van de wijziging verwittigd door de distributienetbeheerder.

De vroegere en de nieuwe leverancier melden de wijziging aan de evenwichtsverantwoordelijke waarmee ze respectievelijk verbonden zijn.

Art. 145. § 1. Als een leverancier vaststelt dat hij geen bericht van de distributienetbeheerder heeft ontvangen met de melding dat van leverancier is veranderd, terwijl het contract dat hem bindt met een distributienetgebruiker een einde neemt, stelt hij de distributienetbeheerder hiervan minstens dertig kalenderdagen vóór de vervaldatum in kennis.

Bij gebreke, zal hij in het toegangsregister gesignaleerd blijven als toegangsgerechtigde voor het beschouwde afnamepunt.

§ 2. De distributienetbeheerder vraagt in voorkomend geval, binnen de vijf werkdagen, aan de betrokken distributienetgebruiker om een nieuwe leverancier aan te wijzen, en wel ten laatste tien kalenderdagen vóór de vervaldatum van het in paragraaf 1 bedoelde contract.

§ 3. Als er binnen de termijnen geen nieuwe leverancier is aangewezen volgens de geldende procedures, en onverminderd alinea 2 van paragraaf 1, wordt het betrokken toegangspunt buiten dienst gesteld.

Art. 149. § 1. Bij melding van een onterechte leverancierswissel aan een leverancier of aan de distributienetbeheerder, meldt de gecontacteerde partij onverwijld deze verkeerde leverancierswissel aan de leverancier die onterecht de leverancierswissel heeft aangevraagd.

Hierbij worden volgende klantgegevens uitgewisseld :

- EAN-GSRN-code van het betrokken toegangspunt;
- naam en contactgegevens van de betrokken distributienetgebruiker;
- datum waarop de betrokken distributienetgebruiker contact heeft opgenomen voor de melding van de onterechte wissel.

§ 2. Bij de melding van een onterechte leverancierswissel deelt de leverancier die onterecht de wissel heeft aangevraagd volgende informatie mee aan de distributienetgebruiker :

- het verdere verloop van de annulatie van de wissel;
- het verwachte tijdstip waarop de onterechte leverancierswissel zal rechtgezet zijn;
- de verzekering dat een oplossing zal gevonden worden tussen de betrokken leveranciers die niet schadelijk is voor de distributienetgebruiker;
- hoe en door wie hij verder op de hoogte zal gehouden worden van het verdere verloop van de rechtzetting;
- indien gevraagd, hoe klachten of vragen zullen behandeld worden. § 3. De verdere rechtzetting van de fout verloopt als volgt :

— de leverancier die onterecht de wissel heeft aangevraagd, annuleert de wissel voor het betrokken toegangspunt bij de distributienetbeheerder;

— na de bevestiging van de annulatie door de distributienetbeheerder contacteert de rechtmatige leverancier de distributienetgebruiker en bevestigt dat de fout werd rechtgezet.

Art. 150. § 1. Een wissel van evenwichtsverantwoordelijke kan enkel ingaan op de eerste dag van de maand om 0.00.00.

§ 2. Indien de toegangsgerechtigde de aanduiding van een evenwichtsverantwoordelijke op één of meerdere toegangspunten wenst te veranderen, dient hij de identiteit en de contactgegevens van de nieuwe evenwichtsverantwoordelijke, evenals het bewijs van het afgesloten contract, minstens dertig kalenderdagen op voorhand over te maken aan de distributienetbeheerder.

De distributienetbeheerder meldt binnen de vijf werkdagen na de melding, bedoeld in lid 1, of deze volledig is en of de gevraagde wissels kunnen worden aanvaard. Hij motiveert een negatief antwoord met vermelding van de noodzakelijke aanpassingen.

§ 3. Een aanvraag voor de wissel van evenwichtsverantwoordelijke kan niet geannuleerd worden.

§ 4. Voor jaarlijks opgenomen toegangspunten met berekend verbruiksprofiel schat de distributienetbeheerder de meterstanden op het moment van de wissel van evenwichtsverantwoordelijke volgens de principes in artikel 231.

Voor maandelijks opgenomen toegangspunten met berekend verbruiksprofiel, neemt de distributienetbeheerder de meterstand op rond het moment van de wissel van evenwichtsverantwoordelijke.

Art. 151. De MIG die van toepassing is in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bedoeld in artikel 7 beschrijft de sequentie van de boodschappen bij elk wijzigingsproces, evenals de vorm en de inhoud van de boodschappen, en de modaliteiten bij het opzeggen van een aangevraagde wijziging.

HOOFDSTUK 3. — *Onderbrekingen en opschorting van de toegang*

Afdeling 3.1. — Geplande onderbrekingen van de toegang

Art. 152. § 1. De distributienetbeheerder heeft het recht om, na overleg met de desbetreffende distributienetgebruiker, de toegang op hoogspanning te onderbreken wanneer in verband met de veiligheid, de betrouwbaarheid of de efficiëntie van het distributienet of van de aansluiting werken aan het distributienet of aan de aansluiting moeten worden uitgevoerd.

§ 2. De distributienetbeheerder heeft het recht om de toegang op laagspanning te onderbreken wanneer in verband met de veiligheid, de betrouwbaarheid of de efficiëntie van het distributienet of van de aansluiting werken aan het distributienet of aan de aansluiting moeten worden uitgevoerd.

Art. 153. § 1. Tenzij hij aantoont dat er sprake is van een noodsituatie, stelt de distributienetbeheerder de gebruiker van het distributienet op hoogspanning alsmede diens evenwichtsverantwoordelijke ten minste tien werkdagen op voorhand in kennis van het begin en van de waarschijnlijke duur van een onderbreking. Deze termijn wordt teruggebracht tot vijf werkdagen indien het een regularisatie van een voorlopige herstelling betreft. De evenwichtsverantwoordelijke moet de leverancier in voorkomend geval in kennis stellen.

§ 2. Tenzij hij aantoont dat er sprake is van een noodsituatie, stelt de distributienetbeheerder de gebruiker van het distributienet op laagspanning ten minste twee werkdagen op voorhand in kennis van het begin en van de waarschijnlijke duur van een onderbreking, met uitzondering van onderbrekingen van minder dan één kwartier.

Afdeling 3.2. — Ongeplande onderbrekingen van de toegang

Art. 154. § 1. De distributienetbeheerder stelt een telefoonnummer ter beschikking van de distributienetgebruikers, waarnaar altijd kan worden gebeld hetzij om onderbrekingen van de toegang te melden hetzij om inlichtingen over dergelijke onderbrekingen te verkrijgen.

§ 2. Bij ongeplande onderbrekingen van de toegang op hoogspanning stelt de distributienetbeheerder de distributienetgebruiker alsook diens leverancier zo snel mogelijk in kennis van de aard en van de vermoedelijke duur ervan.

Voor de distributienetgebruikers aangesloten op laagspanning geeft de distributienetbeheerder op hun vraag of op vraag van hun leverancier binnen tien werkdagen na ontvangst van de vraag nadere uitleg over de oorsprong van de ongeplande onderbrekingen.

§ 3. De distributienetbeheerder publiceert op zijn internetsite de lijst, de duur en de vastgestelde of vermoedelijke oorzaken van ongeplande onderbrekingen op hoogspanning. Op laagspanning beperkt hij deze informatie tot collectieve onderbrekingen van meer dan één kwartier. Deze terdege geactualiseerde informatie wordt ten minste gedurende één jaar op de site beschikbaar gesteld.

Afdeling 3.3. — Opschorting van de toegang

Art. 155. § 1. Naast de in het toegangscontract vermelde gevallen van opschorting, behoudt de distributienetbeheerder zich het recht voor het geheel of een deel van de toegang tot zijn distributienet op te schorten gedurende de tijd welke strikt noodzakelijk is om de volgende situaties in orde te brengen :

1° in noodsituaties;

2° als hij aantoont dat er ernstig gevaar bestaat dat de goede werking van het distributienet of de veiligheid van personen of uitrustingen worden bedreigd, meer bepaald doordat de werken bedoeld in de artikels 112 en 113 niet zijn uitgevoerd binnen de toegewezen termijn;

3° als het vermogen dat werkelijk door de distributienetgebruiker wordt afgenomen of geïnjecteerd groter is dan zijn aansluitingscapaciteit als bedoeld in het aansluitingscontract. Indien het schijnbaar vermogen niet wordt gemeten, wordt rekening gehouden met een vermogensfactor ($\cos \pi$) van 0,9.

4° onverminderd de geldende ordonnaties, indien een distributienetgebruiker of diens leverancier, na ingebrekestelling waarin een redelijke termijn tot regularisering is bepaald, zijn financiële verplichtingen tegenover de distributienetbeheerder niet nakomt of indien er op een gegeven ogenblik geen leverancier of geen evenwichtsverantwoordelijke meer aangesteld is.

5° in het geval dat een niet-residentiële gebruiker na ingebrekestelling blijft nalaten de distributienetbeheerder de bedragen te storten, die hij deze laatste verschuldigd is voor prestaties die deze beheerder vóór 1 juli 2004 verstrekt heeft. 6° wanneer de distributienetbeheerder vaststelt dat er een inbreuk heeft plaatsgevonden op de integriteit van de meetinrichting of een andere aansluitingsuitrusting en vermoedt dat de kwaliteit van de meetgegevens daardoor zodanig kan zijn aangetast dat er een expertise, in voorkomend geval gevolgd door de vervanging van de beschadigde uitrustingen, nodig is;

§ 2. De distributienetbeheerder dient de gebruiker van het net in kwestie zo spoedig mogelijk redenen voor zijn beslissing aan te geven en licht gelijktijdig diens leverancier in.

§ 3. Elke opschorting van toegang zoals bedoeld in de eerste paragraaf gaat gepaard met het tijdelijk buiten dienst stellen van het betrokken toegangspunt. Dit blijft « actief » in het toegangsregister.

HOOFDSTUK 4. — *Specifieke voorschriften voor de toegang tot het distributienet op hoogspanning*

Afdeling 4.1. — Toegangsprogramma's

Art. 156. § 1. Als de distributienetbeheerder zulks noodzakelijk acht (afhankelijk van het niveau van het afgenomen of geïnjecteerde vermogen, of op basis van andere objectieve en niet-discriminerende criteria), kan hij op bepaalde toegangspunten dagelijks een toegangsprogramma van de toegangsgerechtigde eisen alvorens de toegang tot het distributienet te verlenen. In dit geval worden de voorschriften bedoeld in hoofdstuk XI van Titel IV van het du 'Technisch reglement transmissie' van overeenkomstige toepassing.

Het dagelijkse toegangsprogramma betreffende « dag D » wordt uiterlijk neergelegd op de dag « D-1 » op een bepaald tijdstip met inachtneming van transparante en niet-discriminerende ontvankelijkheidsvoorwaarden en een procedure die in het toegangscontract zijn vastgelegd. Hij kan ook elk jaar prognoses vanwege de toegangsgerechtigde eisen.

§ 2. De toegangsgerechtigde dient de distributienetbeheerder zonder verwijl te waarschuwen zodra hij vaststelt dat het werkelijke afname- of injectiepatroon merkbaar afwijkt van het programma of van de bovenvermelde prognoses.

Afdeling 4.2. — Afname van reactieve energie

Art. 157. De distributienetbeheerder verleent de toegangsgerechtigde per tijdsinterval het recht om een hoeveelheid reactieve energie af te nemen per afnamepunt waarop het contract betrekking heeft.

Art. 158. De hoeveelheden met betrekking tot de werking in inductief en capacitef regime worden afzonderlijk opgemeten en worden onderling niet gecompenseerd.

Art. 159. § 1. De toegangsgerechtigde heeft per tijdsinterval een recht op afname van een forfaitaire hoeveelheid reactieve energie, in inductief en capacitef regime.

§ 2. Onverminderd het bepaalde in § 3 is deze forfaitaire hoeveelheid reactieve energie per tijdsinterval gelijk aan 32,9 % van de hoeveelheid actieve energie die tijdens dit tijdsinterval op het afnamepunt wordt afgenomen voor een afname op een spanning hoger dan 30 kV of via een rechtstreekse aansluiting op een transformatorpost die het distributienet op hoogspanning voedt. In alle andere gevallen is deze forfaitaire hoeveelheid reactieve energie per tijdsinterval gelijk aan 48,4 % van de hoeveelheid actieve energie die tijdens dit tijdsinterval op het afnamepunt wordt afgenomen.

§ 3. Dit recht op afname van reactieve energie per tijdsinterval mag niet minder bedragen dan respectievelijk 3,29 % en 4,84 % van de hoeveelheid actieve energie die overeenstemt met de duurtijd van het tijdsinterval vermenigvuldigd met het door de toegangsgerechtigde op het betrokken afnamepunt afgenomen onderschreven vermogen.

§ 4. Het positieve verschil tussen de werkelijk afgenomen hoeveelheid in inductief regime en de overeenkomstig deze Afdeling toegewezen forfaitaire hoeveelheid wordt de toegangsgerechtigde in rekening gebracht volgens het overeenkomstige tarief dat van toepassing is.

§ 5. Het positieve verschil tussen de werkelijk afgenomen hoeveelheid in capacitef regime en de overeenkomstig deze Afdeling toegewezen forfaitaire hoeveelheid wordt de toegangsgerechtigde in rekening gebracht volgens het overeenkomstige tarief dat van toepassing is.

§ 6. Ter uitvoering van de onderhavige Afdeling is een tijdsinterval als één maand te beschouwen.

HOOFDSTUK 5. — *Coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden*

Art. 160. § 1. De distributienetbeheerder en de transmissienetbeheerder stellen in onderling overleg een lijst op met de op het distributienet aangesloten productie-eenheden waarvan de inschakelingen worden gecoördineerd door de transmissienetbeheerder. Voor elk van deze eenheden wordt een contract voor de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden afgesloten tussen de transmissienetbeheerder en de betrokken evenwichtsverantwoordelijke.

§ 2. De distributienetbeheerder deelt de Dienst mee op welke productie-eenheden het gestelde in § 1 van toepassing is.

Art. 161. De coördinatie van de inschakeling van de in artikel 171 bedoelde productie-eenheden voldoet aan de desbetreffende bepalingen in het Technisch reglement transmissie.

Art. 162. De distributienetbeheerder en de transmissienetbeheerder verlenen elkaar de nodige bijstand bij de uitvoering van de taak van coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden.

HOOFDSTUK 6. — *Ondersteunende diensten*

Afdeling 6.1. — Compensatie van de netverliezen

Art. 163. De distributienetbeheerder compenseert de energieverliezen in zijn distributienet door de gepaste hoeveelheid energie op te wekken of aan te kopen. Deze aankopen maken uiterlijk tegen 1 juni 2008 het voorwerp uit van een mededingingsprocedure (offerteaanvraag of aanbesteding).

Afdeling 6.2. — Regeling van de spanning en van het reactief vermogen

Art. 164. § 1 Onverminderd het gestelde in artikel 255 werkt de distributienetbeheerder samen met de transmissienetbeheerder in het kader van de regeling van de spanning en van het reactief vermogen. De distributienetbeheerder treedt indien nodig op als contactpersoon voor de productie-eenheden die op zijn net zijn aangesloten.

§ 2. De beschikbaarheid en de levering van het reactief vermogen maken in voorkomend geval het voorwerp uit van een aankoop door een mededingingsprocedure (offerteaanvraag of aanbesteding).

Afdeling 6.3. — Ondersteunende diensten verstrekt door de distributienetbeheerder

Art. 165. § 1. De door de distributienetbeheerder aan de transmissienetbeheerder of de beheerder van het gewestelijk transmissienet geleverde ondersteunende diensten voldoen aan de voorschriften terzake die in het Technisch reglement transmissie zijn opgenomen.

§ 2. De distributienetbeheerder verleent de transmissienetbeheerder bijstand voor het toezicht op de beschikbaarheid en de levering van de in § 1 bedoelde ondersteunende diensten.

HOOFDSTUK 7. — *Maatregelen in noodsituaties of bij congestie*

Art. 166. § 1. In noodsituaties die het volledige net aantasten voert de distributienetbeheerder de aanwijzingen van de transmissienetbeheerder/beheerder van het gewestelijk transmissienet uit, in voorkomend geval daaronder inbegrepen de implementatie van een afschakelplan.

§ 2. In noodsituaties die zijn eigen net aantasten neemt de distributienetbeheerder alle dienstige maatregelen, daaronder inbegrepen afschakeling, teneinde :

1° uitbreiding van het incident te beperken indien dit zijn oorsprong vindt in zijn eigen net;

2° de getroffen lijnen zo spoedig mogelijk opnieuw in dienst te stellen.

Art. 167. Teneinde problemen van interne congestie in zijn eigen net te vermijden, mag de distributienetbeheerder contracten voor onderbreekbare belasting in piek- of dalperioden opstellen. Bij het opstellen van het volgende investeringsplan dient hij rekening te houden met de vastgestelde congestieproblemen.

HOOFDSTUK 8. — *Bijzondere bepalingen voor de toegang in privé-net*

Art. 168. De bepalingen in deze Titel zijn van toepassing op stroomafwaartse afnemers en privé-netbeheerders, onverminderd de onderstaande voorschriften.

Art. 169. Het toegangspunt van de stroomafwaartse afnemers bevindt zich ter hoogte van het aansluitingspunt van het privé-net op het distributienet.

Elke indienststelling of buitendienststelling van een toegangspunt van een stroomafwaartse afnemer wordt bekendgemaakt aan de privé-netbeheerder.

Art. 170. Als distributienetgebruiker voor zijn eigen verbruik, dient de privé-netbeheerder zich te houden aan het gestelde in Hoofdstuk 1 tot 7 van deze Titel.

Art. 171. § 1. Bij een geplande of ongeplande onderbreking van de toegang van het volledige privé-net tot het distributienet, dient de distributienetbeheerder, in afwijking van het gestelde in artikelen 152 tot 154, uitsluitend de privé-netbeheerder in kennis te stellen en uitsluitend met hem overleg te voeren. De privé-netbeheerder heeft als taak alle informatie door te geven aan alle stroomafwaartse afnemers.

De distributienetbeheerder blijft verantwoordelijk voor het informeren van elke evenwichtsverantwoordelijke.

§ 2. De distributienetbeheerder kan niet aansprakelijk worden gesteld voor geplande of ongeplande onderbrekingen bij een stroomafwaartse afnemer die hun oorsprong vinden in het privé-net.

Art. 172. In afwijking van het bepaalde in artikel 159, worden in het aansluitingscontract van de privé-netbeheerder specifieke bepalingen vastgelegd over de manier waarop de reactieve energie in een privé-net in aanmerking wordt genomen.

HOOFDSTUK 9. — *Overgangsbepaling*

Art. 173. Onder voorbehoud van de bepalingen van Hoofdstuk 3 met betrekking tot de onderbreking en de opschorting van de toegang, zijn de bepalingen van onderhavige Titel niet van toepassing op de residentiële klanten zolang die klanten niet in aanmerking zijn gekomen.

Tot de dag dat zij in aanmerking zullen komen, en onverminderd alinea 1, is de toegang van de residentiële klanten tot het distributienet, ondergeschikt aan de ondertekening van een document van terbeschikkingstelling en afname van elektrisch vermogen en wordt die toegang hen verleend overeenkomstig de voorwaarden voor het ter beschikking stellen van elektrisch vermogen zoals opgenomen in Bijlage IV van dit Technisch Reglement.

TITEL V. — *Meetcode*

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Art. 174. Onderhavige Titel beschrijft de rechten en verplichtingen van de distributienetbeheerder en de andere betrokken partijen met betrekking tot enerzijds de terbeschikkingstelling, de plaatsing, het gebruik en het onderhoud van de meetinrichting en anderzijds de meteropname, de verwerking en de terbeschikkingstelling van de meetgegevens afkomstig van de meetinrichting.

Art. 175. § 1. Op elk toegangspunt dat bij een aansluiting op het distributienet behoort wordt een meting uitgevoerd om de hoeveelheid actieve of reactieve energie te bepalen die van het distributienet wordt afgenomen of erin wordt geïnjecteerd op dit toegangspunt, alsmede in voorkomend geval het overeenkomstige maximale vermogen. Hiervoor wordt van een meetinstallatie gebruikt.

Een gebouw dat nieuw aangestoten wordt op het distributienet en dat bestemd is als woning voor natuurlijke personen, dient uitgerust te zijn met een individuele meetinstallatie per woongelegenheid, behoudens de in de toepasselijke wetgeving vermelde uitzonderingen.

§ 2. In afwijking van het bepaalde in § 1, mits overleg tussen de distributienetgebruiker en de distributienetbeheerder, kan het elektriciteitsverbruik van een op het distributienet aangestoten installatie forfaitair bepaald worden zonder de plaatsing van een meetinrichting, indien aan de volgende voorwaarden is voldaan :

1. a. de installatie heeft een aansluitingscapaciteit die beperkt is tot 1,4 kVA of b. dient voor de openbare verlichting
2. het afnamepatroon is gekend
3. op de installatie kan geen bijkomende apparatuur worden aangestoten.

Het forfaitaire elektriciteitsverbruik wordt bepaald door de distributienetbeheerder in functie van het afgenomen vermogen en de voorziene verbruiksduur van de installatie op basis van objectieve en niet-discriminerende criteria.

Voor de vaststelling van het afgenomen vermogen kan de distributienetbeheerder beroep doen op een geaccrediteerd laboratorium. De kosten van de vaststelling worden gedragen door de distributienetgebruiker.

Het elektriciteitsverbruik van de betrokken installaties wordt verrekend volgens het gekende afnamepatroon.

§ 3. Als het meetpunt niet is aangesloten in de onmiddellijke omgeving van het toegangspunt, berekent de distributienetbeheerder het werkelijk afgenomen verbruik aan het toegangspunt door enerzijds uit te gaan van de meting van het brutoverbruik, en anderzijds een correctiefactor toe te passen.

§ 4. De distributienetgebruikers die over een noodaansluiting beschikken moeten voor de meting van de energie die via het noodtoegangspunt wordt doorgevoerd, een afzonderlijke meetinstallatie aanbrengen dan die welke wordt gebruikt om de via het gewone toegangspunt doorgevoerde energie te meten.

Art. 176. De meetinrichtingen en de meetgegevens zijn bedoeld om de facturering mogelijk te maken van de prestaties van de distributienetbeheerder en van de leveranciers, op basis van de hoeveelheden energie die op elk toegangspunt worden afgenomen van het distributienet, en dienen tevens als basis om een goed beheer van het distributienet mogelijk te maken.

Art. 177. De in het vorige artikel vermelde facturatie kan berusten op gegevens voor eventueel samengebundelde elementaire perioden. Afhankelijk van het aansluitingstype worden deze gegevens rechtstreeks afgeleid van de meetinrichting of zijn zij het resultaat van de toepassing van typeprofielen op deze meetgegevens.

Art. 178. De in artikel 177 bedoelde elementaire periode is een kwartier.

Art. 179. § 1. De distributienetbeheerder is verantwoordelijk voor de kwaliteit en de betrouwbaarheid van de metingen. Hiertoe is hij als enige gerechtigd om de meetinrichting te plaatsen, te exploiteren, te onderhouden, aan te passen of te vervangen.

§ 2. De distributienetbeheerder heeft tevens tot taak de meetgegevens in te zamelen, te valideren, ter beschikking te stellen en te bewaren.

Hij hanteert bij de uitvoering van deze taak objectieve en niet-discriminerende criteria.

De betrokken partijen nemen bovendien de nodige maatregelen opdat de geldende vertrouwelijkheidsregels in acht worden genomen.

§ 3. De distributienetbeheerder is, overeenkomstig artikel 40, § 2, eigenaar van de meetinrichting.

Art. 180. De distributienetbeheerder is « verantwoordelijk voor de verwerking » naar luid van het bepaalde in de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens. Voor de toepassing van onderhavige Titel wordt onder « persoonsgegevens » verstaan de gegevens betreffende natuurlijke personen en rechtspersonen.

Art. 181. § 1. De meetgegevens voor wat de actieve energie betreft alsook de allocatie -en reconciliatiegegevens, uitgedrukt in kWh, worden door de distributienetbeheerder zowel aan de leveranciers en de betrokken evenwichtsverantwoordelijken als aan de transmissienetbeheerder medegedeeld volgens de modaliteiten zoals bepaald in artikel 7 van onderhavig Technisch Reglement. De meetgegevens voor wat betreft de reactieve energie worden, uitgedrukt in kVAr, ter beschikking gesteld van de betrokken partijen.

§ 2. De distributienetgebruiker beschikt over alle rechten van een eigenaar tegenover zijn meetgegevens. Hiertoe biedt de distributienetbeheerder de netgebruiker die erom vraagt, de mogelijkheid om, middels een door de distributienetbeheerder opgestelde procedure, de beschikking te krijgen over de meetgegevens betreffende zijn toegangspunt.

Art. 182. De distributienetbeheerder kan, op vraag van de distributienetgebruiker of de leverancier, meetgegevens of andere informatie afkomstig van de betrokken meetinrichting (bij voorbeeld via impulsen) ter beschikking van de aanvrager stellen, met een ander doel dan bedoeld in artikel 176.

De aanvrager richt zich hiertoe tot de distributienetbeheerder die op basis van objectieve en niet discriminerende criteria de aanvraag evalueert en de hieruit voortkomende werken uitvoert. De hieraan verbonden kosten worden gedragen door de aanvrager.

Indien met het oog op de in lid 1 bedoelde complementaire meetgegevens de impulsuitgangen van de meter ter beschikking moeten gesteld worden aan de distributienetgebruiker, moet de distributienetbeheerder op kosten van de aanvrager binnen de dertig werkdagen de nodige aanpassingen van de meetinrichting uitvoeren. Deze termijn kan mits motivatie door de distributienetbeheerder verlengd worden. De kosten voor de hiertoe nodige aanpassingen van de meetinrichting moeten gepubliceerd worden door de distributienetbeheerder.

Art. 183. De distributienetbeheerder is niet verplicht meetinrichting te installeren voor andere doeleinden dan het gestelde in artikel 176. In het bijzonder worden de maatregelen die stroomafwaarts van een toegangspunt genomen moeten worden in het kader van de procedure tot toekenning van groenestroomcertificaten, geregeld door bijzondere voorschriften met betrekking tot de meting van groenestroomcertificaten, bepaald bij ministerieel besluit.

HOOFDSTUK 2. — *Bepalingen betreffende de meetinrichtingen*

Afdeling 2.1. — Algemene bepalingen

Art. 184. Onverminderd het bepaalde in dit technisch reglement, moeten de in de meetinrichting gebruikte uitrustingen voldoen aan de toepasselijke wettelijke voorschriften, inclusief de omzendbrieven die uitgaan van de Dienst Metrologie van de Federale Overheidsdienst Economie, KMO, Middenstand en Energie, en aan de voorschriften van de geldende normen die van toepassing zijn op meetinrichting en hun componenten. Zij moeten verzegeld kunnen worden.

Art. 185. § 1. Een meetinrichting bestaat uit alle uitrustingen die nodig zijn voor het nastreven van de doeleinden zoals bedoeld in artikel 176, en kan dus met name bestaan uit al dan niet geïntegreerde combinaties van :

- 1° stroomtransformatoren;
- 2° spanningstransformatoren;
- 3° meters;
- 4° dataloggers;
- 5° uitrustingen voor tariefomschakeling;
- 6° kasten - klemmen - bedrading;
- 7° teletransmissieapparatuur;

§ 2. Wanneer de voorschriften van onderhavig Technisch Reglement alsook de toepasselijke wetgeving voorzien in de integratie, in de meetinrichting, van inrichtingen die een 230V elektrische voeding vereisen, stelt de distributienetgebruiker of, als het een verschillende persoon betreft, de eigenaar van het betrokken gebouw dergelijke voeding ter beschikking van de distributienetbeheerder, met eerbiediging van de door deze bepaalde technische specificaties, op de plaats waar de meetinrichting geïnstalleerd zal worden.

Art. 186. De distributienetgebruiker en de distributienetbeheerder hebben het recht om in hun installaties en op eigen kosten alle toestellen te plaatsen die zij nuttig achten om de nauwkeurigheid na te gaan van de meetinrichting. Een dergelijke controle-installatie moet voldoen aan de voorschriften van onderhavig Technisch Reglement. Indien deze controles meetafwijkingen aan het licht brengen, dan worden de voorschriften in Afdeling 2.6. van onderhavige Titel van overeenkomstige toepassing.

Art. 187. § 1. Indien de distributienetgebruiker extra uitrustingen wil integreren in de meetinrichting die betrekking heeft op zijn toegangspunt, moet hij zich hiertoe richten tot de distributienetbeheerder. Deze zal op basis van objectieve en nietdiscriminerende criteria oordelen of deze uitrustingen geplaatst kunnen worden zonder de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het distributienet en de kwaliteit van de basismetingen in het gedrang te brengen. Bij een positieve beoordeling zal de distributienetbeheerder de plaatsing uitvoeren onder nietdiscriminerende voorwaarden en binnen niet-discriminerende termijnen.

Deze uitrustingen moeten voldoen aan de voorschriften van onderhavig Technisch Reglement. Bij negatieve beoordeling dient de distributienetbeheerder zijn beslissing met redenen te omkleden en ze mee te delen aan de distributienetgebruiker in kwestie.

§ 2. Alle kosten met betrekking tot deze bijkomende uitrustingen en de installatie ervan komen ten laste van de distributienetgebruiker die erom heeft verzocht.

Art. 188. De distributienetbeheerder heeft het recht om op eigen kosten alle apparatuur aan de meetinrichting toe te voegen die nuttig is voor de uitvoering van zijn taken, onder meer met het oog op het meten van kwaliteitsindicatoren van de spanning en/of de stroom, en de faseverschuiving tussen spanning en stroom.

Afdeling 2.2. — Plaats van de meetinrichting

Art. 189. De meetinrichting wordt geplaatst in de onmiddellijke omgeving van het toegangspunt.

Art. 190. In afwijking van het bepaalde in artikel 189 en voor een hoogspanningsaansluiting met een capaciteit kleiner dan 250 WA kan de distributienetbeheerder om economische redenen beslissen om de meetinstallatie te plaatsen aan de laagspanningszijde van de vermogentransformator.

Art. 191. In afwijking van het bepaalde in artikel 189 kan de distributienetbeheerder beslissen de meetinrichting elders dan in de onmiddellijke omgeving van het toegangspunt te plaatsen mits motivering ten overstaan van de distributienetgebruiker.

Art. 192. De distributienetgebruiker, in voorkomend geval, de eigenaar van het betrokken gebouw, en de distributienetbeheerder voeren overleg met elkaar om de meetinrichting te vrijwaren van schokken, trillingen, extreme temperaturen, vochtigheid en in het algemeen van alles wat schade kan berokkenen of storingen kan veroorzaken.

Afdeling 2.3. — Tariefperiodes

Art. 193. De distributienetbeheerder publiceert op zijn internetsite de nodige informatie over de verschillende toegepaste tariefperiodes.

Afdeling 2.4. — Verzegeling

Art. 194. § 1. De meetinrichting wordt verzegeld door de distributienetbeheerder.

§ 2. De zegels mogen alleen verbroken of verwijderd worden door de distributienetbeheerder of met voorafgaande schriftelijke toestemming vanwege de distributienetbeheerder.

§ 3. Indien de distributienetbeheerder vaststelt dat de zegels van de meetinrichting zijn verwijderd, controleert hij de installatie ter plaatse alvorens deze opnieuw te verzegelen en het toegangspunt opnieuw buiten dienst te stellen. Alle door de distributienetbeheerder gedane kosten ingevolge het ongeoorloofd verwijderen of breken van de zegels vallen ten laste van ofwel, als deze gekend is, de bewoner van de lokalen waarbij die meetinrichting hoort, ofwel de eigenaar van het betrokken gebouw.

Die kosten omvatten enerzijds de administratieve kosten en de tarieven voor de door de distributienetbeheerder uitgevoerde handelingen voor het herstel in de vorige staat, anderzijds de vergoeding, uitgedrukt in € per verbruikseenheid, aan deze verschuldigd voor het frauduleus afgenomen elektrisch vermogen. Dit wordt geschat op basis van objectieve criteria.

Het bedrag van de administratieve kosten en van de vergoeding zoals hierboven bedoeld, wordt bepaald door de distributienetbeheerder en bekendgemaakt op diens internetsite.

Afdeling 2.5. — Nauwkeurigheidsvereisten

Art. 195. De minimale nauwkeurigheidsvereisten van de meetinrichting dienen te voldoen aan de geldende wetgeving.

Op eenvoudig verzoek, bezorgt de distributienetbeheerder de nodige informatie over die normen en Besluiten aan de distributienetgebruiker.

Afdeling 2.6. — Defecten en fouten

Art. 196. Bij defect van de meetinrichting en wanneer de aansluiting uitgerust is met de controle-installaties zoals bedoeld in artikel 186, vervangen de controlemetingen de hoofdmetingen.

Art. 197. § 1. Onverminderd bijzondere bepalingen in het aansluitingscontract stelt de distributienetbeheerder alles in het werk om de defecten aan de meetinrichting zo snel mogelijk te verhelpen, en ten laatste binnen een termijn van :

1° drie werkdagen voor een meetinrichting die betrekking heeft op een toegangspunt met een aansluitingscapaciteit groter dan of gelijk aan 100 WA;

2° zeven werkdagen voor de overige meetinrichtingen.

Deze termijnen gaan in vanaf het ogenblik dat de distributienetbeheerder in kennis is gesteld van de storing. In overleg met de distributienetgebruiker kunnen deze termijn verlengd worden.

§ 2. In de mate van het mogelijke worden dezelfde termijnen gehanteerd in geval van een storing bij de dataoverdracht.

§ 3. Indien het defect niet binnen de in paragraaf 1 bedoelde termijnen verholpen kan worden, neemt de distributienetbeheerder alle noodzakelijke maatregelen teneinde het verlies van meetgegevens te beperken. Hij stelt bovendien de leverancier en de distributienetgebruiker in kennis indien het defect betrekking heeft op een toegangspunt zoals bedoeld in § 1, 1°.

§ 4. Defecten aan een meetinrichting die gebruikt wordt voor de toekenning van groenestroomcertificaten, worden door de distributienetbeheerder zo snel mogelijk aan de Dienst gemeld.

Art. 198. Een fout in een meetgegeven wordt als significant beschouwd, indien deze groter is dan hetgeen is toegestaan krachtens de nauwkeurigheidsvereisten zoals voorgeschreven door de wetgeving bedoeld in artikel 195.

Art. 199. Elke distributienetgebruiker of leverancier die een significante fout in de meetgegevens vermoedt, stelt de distributienetbeheerder hiervan onmiddellijk per brief in kennis. Indien de gebruiker of leverancier in kwestie een controle van de meetinrichting vraagt, dient de distributienetbeheerder binnen de kortste termijnen een controleprogramma op te starten. De distributienetgebruiker wordt verzocht zijn eigen meettoestellen op zijn kosten tegelijkertijd te laten controleren.

Art. 200. Indien uit de in voorgaand artikel bedoelde controle blijkt dat de significante fout te wijten is aan de nauwkeurigheid van de meetinrichting, dan zorgt de distributienetbeheerder dat een ijking wordt uitgevoerd, de fout wordt verholpen of de meter wordt vervangen, zo snel mogelijk en ten laatste binnen de tien werkdagen. Deze termijn mag mits motivering verlengd worden door de distributienetbeheerder.

Art. 201. De distributienetbeheerder draagt de kosten verbonden aan de in artikelen 199 en 200 genoemde acties indien een significante fout kon vastgesteld worden. In het andere geval zijn zij voor rekening van de aanvrager, volgens het geldende tarief dat hem vooraf ter kennis gebracht werd.

Afdeling 2.7. — Onderhoud en inspecties

Art. 202. De distributienetbeheerder zorgt voor het onderhoud van de meetinrichtingen, waarbij hij zich inspant om ervoor te zorgen dat deze, zolang ze gebruikt wordt, voldoen aan de geldende wetgeving en aan de in onderhavig Technisch Reglement opgenomen eisen.

Art. 203. § 1. De distributienetbeheerder moet toegang hebben tot de meetinrichtingen en de eventuele controle-installaties om te kunnen controleren of deze in overeenstemming zijn met de bepalingen van onderhavig Technisch Reglement alsook met de geldende wetgeving en normen.

§ 2. Wanneer de distributienetbeheerder vaststelt dat er inbreuk werd gepleegd op de integriteit van een meetinrichting, controleert hij de inrichting ter plekke of, als dat verantwoord is, neemt hij de meetinrichting mee voor een grondige controle in het labo.

Alle door de distributienetbeheerder gemaakte kosten ingevolge gebleken fraude vallen ten laste van de betrokken distributienetgebruiker. Die kosten omvatten enerzijds de administratieve kosten en de tarieven voor de door de distributienetbeheerder uitgevoerde verrichtingen voor het herstellen of vervangen van de meter, anderzijds de vergoeding, uitgedrukt in € per verbruikseenheid, aan deze verschuldigd voor het frauduleus afgenomen elektrisch vermogen alsook de tarieven voor het gebruik van het distributienet dat gepaard gaat met het afgenomen elektriciteit. De administratieve kosten en de vergoeding waarvan hierboven sprake, zijn die bedoeld in artikel 194, § 3.

Afdeling 2.8. — Administratief beheer van de technische gegevens van de meetinrichting

Art. 204. § 1. De distributienetbeheerder is verantwoordelijk voor het bijhouden en het archiveren van de gegevens die vereist zijn voor een goed beheer van de meetinrichting en voor de van toepassing zijnde wettelijke controles, zoals onder meer deze betreffende de fabrikant, het type, serienummer, bouwjaar en de controle- en ijkijdstippen.

§ 2. Wijzigingen aan de meetinrichtingen bij een distributienetgebruiker, voor zover zij een invloed hebben op de meetgegevens, worden door de distributienetbeheerder binnen de tien werkdagen meegedeeld aan de leverancier van de betrokken distributienetgebruiker.

Afdeling 2.9. — Ijking

Art. 205. De distributienetbeheerder waarborgt dat de onderdelen van de meetinrichting vóór de eerste indienststelling zijn geijkt volgens de geldende nationale en internationale normen.

Het ijkprogramma en het tijdschema voor de ijking worden vastgelegd door de distributienetbeheerder volgens de geldende nationale en internationale normen. De onderdelen van de meetinstallatie worden geijkt door een hiervoor erkende instelling of dienst.

*HOOFDSTUK 3. — Bepalingen betreffende de meetgegevens**Afdeling 3.1. — Gemeten en berekende verbruiksprofielen*

Art. 206. De bepaling van het verbruiksprofiel van een distributienetgebruiker is gebaseerd op een reeks gegevens die elk betrekking hebben op een elementaire periode zoals bepaald in artikel 178. In hetgeen volgt wordt een dergelijke reeks gegevens « verbruiksprofiel » genoemd.

Twee soorten verbruiksprofielen worden onderscheiden :

1° het gemeten verbruiksprofiel : de meetinrichting registreert voor elke elementaire periode de hoeveelheid afgenomen of geïnjecteerde elektrische energie, waarmee het verbruiksprofiel wordt opgesteld;

2° het berekende verbruiksprofiel : een verbruiksprofiel wordt berekend op basis van periodiek opgenomen meterstanden van de meetinrichting en de toepassing van een synthetisch verbruiksprofiel dat op de verbruikskarakteristieken van de desbetreffende gebruiker(s) is afgestemd.

Art. 207. § 1. Voor de meetinrichtingen die betrekking hebben op toegangspunten van een bestaande aansluiting waarvoor het gemiddelde van het afgenomen of geïnjecteerde maximale kwartiervermogen op maandbasis, bepaald over een periode van twaalf opeenvolgende maanden, minstens 100 kW bedraagt, worden de gemeten verbruiksprofielen in aanmerking genomen.

§ 2. Voor de meetinrichtingen die betrekking hebben op lagere vermogens, mag de distributienetbeheerder, op verzoek en voor rekening van de distributienetgebruiker of de leverancier, eveneens overgaan tot de registratie van het gemeten verbruiksprofiel.

§ 3. Voor de nieuwe aansluitingen met een aansluitingscapaciteit van ten minste 100 WA, of bij versteviging van een aansluiting, waardoor de aansluitingscapaciteit meer dan 100 WA bedraagt, plaatst de distributienetbeheerder een meetinrichting met registratie van het gemeten verbruiksprofiel.

Art. 208. Voor alle toegangspunten waar het gemeten verbruiksprofiel door de meetinrichting geregistreerd wordt, met uitzondering evenwel van de toegangspunten voor dewelke de distributienetbeheerder een dergelijke inrichting heeft opgelegd in het kader van meetcampagnes H synthetisch verbruiksprofiel », geschiedt de facturatie van de kosten betreffende de toegang tot het distributienet en het gebruik ervan, op basis van dit gemeten verbruiksprofiel.

Art. 209. § 1. Het verbruik, of desgevallend de productie, op toegangspunten op hoogspanning zonder registratie van het gemeten verbruiksprofiel en op toegangspunten waar het maximaal afgenomen of geïnjecteerd vermogen wordt geregistreerd, wordt door de distributienetbeheerder maandelijks opgenomen.

§ 2. Het verbruik of desgevallend de productie op toegangspunten op laagspanning zonder registratie van het gemeten verbruiksprofiel wordt door de distributienetbeheerder bepaald bij elke leverancierswissel of klantenwissel. Minstens eenmaal in een periode van 12 maanden wordt de meterstand ook materieel opgenomen door de distributienetbeheerder voorzover de distributienetbeheerder toegang heeft of krijgt tot de meetinrichting.

§ 3. Op vraag van de distributienetgebruiker voert de distributienetbeheerder een bijkomende materiële meteropname uit. De kosten voor deze bijkomende meteropname worden gedragen door de distributienetgebruiker, behoudens andersluidende wettelijke bepalingen.

§ 4. Het verbruik of de productie bepaald volgens § 1 en § 2, wordt door de distributienetbeheerder gevalideerd overeenkomstig de procedure beschreven in Afdeling 3.5.

Art. 210. § 1. De distributienetbeheerder verstrekt de distributienetgebruiker het recht om te allen tijde de in de meetinrichting lokaal beschikbare gegevens die betrekking hebben op zijn toegangspunt te raadplegen.

In de uitzonderlijke gevallen waar de meetinrichting zich bevindt op een plaats die niet rechtstreeks voor de distributienetgebruiker toegankelijk is, wendt de distributienetgebruiker zich tot de distributienetbeheerder die hem binnen een redelijke termijn toegang zal verschaffen, overeenkomstig de bepalingen zoals vermeld in Hoofdstuk 3 van Titel I.

§ 2. De gegevens vermeld in 51 bevatten minstens de meetgegevens.

§ 3. Op verzoek van de distributienetgebruiker verschaft de distributienetbeheerder de nodige inlichtingen voor de interpretatie van de meetgegevens.

Afdeling 3.2. — Bijzondere bepalingen betreffende het gemeten verbruiksprofiel

Art. 211. Het gemeten verbruiksprofiel wordt geregistreerd op basis van meetperioden die overeenstemmen met de elementaire periode zoals bepaald in artikel 178.

Art. 212. In overeenstemming met de bepalingen van het aansluitingscontract of de behoeften van de distributienetbeheerder registreert een meetinrichting per elementaire periode de volgende gegevens :

1° de aanduiding van de meetperiode;

2° de afgenomen en/of geïnjecteerde actieve energie;

3° in voorkomend geval, de afgenomen en/of geïnjecteerde reactieve energie. Indien de distributienetbeheerder dit nodig acht, wordt hierbij bovendien onderscheid gemaakt tussen de vier kwadranten.

Art. 213. De distributienetbeheerder verzamelt de meetgegevens op elektronische wijze en eventueel door tele-opname.

Art. 214. Om desgevallend de tele-opname van de meetgegevens mogelijk te maken, zorgt de distributienetbeheerder, op basis van technisch-economische criteria, voor de realisatie van de meest aangewezen telecommunicatieverbinding.

Art. 215. Een elementaire meetperiode zoals gedefinieerd in artikel 178 is gerelateerd aan het tijdstip 00 : 00 volgens de lokale tijd.

Art. 216. Het tijdsverschil in absolute waarde tussen het begin (of het einde) van een elementaire periode zoals door de meetinrichting beschouwd en het begin (of het einde) van diezelfde elementaire periode gerekend vanaf de gebruikte referentie van absolute tijd, mag niet meer dan tien seconden bedragen.

Bij leverancierswissel deelt de distributienetbeheerder aan de nieuwe leverancier de gegevens over de meetconfiguratie en de meteridentificatienummers mee aan het begin van de bevroren periode volgens de procedures en formaten beschreven in de IVgG. De distributienetbeheerder staat in voor het beheer van deze gegevens en deelt elke wijziging onverwijld mee aan de betrokken leverancier.

Afdeling 3.3. — Bijzondere bepalingen betreffende het berekende verbruiksprofiel

Art. 217. De toegangspunten zonder registratie van het verbruiksprofiel worden in categorieën ingedeeld, volgens het type-profiel van hun verbruik. Onverminderd de bevoegdheid van de CREG, stelt Synergrid daartoe objectieve en niet discriminerende criteria van classificatie op.

Een voldoende aantal categorieën wordt gedefinieerd, zodat een correcte beoordeling van de elektriciteitstromen mogelijk is.

Met elke categorie komt een synthetisch verbruiksprofiel overeen. De synthetische verbruiksprofielen kennen een fractie van de jaarafname toe voor elke elementaire periode zoals gedefinieerd in artikel 178, op basis van de statistische gegevens.

Art. 218. De manier waarop de synthetische verbruiksprofielen gebruikt moeten worden voor het bekomen van de berekende verbruiksprofielen, staat beschreven in de gebruikshandleiding opgesteld door Synergrid.

De categorieën en de synthetische gebruiksprofielen kunnen jaarlijks worden gewijzigd op basis van een statistische studie van werkelijk gemeten verbruiksprofielen, of op basis van de vastgestelde residu's bij de allocatie.

Art. 219. Aan elk toegangspunt zonder registratie van het gemeten verbruiksprofiel wordt een synthetisch gebruiksprofiel toegewezen door de distributienetbeheerder.

Art. 220. Bij leverancierswissel deelt de distributienetbeheerder aan de nieuwe leverancier de gegevens over de profielcategorie, het standaard jaar- of maandverbruik, de meetconfiguratie en de meteridentificatienummers mee aan het begin van de bevroren periode volgens de procedures en formaten beschreven in de MIG.

De distributienetbeheerder staat in voor het beheer van deze gegevens en deelt elke wijziging onverwijld mee aan de betrokken leverancier.

Afdeling 3.4. — Gegevensverwerking

Art. 221. § 1. De distributienetbeheerder bewaart de in artikel 212 bedoelde gegevens op elektronische wijze.

§ 2. Voor de toegangspunten zonder registratie door tele-opname, slaat de distributienetbeheerder die gegevens op die hem in staat stellen om het verbruiksprofiel te herberekenen.

§ 3. Aan de in §§ 1 en 2 genoemde gegevens koppelt de distributienetbeheerder de volgende gegevens :

1° de identificatie van het toegangspunt;

2° de locatie van de meetinrichting;

3° de identificatie van de leverancier en van de evenwichtsverantwoordelijke.

§ 4. De gegevens moeten zodanig worden verwerkt dat de nauwkeurigheid ervan niet wordt beïnvloed.

Art. 222. Indien de datum van de meteropname niet samenvalt met de datum waarop de meterstand moet gekend zijn, zal de distributienetbeheerder deze meterstand omrekenen op basis van de schattingsprincipes beschreven in Artikel 231.

Afdeling 3.5. — Meetgegevens niet beschikbaar of onbetrouwbaar

Art. 223. § 1. Indien de meetinrichting zich niet in de onmiddellijke omgeving van het toegangspunt bevindt, zullen de meetgegevens worden gecorrigeerd op basis van een schattingsprocedure die rekening houdt met de werkelijke fysische verliezen tussen het meetpunt en het toegangspunt. Deze procedure wordt normaal gezien in het aansluitingscontract bepaald.

§ 2. Als in het aansluitingscontract niet is bepaald hoe de gegevens worden gecorrigeerd, zal de distributienetbeheerder op basis van objectieve en nietdiscriminerende criteria de meest geschikte wijze vastleggen en aan de gebruiker meedelen.

Art. 224. § 1. Indien de distributienetbeheerder niet over de werkelijke meetgegevens kan beschikken of wanneer hij van oordeel is dat de beschikbare resultaten onbetrouwbaar of foutief zijn, dan worden de betrokken meetgegevens in het validatieproces vervangen door waarden die op basis van objectieve en nietdiscriminerende criteria billijk zijn.

Wanneer zij slaan op een meetinrichting die een rol speelt in de berekening voor het toekennen van groenestroomcertificaten, moet de distributienetbeheerder deze waarden aan de distributienetgebruiker en aan de Dienst overmaken en verantwoordelijk zijn.

§ 2. Onverminderd het bepaalde in artikel 196, worden de onbetrouwbare of foutieve gegevens gecorrigeerd op basis van een of meer schattingsprocedures zoals :

— andere meetresultaten die de betrokken distributienetgebruiker ter beschikking heeft;

— een vergelijking met de gegevens van een periode die als gelijkwaardig wordt beschouwd.

Art. 225. Na toepassing van het bepaalde in artikelen 223 en 224 kan de distributienetbeheerder op de meetgegevens elke vorm van objectieve en nietdiscriminerende bijkomende controle toepassen. Hierna worden de meetgegevens geacht gevalideerd te zijn.

Art. 226. De distributienetbeheerder moet op vraag van de Dienst redenen aangeven voor elke wijziging die in de gegevens wordt aangebracht overeenkomstig het gestelde in artikelen 223 en 224.

Art. 227. Een distributienetgebruiker of zijn leverancier kan een bijkomende materiële meteropname aanvragen bij de distributienetbeheerder, indien hij van oordeel is dat de ter beschikking gestelde meetgegevens foutief zijn. De kosten voor deze bijkomende meteropname zijn ten laste van de distributienetbeheerder indien de bijkomende meteropname uitwijst dat de eerder verstrekte meetgegevens foutief waren.

Afdeling 3.6. — Opslag, archivering en beveiliging van de gegevens

Art. 228. De distributienetbeheerder bewaart zowel alle niet-verwerkte meetgegevens als de in voorkomend geval aangepaste meetgegevens op een niet vluchtige informatiedrager.

Art. 229. De distributienetbeheerder archiveert de in vorig artikel vermelde gegevens gedurende een periode van minstens vijf jaar.

Art. 230. Voor het centraliseren van de meetgegevens gebruikt de distributienetbeheerder zijn eigen personeel of doet hij een beroep op derden met naleving van de bepalingen van artikel 9 van de ordonnantie.

Afdeling 3.7. — Schatting, allocatie en reconciliatie

Art. 231 § 1. Het verbruik van een distributienetgebruiker zonder registratie van het verbruiksprofiel in de periode tussen twee meteropnames kan geschat worden hetzij op basis van het totaalverbruik over de vorige periode hetzij, als er voor die distributienetgebruiker geen verbruikshistoriek is, op basis van het typisch gemiddeld verbruik van een zelfde type van eindafnemer.

§ 2. Op basis van het geschatte totaalverbruik en het toegewezen synthetisch verbruiksprofiel bepaalt de distributienetbeheerder het berekende verbruiksprofiel.

Art. 232. § 1. Op basis van de geïnjecteerde hoeveelheid energie op het distributienet, de uitgewisselde hoeveelheid energie met andere netten, de berekende verbruiksprofielen, de gemeten verbruiksprofielen en een schatting van de distributienetverliezen wordt per elementaire periode het residu berekend. Dit residu wordt naar rata van de verbruiken toegekend aan de leveranciers en hun evenwichtsverantwoordelijken.

§ 2. Op basis van de resultaten van de allocatie verdeelt de distributienetbeheerder de energie die geleverd werd aan de eindafnemers over de leveranciers en hun evenwichtsverantwoordelijken per elementaire periode.

Art. 233. De verdeling van de energie over de leveranciers en hun evenwichtsverantwoordelijken die door de allocatie beschreven in vorig artikel bekomen wordt, moet maandelijks gecorrigeerd worden op basis van de werkelijk gemeten verbruiken op de toegangspunten.

Art. 234. De eindreconciliatie voor een maand M gebeurt in de maand M + 15. Op dat ogenblik wordt de restterm van die maand M bepaald. Deze restterm valt in principe ten laste van de distributienetbeheerder.

Art. 234bis. De gemeten of berekende verbruiken in deze afdeling hebben enkel betrekking op de actieve energie.

Afdeling 3.8. — Ter beschikking te stellen gegevens bij gemeten verbruiksprofielen

Art. 235. § 1. De distributienetbeheerder stelt volgens de in artikel 12 vastgelegde procedures de volgende meetgegevens beschikbaar aan de leverancier in kwestie en, in voorkomend geval, aan de toegangsgerechtigde op kwartierbasis voor de toegangspunten waar hij energie levert of injecteert en die voorzien zijn van een automatische meteruitlezing :

1° dagelijks voor dag D-1: niet-gevalideerde meetgegevens voor elk toegangspunt; 2° maandelijks : de gevalideerde meetgegevens; voor minstens 95% van de toegangspunten moeten de gegevens worden meegedeeld ten laatste op de vierde werkdag van de volgende maand, en voor alle toegangspunten ten laatste op de tiende werkdag van die maand.

De eventuele aanpassingscoëfficiënten zijn in de geleverde meetgegevens opgenomen.

§ 2. De in § 1 bedoelde gegevens worden tevens doorgegeven aan de distributienetgebruiker op zijn schriftelijke aanvraag en op zijn kosten, tenzij de laatstgenoemde de hoedanigheid van toegangsgerechtigde heeft.

§ 3. Gevalideerde meetgegevens die geschat werden op basis van de procedures vermeld in artikel 224, § 2, zijn voorzien van een specifiek merkteken.

§ 4. Voor productie-installaties worden de gevalideerde meetgegevens, bedoeld in de vorige paragrafen, meegedeeld aan de betrokken producent op zijn eenvoudig verzoek.

Art. 236. De distributienetbeheerder stelt dezelfde informatie globaal beschikbaar aan de evenwichtsverantwoordelijke, dat wil zeggen voor alle toegangspunten waarvoor deze verantwoordelijk is voor het evenwicht.

Art. 237. De distributienetbeheerder kan de hierboven vermelde al dan niet gevalideerde gegevens desgevraagd beschikbaar stellen aan de leverancier in kwestie, aan de toegangsgerechtigde of aan de evenwichtsverantwoordelijke met een grotere regelmaat als bedoeld in artikel 235. De aanvrager dient zich daartoe te richten tot de distributienetbeheerder die de aanvraag beoordeelt op basis van objectieve en niet-discriminerende criteria. In voorkomend geval voert hij de taken uit die verband houden met de aanvraag. De daaruit voortvloeiende kosten komen ten laste van de aanvrager.

Afdeling 3.9. — Ter beschikking te stellen gegevens bij berekende verbruiksprofielen

Art. 238. § 1. De distributienetbeheerder stelt de gevalideerde meetgegevens voor de toegangspunten waarop hij energie levert of injecteert en die maandelijks opgenomen worden beschikbaar aan de leverancier in kwestie. Voor minstens 95 % van deze toegangspunten moeten de gegevens worden meegedeeld uiterlijk op de vierde werkdag van de volgende maand, en voor alle toegangspunten uiterlijk op de tiende werkdag van die maand.

De distributienetbeheerder moet steeds de datum van de meteropname van de toegangspunten vermelden.

Gevalideerde meetgegevens die geschat werden op basis van de procedures vermeld in artikel 224, § 2, zijn voorzien van een specifiek merkteken.

§ 2. De distributienetbeheerder stelt aan de leverancier de gevalideerde meetgegevens ter beschikking voor de toegangspunten waarop hij energie levert of injecteert en die jaarlijks worden uitgelezen. Voor minstens 95% van deze toegangspunten moeten de gegevens worden meegedeeld uiterlijk op de vierde werkdag na de meteropname, en voor alle toegangspunten uiterlijk op de tiende werkdag na de meteropname.

De distributienetbeheerder moet steeds de datum van de meteropname vermelden. Indien bij het valideren van de meetgegevens blijkt dat een materiële meteropname vereist is, gelden de vermelde termijnen vanaf de dag van deze bijkomende meteropname.

Gevalideerde meetgegevens die geschat werden op basis van de procedures vermeld in artikel 224, § 2, zijn voorzien van een specifiek merkteken.

§ 3. Voor productie-installaties worden de gevalideerde meetgegevens, bedoeld in de vorige paragrafen, meegedeeld aan de betrokken producent op zijn eenvoudig verzoek.

Art. 239. De distributienetbeheerder stelt ten laatste op de vijftiende werkdag van de volgende maand de allocatiegegevens op kwartierbasis van de maand ter beschikking aan de leverancier voor de toegangspunten zonder registratie van het gemeten verbruiksprofiel waarop hij energie levert of injecteert.

Art. 240. De distributienetbeheerder stelt ten laatste op de vijftiende werkdag van de volgende maand aan de evenwichtsverantwoordelijke de allocatiegegevens op kwartierbasis van de maand ter beschikking in geaggregeerde vorm per leverancier, en deelt de geaggregeerde gegevens per evenwichtsverantwoordelijke gelijktijdig mee aan de transmissienetbeheerder.

Art. 241. Ten laatste op de twintigste werkdag van de volgende maand stelt de distributienetbeheerder de reconciliatiegegevens ter beschikking aan de leverancier voor de toegangspunten zonder registratie van het gemeten verbruiksprofiel waarop hij energie levert of injecteert en die in die maand werden opgenomen.

Art. 242. Een globaal overzicht van de resultaten van de eindreconciliatie van een maand beschreven in artikel 234 met daarin minstens de totale geïnjecteerde energie op het distributienet, de totale verbruikte energie op het distributienet en de overblijvende restterm van die maand worden overgemaakt aan de Dienst vóór het einde van de vijftiende maand na de betrokken maand.

Afdeling 3.10. — Historische verbruiksgegevens

Art. 243. § 1. Als een distributienetgebruiker verandert van leverancier, worden de beschikbare historische verbruiksgegevens op maand- of jaarbasis gratis ter beschikking gesteld van de nieuwe leverancier.

De aanvraag tot de leverancierswissel geldt gelijktijdig als een aanvraag tot het ter beschikking stellen van de historische verbruiksgegevens.

§ 2. De maandelijkse verbruiksgegevens van de laatste drie jaar, voor distributienetgebruikers met registratie door tete-opname of maandelijkse meteropname en de jaarlijkse verbruiksgegevens van de laatste drie jaar voor de distributienetgebruikers met jaarlijkse meteropname voorzover de betrokken distributienetgebruiker op hetzelfde toegangspunt actief was in de referentieperiode en voorzover de gegevens beschikbaar zijn, worden in een EDIELboodschap doorgestuurd door de distributienetbeheerder naar de nieuwe leverancier ten laatste tien werkdagen na de datum waarop de leverancierswissel ingaat.

De inhoud en samenstelling van dit EDIEL-bericht wordt beschreven in de MIG zoals bedoeld in artikel 7.

Afdeling 3.11. — Rechtzettingen

Art. 244. § 1. De distributienetbeheerder voorziet, in overleg met de leveranciers, gemeenschappelijke procedures en voorwaarden voor het rechtzetten van meetgegevens.

§ 2. Er is geen waarborg dat de niet-gevalideerde verbruiksgegevens volledig en correct zijn. Eventuele schade als gevolg van het gebruik van niet-gevalideerde gegevens, zijn ten laste van de toegangsgerechtigde.

Art. 245. Tenzij er sprake is van kwade trouw kan een eventuele rechtzetting van de meetgegevens en de bijbehorende facturatie slechts betrekking hebben op een periode van hoogstens twee jaar voorafgaand aan de laatste meteropname.

HOOFDSTUK 4. — Bijzondere bepalingen voor de meetinrichtingen in privénetten

Art. 246. De bepalingen in deze Titel zijn van toepassing op de stroomafwaartse afnemers en op de privé-netbeheerders, onverminderd de onderstaande voorschriften.

Art. 247. In afwijking van het gestelde in artikel 189, wordt de meetinrichting van een stroomafwaartse afnemer in de onmiddellijke omgeving van het aansluitingspunt geplaatst.

Art. 248. § 1. Het verschil tussen de op het aansluitingspunt van het privé-net op het distributienet vastgestelde afnameninjecties en de voor alle stroomafwaartse afnemers van dit privé-net gemeten afnameninjecties wordt geacht zijn oorsprong te vinden in de eigen afnameninjecties van de privé-netbeheerder.

§ 2. Teneinde de afnameninjecties van de privé-netbeheerder te meten mag de distributienetbeheerder een meetinstallatie met aftrekmetingen gebruiken.

§ 3. De gedetailleerde beschrijving van de meetinstallatie met aftrekmetingen is opgenomen in het aansluitingscontract van de privé-netbeheerder.

§ 4. Dat aansluitingscontract bepaalt tevens de te volgen voorschriften inzake de ontwikkeling van het privé-net opdat de meting afkomstig van de meetinstallatie met aftrekmetingen een juist beeld geeft van het eigen verbruik van de privé-netbeheerder.

TITEL VI. — Samenwerkingscode

Art. 249. De distributienetbeheerder en de beheerders aan wiens netten zijn net gekoppeld is verlenen elkaar wederzijds de noodzakelijke medewerking bij de uitvoering van de taken waartoe beide partijen wettelijk of contractueel verplicht zijn.

Art. 250. De distributienetbeheerder onderhandelt te goeder trouw, respectievelijk met elke beheerder aan wiens net zijn net gekoppeld is, over een overeenkomst die als doel heeft :

1° op een efficiënte wijze de koppeling van de netten te waarborgen;

2° de inzameling en de transmissie van de gegevens betreffende het beheer van een net en noodzakelijk voor de beheerder van een ander net, te waarborgen ten einde de goede werking van de markt te verzekeren.

Art. 251. De samenwerkingsovereenkomst bedoeld in artikel 250 behandelt alle aspecten die rechtstreeks of onrechtstreeks gevolgen kunnen hebben voor de betrokken netbeheerders, en meer bepaald :

1° de respectieve rechten, verplichtingen en aansprakelijkheden en de procedures betreffende de aspecten van exploitatie en onderhoud die een rechtstreekse of onrechtstreekse invloed kunnen hebben op de veiligheid, de betrouwbaarheid of de efficiëntie van de netten, de aansluitingen of de installaties van de betrokken netgebruikers;

2° de ondersteunende diensten die zij respectievelijk ter beschikking stellen;

3° het evenwicht tussen de vraag en het aanbod van elektriciteit in de Belgische regelzone;

4° het technisch beheer van de elektriciteitsstromen op hun respectieve netten;

5° de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden aangesloten op hun respectieve netten;

6° de toegangsmodaliteiten tot hun respectieve netten;

7° de toepassingswijze van de reddings- en heropbouwcode;

8° de uitwisselingsmodaliteiten van de noodzakelijke gegevens betreffende de punten 1° tot 7° van deze paragraaf evenals die bedoeld in artikel 252, § 2;

9° de respectieve verantwoordelijkheden inzake kwaliteit, periodiciteit van de terbeschikkingstelling, en betrouwbaarheid van de gegevens bedoeld in 8°, en inzake naleving van de mededelingstermijnen;

10° de confidentialiteit van de meegeedeelde of uitgewisselde gegevens.

Art. 252. § 1. De distributienetbeheerder en de beheerders aan wiens netten zijn net gekoppeld is bepalen gezamenlijk de plaats en de technische kenmerken van het of de te installeren of te wijzigen koppelpunt(en) met het oog op de uitwerking van hun investeringsplannen en dit conform de te definiëren principes in de overeenkomst bedoeld in artikel 250.

§ 2. Onverminderd de bepalingen van dit technisch reglement delen de distributienetbeheerder en de beheerders aan wiens netten zijn net gekoppeld is elkaar de planificatiegegevens mee, die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van 51.

§ 3. Als bijlage bij de overeenkomst bedoeld in artikel 250 bevindt zich de lijst met de koppelpunten met hun technische kenmerken, en in het bijzonder :

1° de plaats van het koppelpunt;

2° de nominale spanning;

3° het ter beschikking gestelde vermogen in dat punt

§ 4. Iedere wijziging van het in een koppelpunt ter beschikking gesteld vermogen kan slechts worden doorgevoerd na overleg tussen de betrokken netbeheerders.

Art. 253. Bij aanhoudende onenigheid over de plaats of de technische kenmerken van een koppelpunt na afloop van de onderhandeling bedoeld in artikel 252 51, voert iedere netbeheerder zijn voorstel inzake het desbetreffende koppelpunt in in zijn investeringsplan dat hij opstelt conform de van kracht zijnde wetgeving.

Art. 254. § 1. De overeenkomst bedoeld in artikel 250 bepaalt de samenwerkingsmodaliteiten tussen de netbeheerders ten einde bij te dragen tot de garantie aan de netgebruikers van een spanningskwaliteit die beantwoordt aan de karakteristieken van de norm NBN EN 50160, en dit in de mate dat de middelen redelijkerwijs beschikbaar zijn.

§ 2. Het toegelaten niveau van storingen op het koppelpunt wordt bepaald door de normen die algemeen worden toegepast op Europees niveau, evenals door de technische aanbevelingen IEC 61000-3-6 en 61000-3-7.

Art. 255. § 1. De distributienetbeheerder en de beheerders aan wiens netten zijn net gekoppeld is, preciseren in de overeenkomst bedoeld in artikel 250, de overleg-, mededelings- en uitvoeringsmodaliteiten inzake geplande of niet geplande, tijdelijke of permanente overschakelingen van belasting tussen koppelpunten.

§ 2. Indien de veiligheid of de betrouwbaarheid van de netten aan wiens netten zijn net gekoppeld is het noodzakelijk, stelt de beheerder van het distributienet aan de netbeheerders van die netten bijkomende informatie ter beschikking betreffende het verwachte belastingsdiagram per koppelpunt.

Art. 256 § 1. De beheerder van het gewestelijk transmissienet stelt per welbepaald tijdsinterval, een afnamerecht op een forfaitaire hoeveelheid reactieve energie ter beschikking, in inductief en capacitief regime.

§ 2. Onder voorbehoud van de bepalingen van § 3, is deze forfaitaire hoeveelheid reactieve energie per tijdsinterval en per koppelpunt gelijk aan 32,9 % van de hoeveelheid actieve energie afgenomen op dat koppelpunt tijdens dat tijdsinterval.

§ 3. Die forfaitaire hoeveelheid reactieve energie per tijdsinterval en per koppelpunt mag niet lager zijn dan 3.29 % van de hoeveelheid actieve energie die overeenstemt met de duurtijd van het tijdsinterval vermenigvuldigd met het op dat koppelpunt ter beschikking gestelde vermogen, zoals bepaald in artikel 252, § 3, 3°.

§ 4. Het positieve verschil tussen de hoeveelheid in inductief regime en de forfaitaire hoeveelheid, toegewezen overeenkomstig dat artikel, wordt ten laste gelegd volgens de geldende tarifaire reglementering en de directieven en beslissingen van de CREG.

§ 5. Het positieve verschil tussen de hoeveelheid in capaciteef regime en de forfaitaire hoeveelheid, toegewezen overeenkomstig dat artikel, wordt ten laste gelegd volgens de geldende tarifaire reglementering en de directieven en beslissingen van de CREG.

Art. 257. § 1. Maandelijks en ten laatste op de tiende werkdag van de volgende maand, deelt de distributienetbeheerder de door hem gevalideerde waarden op kwartierbasis, geglobaliseerd per evenwichtsverantwoordelijke, mee aan de beheerder van een net aan wiens net zijn net gekoppeld is.

§ 2. De gegevens bedoeld in § 1 leggen, voor de afgelopen maand en op kwartierbasis, de verdeling tussen de verschillende evenwichtsverantwoordelijken vast van de totale uitgewisselde energie tussen de betrokken netten.

§ 3. De distributienetbeheerder waakt erover dat het geheel van de energie op kwartierbasis uitgewisseld tussen de betrokken netten, toegewezen wordt aan de verschillende evenwichtsverantwoordelijken.

Art. 258. Indien de beheerder van twee gekoppelde netten dezelfde rechtspersoon blijkt te zijn, regelt hij zelf de interfaces tussen beide netten.

Art. 259. Iedere wijziging van één of meerdere artikels van deze Titel dient goedgekeurd te worden door alle betrokken netbeheerders.

Bijlage I : LIJST VAN UITGEWISSELDE GEGEVENS

De eerste kolom van Tabel 1 heeft de Titel K Aansluitingstype en onderscheidt twee aansluitingstypes : de aansluitingen van productie-eenheden (« Pr ») en de aansluitingen van belastingen (n B »).

Bij een gemengde aansluiting (productie-eenheid en belasting, u Pr + B p), kan de distributienetbeheerder het geheel of een deel van de gegevens van beide aansluitingstypes opvragen.

De tweede kolom van Tabel 1 heeft de Titel K Doel » en verwijst naar het hoofdstuk of de paragrafen van dit technisch reglement waarop die gegevens betrekking hebben.

De afkorting « P » betreft de Titel II Planningscode. De afkortingen « S » en K A » komen respectievelijk overeen met een « Aanvraag voor oriënterende Studie » en een « Aanvraag tot aansluiting » in de Titel III Aansluitingscode. Andere gegevens betreffende de bestaande installaties worden samengebracht onder de Titel « Andere » (die gegevens moeten worden verstrekt ingevolge een specifieke aanvraag die niet hieronder is vermeld) en « Alle » (die gegevens moeten in de drie hieronder vermelde gevallen worden verstrekt).

De planningsgegevens waarvan sprake in artikel 38 van de Planningscode zijn die welke in Tabel 1 door het teken « P » of « Alle » in de kolom « Doel » zijn aangegeven.

De algemene technische gegevens of informatie waarvan sprake in artikel 73 van de Aansluitingscode zijn die welke in Tabel 1 door het teken « S » of « Alle » in de kolom « Doel » zijn aangegeven.

De gedetailleerde technische gegevens of informatie waarvan sprake in artikel 80 van de Aansluitingscode zijn die welke in Tabel 1 door het teken K A » of « Alle » in de kolom « Doel » zijn aangegeven.

De derde kolom van de Tabel 1 heeft de Titel « Omschrijving » en beschrijft de gevraagde technische gegevens en informatie.

De vierde kolom van Tabel 1 heeft de Titel « Eenheid » en geeft de meeteenheid waarin de meetbare grootheden worden uitgedrukt.

De vijfde kolom van de Tabel 1 heeft de Titel « Periode ». De letter T geeft het aantal jaren weer waarvoor het gegeven of de informatie wordt doorgegeven aan de distributienetbeheerder, in overeenstemming met de in de Planningscode vermelde planningsperiode.

Aansluitings-type	Doel	Omschrijving	Eenheid	Periode
Pr + B	Alle	Identificatie van de aansluiting		
Pr + B	Alle	Naam en adres van de netgebruiker		
Pr + B	A	Koppeling met het net: beschrijving van de aansluiting, met inbegrip van de hulpvoeding		
Pr + B	S, A	Datum van indienststelling	mm/jjjj	
Pr + B	Andere	Laatste datum van conformiteitskeuring	dd/mm/jjj j	
Pr + B	A	Lokalisatie van en toegang tot afschakelapparatuur en de meetinstallatie		
Pr + B	Andere	Algemene overstroombescherming: merk, type, instelwaarden, bedradingsschema		
Pr + B	Andere	Elektrisch schema		
B	Alle	Actief-vermogenspieken en maand van optreden	kW, mm	T
B	Alle	Reactief vermogen (of cos phi) bij actief-vermogenspiek	kVAr	T
B	P	Eventuele trendbreuken	kW, mm/jjjj	T
B	P	Wekelijks afnamepatroon	kW	
B	S, A	Type en vermogen van de storende belasting	kW	
B	S, A	Opgesteld motorvermogen	kVA	
B	Alle	Datum van indienststelling van een condensatorbatterij	dd/mm/jjj j	
B	Alle	Condensatorbatterij: geïnstalleerd vermogen	kVAr	
Pr	Alle	Productie-eenheid: identificatie		
Pr	Alle	Maximaal ontwikkelbaar vermogen	kW	T
Pr	P	Geschatte jaarproductie of gebruiksduur	kWh of h	T
Pr	Alle	Cos phi bij maximaal vermogen		T
Pr	S, A	Type generator (asynchroon / synchroon / invertor)		
Pr	A	Kenplaat van de generator		
Pr	Alle	Energiebron (al dan niet hernieuwbare energie / WKK / andere)		
Pr	Alle	Driefasig kortsluitvermogen (subtransiënt) op het toegangspunt	MVA	
Pr	Alle	Werking in eilandbedrijf mogelijk?	J/N	
Pr	Alle	Parallelbedrijf mogelijk?	J/N	
Pr	P	Verwachte beschikbaarheidsgraad	%	
Pr	S, A	Type en vermogen van een storende productie-eenheid	kW	
Pr	A	Transformator: U_{cc}	%	
Pr	A	Transformator: kenplaat		
Pr	Andere	Ontkoppelingsbescherming: merk, type, instelwaarden, bedradingsschema, afstandsbediening (J/N)		

Bijlage II. — AANSPRAKELIJKHEIDSVORWAARDEN TUSSEN DNB EN DNG's

I. Aansprakelijkheid van de distributienetbeheerder

1. Onverminderd de alinea's 2. en 3., is de distributienetbeheerder ten aanzien van de distributienetgebruiker enkel aansprakelijk - zowel op contractuele als op niet-contractuele basis - voor de lichamelijke schade en rechtstreekse materiële schade die de distributienetgebruiker lijdt als gevolg van een intentionele fout of van een zware fout, die door de distributienetbeheerder in de uitoefening van zijn wettelijke opdrachten is begaan of hem kan worden toegeschreven.

2. Voor materiële schade, geldt de aansprakelijkheid van de distributienetbeheerder slechts na aftrek van een vrijstelling van € 250 per distributienetgebruiker en per schadegeval. De vrijstelling is gekoppeld aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Het basisindexcijfer is dat van oktober 2005. Het indexcijfer dat in een dergelijk geval zal worden toegepast is dat van de maand die voorafgaat aan de dag van het schadegeval.

3. De distributienetbeheerder kan in geen geval aansprakelijk worden gesteld voor schade bij een distributienetgebruiker als gevolg van :

1° een opschorting van de toegang tot het net in de hypothesen zoals bedoeld in het Technisch reglement;

2° een fluctuatie in de spanning of de frequentie die niet meer bedraagt dan respectievelijk het verschil tussen de gemiddelde spanning en de waarde van de nominale spanning van het net en het verschil tussen de stroomfrequentie en de normale waarde ervan toegelaten door de norm NBN EN 50160.

3° een discontinuïteit in de toevoer die het gevolg is van micro-onderbrekingen. Gelet op de staat van de techniek kunnen micro-onderbrekingen in een gekoppeld net immers niet worden vermeden. De distributienetgebruiker moet zijn installaties ongevoelig maken voor dergelijke micro-onderbrekingen, of maatregelen treffen om de eventuele schade te beperken.

II. Aansprakelijkheid van de distributienetgebruiker

De Distributienetgebruiker is gehouden tot vergoeding van alle schade die door zijn toedoen of door zijn installaties is veroorzaakt aan elke door de distributienetbeheerder geïnstalleerde inrichting ten behoeve van de aansluiting of de distributie in, aan, op, onder of boven het betrokken perceel.

Zo ook moet de distributienetgebruiker alle schade vergoeden, die door zijn toedoen of door zijn installaties is veroorzaakt aan elke inrichting geïnstalleerd door een andere distributienetgebruiker en aangesloten op het distributienet.

III. Vervaltermijn

Opdat een vordering tot schadevergoeding ontvankelijk zou zijn, dient de schade, geleden door de distributienetbeheerder of door een distributienetgebruiker zo spoedig mogelijk doch uiterlijk binnen 40 kalenderdagen na het ontstaan van het schadegeval per aangetekende brief te worden gemeld aan de tegenpartij.

IV. Afstand van verhaal

Behoudens in de hierboven vermelde gevallen, waarin de aansprakelijkheid van de distributienetbeheerder of die van de distributienetgebruiker kan spelen, en binnen de aangegeven grenzen, zien de distributienetbeheerder en de distributienetgebruiker af van enige vordering tot vergoeding ten aanzien van elkaar. Elke partij licht zijn verzekeraar in omtrent deze afstand en laat in de verzekeringspolis die hij afsluit een clausule vermelden van afstand van verhaal voor de hierboven niet uitdrukkelijk genoemde hypothesen.

BIJLAGE III : CONTRACT VOOR TOEGANG TOT HET ELEKTRICITEITSDISTRIBUTIENET

Referentie :

Tussen :

Maatschappelijke zetel :

Rechtspersonenregister :

Nr.

BTW-nummer :

Vertegenwoordigd door :

[Naam, functie]

Hierna « toegangsgerechtigde » genoemd,

En :

Sibelga

Maatschappelijke zetel :

Werkhuizenkaai 16, te 1000 Brussel

Rechtspersonenregister :

Nr. 0.222.869.673

BTW-nummer :

BE 222.869.673

Vertegenwoordigd door :

[Naam, functie]

Hierna « distributienetbeheerder » genoemd,

En beide hierna zonder onderscheid afzonderlijk ook « partij » en gezamenlijk ook « partijen » genoemd,

Wordt overeengekomen hetgeen volgt :

Artikel 1 : Voorwerp, draagwijdte en toepassingsgebied van het Contract

1.1. Onderhavig contract is dat waarnaar wordt verwezen in artikel 137 van het Technisch reglement voor het beheer van het elektriciteitsdistributienet in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de toegang ertoe (in hetgeen volgt « Technisch reglement » genoemd). Het verduidelijkt de voorwaarden die de betrekkingen regelen tussen de distributienetbeheerder en de toegangsgerechtigde wat de toegang tot het distributienet betreft, dat wil zeggen : de injectie en/of afname van elektrische energie in of van het distributienet, het gebruik van de door de distributienetbeheerder beheerde aansluitingen, en het gebruik van de ondersteunende diensten, als bedoeld in het koninklijk besluit van 11 juli 2002.

1.2. De definities vervat in artikel 2 van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (in hetgeen volgt n Ordonnantie elektriciteit » genoemd) zijn van toepassing op dit contract. Hetzelfde geldt voor de definities in artikel 2, § 2, van het Technisch reglement.

1.3. Partijen erkennen dat onderhavig contract in zijn geheel onderworpen is aan de bepalingen in het Technisch reglement. Als een contractuele bepaling strijdig is met het Technisch reglement, dan heeft het Technisch reglement voorrang.

1.4. Onderhavig contract verleent geen toegang tot het transmissienet. De modaliteiten voor de toegang tot het transmissienet worden geregeld door de transmissie -en distributienetbeheerders in de samenwerkingsovereenkomst bedoeld in artikel 250 van het Technisch reglement.

1.5. Alle hieronder opgesomde bijlagen maken wezenlijk deel uit van het toegangscontract :

Bijlage 1 : Samenwerkingsverklaring tussen de evenwichtsverantwoordelijke en de toegangsgerechtigde.

Bijlage 2 : Solvabiliteitscriteria en financiële garanties

Bijlage 3A : Standaardformulier voor bankgarantie

Bijlage 3B : Standaardformulier voor parent guarantee'

Bijlage 4 : Lijst en gegevens van de contactpersonen

Artikel 2 : Opschortende voorwaarden

Onderhavig contract treedt alleen in werking indien en voor zover aan elk van de volgende opschortende voorwaarden is voldaan :

* Het bewijs dat de toegangsgerechtigde een evenwichtscontract met een evenwichtsverantwoordelijke voor de volledige looptijd van dit contract heeft gestoten; dat bewijs wordt aangebracht door middel van het verklaringsformulier in Bijlage 1;

* Het verstrekken door de toegangsgerechtigde van een solvabiliteitsattest of van een financiële garantie als bedoeld in Bijlage 2;

* Het verklaren door de toegangsgerechtigde dat alle aankoop- en verkoopcontracten van de elektrische energie, vereist voor het verwachte of normaliter te verwachten gebruik blijkens onderhavig toegangscontract, zullen worden gesloten.

Artikel 3 : Rechten en verplichtingen van de distributienetbeheerder

Onverminderd wat vermeld is in de overige bepalingen van dit contract en in het Technisch reglement, zijn de rechten en verplichtingen van de distributienetbeheerder de volgende :

3.1. De distributienetbeheerder verbindt zich ertoe redelijkerwijs elk nuttig middel aan te wenden om de toegangsgerechtigde toegang tot het distributienet te garanderen, onverminderd zijn recht om ten aanzien van de vereisten inzake veiligheid, betrouwbaarheid of efficiëntie van het distributienet of van de aansluiting, de noodzakelijke onderhouds-, herstellings- en ontwikkelingswerken uit te voeren overeenkomstig de voorschriften in het Technisch reglement.

3.2. De distributienetbeheerder gebruikt alle beschikbare middelen om te zorgen voor een veilige werking van het net en de exploitatie ervan, zoals met name de buitendienststelling van gedeelten van het net voor herstelling en onderhoud, waardoor de toegang tot het net van de distributienetbeheerder in voorkomend geval tijdelijk wordt onderbroken.

Artikel : Rechten en verplichtingen van de toegangsgerechtigde

Onverminderd wat vermeld is in de overige bepalingen van dit contract en in het Technisch reglement, zijn de rechten en verplichtingen van de toegangsgerechtigde de volgende :

4.1. De toegangsgerechtigde heeft toegang tot het distributienet voor de toegangspunten waarvoor hij als toegangsgerechtigde is geregistreerd in het toegangsregister van de distributienetbeheerder, ten belope van de aansluitingscapaciteit op het net voor elk toegangspunt.

4.2. De toegangsgerechtigde verbindt zich ertoe, voor de toegangspunten waarvoor hij als toegangsgerechtigde is geregistreerd in het toegangsregister, de als toepassing van artikel 8 verschuldigde bedragen te betalen, onder meer berekend op basis van de in dat artikel bedoelde tarieven.

4.3. Teneinde de gegevensuitwisseling mogelijk te maken als bedoeld in het Technisch reglement en in onderhavig contract, verbindt de toegangsgerechtigde zich ertoe de nodige investeringen te verrichten om zijn communicatiesysteem af te stemmen op dat van de distributienetbeheerder. De distributienetbeheerder overlegt met de toegangsgerechtigde over de werking en de aanpassingen van het communicatiesysteem.

4.4. De toegangsgerechtigde verbindt er zich toe de distributienetbeheerder onmiddellijk op de hoogte te brengen van elke wijziging van evenwichtsverantwoordelijke die voor hem optreedt voor één of meerdere beschouwde toegangspunten. De distributienetbeheerder zal de ontvangst van die wijziging pas bevestigen en er pas akte van nemen in het toegangsregister wanneer hem een nieuwe verklaring, opgemaakt volgens het model van Bijlage 1, en de gegevens van de nieuwe contactpersonen zullen zijn meegedeeld.

4.5. De toegangsgerechtigde wordt geacht zelf aan de distributienetgebruikers met wie hij verbonden is, alle vereiste gegevens te hebben verstrekt voor de goede uitvoering van zijn leveringscontract. Hij brengt ze meer bepaald op de hoogte van de algemene voorwaarden voor toegang tot het distributienet als bedoeld in het Technisch reglement.

4.6. De toegangsgerechtigde waarborgt jegens de distributienetbeheerder dat hij zelf en dat de evenwichtsverantwoordelijke(n) met wie hij samenwerkt, over alle bij wet en ordonnantie verplicht gestelde vergunningen beschikken of zullen beschikken.

De toegangsgerechtigde verbindt zich ertoe het bewijs te leveren aan de distributienetbeheerder, op diens verzoek, dat deze verklaringen, garanties en vergunningen te allen tijde juist en/of van kracht zijn. De toegangsgerechtigde verbindt er zich tevens toe de distributienetbeheerder terstond in kennis te stellen in het geval één of meer van de bovenvermelde vergunningen aflopen of vervallen.

Artikel 5 : Begin en einde van het contract

5.1. Onderhavig toegangscontract wordt gesloten voor een hernieuwbare termijn van twaalf maanden met inwerkingtreding op [.....] voor zover aan alle in artikel 2 vermelde opschortende voorwaarden is voldaan.

Vanaf de inwerkingtreding ervan, vervangt het alle voorafgaande contracten en overeenkomsten die tussen partijen zijn gesloten met betrekking tot de toegang tot het distributienet.

5.2. Onderhavig contract wordt stilzwijgend verlengd voor dezelfde termijn en onder dezelfde voorwaarden, zolang een partij niet aan de andere heeft meegedeeld dat zij de bedoeling had er een einde aan te maken, via aangetekend schrijven gericht aan de andere partij uiterlijk twee maanden vóór de afloopdatum van de aan de gang zijnde periode van twaalf maanden.

Artikel 6 : Opschorting van de verplichtingen en opzegging van het contract

6.1. Opschorting van zijn verplichtingen door de toegangsgerechtigde

In geval van ernstig verzuim of grove nalatigheid vanwege de distributienetbeheerder in de nakoming van zijn verplichtingen als bedoeld in artikel 3, stelt de toegangsgerechtigde de distributienetbeheerder in kennis van dit ernstig verzuim of van deze grove nalatigheid bij ter post aangetekend schrijven. De toegangsgerechtigde dient nauwkeurig aan te geven waaruit het ten laste gelegde verzuim of de verweten nalatigheid bestaat.

Alsdan heeft de distributienetbeheerder tien werkdagen de tijd, te rekenen vanaf de verzending van het aangetekend schrijven (waarbij de poststempel als bewijs voor de verzendingsdatum geldt), om deze toestand recht te zetten of om al het nodige te doen teneinde de gevolgen van het ernstige verzuim of de grove nalatigheid in zijn hoofde te verhelpen. De distributienetbeheerder brengt de toegangsgerechtigde op de hoogte van de daartoe getroffen maatregelen.

Na afloop van deze termijn is het de toegangsgerechtigde toegestaan de uitvoering van zijn verplichtingen krachtens onderhavig contract op te schorten. Hij dient zijn beslissing met redenen te omkleeden en kenbaar te maken bij een tweede ter post aangetekend schrijven, tegelijkertijd gericht aan de distributienetbeheerder en aan de Dienst.

6.2. Opschorting van zijn verplichtingen door de distributienetbeheerder

6.2.1. Indien een handeling of verzuim van de toegangsgerechtigde de goede werking van het distributienet of de veiligheid van de personen en installaties mogelijkerwijs ernstig in gevaar brengt, stelt de distributienetbeheerder de toegangsgerechtigde onmiddellijk bij ter post aangetekend schrijven in kennis van dit verzuim of van deze nalatigheid.

Alsdan heeft de toegangsgerechtigde tien werkdagen de tijd, te rekenen vanaf de verzending van het aangetekend schrijven (waarbij de poststempel als bewijs voor de verzendingsdatum geldt), om deze toestand recht te zetten of om al het nodige te doen teneinde de gevolgen ervan te verhelpen.

Na afloop van deze termijn is het de distributienetbeheerder toegestaan de uitvoering van zijn verplichtingen krachtens onderhavig contract op te schorten, daaronder zonder enige beperking inbegrepen het volledig opschorten van de toegang tot het distributienet. De opschorting is gemotiveerd en heeft terstond uitwerking.

6.2.2. In geval van herhaalde vertraging (twee of meer maanden na elkaar) in de betaling van de hoofdsom, interesten of van alle andere in onderhavig contract bedoelde kosten door de toegangsgerechtigde, stuurt de netbeheerder de toegangsgerechtigde een ingebrekestelling bij ter post aangetekend schrijven houdende vaststelling van de wanbetaling in hoofde van de laatstgenoemde.

Alsdan heeft de toegangsgerechtigde tien werkdagen de tijd, te rekenen vanaf de datum van het aangetekend schrijven (waarbij de poststempel als bewijs geldt) om alle verschuldigde bedragen te betalen met inachtneming van de in onderhavig contract omschreven procedure.

Na afloop van deze termijn is de distributienetbeheerder gemachtigd de toegang tot het distributienet door de toegangsgerechtigde voor het geheel of ten dele op te schorten met inachtneming van de voorschriften in het Technisch reglement. De opschorting heeft terstond uitwerking.

6.2.3. Ter uitvoering van het bepaalde in artikelen 6.2.1. en 6.2.2., wordt de toegangsgerechtigde in de volgende gevallen geacht zich schuldig te hebben gemaakt aan verzuim of nalatigheid uit hoofde waarvan de distributienetbeheerder gemachtigd is de uitvoering van zijn verplichtingen op te schorten :

- indien de toegangsgerechtigde aan de eisen of aan de waarborgen bedoeld in Bijlage 2 niet meer voldoet;
- indien de schulden van de toegangsgerechtigde jegens de distributienetbeheerder het bedrag van de beschikbare bankgarantie overschrijden, met dien verstande dat deze toegangsgerechtigde weigert het bedrag van deze bankgarantie aan te passen of zich verzet tegen de toepassing van een « voorfacturatie » als bedoeld in Bijlage 2;
- als hij geen melding gemaakt heeft van een wijziging van evenwichtsverantwoordelijke of een wijziging van de gegevens van de in Bijlage 4 bedoelde contactpersonen;
- als hij niet gemeld heeft dat hij of een voor hem handelende evenwichtsverantwoordelijke niet meer beschikte over de door de wetten en ordonnances vereiste toelatingen;
- als hij de in dit contract bedoelde verklaringen niet heeft gedaan of niet gemeld heeft dat één van die verklaringen niet meer correct was;
- indien een onevenwicht ontstaat op grond dat de genomineerde injectie van de toegangsgerechtigde niet afgestemd is op de werkelijke afnames van de distributienetgebruiker;

6.2.4. De kosten gebonden aan de opschorting van de toegang tot het distributienet uit hoofde van wanbetaling van de verschuldigde bedragen en aan het opnieuw verkrijgen van toegang tot het distributienet, alsook alle andere kosten komen ten laste van de toegangsgerechtigde.

6.3. Opzegging van het toegangscontract

Indien de blijkens artikelen 6.1. of 6.2. in gebreke blijvende partij zijn tekortkoming of nalatigheid niet heeft rechtgezet of niet redelijkerwijs al het mogelijke heeft gedaan om deze tekortkoming of nalatigheid recht te zetten binnen een termijn van 30 werkdagen na verzending van het ter post aangetekend schrijven houdende vaststelling van de tekortkoming of nalatigheid, dan staat het de wederpartij vrij onderhavig contract met onmiddellijke ingang op te zeggen zonder dat te dien einde enigerlei optreden in rechte vereist is.

Onderhavig contract mag pas worden opgezegd nadat een poging tot overleg door tussenkomst van de Dienst heeft plaatsgevonden.

De partij die het contract opzegt, maakt haar beslissing bij ter post aangetekend schrijven kenbaar aan de in gebreke gestelde partij.

Artikel 7 : Wijziging van de gegevens

Gegevens met betrekking tot de toegangsgerechtigde en de eyenwichtsverantwoordelijke

7.1. In geval van wijziging van de in de toegangs aanvraag of in onderhavig contract geregistreerde gegevens, of in geval van elke andere wijziging van de gegevens waarover de toegangsgerechtigde beschikt en die van invloed kan zijn op de uitvoering van onderhavig contract, dient de toegangsgerechtigde zulks terstond kenbaar te maken aan de distributienetbeheerder met inachtneming van de voorwaarden in het Technisch reglement.

Binnen één maand na kennisgeving van deze informatie beslist de distributienetbeheerder of deze wijziging reden is om de toegang tot het net voor een of meer toegangspunten algeheel of ten dele te wijzigen of op te heffen, dan wel om onderhavig contract te wijzigen. De distributienetbeheerder maakt zulks kenbaar aan de toegangsgerechtigde, met opgave van de redenen voor zijn beslissing.

7.2. Indien de distributienetbeheerder de toegang tot het net wijzigt bij toepassing van het bepaalde in artikel 7.1. en bijgevolg het toegangscontract wenst te wijzigen, stuurt hij de toegangsgerechtigde een ontwerp van aanhangsel tot onderhavig contract. Alsdan heeft de toegangsgerechtigde één maand de tijd om dit aanhangsel te ondertekenen, eventueel geamendeerd in gemeen overleg ingevolge een discussie met de distributienetbeheerder, en om de dossierkosten met betrekking tot de wijziging van zijn toegang tot het net te vereffenen.

Indien de toegangsgerechtigde nalaat het aanhangsel binnen deze termijn ondertekend terug te sturen, dan is het de distributienetbeheerder toegestaan onderhavig contract te beëindigen met kennisgeving bij ter post aangetekend schrijven aan de toegangsgerechtigde.

Gegevens met betrekking tot de toegangspunten en de distributienetgebruikers

7.3. Indien de gegevens van de afnemers van de toegangsgerechtigde worden gewijzigd, dient de laatstgenoemde zulks terstond kenbaar te maken aan de distributienetbeheerder op de wijze gesteld in het Technisch reglement en het erdoor bedoelde MIG.

7.4. Indien de gegevens van een toegangspunt worden gewijzigd, dient de distributienetbeheerder zulks terstond kenbaar te maken aan de toegangsgerechtigde actief voor dit punt op de wijze gesteld in het Technisch reglement en het erdoor bedoelde MIG.

Artikel 8 : Door de toegangsgerechtigde verschuldigde bedragen voor de toegang tot het distributienet

8.1. De toegangsgerechtigde is de distributienetbeheerder blijkens onderhavig contract de tarieven verschuldigd met betrekking tot de volgende prestaties :

* de tarieven voor de basisdiensten, met uitzondering van de eenmalige tarieven voor de installatie of wijziging van de aansluitingen;

* de tarieven voor de door de distributienetbeheerder uitgevoerde administratieve en technische verrichtingen als antwoord op een aanvraag tot wijziging van de in het toegangsregister voor een bepaald toegangspunt ingeschreven gegevens;

* het tarief voor de ondersteunende diensten;

* de tariefposten in verband met belastingen, inhoudingen, toeslagen, bijdragen en retributies,

zoals goedgekeurd door de CREG ter uitvoering van het koninklijk besluit van 11 juli 2002; het in artikel 5 van dit besluit vermelde onderschreven vermogen wordt door de distributienetbeheerder bepaald in het tariefvoorstel dat hij ter goedkeuring aan de CREG voorlegt.

8.2. De tarieven zijn van toepassing zodra deze door de CREG zijn goedgekeurd of, in geval van weigering van goedkeuring, zodra de CREG voorlopige tarieven heeft vastgelegd. Deze worden schriftelijk kenbaar gemaakt aan de toegangsgerechtigde met vermelding van de periode waarin deze tarieven van toepassing zijn.

De geldende tarieven kunnen ook op de website van de distributienetbeheerder worden geraadpleegd.

8.3. Deze tarieven zijn exclusief belasting over de toegevoegde waarde (BTW). De BTW komt ten laste van de toegangsgerechtigde.

8.4. De toegangsgerechtigde verbindt zich ertoe de bedragen die de netbeheerder krachtens enigerlei wettelijke en bestuursrechtelijke bepaling dient in te vorderen te storten op de rekening van de distributienetbeheerder die de laatstgenoemde te dien einde opgeeft.

Artikel 9 : Facturatie en betaling

9.1. De bedragen bedoeld in artikel 8 worden de toegangsgerechtigde elke maand op een doorzichtige manier in rekening gebracht.

9.2. De facturen worden elke maand opgesteld en door de distributienetbeheerder aan de toegangsgerechtigde verstuurd vanaf de derde kalenderdag van de maand volgend op de maand waarin de toegang is verleend. De facturen worden aan de toegangsgerechtigde gericht op het in Bijlage 4 vermelde factuuradres.

9.3. De facturen dienen betaald te worden op de rekening van de distributienetbeheerder binnen achttien kalenderdagen na de datum waarop de factuur is opgesteld. De uiterste betalingsdatum wordt in de factuur vermeld.

9.4. Elke vertraging in de betaling maakt verwijlinteressen opeisbaar, berekend op basis van de EURIBOR-eenjaarsrente vermeerderd met 200 basispunten, op de uiterste betalingsdatum van de factuur.

Deze verwijlinteressen zijn verschuldigd prorata temporis van het aantal verstreken dagen sedert de uiterste betalingsdatum van de factuur, tot op het moment dat het volledige bedrag is geïnd. De verwijlinteressen zijn verschuldigd door het enkele feit van wanbetaling zonder dat hiervoor enigerlei aanmaning of voorafgaande ingebrekestelling vereist is.

9.5. Indien de toegangsgerechtigde oordeelt dat ingevolge een fout een of meer correcties in een factuur aangebracht moeten worden, meldt hij deze fout aan de distributienetbeheerder vóór de uiterste betalingsdatum van deze factuur. Partijen proberen in dit geval tot een vergelijk te komen. In afwachting van dat vergelijk, dient de toegangsgerechtigde 90 % van het gemiddelde factuurbedrag van de afgelopen twee maanden te betalen.

Indien na betaling van de factuur een fout in de facturatie wordt vastgesteld, plegen partijen overleg om tot een vergelijk te komen. Rechtzetting is mogelijk tot vierentwintig maanden na de uiterste betalingsdatum van de te corrigeren factuur, zelfs indien de contractuele betrekkingen tussen partijen een einde hebben genomen.

Artikel 10 : Aansprakelijkheid

10.1. De distributienetbeheerder kan uitsluitend aansprakelijk worden gesteld op grond van directe materiële schade aan de toegangsgerechtigde toegebracht ingevolge een ernstige of opzettelijke tekortkoming die toerekenbaar is aan de distributienetbeheerder met betrekking tot de uitvoering van de in onderhavig contract vermelde verplichtingen.

De distributienetbeheerder kan onder geen beding aansprakelijk worden gesteld voor aan de toegangsgerechtigde toegebrachte schade veroorzaakt door :

* het verkeerde, onaangepaste of niet-toegestane gebruik door de toegangsgerechtigde van gegevens, daaronder mede inbegrepen de meetgegevens;

* de verkeerde of foutieve verzending van gegevens in verband met de verandering van leverancier (switch) door de toegangsgerechtigde aan de distributienetbeheerder, en het gebruik dat de laatstgenoemde daarvan te goeder trouw maakt;

* een onevenwicht in het elektriciteitstransmissienet, dat onder meer te wijten is aan het feit dat de door de toegangsgerechtigde en/of evenwichtsverantwoordelijke genomineerde en werkelijke afnames/injecties niet op elkaar zijn afgestemd;

* een opschorting van de toegang in de gevallen vermeld in het Technisch reglement.

De distributienetbeheerder kan niet aansprakelijk worden gesteld jegens de toegangsgerechtigde of de evenwichtsverantwoordelijke voor enigerlei door de distributienetgebruiker geleden schade. De aansprakelijkheid van de distributienetbeheerder jegens de distributienetgebruiker wordt bepaald in de voorwaarden vermeld in Bijlage II van het Technisch Reglement.

10.2. De toegangsgerechtigde kan uitsluitend aansprakelijk worden gesteld voor directe materiële schade toegebracht aan de distributienetbeheerder door de ernstige of opzettelijke tekortkoming vanwege de toegangsgerechtigde met betrekking tot de uitvoering van de in onderhavig contract vermelde verplichtingen in zijn hoofde.

Bovendien kan de toegangsgerechtigde jegens de distributienetbeheerder niet aansprakelijk worden gesteld voor schade voortvloeiende uit noodsituaties als nader omschreven in het Technisch reglement.

10.3. Met uitzondering van de gevallen als bedoeld in hetgeen voorafgaat, doen partijen afstand van elk wederzijds verhaal dat zij op elkaar kunnen uitoefenen uit hoofde van de mogelijkere wijs door hen geleden schade.

10.4. De distributienetbeheerder en de toegangsgerechtigde kunnen in geen geval gehouden worden tot vergoeding van indirecte materiële schade, immateriële schade, winstderving of inkomstenverlies voortvloeiende uit enige tekortkoming in hun hoofde.

10.5. Elk der partijen is verplicht een verzekeringscontract besluiten ter indekking van de risico's gebonden aan de uitvoering van onderhavig contract.

Partijen dienen hun respectieve verzekeraars in kennis te stellen van de in onderhavig artikel vermelde aansprakelijkheidsbeperking. De verzekeringspolis van elke partij vermeldt dat de verzekeraar afstand doet van elk verhaal op de wederpartij, behoudens in de gevallen als bedoeld in hetgeen voorafgaat.

10.6. Indien een der partijen de wederpartij aansprakelijk wil stellen en daardoor een schadevergoeding wit verkrijgen, dient zij zulks terstond bij ter post aangetekend schrijven kenbaar te maken aan de wederpartij onder vermelding van het feit waarin de aansprakelijkstelling haar oorsprong vindt, en met een omstandige raming van de vermeend geleden schade. Op straffe van nietontvankelijkheid, moet dat aangetekend schrijven worden verstuurd binnen twintig werkdagen na de vaststelling van het feit waarin de aansprakelijkstelling haar oorsprong vindt of van de gevolgen ervan. In elk geval mag die termijn niet meer dan zes kalendermaanden bedragen, te rekenen vanaf het opduiken van het feit dat aan de oorsprong ligt.

Artikel 11 : Geschillenregeling

Onverminderd het gestelde in artikel 731 tweede lid van het Gerechtelijk Wetboek, in geval van geschil betreffende de toepassing van dit contract, moet elke partij de Dienst aanspreken met het oog op overleg en er de andere partij aangetekend van verwittigen, ten laatste binnen dertig werkdagen na het opduiken van het geschil.

Is er na het overleg geen akkoord tussen de partijen, dan zijn de Rechtbanken van Brussel bevoegd.

Opgemaakt in tweevoud te < PLAATS > op < DATUM CONTRACTONDERTEKENING >, waarbij elke partij verklaart een exemplaar ontvangen te hebben.

Voor de distributienetbeheerder,

Voor de toegangsgerechtigde,

Bijlage 1 : Samenwerkingsverklaring toegangsgerechtigde-evenwichtsverantwoordelijke

De ondergetekenden bevestigen dat de onderneming :

Maatschappelijke zetel :

Rechtspersonenregister : Nr.

BTW-nummer :

Vertegenwoordigd door :

in het kader van het bovenvermelde contract optreedt als « evenwichtsverantwoordelijke » voor rekening van de onderneming :

Maatschappelijke zetel :

Rechtspersonenregister : Nr.

BTW-nummer :

Vertegenwoordigd door :

die op de markt optreedt als « toegangsgerechtigde ».

Datum :

Voor de evenwichtsverantwoordelijke :

Voor de toegangsgerechtigde :

Naam, functie :

Naam, functie

Handtekening

Handtekening

Bijlage 2 : Solvabiliteitscriteria en financiële garanties

Bij ondertekening van het contract en alvorens toegang tot het net te verlenen, dient de toegangsgerechtigde een van de volgende garanties na te komen teneinde zijn financiële verplichtingen ten aanzien van de distributienetbeheerder zeker te stellen :

A/ Aan de toegangsgerechtigde is een officiële credit rating toegekend door een erkend en officieel kredietratingbureau, welke ten minste overeenstemt met A3 volgens de definitie van Standard & Poors, Moody's of Fitch als nader bepaald door Moody's. Deze minimumrating moet in stand worden gehouden gedurende de volledige looptijd van het contract dat met de distributienetbeheerder wordt gesloten.

OF B/ De toegangsgerechtigde dient aan te tonen minstens aan een van de volgende vereisten te voldoen :

1/ Voldoen aan de volgende financiële ratio's (zie de definities hieronder), berekend op basis van de jaarrekening van de toegangsgerechtigde over het boekjaar voorafgaand aan het huidige jaar

* Verhouding tussen EBITDA en financiële lasten ≥ 5

* Verhouding tussen netto financiële schulden en balanstotaal = maximaal 40 %

* Verhouding tussen EBITDA en financiële schulden = minimaal 30 % De minimumvereisten aangaande deze financiële ratio's dienen vervuld te blijven op basis van de jaarrekening zoals gepubliceerd in het kader van de wettelijke verplichtingen ter zake in België. Deze financiële ratio's worden door de distributienetbeheerder berekend. De toegangsgerechtigde dient de distributienetbeheerder de voor deze berekening vereiste gegevens te bezorgen uiterlijk één maand na de wettelijke publicatiedatum van de jaarrekening.

Als er over het vorige boekjaar geen jaarrekening is gepubliceerd, is het de distributienetbeheerder niet toegestaan financiële ratio's te gebruiken wat betreft de solvabiliteitsvereisten voor het komende kalenderjaar.

2/ Het stellen van een onvoorwaardelijke « parent guarantee » op eerste verzoek ten behoeve van de distributienetbeheerder, uitgaande van een referentieaandeelhouder van de toegangsgerechtigde of van een dochteronderneming van deze referentieaandeelhouder bij wie de referentieaandeelhouder of de dochteronderneming de vereiste minimale « credit rating » heeft als bepaald sub litt. A/ of voldoet aan de financiële ratio's als hierboven nader omschreven sub litt. B 1/. Deze garantie wordt opgesteld op een standaardformulier dat in Bijlage 3B is opgenomen en wordt ter goedkeuring aan de distributienetbeheerder voorgelegd.

OF C/ De toegangsgerechtigde levert een onvoorwaardelijke bankgarantie op eerste verzoek uitgaande van een financiële instelling met een minimale officiële « credit rating » A3 als gedefinieerd door Moody's. Deze minimumrating moet onafgebroken behouden blijven gedurende de volledige looptijd van het contract. Het bedrag van de bankgarantie moet overeenkomen met drie twaalfden van het geraamde bedrag van de gebruikskosten van het net op jaarbasis voor alle toegangspunten waarvoor de toegangsgerechtigde tussenkomt (deze raming dient alleen ter bepaling van het waarborgbedrag en verleent de toegangsgerechtigde geen rechten in verband met de uiteindelijke jaarlijkse kosten).

Deze bedragen worden door de distributienetbeheerder geraamd bij het begin van elk kalenderjaar op basis van de tarieven van toepassing op 1 januari van het jaar in kwestie en van de afnameprofielen van de toegangspunten.

Bijgevolg mag het waarborgbedrag opnieuw worden bepaald door de distributienetbeheerder, op objectieve en niet-discriminerende wijze, op basis van het verloop van de klantenportefeuille van de toegangsgerechtigde en van de het voorgaande jaar gefactureerde bedragen. In de hypothese van een heraanpassing van de door de distributienetbeheerder gevraagde waarborg, dient de toegangsgerechtigde het waarborgbedrag binnen vijftien werkdagen aan te passen. Indien dit bedrag niet binnen de bedongen termijn wordt aangepast, behoudt de distributienetbeheerder zich het recht voor nieuwe inschrijvingen van toegangspunten af te wijzen tot op het ogenblik dat de vereiste aanpassing is doorgevoerd. Bovendien, mag de distributienetbeheerder automatisch een voorfacturatie toepassen tot op het ogenblik dat de bankgarantie is aangepast.

De bankgarantie is bestemd voor de looptijd van onderhavige overeenkomst vermeerderd met twee maanden om alle vervallen betalingen in hun geheel te dekken. Het standaardformulier van de bankgarantie wordt in bijlage 3A opgenomen.

Bij overschrijding van de in artikel 9.3. van onderhavig contract vermelde betalingstermijn, behoudt de netbeheerder zich het recht voor de garantie eenzijdig en op eigen initiatief voor het geheel of ten dele aan te spreken.

OF D/ Vooruitbetalingssysteem met berekening achteraf van het bedrag.

Het door de distributienetbeheerder geraamde bedrag wordt aan de toegangsgerechtigde gefactureerd twee maanden vóór de maand waarin de dienst wordt verstrekt.

In dit geval wordt de factuur maandelijks op de tiende dag van elke maand opgesteld. De facturen zijn betaalbaar binnen achttien kalenderdagen te rekenen vanaf de factuurdatum en overeenkomstig het bepaalde in artikel 9 van onderhavige toegangscontract. De facturen worden aan de toegangsgerechtigde gericht op het in Bijlage 4 vermelde factuuradres.

Aan het einde van de maand waarop de dienst is verstrekt, wordt een berekening uitgevoerd overeenkomstig de door de distributienetbeheerder ter zake vastgelegde voorwaarden. Dit bedrag wordt in rekening gebracht op de eerstvolgende factuur. De vooruitbetaalde bedragen geven geen recht op betaling van interest door de netbeheerder aan de toegangsgerechtigde.

Bij ondertekening van het contract worden bijgevolg de eerste twee maanden in rekening gebracht.

Indien de toegangsgerechtigde niet langer aan de gekozen garantie voldoet, dient hij binnen vijftien dagen aan te tonen dat hij aan een andere hierboven vermelde solvabiliteitsvereiste voldoet. Indien de toegangsgerechtigde dit bewijs niet kan leveren, wordt het hierboven sub litt. D vermelde vooruitbetalingssysteem zonder meer toegepast.

Definitie van de toegepaste financiële ratio's

EdITDA : Het resultaat uit de bedrijfsuitoefening vóór aftrek van rente, belastingen en afschrijvingen, voorzieningen en waardeverminderingen.

Financiële lasten : Interesten en kosten gebonden aan financiële lasten en daaraan gebonden afgeleide opbrengsten op korte, middellange en lange termijn.

Netto financiële schulden : Netto financiële schulden op korte, middellange en lange termijn onder aftrek van de beschikbare kasmiddelen en liquiditeiten

Financiële schulden : Financiering op korte, middellange en lange termijn bij kredietinstellingen of daarmee gelijkgestelde instellingen.

Bijlage 3A : Standaardformulier bankgarantie

De ondergetekende, NV < bank >, gevestigd te, ten deze rechtsgeldig vertegenwoordigd door

In aanmerking nemende :

1. dat (de toegangsgerechtigde) betalingsverplichtingen heeft zoals omschreven in het toegangscontract tussen de toegangsgerechtigde en [...] met referentie [...], verder aangeduid als « het Contract »;

2. dat de toegangsgerechtigde zich in het Contract heeft verbonden al hetgeen de [...] van hem heeft te vorderen op grond van artikel 8 van het Contract te zullen betalen, te weten de vergoeding voor Toegang tot het Net van de Distributienetbeheerder, inclusief BTW en andere eventuele taksen en belastingen;

3. dat de verbintenissen die voortvloeien uit het hierboven genoemde Contract worden opgeschort, tot wanneer ten behoeve van de toegangsgerechtigde een door de Distributienetbeheerder goedgekeurde bankgarantie zal zijn afgegeven;

4. dat de bankgarantie dient als zekerheid voor het sub 2 gestelde; verklaart :

hierbij de betaling te garanderen jegens de Distributienetbeheerder tot het hierna genoemde bedrag ter nakoming van de Verplichtingen van de toegangsgerechtigde volgend uit het sub 2 gestelde, i. e.

EURO

zich onherroepelijk en onvoorwaardelijk te verbinden tot de onmiddellijke betaling aan de Distributienetbeheerder van alle bedragen ten belope van het hiervoor gegarandeerde bedrag, en dit op eerste schriftelijk verzoek van de Distributienetbeheerder, waarin de Distributienetbeheerder aangeeft dat de toegangsgerechtigde zijn contractuele verplichtingen tot betaling volgens artikels 8 en 9 van het Contract niet heeft nageleefd, zonder dat enige andere formaliteit dient te worden nageleefd, en zonder dat de Distributienetbeheerder zijn verzoek dient te rechtvaardigen en zonder dat de bank een weigering van de Leverancier kan tegenwerpen. Doordat de bank verbonden is als hoofdschuldenaar en zij niet louter een zekerheid gesteld heeft, verbindt zij er zich bijgevolg toe om over te gaan tot betaling ongeacht de reden waarom de toegangsgerechtigde zijn verplichtingen ten aanzien van de Distributienetbeheerder niet zou zijn nagekomen, zoals vanwege faillissement, een verzoek tot concordaat of enige andere insolventie.

Deze garantie is geldig gedurende de duur van het Contract, verhoogd met 2 maanden. Ze vervalt op..... en zal daarna zo snel als redelijkerwijze mogelijk aan de ondergetekende worden terugbezorgd.

Voor de BANK

Naam :

Titel :

Datum :

Bijlage 3B : Standaardformulier parent guarantee

Dit document is een garantie (hieronder de « Garantie »), gedateerd op [...], gegeven door [...] (hieronder de Garantiegever) aan de Distributienetbeheerder [...] (hieronder de « Begunstigde »).

1. Waarborg

Gelet op de afsluiting van een Toegangscontract op [.....] met referentie [.....] tussen [.....] (het « Bedrijf ») en de Begunstigde, garandeert de Garantiegever onherroepelijk en onvoorwaardelijk aan de Begunstigde de onmiddellijke betaling wanneer verschuldigd van alle verplichtingen en schulden van het Bedrijf aan de Begunstigde die voortvloeien uit het Toegangscontract (hierna genoemd de « Verplichtingen »). Ingeval het Bedrijf zijn Verplichtingen niet nakomt, zal de Garantiegever onmiddellijk het verschuldigde bedrag aan de Begunstigde betalen, onderworpen aan eender welke toepasselijke respijtperiode en op schriftelijk verzoek van de Begunstigde aan de Garantiegever.

2. Aard van de Garantie

Deze garantie is een garantie voor de betaling wanneer verschuldigd, niet voor inning.

3. Geen afstand, cumulatieve rechten

Het niet uitoefenen van eender welk recht door de Begunstigde, of een uitstel daarvan, zal niet als afstand daarvan fungeren, noch zal het uitoefenen of het gedeeltelijk uitoefenen van eender welk recht door de Begunstigde hieronder enige andere toekomstige uitoefening van eender welk recht uitsluiten. Elk recht dat hierbij wordt gegeven aan de Begunstigde of hem wordt toegestaan bij wet of volgens een andere overeenkomst zal cumulatief zijn en geen ander recht uitsluiten, en mag van tijd tot tijd uitgeoefend worden door de Begunstigde.

4. Verklaringen en garanties

* De Garantiegever is naar behoren georganiseerd, bestaat geldig en heeft een goede reputatie onder de wetten van het rechtsgebied waar hij gevestigd is en heeft de volledige institutionele macht deze Garantie te realiseren, te leveren en uit te voeren.

* De realisatie, levering en uitvoering van de Garantie werden en blijven naar behoren toegestaan door alle nodige vennootschapshandelingen en vormen geen inbreuk op eender welke wettelijke bepaling of op de statuten van de Garantiegever of op eender welke contractuele beperking die de Garantiegever of zijn activa bindt.

* Deze Garantie vormt de wettelijke, geldige en bindende verplichting van de Garantiegever, afdwingbaar ten opzichte van de Garantiegever in overeenstemming met zijn voorwaarden, onderworpen, met betrekking tot handhaving, aan faillissement, insolventie, reorganisatie en andere wetten die algemeen van toepassing zijn of een invloed hebben op de rechten van de schuldeiser en aan de principes van algemene billijkheid.

5. Beperkingen

De onder deze Garantie gedekte schulden van de Garantiegever zijn en zullen specifiek beperkt worden tot de betalingen die uitdrukkelijk uitgevoerd moeten worden onder dit Toegangscontract of deze Garantie. Behalve in de gevallen specifiek voorzien in het Toegangscontract of deze Garantie, zal de Garantiegever in geen geval blootgesteld worden aan gevotgschade, morele schadevergoeding, schade op basis van billijkheid, winstdervingschade, strafvergoeding, schade door onrechtmatige daad of eender welke andere schadevergoedingen, kosten of onkosten.

6. Tegeneisen

Zonder de eigen weermiddelen en andere rechten van de Garantiegever hieronder te beperken, behoudt de Garantiegever zich het recht voor op een tegeneis waarop het Bedrijf recht heeft of zou hebben voortvloeiend uit het Toegangscontract, behalve voor weermiddelen die voortvloeien uit faillissement, insolventie, ontbinding of liquidatie van het Bedrijf.

7. Opzegging

De Garantiegever mag deze Garantie in zijn geheel te allen tijde opzeggen door middel van een door de Garantiegever ondertekend schrijven gericht aan de Begunstigde. Een dergelijke opzegging zal pas 2 maanden nadat de Begunstigde een dergelijke kennisgeving van opzegging werkelijk ontvangen heeft van kracht zijn, of op een latere datum zoals gespecificeerd kan zijn in dergelijke kennisgeving. Een dergelijke opzegging zal de schulden van de Garantiegever niet beïnvloeden met betrekking tot eender welke aangegane Verplichtingen of transacties onder het Toegangscontract vóór het moment dat de opzegging van kracht is, welke schulden gegarandeerd zullen blijven conform de voorwaarden van deze Garantie.

8. Kennisgevingen

Alle kennisgevingen en andere communicaties met betrekking tot deze Garantie zullen schriftelijk gebeuren, per fax gegeven worden (behalve voor een eis tot betaling of een kennisgeving van opzegging), met de hand geleverd of per aangetekende brief (met ontvangstbevestiging) verzonden worden en als volgt geadresseerd :

Indien aan de Garantiegever

Indien aan de Begunstigde

of een ander adres dat de Garantiegever of de Begunstigde te gelegener tot tijd zullen specificeren.

9. Toepasselijk Recht

Deze Garantie is onderworpen aan en opgesteld conform het Belgisch recht.

10. Amendementen

Geen enkele voorwaarde of bepaling van deze Garantie zal geamendeerd, aangepast, opgeschort of aangevuld worden, tenzij het schriftelijk gebeurde en ondertekend werd door de Garantiegever en aanvaard door de Begunstigde.

11. Volledige Overeenkomst

Deze Garantie vormt de volledige overeenkomst en vervangt alle vorige schriftelijke overeenkomsten en afspraken en mondelinge overeenkomsten tussen de Garantiegever en de Begunstigde met betrekking tot het onderwerp ervan.

WAARVAN AKTE, de Garantiegever heeft zijn bevoegde werknemers de opdracht gegeven deze Garantie vanaf de bovenaan vermelde datum uit te voeren en te leveren.

Voor en in naam van <...>

Door :

Door :

Naam :

Naam :

Titel :

Titel

Bijlage 4 : Contactgegevens

1. Factuuradres van de toegangsgerechtigde

Adres :

BTW-nummer

2. Contactpersonen en nadere gegevens

— Voor de distributienetbeheerder :

Adres : Werkhuizenkaai 16, te 1000 Brussel

Contactpersoon :

Telefoon :

Fax :

E-mail :

Website : www.sibeLRa.be

— Voor de toegangsgerechtigde :

Adres :

Contactpersoon :

Telefoon :

Fax :

E-mail :

E-mail meetgegevens :

E-mail advies :

EAN-GLN nr. :

— Voor de evenwichtsverantwoordelijke :

Adres :

Contactpersoon :

Telefoon :

Fax :

E-mail :

E-mail meetgegevens :

EAN-GLN nr. :

Bijlage IV : VOORWAARDEN VOOR HET TER BESCHIKKING STELLEN VAN ELEKTRISCH VERMOGEN
AAN HUISHOUDELIJKE AFNEMERS

I. TOEPASSINGSGEBIED

Zolang die klanten niet in aanmerking komend zijn verklaard, wordt het elektrisch vermogen aan de residentiële klanten ter beschikking gesteld overeenkomstig de huidige voorwaarden en, voor zover deze er niet voorlopig van hebben afgeweken, overeenkomstig het Technisch reglement voor het beheer van het elektriciteitsdistributienet in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de toegang ertoe (in hetgeen volgt « Technisch reglement » genoemd). De in deze voorwaarden gehanteerde termen verwijzen naar de definities van het Technisch reglement.

II. VOORWAARDEN VOOR IET TER BESCHIKKING STELLEN

II. 1. De levering van elektrisch vermogen is onderworpen aan de ondertekening van het document voor het ter beschikking stellen en afnemen van elektrisch vermogen gegeven door de distributienetbeheerder. Bij ondertekening van dit document, dient de toekomstige klant zijn identiteitsbewijs voor te leggen evenals een recto-verso kopie daarvan. Indien de toekomstige klant afwezig is, mag hij zich laten vertegenwoordigen door een meerderjarig persoon die over een gewettigde volmacht beschikt.

II. 2. Behalve als hij het specifiek sociaal tarief geniet of een abonnement heeft genomen voor lokalen die te huur staan, moet elke klant een waarborg betalen aan de distributienetbeheerder.

Dergelijke waarborg bedraagt de waarde van de tussentijdse forfaitaire factuur of van het verzoek tot tussentijdse storting met een forfaitair bepaald minimum in functie van het vermogen en de verbruikte energie. De waarborg kan de vorm aannemen van een storting, of van een bankwaarborg, naar keuze van de klant.

De waarborg zat terugbetaald worden na 3 jaar regelmatige betaling zonder ingebrekestelling of in geval van een bankdomiciliëring, na ontvangst hiervan. In eik geval, zat de waarborg, op initiatief van de distributienetbeheerder, ten laatste bij het afsluiten van de rekening worden vrijgegeven na aftrek van de eventuele nog verschuldigde bedragen.

II.3. Zonder schriftelijk akkoord van de distributienetbeheerder, mag het elektrisch vermogen niet verder verkocht of kosteloos afgestaan worden.

III. METEROPNAME

De meteropname wordt uitgevoerd door de distributienetbeheerder of, in voorkomend geval, door de klant zelf op de wijze vastgesteld door de distributienetbeheerder.

Behoudens bijzondere omstandigheden en teneinde een referentieperiode te waarborgen, wordt de meter jaarlijks in dezelfde door de distributienetbeheerder bepaalde periode opgenomen.

De distributienetbeheerder kan nochtans op elk ogenblik overgaan tot meteropname. Bovendien, gedurende het eerste jaar, te rekenen vanaf het ondertekenen van het document aangehaald in punt II., kan de klant vragen om op zijn kosten de meteropname meermaals per jaar uit te voeren.

IV. TARIEVEN

De door de distributienetbeheerder toegepaste tarieven voor de levering van elektrisch energie aan de residentiële klanten, zijn opgemaakt met naleving van de wettelijke voorschriften en van de leveringsvoorwaarden van elektriciteit in hoog - en laagspanning voor de niet in aanmerking komende klanten, zoals opgenomen op de site van de CREG. Zij zijn opgenomen op zijn internetsite.

Die tarieven zijn exclusief BTW en andere geldende taksen, bijdragen en toeslagen.

V. FACTURERING

De facturen zijn jaarlijks en maken het voorwerp uit van tussentijdse forfaitaire facturen of tussentijdse stortingen die maandelijks zijn.

Het bedrag van de forfaitaire facturen of tussentijdse stortingen wordt bepaald in overleg met de klant bij ondertekening van het verzoek tot terbeschikkingstelling. In het geval van een substantiële wijziging van de energieverbruikskarakteristieken, heeft de klant het recht de herziening van het forfaitaire bedrag te vragen.

De residentiële klant kan vragen dat de factuur of de tussentijdse storting tweemaandelijks wordt opgesteld.

Als het gas- en elektriciteitsverbruik op een enkele factuur is aangerekend, dan heeft de klant, die slechts een gedeelte betaalt, het recht te verklaren voor welke energieschuld zijn betaling moet dienen.

De niet-forfaitaire factuur vermeldt in het bijzonder :

- de periode waarop de factuur betrekking heeft;
- de vaste term(en);
- de proportionele prijs (prijzen) per energie-eenheid;
- het aantal verbruikte eenheden
- het bedrag van de prestaties en de eventuele diverse kosten;
- de energiebijdrage alsook de overige geldende toeslagen en vergoedingen;
- het BTW-bedrag.

De bedragen van de facturen moeten worden betaald binnen de 15 dagen, te rekenen vanaf de datum van verzending der factuur.

Bij gebrek aan betaling binnen deze termijn wordt aan de klant een rappel gestuurd, waarin hem wordt aangeraden in voorkomend geval contact op te nemen met de distributienetbeheerder.

Is de betaling niet gebeurd binnen 15 dagen na verzending van deze rappel, dan stelt de distributienetbeheerder de klant schriftelijk in gebreke. De ingebrekestelling informeert de klant dat indien de betaling niet gebeurd is binnen de 10 dagen zijn naam aan het O.C.M.W. van diens gemeente zat meegedeeld worden, tenzij uitdrukkelijk verzet per aangetekende brief.

Alle kosten voortvloeiend uit de niet-betaling binnen de gestelde termijnen, alsook de verwijtinteressen berekend tegen wettelijke rentevoet, worden de klant aangerekend, overeenkomstig de door de distributienetbeheerder goedgekeurde barema's.

Tussentijdse stortingen zijn opeisbaar onder dezelfde voorwaarden die gelden voor de facturen.

Indien de regularisatiefactuur de som van de forfaitaire facturen of van de tussentijdse stortingen met minstens 50 % overschrijdt, kunnen aan de klant terugbetalingstermijnen worden toegekend op diens verzoek.

VI. OMTZETTING VAN DE FACTUUR

De klant die meent dat zijn facturen of tussentijdse stortingen moeten verbeterd worden, stelt de distributienetbeheerder daarvan op de hoogte. Hij blijft evenwel gehouden tot betaling van de bedragen waarvan op onbetwistbare wijze is vastgesteld dat zij verschuldigd zijn.

In geval van vergissing of weglating met betrekking tot de bedragen gevorderd van de klant, voert de distributienetbeheerder een rechtzetting uit hetzij op eigen initiatief, hetzij op vraag van de klant.

In geval van saldo te zijnen laste, kan de klant terugbetalingstermijnen vragen.

Ingeval het aan de klant verschuldigde saldo hoger is dan het bedrag van de tussentijdse forfaitaire factuur of de tussentijdse storting, zal de distributienetbeheerder de terugbetaling uitvoeren binnen de 15 dagen. Zoniet zat het aan de klant verschuldigde bedrag in mindering komen van de volgende tussentijdse forfaitaire factuur of hem uitbetaald worden, indien hij daartoe verzoekt.

VII. AFSLUITEN VAN DE REKENING

Indien de klant wit verzaken aan het hem ter beschikking gestelde elektrisch vermogen, dan moet hij de distributienetbeheerder minstens 5 werkdagen vooraf hiervan schriftelijk op de hoogte brengen. Heeft de klant geen verzoek tot het afsluiten van zijn rekening ingediend of niet te gepasten tijde toegang verleend tot de installaties, dan blijft hij gehouden tot naleving van al zijn verbintenissen tegenover de distributienetbeheerder.

VII. GESCHILLENREGELING

In geval van betwisting tussen de distributienetbeheerder en de klant of de eigenaar van het gebouw aangaande de toepassing van deze voorwaarden van ter beschikkingstelling, zullen de rechtbanken van Brussel bij uitsluiting bevoegd zijn.